



CENTRE PATRONAL

GS / EFD
+ - 6. Jan. 2012 +
LO/AM

Route du Lac 2
1094 Paudex

Case postale 1215
1001 Lausanne

Tél. 021 796 33 00
Fax 021 796 33 11
info@centrepatronal.ch
www.centrepatronal.ch

CCP 10-13744-9
TVA/MWSt 270 039

Monbijoustrasse 14
Postfach 5236
3001 Bern
Tel. 0313 909 909
Fax 0313 909 903
cpbern@centrepatronal.ch

CONFÉDÉRATION SUISSE
Département fédéral des finances DFF
Secrétariat général
Service juridique
M. Bruno Dorner
Bundesgasse 3
CH – 3003 BERNE

Paudex, le 5 janvier 2012
SB/ra

Révision de l'ordonnance sur les fonds propres : Bâle III et *too big to fail* Consultation

Monsieur,

Nous avons pris connaissance du projet cité en référence et, comme nous le faisons habituellement lors d'une procédure de consultation, nous prenons la liberté de vous communiquer ci-après notre position.

I. Généralités et bases légales

La Suisse n'a pas échappé à la crise financière mondiale de 2007-2008. Les turbulences qui ont alors agité les marchés financiers ont aussi touché notre secteur bancaire, en particulier les deux grandes banques, Crédit Suisse (CS) et UBS, frappant en particulier la seconde. Face à cette crise a émergé sur les scènes internationale et nationale un consensus pour imposer au secteur bancaire en général des prescriptions plus exigeantes en matière de fonds propres ainsi que des règles particulières encore plus strictes pour les établissements financiers qui remplissent des fonctions systémiques soit au bénéfice d'une économie nationale soit au profit du système financier global (d'où la définition par le Conseil de stabilité financière, FSB, des G-SIFI : *Global Systematically Important Financial Institutions*).

En vue de raffermir les prescriptions en matière de fonds propres au niveau international, une nouvelle réglementation a été élaborée sous l'égide du Comité de Bâle (*accord Bâle III*). Le Département fédéral des finances (DFF) et l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) souhaitent maintenant transposer ce nouveau standard international en droit suisse par le biais d'une réforme de l'ordonnance du 29 septembre 2006 sur les fonds propres et la répartition des risques des banques et des négociations en valeurs mobilières (ordonnance sur les fonds propres, OFR).

Nous notons que l'art. 98 de la Constitution fédérale (Cst.) fournit une assise constitutionnelle à cet effet et que la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne (loi sur les banques, LB) représente une base légale plus que suffisante, car l'art. 4 al. 1 LB impose à chaque banque de disposer, sur une base consoli-

dée, d'un volume suffisant de fonds propres et de liquidités, et l'art. 4 al. 2 LB attribuée au Conseil fédéral la compétence de définir les éléments constituant ces fonds propres et les liquidités et d'en fixer les exigences minimales en fonction du genre d'activité et des risques, la FINMA pouvant quant à elle édicter des dispositions d'exécution.

En ce qui touche plus particulièrement aux risques systémiques que les deux grandes banques suisses, UBS et Crédit suisse, font courir à l'économie helvétique et au système financier global – ces deux instituts figurent sur la liste des 29 établissements de la catégorie G-SIFI qui ne peuvent être exposés au risque d'une faillite sans précautions particulières (*too big to fail*) –, le Conseil fédéral a initié dès l'automne 2009 un projet d'adaptation de la LB. Ce processus appelé projet TBTF (*too big to fail*) a abouti à la réforme de la loi sur les banques du 30 septembre 2011. Celle-ci amène le DFF à soumettre à consultation le projet d'introduction dans l'OFR d'un nouveau titre 5 consacré aux «exigences particulières pour les banques d'importance systémique».

Dans la mesure où ces deux processus de réforme de l'OFR sont étroitement liés, dû à leur origine commune dans la crise financière susmentionnée, et que l'ensemble de cette révision est chapeauté par le Service juridique du DFF, nous répondons aux deux objets dans la présente prise de position. Nous traitons cependant chaque sujet dans une subdivision séparée.

II. La réforme de l'OFR en vue de la mise en œuvre de l'accord Bâle III

1) Résumé de l'accord Bâle III

De 2010 à 2011, les *Governors and Heads of Supervision* (GHOS, des représentants des principales banques centrales des pays industrialisés réunis sous l'égide de la Banque des règlements internationaux, BRI), ont adapté pour la troisième fois des recommandations formulées initialement en 1988 (accord Bâle I) visant à assurer la stabilité du système bancaire international en fixant une limite minimale à la quantité de fonds propres des banques. L'objectif de l'accord Bâle III est de combler des lacunes dans le dispositif précédent (Bâle II, 2004) en y joignant les renforcements apparus nécessaires lors de la récente crise financière. Celle-ci a en effet révélé une insuffisance de fonds propres de nombreuses banques, notamment sous forme de volants de sécurité capables d'absorber les pertes et dépassant les exigences réglementaires applicables en permanence, ainsi qu'un manque en matière de couverture de certains risques de contrepartie par les fonds propres.

L'accord Bâle III redéfinit les fonds propres indispensables aux banques en vue d'une meilleure capacité d'absorption des pertes. S'y ajoutent diverses innovations qui entraînent un changement dans la définition des actifs pondérés en fonction des risques et qui impliquent donc une modification du dénominateur des *ratios* de fonds propres. En outre, entre dans la nouvelle définition internationale des fonds propres nécessaires la notion de volants de sécurité. Le but de ces volants est que les banques accumulent des capitaux pendant les périodes de prospérité ou de forte croissance du crédit, de façon à pouvoir les libérer pour absorber les pertes en période difficile. Enfin, l'introduction d'un *ratio* (coefficient) d'endettement maximal (*leverage ratio*) et l'adoption de lignes directrices concernant le risque de liquidité complètent le nouveau dispositif prudentiel. Cependant, la révision proposée de l'OFR ne comprend pas encore de définition du *ratio* d'endettement non pondéré (*leverage ratio*) ni de nouveaux standards minimaux en matière de liquidités, car le Comité de Bâle et le G-20 ont décidé d'une période d'observation sur le fonctionnement général du dispositif Bâle III afin d'identifier d'éventuelles conséquences inattendues pouvant survenir, avant de passer à la mise en œuvre de cette dernière étape du système.

2) *Evaluation de la reprise par la Suisse de l'accord Bâle III.*

a) Des exigences accrues en matière de qualité des fonds propres

- La proposition

L'accord Bâle III exclut à l'avenir la prise en compte comme fonds propres d'éléments financiers impropres à pouvoir absorber des pertes. Les trois principales composantes des fonds propres sont classées selon des critères de qualité décroissants. La première, la plus qualitative, est constituée des fonds propres de base durs (*common equity*, CET1, art. 17 et 20 OFR-projet) ; il s'agit du capital-action, des bénéfices reportés et des réserves apparentes. La deuxième se compose des fonds propres de base supplémentaires (*additional Tier1*, AT1, art. 24 OFR-projet). Enfin il y a des fonds propres complémentaires (*Tier2*, T2, art. 27 OFR-projet) qui se composent pour l'essentiel de prêts subordonnés avec échéance finale. Quoiqu'il en soit, aux termes de l'art. 17 al. 1 OFR-projet les fonds propres doivent être versés intégralement ou être générés par des activités internes ; à l'émission, ces fonds ne peuvent donc être financés en aucune manière par des moyens existants de la banque (art. 17 al. 2 OFR-projet).

- Appréciation

La sévérité accrue du dispositif Bâle III concernant la qualité des fonds propres est une réaction politique directe, et bienvenue, liée aux conséquences de la crise financière 2007-2008. Certes, le degré qualitatif désormais plus élevé des fonds propres de base durs (CET1) restreint la possibilité pour les banques de constituer des fonds propres de qualité AT1, ce qui met plus d'une banque étrangère dans l'embarras au vu de la pratique développée sous les régimes de Bâle I et II. Mais, selon les autorités suisses, ce premier aspect de la nouvelle réglementation internationale ne pose pas de problème majeur pour la plupart des banques helvétiques qui disposent d'un bon matelas de fonds propres, tant en termes de montant qu'en termes de qualité. La moyenne des quotes-parts non pondérées de CET1 s'établit en effet déjà à 24% dans les banques suisses (hors deux grandes banques), soit à un niveau très élevé. Ce dernier est d'autant plus haut que ce calcul repose sur l'hypothèse prudente d'une hausse de 20% des actifs pondérés en fonction des risques (*Risk Weighted Assets*, *RWA*), sous Bâle III.

b) La définition d'un nouveau seuil quantitatif minimum de fonds propres

- La proposition

L'essentiel du projet de réforme de l'OFR consiste à transposer en droit suisse le nouveau seuil quantitatif minimal international en matière de fonds propres de base ainsi que les deux volants de fonds propres supplémentaires que les établissements financiers situés en Suisse devront également détenir dans le futur (on appelle cela couramment l'acquis «Bâle pur»).

La dotation minimale en fonds propres de base s'exprime sous la forme de trois *ratios* de fonds auxquels les banques doivent satisfaire en permanence et qui sont calculés par rapport à leurs positions pondérées des risques (art. 37-38 OFR-projet) : le *ratio* de fonds propres de base

durs (CET1, art. 17 et 20 OFR-projet) qui s'élève à 4,5% des positions pondérées, le *ratio* de fonds propres de base additionnels (Tier1) qui est de 6% des positions pondérées et, enfin, le *ratio* de fonds propres globaux qui doit mesurer 8% de ces mêmes positions. Ce dernier et principal *ratio* doit entrer en vigueur dès le 1^{er} janvier 2013, tandis que les deux autres sont assortis de délais transitoires plus longs. Ainsi, le *ratio* de CET1 devra atteindre 3,5% en 2013 et 4% en 2014, et le *ratio* de fonds propres Tier1 valoir 4,5% en 2013 et 6% en 2014.

Si les fonds propres de base durs (CET1) sont destinés à améliorer la résistance générale du système bancaire en temps de crise en renforçant sa capacité à supporter des pertes, l'accord Bâle III exige en plus que les banques constituent un volant de fonds propres (de sécurité) qui s'élève à 2,5% du total des positions pondérées (art. 33a OFR-projet). Enfin, l'ensemble des fonds propres de base est encore à compléter par un volant variable anticyclique qui vise à renforcer spécifiquement la capacité de résistance des banques face aux risques liés à une croissance excessive du crédit, ce second volant pourra aussi atteindre jusqu'à 2,5% (art. 33b OFR-projet). D'un point de vue qualitatif, les deux volants supplémentaires de fonds propres doivent aussi être constitués de fonds propres de la plus haute qualité (CET1). Par contre, les exigences quantitatives correspondant à ces volants ne doivent pas être remplies en tout temps dans le sens qu'un établissement peut y déroger temporairement dans certaines circonstances, p. ex lors d'une crise du secteur financier qui le toucherait dans ses fondements ; aux volants d'assumer précisément à ces moments leur fonction d'absorption des pertes.

La définition précise de la hauteur du volant anticyclique interviendra à un stade ultérieur fondée sur des analyses de l'efficacité du dispositif Bâle III à l'échelle internationale. En définitive, les banques devront sous le régime complet de Bâle III détenir des fonds propres de base durs (CET1) à hauteur de 9,5% de leurs actifs pondérés en fonction des risques (*RWA*).

- Appréciation

D'après le rapport explicatif du DFF la plupart des banques suisses dispose de fonds propres de grande qualité et en quantité suffisante pour pouvoir s'adapter aux exigences issues de l'accord Bâle III dans les délais impartis. La situation favorable de nos banques s'explique notamment par le fait que la transposition en droit interne des nouvelles règles internationales entraîne parallèlement la suppression du *Swiss Finish*, c'est-à-dire des prescriptions spécifiques suisses plus sévères qui complétaient les standards internationaux valables jusqu'alors. Ces différences se traduisaient par des exigences de fonds propres supérieures en moyenne d'environ 7 à 8%.

La décision des autorités suisses de faire du standard de Bâle III le régime prudentiel unique pour le calcul des *ratios* de fonds propres minimums requis de l'ensemble des instituts financiers établis dans notre pays – mise à part les deux grandes banques –, constitue l'une des principales conséquences réjouissantes de la réforme de l'OFR. D'une part, cela rétablit l'équité entre les banques helvétiques et leurs concurrents internationaux en matière d'exigences touchant aux fonds propres. D'autre part, les autorités de surveillance retrouvent ainsi une meilleure lisibilité de la solidité des banques suisses en comparaison avec les ins-

tituts étrangers ; et l'intégration de Bâle III en droit suisse assure à notre place financière la reconnaissance internationale en la matière. Au plan opérationnel enfin, l'adoption du dispositif Bâle III représente une simplification non négligeable pour nos banques qui n'auront à appliquer qu'un seul standard prudentiel lors de la composition, de la gestion et de la publication de l'état de leurs fonds propres, et cela facilitera également aux sociétés d'audit, à la FINMA et à la Banque nationale l'exercice de leur fonction de contrôle à cet égard.

Le rapport explicatif évoque les études d'impact qui ont été menées sur les effets quantitatifs attendus à l'échelle internationale et suisse de la mise en œuvre de l'accord Bâle III. Grâce notamment à la disparition du *Swiss Finish* susmentionné, le nouveau dispositif applicable aux fonds propres a pour résultat d'entraîner une légère baisse générale de la quantité de fonds propres nécessaires aux banques suisses (7,8% selon la FINMA). D'un point de vue de la qualité des fonds, les mêmes études révèlent que, même en supposant que les volants de fonds propres de sécurité et anticyclique soient pleinement constitués dès aujourd'hui, seules 28 banques sur plus de 300 ne respecteraient pas le *ratio* CET1 ultime de 9,5% des positions pondérées en fonction des risques. De plus, de cette trentaine d'établissements environ deux tiers atteignent d'ores et déjà le niveau qualitatif des fonds propres de base supplémentaires (Tier1), ce qui montre que même les banques qui ne répondent pas encore aux exigences de Bâle III actuellement sont en mesure d'améliorer assez rapidement la qualité de leur capitalisation afin d'atteindre ces objectifs. Enfin, puisque, hormis quelques rares exceptions, les petites et moyennes banques helvétiques répondent déjà aux normes de Bâle III, le Conseil fédéral et la FINMA estiment que toutes les banques suisses pourront satisfaire aux nouvelles normes d'ici la mise en œuvre définitive de Bâle III en janvier 2019.

En effet, l'accord Bâle III et la réforme de l'OFR y relative prévoient de longs délais transitoires afin de permettre aux banques de pouvoir s'adapter de façon échelonnée. Ainsi, la circulaire FINMA 11/2 «Volant de fonds propres et planification des fonds propres – banques», entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2011, réclame, par anticipation, l'introduction de fonds propres supplémentaires pendant un délai transitoire qui court jusqu'à fin 2016. D'un autre côté, selon Bâle III, un *ratio* de fonds propres globaux à hauteur de 8% des positions exposées à risque doit être atteint dès le 1^{er} janvier 2013. Ensuite, les autres exigences issues de l'accord Bâle III seront mises en application progressivement sur une période de cinq ans (2014 – 2018, voir ci-dessus en haut de la page 4). L'ensemble de ce processus de transition assure aux banques une adaptation progressive au nouveau cadre prudentiel, ce qui en limitera également les coûts.

En ce qui concerne finalement l'aspect financier de la mise en œuvre en Suisse des nouvelles exigences internationales en matière de fonds propres à détenir par les banques, nous notons que l'effort administratif sera supportable puisque les petits et moyens établissements anticipent à cet égard des coûts de l'ordre de 300'000 francs maximum, tandis que les grands doivent s'attendre à des montants de l'ordre de 1 à 5 millions de francs, voire moins s'ils ont déjà adapté leurs systèmes internes.

c) Les fonds propres supplémentaires

- Proposition

L'art. 32e let. d OFR-projet prévoit à l'avenir l'exigibilité de fonds propres supplémentaires, suisses, qui s'ajoutent au dispositif minimal issu de Bâle III. Il appartient à la FINMA de fixer les instructions y relatifs, y compris la possibilité d'exempter certaines catégories de banques de cette obligation (art. 34 al. 1 OFR-projet). La FINMA a d'ores et déjà classé dans sa circulaire 11/2 les banques suisses en cinq catégories de surveillance. La catégorie 1 comprend les deux banques systémiques soumises à la réglementation particulière *too big to fail*, les catégories 2 à 4 forment quant à elles un groupe d'établissements à risque accru auquel il est imposé des exigences de fonds propres supérieurs au standard minimal Bâle III (nous observons néanmoins que la catégorie 2 n'inclut qu'une poignée de banques). La catégorie 5 enfin regroupe la grande majorité des banques qui doivent uniquement satisfaire aux exigences minimales de Bâle III.

- Appréciation

Nous admettons que les spécificités liées à l'économie et à la place financière suisses, principalement la taille ou l'importance régionale de certaines banques – sans être pour autant de nature systémique pour tout le pays – peuvent requérir la possibilité pour le régulateur suisse de leur imposer des mesures prudentielles qui excèdent le cadre minimal international. Toutefois, en vue de préserver la compétitivité internationale des banques suisses, nous demandons que ces fonds propres supplémentaires se composent de fonds de qualité CET1 uniquement jusqu'à la hauteur du seuil de Bâle III et qu'au-delà soient utilisés systématiquement des fonds propres de qualité AT1 (appelés précisément « fonds supplémentaires ») ou de niveau AT2 (« fonds complémentaires »). En d'autres termes : nous refusons que la FINMA puisse réintroduire, grâce à une interprétation extensive de l'art. 34 OFR-projet, un nouveau *Swiss Finish*.

3) Conclusion : les conséquences macroéconomiques attendues de l'accord Bâle III

Les exigences accrues issues de l'accord Bâle III en matière de détention de fonds propres calculés en fonction des positions à risque pondérées génèrent des coûts d'adaptation aux banques et amoindrissent leurs expectatives de gain par rapport aux risques pris. Elles sont donc susceptibles de reporter tout ou partie de ces inconvénients sur leur clientèle, par le biais d'un renchérissement de l'offre de crédit, ce qui, en retour, pourrait agir négativement sur la croissance économique, nuire au PIB et se faire ressentir, à terme, sur l'emploi.

Différentes études macroéconomiques citées dans le rapport explicatif ont confronté, à l'aide de modélisations prospectives, les bénéfices escomptés de la diminution de la fréquence et de l'intensité des crises financières et économiques grâce à une meilleure capitalisation des banques aux coûts liés au renforcement des exigences en matière de fonds propres et de liquidités. Les calculs effectués par le *Macroeconomic Assessment Group* (MAG), mandaté par le Comité de Bâle, tablent sur un recul du PIB de moins de 0,2% au bout de quatre ans et demi en moyenne pour l'ensemble des pays soumis à l'accord Bâle III.

Nous notons par ailleurs que l'économie suisse profite de taux d'intérêt très avantageux en comparaison internationale et que l'investissement étranger dans notre pays reste à fin 2011 à un niveau élevé malgré le perceptible tassement économique. En outre, seul environ 30% des PME suisses ont recours à des crédits bancaires et les grandes entreprises disposent sur le marché des capitaux d'autres moyens de financement. Le Conseil fédéral conclut que le volume des crédits influant directement sur la croissance est nettement plus faible en Suisse qu'ailleurs et que notre pays devrait dès lors se situer en deçà de la baisse moyenne du PIB pronostiqué par le MAG. En définitive, de l'avis des autorités suisses les conséquences économiques négatives liées à l'adoption par notre pays de l'accord Bâle III seront faibles, en partie grâce à la longue durée des délais transitoires. En revanche, le Conseil fédéral et la FINMA estiment, sur la base des études disponibles, que la Suisse bénéficiera à moyen et à long terme d'une stabilité accrue des marchés financiers.

Enfin, pour ce qui concerne la latitude laissée aux banques de s'exposer aussi à l'avenir à des risques – en vue d'intéressantes marges bénéficiaires –, nous signalons qu'avec un *ratio* de fonds propres s'élevant à 8% (1.1.2013), elles pourront toujours disposer de positions pondérées représentant 12,5 fois les fonds propres nécessaires en garantie, et lorsque le seuil minimal atteindra 9,5% (1.1.2019), leurs engagements à risque continueront à pouvoir excéder 10,5 fois leurs actifs. Or, rappelons, pour illustrer la hauteur des risques potentiels générés par le secteur financier pour la Suisse, qu'uniquement sur territoire helvétique les banques gèrent des actifs avoisinant 5400 milliards de francs alors que le PIB national s'élève à environ 546,6 milliards ; l'ensemble des recettes publiques suisses compte environ 191,7 milliards de francs et celles de la Confédération seulement 62 milliards (état en décembre 2010). Considérant d'un côté l'ampleur particulièrement élevée de l'activité bancaire en Suisse et de l'autre la grande marge de manœuvre en matière d'engagement financier – et de prise de risque y reliée – qui subsiste pour les banques sous le nouveau régime prudentiel instauré par l'accord Bâle III, il est à la fois souhaitable et acceptable que notre pays transpose en droit interne les nouvelles exigences en matière de fonds propres qui ont été adoptées sur le plan international après la crise financière de 2007-2008.

III. L'adaptation de l'OFPR pour pallier les risques systémiques – *too big to fail*

1) *En général*

A l'opposé des petites et moyennes banques suisses dont les dotations en fonds propres sont la plupart du temps de la plus haute qualité (CET1), les deux grandes banques, CS et UBS, ont largement exploité les faiblesses inhérentes aux accords Bâle I et II afin d'optimiser en apparence leurs fonds propres. Dès lors, ces deux instituts sont plus fortement concernés par l'accord Bâle III et sa sévérité accrue, en particulier s'agissant de la qualité des fonds propres à déterminer. Les grandes banques auront donc besoin des délais transitoires fixés par le système Bâle III et l'OFPR révisée.

Mais surtout, CS et UBS sont d'importance systémique pour l'économie suisse et pour le système financier global. Ces deux établissements ne pouvant être exposés au risque d'une faillite sans précautions spécifiques, le Conseil fédéral a mis en route un projet de révision de la LB (projet TBTF, *too big to fail*) qui a abouti en automne 2011 ; cette réforme amène désormais le gouvernement et la FINMA à proposer l'introduction d'un nouveau titre 5 dans l'OFPR consacré aux exigences particulières pour les banques d'importance systémique.

2) *Le régime applicable aux banques systémiques selon LB, OB et OFR révisées*

Les nouveaux titres 5 OFR (art. 123a-125k) et 6a et 6b (art. 21-22b) de l'ordonnance du 17 mai 1972 sur les banques (OB) complètent et précisent le projet TBTF tel qu'il a été réalisé par l'insertion dans la LB du chapitre V (art. 7-10a) en 2011.

Pour rappel, en plus des exigences liées à l'accord Bâle III, les banques systémiques suisses doivent satisfaire aux quatre mesures particulières suivantes :

(1) Elles doivent renforcer à un niveau spécifique leurs fonds propres : 4,5% de fonds propres de base durs (CET1, niveau Bâle III), 8,5% d'actifs pondérés à risque de rang CET1 en guise de volant de sécurité (mais 3% peut être du capital convertible, CoCo, à condition que la conversion en CET1 ou l'abandon de créances générateur de CET1 soit déclenché à un niveau CET1 égal à 7% des positions). De plus, les banques systémiques doivent établir un volant de fonds propres progressif s'élevant au total à 6% des actifs à risque (CoCo à convertir au plus tard à un niveau CET1 égal à 5% des positions pondérées). Enfin, ces mêmes banques doivent aussi détenir le volant de fonds propres anticyclique issu de Bâle III (2,5% CET1). En tout, Bâle III combiné avec les réformes de la LB, OFR et OB imposent aux banques systémiques suisses des exigences totales de fonds propres qui s'élèvent à 19% des positions pondérées à risque, dont 10% au moins doivent être des fonds propres de base durs (CET1) et 9% au maximum des CoCo. Enfin, ces *ratios* de fonds propres fondés sur les risques se doublent d'un *ratio* d'endettement maximal (*leverage ratio*) qui se monte à 5% de l'engagement total non pondéré de la banque. En définitive, le principal but poursuivi par ce système complexe de fonds propres (et en particulier des volants de sécurité, anticyclique et progressif) consiste à absorber graduellement les éventuelles pertes subies par les banques, lors d'une nouvelle crise financière, sans qu'elles passent en dessous des seuils minimaux requis et d'assurer, en cas de menace d'insolvabilité, le maintien de leurs fonctions indispensables (nouvel art. 9 al. 2a LB).

(2) Les banques d'importance systémique doivent à l'avenir disposer d'une dotation en liquidités qui garantisse une meilleure capacité d'absorption des chocs que les autres banques afin d'être capables de remplir leurs obligations de paiement même si elles se trouvent dans une situation financière exceptionnellement difficile (nouvel art. 9 al. 2 let. b LB). Les exigences particulières en matière de liquidités devant être définies par une ordonnance séparée, nous attendons l'adoption de cette réglementation.

(3) Le projet TBTF est porté dès ses débuts par la volonté de diversifier les risques pris entre les banques et le souhait de réduire ainsi les interdépendances dans le secteur bancaire national. En plus, du fait que l'endettement global des banques systémiques sera à l'avenir limité à 5% de leurs actifs non pondérés, l'art. 123m OFR-projet stipule qu'un gros risque pris par une telle banque envers un autre établissement peut « représenter au plus 25% des fonds propres de base durs, pour autant que ceux-ci ne soient pas utilisés pour couvrir la composante progressive ». Il faut donc souligner que les deux grandes banques seront, aussi dans leurs relations interbancaires, soumises à des exigences particulièrement sévères puisque la totalité des fonds propres ne peut pas être prise en compte mais exclusivement les fonds propres de la plus haute qualité (CET1, rapport explicatif, p. 28).

(4) Finalement, le projet TBTF inclut en guise de dernière mesure la nécessité pour les banques d'importance systémique d'adapter leurs structures institution-

nelles internes de telle sorte qu'elles soient aptes à sauvegarder ces fonctions indispensables au reste de l'économie même en cas de menace d'insolvabilité (art. 9 al. 2 let. 2 d LB). Il est de la responsabilité des banques concernées de prouver qu'elles ont pris les mesures adéquates afin de satisfaire à cette exigence ; à défaut, la FINMA peut « ordonner les mesures nécessaires » (art. 10 al. 2 LB *in fine*).

Lors de la réforme de la LB incluant l'adoption des mesures institutionnelles ni leur forme ni leur degré de contrainte pour les grandes banques n'étaient encore très clairement établis. La réforme actuelle de l'OB (chapitre 6a et 6b, art. 21 à 22b) apporte les précisions nécessaires à ce sujet. Le chapitre 6a régit l'instauration du plan d'urgence qui doit garantir la poursuite ininterrompue des fonctions indispensables à l'économie suisse. A la lecture des articles 21 à 21c OB-projet, il apparaît que les banques systémiques peuvent prévoir elles-mêmes les méthodes afin d'atteindre les objectifs fixés en fonction de leur structure d'entreprise. Les établissements ne se voient, en particulier, pas imposer une variante organisationnelle fixe telle que le transfert d'emblée de fonctions systémiques auprès d'une entité juridique indépendante, pour autant que ces fonctions soient susceptibles d'être poursuivies sans interruption, indépendamment des autres parties de la banque, en cas de menace d'insolvabilité (art. 21 al. 1 OB-projet). Par contre, le plan d'urgence doit exposer les mesures garantissant la poursuite de ces fonctions dans de telles circonstances, et la FINMA évalue l'efficacité et l'application des mesures présentées dans le plan d'urgence en relation avec une menace d'insolvabilité de la banque (art. 21 a OB-projet). A ce titre, il faut que la FINMA soit convaincue que les mesures prévues dans le plan d'urgence peuvent être exécutées « sans délai », c'est-à-dire en l'espace d'un weekend (rapport explicatif OFR/OB-TBTF, p. 11-12).

Outre l'établissement du plan d'urgence, les banques d'importance systémique doivent remettre à la FINMA un plan de stabilisation (*recovery plan*) dont la mise en œuvre doit garantir la stabilité suffisante de la banque pour pouvoir poursuivre ses activités en temps de crise aigüe sans intervention de l'Etat (*going concern*) ainsi qu'un plan de liquidation (*resolution plan*) qui présente les stratégies à employer en vue de son assainissement ou de sa liquidation éventuelle (*gone concern*) (chapitre 6b, art. 22 à 22b OB-projet). Grâce à la réalisation de l'ensemble de ces mesures organisationnelles sous le contrôle étroit de la FINMA, et son intervention décisionnaire le cas échéant, il devrait être assuré que l'Etat ne soit plus forcé d'intervenir financièrement afin de soutenir, voire de sauver une banque, parce que son éventuelle insolvabilité menace le bon fonctionnement de services financiers qui sont d'importance systémique pour l'économie suisse.

3) *Evaluation finale de la réglementation TBTF*

Lors de l'audition fédérale concernant la réforme partielle de la loi sur les banques, nous avons approuvé le projet TBTF, avec quelques réserves, parce qu'il est respectueux des principes fondamentaux d'une économie libre de marché (art. 94 à 96 Cst.).

L'introduction dans l'ordre juridique suisse d'un cadre prudentiel spécifique aux banques d'importance systémique (TBTF) constitue une charge supplémentaire pour ces établissements (comparé aux obligations liées à l'accord Bâle III, le régime TBTF demande 40% de plus de fonds propres CET1 et 80% de plus en capital total). Mais les activités de CS et UBS représentent un multiple du PIB suisse (celui-ci est d'environ 546,6 milliards de francs tandis que CS a plus de 1 milliard de francs d'actifs et gère une fortune de 1253 milliards [2010] et UBS a

1,4 milliard de francs d'actifs [2011] et une fortune sous gestion de 2152 milliards [2010]).

Face aux risques pour l'économie suisse inhérents à ces montants toujours très considérables, il est réjouissant de noter que, grâce notamment aux nouvelles règles prudentielles déjà en vigueur, les deux grandes banques ont sensiblement amélioré l'état de leurs fonds propres (CS annonce un *ratio* de Tier1 de 17,2% et UBS de 18,4%) et que ces deux instituts ont diminué de respectivement 35% (CS) et 44% (UBS) leurs actifs dits « pondérés au risque » (Journal *Le Temps* du 20.12.2012, calculs selon l'agence *Bloomberg*). Ainsi, plutôt que d'augmenter leurs fonds propres à tout va, ce qu'a fait la plupart des banques européennes en profitant des prêts généreux d'argent effectués par les Etats et la Banque centrale européenne (BCE), CS et UBS, en misant sur une réduction mesurée de leurs actifs, ont agi sur le rapport entre le capital disponible et leurs engagements. Or ce *ratio/coefficient* constitue le cœur de la réforme de l'accord Bâle III et cette reconfiguration entre capital disponible et risques pris correspond également à la « philosophie » poursuivie par le projet TBTF. Dès lors, les leviers incitatifs propres au système de l'accord Bâle III, et davantage encore au projet TBTF, ont déjà montré des effets tangibles sur les deux grandes banques et sur les risques auxquels elles s'exposaient dans le passé, dû à la plus grande marge de manœuvre autorisée alors par les dispositifs de Bâle I et II.

Il apparaît en conclusion que la réglementation TBTF, à présent achevée avec les révisions de l'OFR et de l'OB, outre de respecter l'ordre constitutionnel suisse et d'être délimité par un cadre légal clair, se voit portée par les principes d'autonomie et de responsabilité privée, marquée d'une grande flexibilité institutionnelle et généralement empreinte du respect du principe de la proportionnalité. La transposition en droit suisse de l'accord Bâle III, et y joint le régime TBTF interne pour nos banques d'importance systémique, constitue donc un compromis tout helvétique et acceptable entre d'un côté la prise en compte indispensable des leçons de la crise financière 2007-2008 et de l'autre le besoin tout aussi impérieux pour l'économie suisse de veiller précieusement à la compétitivité internationale de nos banques grâce à des conditions-cadres qui leur restent favorables.

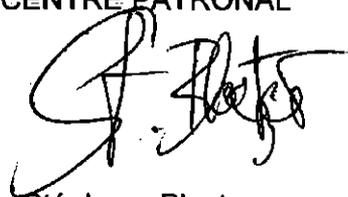


Pour les raisons exposées, et en tenant compte des quelques remarques faites, notamment à la p. 6 au sujet des fonds propres supplémentaires, nous acceptons les modifications proposées des ordonnances fédérales sur les fonds propres (OFR) et sur les banques (OB). Nous attendons cependant le projet d'ordonnance sur les liquidités que le Conseil fédéral mettra en consultation en temps voulu. Enfin, nous attachons une importance particulière à ce que les délais de transition prévus dans les projets Bâle III et TBTF soient respectés et que les autorités suisses tiennent en particulier compte de l'évolution des délais internationaux liés à la mise en œuvre des exigences concernant les liquidités, l'introduction d'un leverage ratio et les dispositions particulières applicables aux G-SIFI, afin que les banques suisses, qui restent indispensables à l'économie nationale, puissent s'adapter sans heurt au nouvel environnement réglementaire.



Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ce qui précède et vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

CENTRE PATRONAL

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'S. Bloetzer', written in a cursive style.

Stéphane Bloetzer

CREDIT SUISSE AG

Paradeplatz 8
Postfach
CH-8070 Zurich

Telefon 044 333 1111
Telefax 044 334 8600
www.credit-suisse.com

Lettre Signature

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Rechtsdienst EFD
Bundesgasse 3
3003 Bern

volker.baetz@credit-suisse.com
Zürich, 12. Januar 2012

Revision der Eigenmittelverordnung (Basel III): Anhörung

Sehr geehrte Damen und Herren,

gerne nehmen wir Ihre Einladung mit Schreiben 21. Oktober 2011 zur Kommentierung der Umsetzung von Basel III in die Schweizer Eigenmittelverordnung ("ERV"; SR 952.03) an. Eine detaillierte Kommentierung der einzelnen Artikel haben wir diesem Schreiben beigelegt.

Vorgängig stellen wir fest, dass Art. 33b E-ERV einen Platzhalter für einen antizyklischen Puffer vorsieht, der in einer separaten Anhörung kommentiert wird. Unsere Kommentare zum 5. Titel ERV stellen wir Ihnen auch separat zu.

Unsere Hauptpunkte fassen wir wie folgt zusammen:

1. Im Mittelpunkt unserer Kommentierung steht die Fortführung der zentralen Konzernfinanzierung (Central Treasury) und die Anwendung der ERV auf das Einzelinstitut, was bestimmte Sonderregelungen voraussetzt. Hierzu müssen die Artikel bezüglich Beteiligungsabzüge (Art. 7, 9, 28 ff E-ERV), Klumpenrisiken (Art. 89 E-ERV) entsprechend offen formuliert sein. Ausnahmen sind durchaus gängig. So verzichtet die EU zum Beispiel ganz auf Beteiligungsabzüge auf Stufe Einzelinstitut. Konkrete Vorschläge sind im Anhang zu den jeweiligen Artikeln enthalten.
2. EFD und FINMA führen in ihren Anhörungsberichten aus, dass die Schweizer Umsetzung aus den internationalen Mindeststandards inklusive Puffer („Basel pure“) sowie darauf basierend schweizerische Zuschläge besteht. Dabei werden auch die Vorschläge der EU Kommission herbeigezogen, dies vor allem dort wo der Basler Ausschuss keine (z.B. Klumpenrisiken) oder ungenügende oder

unpräzise Regeln vorsieht (z.B. freiwillige Abzüge vom harten Kernkapital. Leider ist diese Vorgabe nicht immer konsequent umgesetzt worden. In verschiedenen Bereichen sind die schweizerischen Basisanforderungen und Übergangsbestimmungen weiterhin strenger. Beispiele dafür sind Rückstellungen für Dividendenausschüttungen, das Phasing-out der Behandlung von Verpflichtungen gegenüber Pensionskassen sowie die Behandlung von nicht gegenparteibezogenen Risiken. Diese Bereiche sollten konsistent mit den internationalen Anforderungen geregelt werden.

3. Die Offenlegung der anrechenbaren Eigenmittel nach Art. 18 E-ERV sollte nur in den Grundzügen erfolgen, d.h. in geeigneter Weise sollte die Berechnung beschrieben werden.
4. Die Kapitaldefinitionen müssen sich eng an diejenigen des Baseler Ausschusses anlehnen. An einigen Stellen ist das nicht der Fall und wir haben entsprechende Vorschläge im Anhang eingebaut. Besonders hervorheben, da dies auch potentiell die Ausgestaltung der CoCos beeinflussen könnte, möchten wir Art. 26 Abs 2 E-ERV. Die Definition des Point of Non-Viability "PONV" im Art. 26 E-ERV gibt der FINMA auch einen zu grossen Entscheidungsspielraum. Aus unserer Erfahrung mit der Emission von CoCos sind die Anleger sehr darauf bedacht, den PONV möglichst genau definiert zu haben. Dies ist für die Beurteilung des Risikos, dass die CoCos aufgrund der PONV wandeln, und damit auch für die Preisfindung notwendig. Daher sollte der Entscheidungsspielraum des Regulators durch eine genaue Definition des PONV möglichst eingeschränkt sein.
5. Der freiwillige Abzug vom harten Kernkapital an Stelle einer Risikogewichtung (Art. 32d E-ERV) ist aus unserer Sicht sehr wünschenswert, da bei einigen Positionen sonst eine Kapitalunterlegung von mehr als dem Gegenwert des jeweiligen Aktiva erfolgen würde. Dies sollte entsprechend nicht wie im Erläuterungsbericht vorgeschlagen als Platzhalter betrachtet sondern konsistent mit der CRV IV der Europäischen Kommission eingeführt werden.
6. Der Artikel 34 E-ERV ist zu offen formuliert und gibt keine inhaltliche Beschränkung für zusätzliche Eigenmittel vor. Wir schlagen vor, dass die ursprüngliche Beschränkung " ... um den von den Mindestanforderungen nicht erfassten Risiken Rechnung zu tragen und die Einhaltung der Mindestanforderungen auch unter ungünstigen Verhältnissen sicherzustellen" beibehalten wird. Bei der Anforderung von zusätzlichen Eigenmitteln müssen auch bereits bestehende Kapitalpuffer berücksichtigt werden.
7. Ein weiteres Kernelement unserer Kommentierung ist die Behandlung von Pensionskassen. Die FINMA schlägt vor, dass Verbindlichkeiten gegenüber schweizerischen Pensionskassen nach FER 26 im regulatorischen Kapital abzubilden sind. Dieser Vorschlag ist sachgerecht, weil einerseits eine allfällig zu beseitigende Unterdeckung eines Fonds nach eben diesen Standards bemessen würde und andererseits weil FER 26 der schweizerischen Mindestverzinsung von Pensionskassen berücksichtigt. Die anerkannten internationalen Rechnungslegungsstandards können in dieser Hinsicht signifikant von FER 26 abweichen und somit im Ergebnis die Berechnung des CET1 Kapitals verzerren.

Die Abstützung auf FER 26 bedingt gemäss FINMA Vorschlag jedoch auch, dass die Pensionskasse nach diesem Standard eine Überdeckung aufweist. Mit anderen Worten sollte bei einer noch so geringen oder gar temporären Unterdeckung nicht mehr auf FER 26 abgestützt werden, sondern muss wieder auf die anerkannten internationalen Rechnungslegungsstandards umgestellt werden. Diesem Schritt können wir nicht folgen, denn wenn FER 26 eine zuverlässige Grundlage für die Ermittlung einer Überdeckung eines schweizerischen Fonds ist, und somit eine Abweichung von den anerkannten internationalen Rechnungslegungsstandards erlaubt, so sollte dies auch möglich sein im Falle einer Unterdeckung. Andernfalls kann ein allenfalls signifikanter "Kliffekt" entstehen, indem bei einer geringen Unterdeckung plötzlich nicht mehr auf FER 26 abgestellt würde.

Wir schlagen deshalb vor, dass die nach anerkanntem Standard errechneten Pensionsverpflichtungen, deren Altersrentenleistungen auf der Summe der effektiv geleisteten Beiträge (und Verzinsung) beruhen, durchwegs nach den Prinzipien von FER 26 ermittelt werden

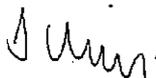
8. Die Übergangsbestimmungen würden wir gerne anregen, dass auch die Pensionsverpflichtungen, für die heute eine Sonderregelung gilt, phasenweise nach Art. 125e Abs 2 E-ERV vom Kernkapital abgezogen werden. Ein vorgesehener 100% Abzug von Pensionsverpflichtungen für Pläne nach dem Leistungsprimat würde im heutigen Zins- und Marktumfeld eine grosse Herausforderung darstellen.

Für weitergehende Erläuterungen und für Rückfragen stehen wir ihnen jederzeit gerne zur Verfügung.

Credit Suisse AG



Volker Bätz



Christian Schmid

cc: FINMA, Petra Schöb
KPMG, Philipp Rickert

Entwurf Verordnung über die Eigenmittel und Risikoverteilung für Banken und Effektenhändler (Entwurf-Eigenmittelverordnung, E-ERV)

Allgemeine Kommentare:

- Wir stellen fest, dass die FINMA und das Eidgenössische Finanzdepartement (EFD) am 24. Oktober 2011 **zwei inhaltlich identische Berichte** zur Revision der Eigenmittelverordnung und den FINMA-Rundschreiben publiziert haben (wobei der Bericht der FINMA vom 21. Oktober 2011 datiert). Die Kommentierung wird erschwert, wenn zwei inhaltlich identische Berichte von zwei verschiedenen Amtsstellen publiziert werden, ohne dass diese gebührend in Bezug zueinander gesetzt worden sind.
- **Betreffend Partizipation der Anleger in Eigenmittelinstrumente mit Forderungsverzicht** bei Erholung der Bank erwähnen die Erläuterungsberichte (siehe 5.2.8.6 "Teilnahmepotential bei Erholung der Bank") die Möglichkeit einer Teilnahme der Anleger am "upside". Auch das FINMA RS 2013/x Anrechenbare Eigenmittel Banken sieht die Beteiligung der Anleger an einer Besserung der finanziellen Situation der Bank nach erfolgtem Forderungsverzicht als Möglichkeit vor (siehe Rz 6.27 – 6.28). Demgegenüber bleibt diese wichtige Präzisierung im Entwurf-Eigenmittelverordnung unerwähnt. Entsprechend sollte die Möglichkeit einer Beteiligung der Anleger an einer Besserung der finanziellen Situation der Bank bereits explizit in Art. 24 und Art. 26 E-ERV vorgesehen werden.
- Artikel 33b E-ERV sieht einen **Platzhalter für einen antizyklischen Puffer** vor, der in separater Anhörung publiziert werden soll. An dieser Stelle sei bereits vorab auf die höchst fragliche Verfassungsmässigkeit eines solchen Puffers hingewiesen.
- Schliesslich stellen wir fest, dass eine Revisionsvorlage betreffend die Einführung einer (ungewichteten) **Leverage Ratio** erst nächstes Jahr erfolgen soll. Ebenso fehlen im Entwurf-Eigenmittelverordnung noch die **Bestimmungen für systemrelevante Banken** (5. Titel E-ERV). Kommentare zu diesen Bestimmungen bleiben demnach vorbehalten.

<i>Artikel</i>	<i>Verordnungstext</i>	<i>Kommentar</i>
Art. 2 Gegenstand	<p>1 Die Verordnung regelt:</p> <p>a. die anrechenbaren Eigenmittel;</p> <p>b. die mit Eigenmitteln zu unterlegenden Risiken und die Höhe der Unterlegung;</p> <p>c. die Risikoverteilung, namentlich die Grenzen für Klumpenrisiken und die Behandlung von gruppeninternen Positionen;</p> <p><u>d. die besonderen Anforderungen an systemrelevante Banken.</u></p> <p>2 Die FINMA kann <u>technische Ausführungsvorschriften erlassen.</u></p>	<p>Zu Abs 2:</p> <p>Eine entsprechende Ermächtigung der FINMA zum Erlass von technischen Ausführungsvorschriften ist nicht notwendig, zumal Art. 7 Abs. 1 Lit. b FINMAG bereits eine entsprechende Regelung enthält.</p>
Art. 4 Begriffe	<p><u>c. reguliertes Unternehmen: ein im Finanzbereich tätiges Unternehmen, das insbesondere den Geschäftsrisiken adäquate</u></p>	<p>In Art 4 sollte auch die Definition einer systemrelevanten Bank aufgenommen werden, für die der 5. Titel: "Bestimmungen für systemrelevante Banken"</p>

	<p><u>Eigenmittelvorschriften einzuhalten hat und das nach international anerkannten Massstäben reguliert und von einer Bank-, Effekten- oder Versicherungsaufsichtsbehörde beaufsichtigt wird;</u> Immobilien-gesellschaft: eine Gesellschaft, deren hauptsächlichster Zweck im Erwerb und im Halten von Grundstücken oder Liegenschaften auf eigene Rechnung besteht;</p>	<p>Anwendung findet.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sprachlicher Anpassungsvorschlag: "(...) das adäquate Eigenmittelvorschriften insbesondere in Bezug auf Geschäftsrisiken einzuhalten hat (...)" - Definition von "systemrelevante Bank" durch Bezugnahme auf Art. 8 Abs. 3 nBankG ergänzen.
<p>Art. 5a Anerkennung von Ratingagenturen</p>	<p>1 Die FINMA anerkennt kann eine Ratingagentur <u>anerkennen</u>, wenn:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. ihre deren Ratingmethode und ihre Ratings objektiv sind; b. sie diese und ihr Ratingverfahren unabhängig sind; c. diese sie ihre Ratings <u>und die zugrundeliegenden Informationen</u> zugänglich macht; d. diese sie ihre Ratingmethode, <u>ihren Verhaltenskodex, die Vergütungsgrundlagen</u> und die wesentlichen Eigenschaften ihrer Ratings offen legt; e. diese sie über ausreichende Ressourcen verfügt; und f. sie und ihre Ratings glaubwürdig sind. <p>2 Sie veröffentlicht eine Liste der anerkannten Ratingagenturen. 3 Stellt sie fest, dass eine anerkannte Ratingagentur die Anerkennungsvoraussetzungen nicht mehr erfüllt, so kann <u>entzieht</u> sie dieser die Anerkennung entziehen.</p>	<p>Neu Abs 1 g. "sie periodisch ihre Modelle entlang der für IRB-Banken Vorgaben validieren und diese Validierung der FINMA zugänglich machen."</p>
<p>Art. 7 Vollkonsolidierung, Quotenkonsolidierung und Abzüge</p>	<p>3 Die Bank kann für Minderheitsbeteiligungen nach Absatz 2 <u>an regulierten Unternehmen</u> auch den Abzug vom <u>harten Kernkapital</u> und vom ergänzenden Kapital (Art. 29 31 Abs. 1 Bet. b) wählen. <u>Mit Zustimmung der FINMA kann ein Abzug vom harten Kernkapital auch für andere Minderheitsbeteiligungen gewählt werden. Minderheitsbeteiligungen, für die ein In diesem Fall Abzug vom harten Kernkapital gewählt wurde,</u> sind sie nicht in die konsolidierte Risikoverteilung einzubeziehen.</p> <p>4 Beteiligungen, die zu je 50 Prozent der Stimmen mit einem zweiten Aktionär oder Gesellschafter gehalten werden (Joint Ventures), können wahlweise vollkonsolidiert, oder quotenkonsolidiert erfasst, <u>oder im Falle von regulierten Unternehmen, nach Absatz 3 erfasst werden.</u></p>	<p>Zu Abs 3: Der Abzug für Beteiligungen ist im Art. 28 ff geregelt. Anstelle den Abzug vom harten Kernkapital explizit zu nennen, schlagen wir eine Referenz zu Art. 28 ff vor.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sprachlicher Anpassungsvorschlag: "(...) auch den Abzug nach Art 28 ff wählen. (...)"
<p>Art. 9 Besondere</p>	<p>2 In begründeten Fällen kann die FINMA Folgendes verlangen:</p>	<p>Zu Abs 2:</p>

Vorschriften	<p>a. für Minderheitsbeteiligungen nach Artikel 7 Absatz 2 oder 3 die Quotenkonsolidierung; b. für Joint Ventures (Art. 7 Abs. 4) und Mehrheitsbeteiligungen nach Artikel 8 Absatz 2 die Vollkonsolidierung oder den Abzug vom harten Kernkapital.</p>	<p>Der Abzug für Beteiligungen ist im Art. 28 ff geregelt. Anstelle den Abzug vom harten Kernkapital explizit zu nennen, schlagen wir eine Referenz zu Art. 28 ff vor.</p> <p>Sprachlicher Anpassungsvorschlag: "(...) die Vollkonsolidierung oder den Abzug nach Art 28 ff."</p>
<p>2. Titel: Anrechenbare Eigenmittel 1. Kapitel: Allgemeines Grundlagen</p>		
<p>Art. 16 Bestandteile und Verlusttragung</p>	<p>1 Die anrechenbaren Eigenmittel setzen sich zusammen aus: a. Kernkapital («Tier 1»), verlusttragend bei Fortführung des Geschäftsbetriebes («going concern capital») und zusammengesetzt aus: 1. hartem Kernkapital («Common Equity Tier 1; CET1»); 2. zusätzlichem Kernkapital («Additional Tier 1; AT1») b. Ergänzungskapital («Tier 2; T2»), verlusttragend bei Einstellung des Geschäftsbetriebes («gone concern capital»).</p> <p>2 Hartes Kernkapital kann anstelle von zusätzlichem Kernkapital oder Ergänzungskapital angerechnet werden. Zusätzliches Kernkapital kann anstelle von Ergänzungskapital angerechnet werden.</p> <p>3 Hartes Kernkapital trägt Verluste vor dem zusätzlichen Kernkapital, letzteres trägt Verluste vor dem Ergänzungskapital. Sollen einzelne Bestandteile derselben Eigenmittel-Kategorie Verluste unterschiedlich tragen, ist dies bei ihrer Ausgabe festzulegen.</p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierungen (in rot):</p> <p>1 Die anrechenbaren Eigenmittel setzen sich zusammen aus: a. Kernkapital («Tier 1 Capital; T1»), verlusttragend bei Fortführung des Geschäftsbetriebes («going concern capital») und zusammengesetzt aus: 1. hartem Kernkapital («Common Equity Tier 1; CET1»); 2. zusätzlichem Kernkapital («Additional Tier 1; AT1») b. Ergänzungskapital («Tier 2 Capital; T2»), verlusttragend bei Einstellung des Geschäftsbetriebes («gone concern capital»).</p> <p>2 Hartes Kernkapital kann anstelle Anstelle von zusätzlichem Kernkapital oder Ergänzungskapital kann hartes Kernkapital angerechnet werden. Zusätzliches Kernkapital kann anstelle Anstelle von Ergänzungskapital kann zusätzliches Kernkapital angerechnet werden.</p>
<p>Art. 17 Gemeinsame Anforderungen an Eigenmittel</p>	<p>1 Eigenmittel müssen vollständig einbezahlt oder betriebsintern generiert sein.</p> <p>2 Sie dürfen bei Ausgabe weder durch Kreditgewährung der Bank direkt oder indirekt finanziert noch mit Forderungen der Bank verrechnet oder aus Vermögenswerten der Bank sichergestellt werden.</p> <p>3 Bei Kapitalinstrumenten mit dem Element der Wandlung oder des Forderungsverzichts bestimmt sich die Eigenmittel-Kategorie aufgrund des Kapitalcharakters vor der Wandlung oder dem Forderungsverzicht. Vorbehalten bleibt die Anrechnung als Zusätzliche Eigenmittel gemäss Artikel 34.</p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierungen (in rot):</p> <p>1 Eigenmittel müssen vollständig und mindestens zum Nennwert einbezahlt oder betriebsintern generiert sein.</p> <p>2 Sie dürfen bei Ausgabe weder [aus Mitteln der Bank noch] durch Kreditgewährung der Bank an Dritte direkt oder indirekt finanziert noch mit Forderungen der Bank verrechnet oder aus Vermögenswerten der Bank sichergestellt werden.</p> <p>3 Eigenmittel sind den nichtnachrangigen Forderungen aller übrigen Gläubiger im Falle der Liquidation, des Konkurses oder eines Sanierungsverfahrens im Rang nachgehend.</p> <p>34 Bei Kapitalinstrumenten, welche eine mit dem Element der Wandlung oder des einen Forderungsverzichte vorsehen, bestimmt sich die Eigenmittel-Kategorie aufgrund des Kapitalcharakters vor der Wandlung oder dem Forderungsverzicht</p>

		<u>der Forderungsreduktion. Vorbehalten bleibt die Anrechnung als Zusätzliche Eigenmittel gemäss Artikel 34.</u>
Art. 18 Offenlegung der anrechenbaren Eigenmittel	Weist eine Bank Informationen zu den anrechenbaren Eigenmitteln oder diesbezügliche Kennzahlen (Kapitalkennzahlen) öffentlich aus, hat sie deren Berechnung in geeigneter Weise offen zu legen und nachvollziehbar aus der Rechnungslegung herzuleiten.	Vorschlag für folgende Präzisierungen (in rot): <u>Weist eine Bank Informationen zu den anrechenbaren Eigenmitteln oder diesbezügliche Kennzahlen (Kapitalkennzahlen) öffentlich aus, hat sie deren Berechnung in geeigneter Weise zu beschreiben offen zu legen und nachvollziehbar aus der Rechnungslegung herzuleiten.</u> Kommentar: Die in Art. 18 vorgeschlagene Bestimmung ist sehr problematisch, weil die Offenlegung nur summarisch sein sollte.
2. Kapitel: Berechnung		
1. Abschnitt: Hartes Kernkapital («CET1»)		
Art. 19 Anrechenbare Elemente	1 Als hartes Kernkapital können angerechnet werden: a. das einbezahlte Gesellschaftskapital nach Massgabe der nachfolgenden Bestimmungen; b. die offenen Reserven; c. die Reserven für allgemeine Bankrisiken; d. der Gewinnvortrag; e. der Gewinn des laufenden Geschäftsjahres nach Abzug des geschätzten Gewinnausschüttungsanteils, sofern eine den Anforderungen der FINMA genügende prüferische Durchsicht mit einer vollständigen Erfolgsrechnung nach Artikel 25a Absatz 1 BankV respektive nach anerkannten internationalen Rechnungslegungsstandards vorliegt. 2 Kapitalanteile von Minderheitsaktionären an voll konsolidierten regulierten Unternehmen sind soweit anrechenbar, als sie in jenen Unternehmen selbst anrechenbar und regulatorisch erforderlich sind.	Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot): 1 Als hartes Kernkapital können angerechnet werden: <u>a. das einbezahlte Gesellschaftskapital nach Massgabe der Art. 20 bis 23 nachfolgenden Bestimmungen;</u> Kommentar: Abzug des geschätzten Gewinnausschüttungsanteils (Dividenden) ist nicht konsistent mit Basel III und auch nicht konsistent mit den Vorschlägen der EU Kommission wonach lediglich voraussehbare Dividenden abgezogen werden. Die bewährte Praxis dabei ist das voraussehbar als von der Aktionärsversammlung genehmigt betrachtet wird.
Art. 20 Anrechenbarkeit von Gesellschaftskapital	1 Gesellschaftskapital ist anrechenbar, wenn: a. es die Anforderungen nach Artikel 17 erfüllt; b. es gemäss Beschluss oder Ermächtigung der Eigner direkt ausgegeben worden ist, keine Verbindlichkeit des Unternehmens darstellt und gemäss den massgebenden Rechnungslegungsvorschriften in der Bilanz eindeutig und	Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot): (...) <u>c. es unbefristet ist und keiner anders lautenden [statutarischen Bestimmung oder] vertraglichen Pflicht der Bank unterliegt;</u> <u>e. in der Liquidation keine Vorrechte oder vorrangige Ansprüche an einem</u>

	<p><u>separat ausgewiesen wird;</u> <u>c. es unbefristet ist und keiner anders lautenden statutarischen Bestimmung oder vertraglichen Pflicht der Bank unterliegt;</u> <u>d. eine Entschädigung der Eigner ohne irgendwelche Verpflichtung oder Vorrechte aus dem Betriebsergebnis einschliesslich der Gewinnreserven vorgesehen ist; und</u> <u>e. in der Liquidation keine Vorrechte oder Ansprüche an einem Liquidationserlös vorgesehen sind.</u></p> <p>2 Bei der Beurteilung ob diese Voraussetzungen erfüllt sind, trägt die FINMA der Rechtsform der Bank und den Eigenheiten ihres Gesellschaftskapitals Rechnung.</p>	<p><u>Liquidationserlös vorgesehen sind.</u></p> <p>Kommentare:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Der Hinweis in lit. c. auf anders lautende Bestimmungen in den Statuten ist unklar. Was ist damit gemeint? - Abs. 2 ist sehr schwammig formuliert.
<p>Art. 21 <u>Zusammensetzung des Gesellschaftskapitals</u></p>	<p>1 Das Gesellschaftskapital besteht entsprechend der Rechtsform der Bank aus Aktien-, Stamm-, Genossenschafts-, oder Dotationskapital oder, bei Banken in Form von Personengesellschaften (Privatbankiers), aus der Kommanditeinlage.</p> <p>2 <u>Vorzugsaktien und Partizipationskapital sind als hartes Kernkapital anrechenbar, soweit sie die Voraussetzungen nach Artikel 20 erfüllen und im Verhältnis zum Gesellschaftskapital gemäss Absatz 1 insbesondere:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <u>a. gemeinsam mit diesem haften; und</u> <u>b. keine Vorrechte auf Entschädigungen geniessen.</u> <p>3 Die FINMA kann technische Ausführungsbestimmungen über die regulatorische Anerkennung von Gesellschaftskapital von Banken erlassen, die nicht als Aktiengesellschaften organisiert sind.</p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot):</p> <p>2 <u>Vorzugsaktien und Partizipationskapital sind als hartes Kernkapital anrechenbar, soweit sie die Voraussetzungen nach Artikel 20 erfüllen und im Verhältnis zum Gesellschaftskapital gemäss Absatz 1 insbesondere:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <u>a. gemeinsam mit diesem haften; und</u> <u>b. keine Vorrechte auf Entschädigungen geniessen.</u>
<p>Art. 22 <u>Dotationskapital bei Banken öffentlichen Rechts</u></p>	<p>1 <u>Sehen kantonale Erlasse oder Statuten bei Banken öffentlichen Rechts die Fälligkeit von Dotationskapital vor, darf diese einzig dazu bestimmt sein, die Kapitalkonditionen neu festzulegen. Eine Rückzahlung von Dotationskapital einzig aus Gründen der Fälligkeit muss ausgeschlossen sein.</u></p> <p>2 <u>Dotationskapital hat die Voraussetzungen von Artikel 20 Absatz 1 Buchstabe d zu erfüllen.</u></p>	<p>Falls Dotationskapital noch andere Voraussetzungen von Artikel 20 Abs. 1 erfüllen muss, sollte dies präzisiert werden.</p> <p>Die Formulierung dieses Artikels könnte sprachlich verbessert werden.</p>
<p>2. Abschnitt: Zusätzliches Kernkapital («Additional Tier 1, AT1»)</p>		
<p>Art. 24 <u>Anrechenbarkeit von zusätzlichem</u></p>	<p>1 <u>Zusätzliches Kernkapital ist anrechenbar, wenn:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <u>a. es die Anforderungen nach Artikel 17 erfüllt;</u> 	<p>Vorschlag für folgende Präzisierungen und Ergänzungen (in rot):</p>

Kernkapital

b. es unbefristet ist und die Bank am Markt keine Erwartungen auf eine Rückzahlung oder auf die entsprechende Zustimmung der Aufsichtsbehörde entstehen lässt;

c. die Bank mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde frühestens nach fünf Jahren zu einer Rückzahlung befugt ist und im Zeitpunkt der Rückzahlung:

1. ersatzweise mindestens gleichwertige Eigenmittel neu ausgibt; oder

2. ohne Ersatz weiterhin über Eigenmittel verfügt, deren Betrag deutlich über den Mindestkapitalanforderungen liegt;

d. es nur bedient werden darf, sofern ein entsprechender Gewinn oder gesetzliche Reserven für Ausschüttungszwecke zur Verfügung stehen, wobei der Bank auf jeden Fall freigestellt sein muss, ob sie dem Kapitalgeber eine Entschädigung ausrichtet;

e. sich die Entschädigungen des Kapitalgebers während der Laufzeit weder erhöhen, noch Merkmale aufweisen darf, welche eine Kapitalerhöhung der Bank in irgendeiner Weise erschweren; und

f. es, sofern es als eine Verpflichtung verbucht ist, einen Beitrag zur Verlusttragung leistet, indem nach Entscheid der FINMA in einem vorbestimmten auslösenden Fall («Trigger»), spätestens aber bei Unterschreiten einer Kapitalquote von 5,125% hartem Kernkapital:

1. ein Forderungsverzicht bis maximal in Höhe der regulatorischen Anrechnung eintritt; oder

2. das zusätzliche Kernkapital in hartes Kernkapital gewandelt wird.

2 Vorzugsaktien und Partizipationskapital, welche die Voraussetzungen für hartes Kernkapital nicht erfüllen, müssen die Voraussetzungen nach Absatz 1 Buchstaben a bis e, nicht aber Buchstabe f, erfüllen, um als zusätzliches Kernkapital Anrechnung zu finden.

1 Zusätzliches Kernkapital ist anrechenbar, wenn:

a. es die Anforderungen nach Artikel 17 und Artikel 26 erfüllt;

b. es unbefristet ist und die Bank am Markt keine Erwartungen auf eine Rückzahlung oder auf die entsprechende Zustimmung der Aufsichtsbehörde weckt entstehen lässt;

c. die Bank nur mit vorheriger Zustimmung der Aufsichtsbehörde frühestens nach fünf Jahren zu einer Rückzahlung befugt ist (...)

e. sich die Entschädigungen des Kapitalgebers während der Laufzeit aufgrund des emittentenspezifischen Kreditrisikos weder erhöhen, noch Merkmale aufweisen darf, welche eine Kapitalerhöhung der Bank in irgendeiner Weise erschweren; und

f. es, sofern es im Sinne der Rechnungslegung als eine Verpflichtung verbucht ist, einen Beitrag zur Verlusttragung leistet, indem nach Entscheid der FINMA in einem in den Emissionsbedingungen vorbestimmten auslösenden Fall («Trigger»), spätestens aber bei Unterschreiten einer Kapitalquote von 5,125% hartem Kernkapital:

1. ein vollständiger oder teilweiser Forderungsverzicht bis maximal in Höhe der regulatorischen Anrechnung eintritt eintritt, wobei die maximale Höhe des Forderungsverzichts massgebend ist für die Anrechenbarkeit als zusätzliches Kernkapital; oder

2. das zusätzliche Kernkapital in hartes Kernkapital gewandelt wird.

2 Die Emissionsbedingungen können vorsehen, dass der Kapitalgeber nach einer erfolgten Forderungsreduktion Anspruch auf Beteiligung an einer Besserung der finanziellen Lage der Bank hat, sofern:

1. dadurch keine Privilegierung des Kapitalgebers im Vergleich zu einer Wandlung in hartes Kernkapital bewirkt wird; und

2. die gesamten Zahlungen unter dem Instrument im Falle einer Forderungsreduktion im Betrag die vorgesehen Zahlungen unter dem Instrument bei Ausbleiben einer Forderungsreduktion nicht übersteigen.

		<p>32 <u>Vorzugsaktien und Partizipationskapital, welche die Voraussetzungen für hartes Kernkapital nicht erfüllen, müssen die Voraussetzungen nach Absatz 1 Buchstaben a bis e, nicht aber Buchstabe f, erfüllen, um als zusätzliches Kernkapital Anrechnung zu finden.</u></p> <p>Kommentare:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gemäss Basel III braucht es nicht unbedingt einen Entscheid des Regulators betr. Auslösung des Triggers. - Zusätzlich sollte die Möglichkeit eines Write-up's explizit verankert werden.
Art. 25 <u>Verfügbarkeit in der Finanzgruppe</u>	<u>Wird Zusätzliches Kernkapital in der Finanzgruppe durch eine nicht-operative Zweckgesellschaft («Special Purpose Entity») ausgegeben, muss es in gleicher oder höherer Qualität unmittelbar und uneingeschränkt an die Konzernobergesellschaft oder eine operative Einheit der Bank weitergegeben werden, damit es in der konsolidierten Betrachtung in gleicher Qualität als AT1 Anrechnung findet.</u>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierungen (in rot):</p> <p><u>Wird Zusätzliches Kernkapital (...) damit es in der konsolidierten Betrachtung in gleicher Qualität als AT1-zusätzliches Kernkapital Anrechnung findet.</u></p>
Art. 26 <u>Zeitpunkt drohender Insolvenz («Point of non-viability, PONV»)</u>	<p>1 <u>In den Emissionsbedingungen ist vorzusehen, dass zusätzliches Kernkapital im Zeitpunkt der drohenden Insolvenz zur Sanierung der Bank durch maximal vollständigen Forderungsverzicht oder Wandlung in hartes Kernkapital beiträgt.</u></p> <p>2 <u>Der Beitrag hat spätestens zu erfolgen:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a. <u>vor Inanspruchnahme einer Hilfeleistung der öffentlichen Hand; oder</u> b. <u>wenn die FINMA es für notwendig erklärt.</u> <p>3 <u>Vorzugsaktien und Partizipationskapital als zusätzliches Kernkapital müssen im Zeitpunkt drohender Insolvenz ungeachtet der Befreiung gemäss Artikel 24 Absatz 2 zur Verlusttragung beitragen. Diese Verlusttragung kann anstelle des Beitrags nach Absatz 1 in einem vertraglich vorbestimmten Verzicht auf jegliche Privilegierung gegenüber den als hartes Kernkapital geltenden Bestandteilen ab Eintritt des Zeitpunkts drohender Insolvenz bestehen.</u></p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierungen (in rot):</p> <p>Art. 26 <u>Verlusttragung zur Abwendung der Insolvenz Zeitpunkt drohender Insolvenz («Point of non-viability, PONV»)</u></p> <p>1 <u>In den Emissionsbedingungen ist vorzusehen, dass zusätzliches Kernkapital zur Abwendung der Insolvenz im Zeitpunkt der drohenden Insolvenz gemäss Absatz 2 einen Beitrag zur Sanierung der Bank leistet, indem: durch maximal vollständigen Forderungsverzicht oder Wandlung in hartes Kernkapital beiträgt:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 1. <u>eine vollständige oder teilweise Forderungsreduktion eintritt; oder</u> 2. <u>die Forderungen unter dem Kapitalmarktinstrument in hartes Kernkapital gewandelt werden.</u> <p>2 <u>Der Beitrag hat spätestens zu erfolgen:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a. <u>vor Inanspruchnahme einer Hilfeleistung Rekapitalisierungs-massnahme oder anderer ausserordentlicher Hilfsmassnahmen der öffentlichen Hand, ohne die die Bank [oder die Finanzgruppe] nach Ansicht der FINMA gemäss Art. 28 BankG saniert oder gemäss Art. 33 ff. BankG liquidiert werden müsste; oder</u> b. <u>wenn die FINMA es für notwendig erklärt, weil die Bank [oder die Finanzgruppe] sonst nach Ansicht der FINMA gemäss Art. 28 BankG saniert</u>

oder gemäss Art. 33 ff. BankG liquidiert werden müsste.

Kommentar:

Der Abs. 2b ist zu unspezifisch und ermöglicht es den Investoren in Instrumenten mit einer PONV Klausel nicht die Ereignisse, die zur Auslösung der PONV Klausel führen könnten, adäquat einzuschätzen. Eine Bewertung solcher Instrumente wäre somit nicht möglich.

3. Abschnitt: Ergänzungskapital («Tier2»)

Art. 27 Anrechenbarkeit von Ergänzungskapital

- 1 Ergänzungskapital ist anrechenbar, wenn:**
- a. es die Anforderungen nach Artikel 17 erfüllt;
 - b. es eine Ursprungslaufzeit von mindestens 5 Jahren aufweist und die Emissionsbestimmungen keine expliziten oder impliziten Rückzahlungsanreize für die Bank enthalten;
 - c. die Bank mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde frühestens nach fünf Jahren zu einer Rückzahlung befugt ist und im Zeitpunkt der Rückzahlung:
 - 1. ersatzweise mindestens gleichwertige Eigenmittel neu ausgibt, oder
 - 2. ohne Ersatz weiterhin über Eigenmittel verfügt, deren Betrag deutlich über den den Mindestkapitalanforderungen liegt; und;
 - d. sich die Entschädigungen der Kapitalgeber während der Laufzeit nicht erhöhen,
- 2 Die Anrechenbarkeit von Ergänzungskapital vermindert sich in den letzten fünf Jahren vor der Fälligkeit jährlich um 20 Prozent des Nominalbetrages, beziehungsweise des anrechenbaren Betrages (rechnerische Amortisation); sie entfällt im letzten Jahr vor einer Rückzahlung vollständig.**
- 3 Die Artikel 25 und 26 Absätze 1 und 2 gelten sinngemäss.**
- 4 Die FINMA bestimmt in technischen Ausführungsbestimmungen die Anrechenbarkeit zusätzlicher Elemente des Ergänzungskapitals, insbesondere:**
- a. der Kantonalbanken;
 - b. der stillen Reserven; und
 - c. der Forderungen (Guthaben) unbeschränkt haftender Gesellschafter von Privatbankiers gegenüber diesen.

3. Abschnitt: Ergänzungskapital («Tier 2; T2»)

Vorschlag für folgende Präzisierungen (in rot):

(...)

- a. es die Anforderungen nach Artikel 17 und Artikel 26 Absatz 1 und 2 erfüllt, wobei im Falle eines Forderungsverzichts die maximale Höhe des Forderungsverzichts massgebend ist für die Anrechenbarkeit als Ergänzungskapital;
 - b. es eine Ursprungslaufzeit von mindestens 5 Jahren aufweist und die Emissionsbestimmungen keine expliziten oder impliziten Rückzahlungsanreize für die Bank enthalten;
 - c. die Bank nur mit vorheriger Zustimmung der Aufsichtsbehörde frühestens nach fünf Jahren zu einer Rückzahlung befugt ist und im Zeitpunkt der Rückzahlung:
 - 1. ersatzweise mindestens gleichwertige Eigenmittel neu ausgibt, oder
 - 2. ohne Ersatz weiterhin über Eigenmittel verfügt, deren Betrag deutlich über den den Mindestkapitalanforderungen liegt; und;
 - d. sich die Entschädigungen der Kapitalgeber während der Laufzeit nicht aufgrund des emittentenspezifischen Kreditrisikos erhöhen.
- 3 Die Artikel 25 und 26 Absätze 1 und 2 gelten gilt sinngemäss.**

Kommentar zu Abs. 2:

Gemäss Basel III muss Ergänzungskapital über fünf Jahre amortisiert werden. Jedoch verlangt Basel III nicht, dass die Anrechenbarkeit im letzten Jahr vor der Rückzahlung entfällt. Dies würde bedeuten, dass das Kapitalmarktinstrument zwar immer noch ausstehend ist (und nicht vorzeitig zurückbezahlt werden könnte),

		aber überhaupt keine Anrechenbarkeit mehr genießt.
4. Abschnitt: Korrekturen		
Art. 28 Allgemeines	<p><u>1 Korrekturen an den anrechenbaren Eigenmitteln werden für Einzelinstitute und konsolidierte Finanzgruppen auf dieselbe Weise vorgenommen. Korrekturen, die zu einer Verminderung der Eigenmittel führen, werden als Abzüge bezeichnet.</u></p> <p><u>2 Abzüge von Beteiligungstiteln und Kapitalinstrumente an Unternehmen des Finanzbereichs sind im sogenannten entsprechenden Abzugsverfahren («corresponding deduction approach»), nach Basler Mindeststandards vorzunehmen. Dieses bestimmt von welchen Bestandteilen der anrechenbaren Eigenmittel entsprechende Kapitalbeteiligungen an einem Drittunternehmen abzuziehen sind.</u></p> <p><u>3 Verfügt die Bank im Bestandteil der anrechenbaren Eigenmittel über kein oder ungenügendes Kapital, so erfolgt der Abzug vom nächst höheren Bestandteil.</u></p> <p><u>4 Massgebender Betrag einer Abzugsposition ist der Bilanzwert. Antizipierte Einflüsse aus der Besteuerung dürfen zur Verminderung der Abzugsposition nur berücksichtigt werden, wenn:</u></p> <p style="margin-left: 20px;"><u>a. das Steuerpassivum zusammen mit dem Aktivum automatisch erlöscht; oder</u></p> <p style="margin-left: 20px;"><u>b. ein solches Vorgehen in dieser Verordnung oder den technischen Ausführungsbestimmungen der FINMA ausdrücklich vorgesehen ist.</u></p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot):</p> <p>4 Massgebender Betrag einer Abzugsposition ist der Bilanzwert Der abzuziehende Betrag entspricht grundsätzlich jenem, mit welchem er in der Bilanz erfasst ist. (...)</p> <p style="margin-left: 20px;"><u>a. das Steuerpassivum zusammen mit dem Aktivum oder Passivum automatisch erlöscht</u></p> <p>Kommentare:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zu Abs. 4 <u>Grundsätzlich</u> weil es vorstellbar ist dass der Bilanzwert nicht das ökonomische Positionen widerspiegelt und es deshalb denkbar wäre, in begründeten Fällen davon abzuweichen. - Zu Abs. 4a. Ein Steuerpassivum kann auch im Zusammenhang mit einem Passivum entstehen.
Art. 29 Abzug vom harten Kernkapital	<p><u>Vom harten Kernkapital sind vollständig abzuziehen:</u></p> <p style="margin-left: 20px;"><u>a. ein Verlustvortrag und der Verlust des laufenden Geschäftsjahres;</u></p> <p style="margin-left: 20px;"><u>b. ein ungedeckter Wertberichtigungs- und Rückstellungsbedarf des laufenden Geschäftsjahres;</u></p> <p style="margin-left: 20px;"><u>c. der Goodwill und immaterielle Werte mit Ausnahme von Bedienungsrechten von Hypotheken («Mortgage Servicing Rights; MSR»)</u></p> <p style="margin-left: 20px;"><u>d. latente Steueransprüche («Deferred Tax Assets, DTA»), deren Realisierung von der zukünftigen Rentabilität abhängt, wobei eine Verrechnung mit entsprechenden latenten Steuerverpflichtungen nur innerhalb derselben</u></p>	<p>Vorschlag für folgende sprachliche Präzisierung (in rot):</p> <p>(...)</p> <p><u>h. die Netto-Longposition nach Artikel 39a in eigenen Beteiligungstiteln in direktem oder indirektem Eigenbesitz, in inner- und ausserhalb des Handelsbuchs, soweit sie nicht bereits zu Lasten der Erfolgsrechnung verbucht wurden;</u></p> <p>Kommentar:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zu Ziffer c und g: Im Sinne von Basel III sind diese Abzugspositionen um die zugehörigen latenten Steuerverbindlichkeit direkt zu bereinigen.

	<p><u>geographischen und sachlichen Steuerzuständigkeit zulässig ist;</u></p> <p><u>e. bei Banken, die den IRB anwenden (Art. 65), der Betrag, um den die nach diesem Ansatz berechneten erwarteten Verluste die Wertberichtigungen gemäss Basler Mindeststandards übersteigen;</u></p> <p><u>f. Erträge aus dem Verkauf von Forderungen im Zusammenhang mit Verbriefungstransaktionen («Gain on sale related to securitization transactions»);</u></p> <p><u>g. Forderungen gegenüber Pensionsfonds («defined pension fund assets »);</u></p> <p><u>h. die Netto-Longposition nach Artikel 39a in eigenen Beteiligungstiteln in direktem oder indirektem Eigenbesitz, in und ausserhalb des Handelsbuchs, soweit sie nicht bereits zu Lasten der Erfolgsrechnung verbucht wurden;</u></p> <p><u>i. gegenseitige Beteiligungen am Kapital von Unternehmen des Finanzbereichs («Reciprocal holdings»);</u></p> <p><u>j. im Rahmen der Einzelinstitutsberechnung die Netto-Longposition der nach Artikel 39a berechneten direkt gehaltenen zu konsolidierenden Beteiligungen an im Finanzbereich tätigen Unternehmungen, wobei kein Schwellenwert zur Anwendung gelangt;</u></p> <p><u>k. Abzüge als Folge der Konsolidierungsbestimmungen in Artikel 7 Absätze 3 und 4 sowie Artikel 9 Absatz 2 Buchstabe b.</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Zu Ziffer h: Die EU Vorschläge machen weiterhin eine Unterscheidung zwischen Handels – und Bankenbuch und entsprechend müsste man evaluieren, ob die EU Vorschläge in der jetzigen Form auch die Basis für die Schweiz sein sollten. - Zu Ziffer j: Die vorgeschlagene Einzelinstitutsbehandlung ist in dieser superequivalenten Form nicht von Basel III verlangt und auch nicht konsistent mit den Vorschlägen der EU Kommission. Beteiligungen in Gruppengesellschaften sollten entweder aufgrund der Schwellen wie von Basel III vorgesehen behandelt werden oder konsistent mit der EU bei konsolidierter Überwachung gar nicht abgezogen werden müssen. Eine weitere Alternative, die jedoch immer noch massiv superequivalent ist, wäre die Beibehaltung der heutigen Praxis mit dem Abzug der Beteiligungen 50/50 von T1 und T2 Kapital.
<p>Art. 30 Abzug nach Schwellenwerten</p>	<p><u>1 Der Abzug unter Zugrundelegung eines Schwellenwertes teilt eine Position in:</u></p> <p><u>a. einen Teil unter dem Schwellenwert, welcher mit einer Risikogewichtung zu behandeln ist; und</u></p> <p><u>b. einen Teil über dem Schwellenwert, der abzuziehen ist.</u></p> <p><u>2 Der Schwellenwert 1 entspricht 10 Prozent des harten Kernkapitals nach allen Abzügen gemäss Artikel 29 Buchstaben a- j.</u></p> <p><u>3 Der Schwellenwert 2 entspricht 10 Prozent des harten Kernkapitals nach allen Abzügen gemäss Artikel 29, zuzüglich der Abzüge mit Schwellenwert 1.</u></p> <p><u>4 Der Schwellenwert 3 entspricht 15% Prozent des harten</u></p>	

	<u>Kernkapitals nach allen Abzügen gemäss Artikel 29, zuzüglich der Abzüge mit Schwellenwert 1 und 2.</u>	
Art. 31 Beteiligungstitel und Kapitalinstrumente an Unternehmen des Finanzbereichs bis je 10 Prozent	<p><u>1 Nach Massgabe des Schwellenwertes 1 ist die Summe aller direkt oder indirekt gehaltenen Beteiligungstitel und Kapitalinstrumente an Unternehmen des Finanzbereichs abzuziehen, an denen die Bank je weniger als 10 Prozent des ausgegebenen ordentlichen Gesellschaftskapitals pro Unternehmen hält.</u></p> <p><u>2 Für den Betrag über diesem Schwellenwert wird das entsprechende Abzugsverfahren nach Artikel 28 Absatz 2 angewendet. Die Risikogewichtung von Positionen unter dem Schwellenwert erfolgt im Verhältnis der Gesamtanteile im Banken- und Handelsbuch vor Bestimmung des Abzuges.</u></p>	
Art. 32 Beteiligungstitel und Kapitalinstrumente an Unternehmen des Finanzbereichs über je 10 Prozent	<p><u>1 Nach Massgabe des Schwellenwertes 2 sind direkt oder indirekt gehaltene Beteiligungen über 10 Prozent an Unternehmen des Finanzbereichs ausserhalb des Konsolidierungskreises in Gesellschaftskapital sowohl bei der Einzelinstitutsberechnung wie auch konsolidiert vom harten Kernkapital abzuziehen.</u></p> <p><u>2 Andere Kapitalbestandteile in Form von Beteiligungen nach Absatz 1 unterliegen dem entsprechenden Abzugsverfahren gemäss Artikel 28 Absatz 2.</u></p>	Kommentar: Man sollte zur Verständlichkeit von zeitlichen Differenzen anstelle von zeitlichen Diskrepanzen sprechen.
Art. 32a Übrige Abzüge nach Massgabe des Schwellenwertes 2	<p><u>Nach Massgabe des Schwellenwertes 2 sind vom harten Kernkapital ebenfalls abzuziehen:</u></p> <p><u>a. Bedienungsrechte von Hypotheken; und</u></p> <p><u>b. latente Steueransprüche («Deferred Tax Assets, DTA») aufgrund zeitlicher Diskrepanzen.</u></p>	Kommentar: Man sollte zur Verständlichkeit von zeitlichen Differenzen anstelle von zeitlichen Diskrepanzen sprechen.
Art. 32b Abzüge nach Massgabe des Schwellenwertes 3	<p><u>1 Die nach den Verfahren gemäss den Artikeln 32 und 32a unterhalb des Schwellenwertes 2 verbliebenen Beträge werden addiert dem Schwellenwert 3 unterzogen. Überschreitet die Summe den Schwellenwert 3, wird dieser Betrag vom harten Kernkapital abgezogen.</u></p> <p><u>2 Beträge unter dem Schwellenwert 3 sind je mit 250% Risiko zu gewichten.</u></p>	<p>Vorschlag für folgende sprachliche Präzisierung (in rot):</p> <p><u>1 Die nach den Verfahren gemäss den Artikeln 32 und 32a unterhalb des Schwellenwertes 2 verbliebenen Beträge werden addiert dem Schwellenwert 3 unterzogen. Überschreitet die Summe den Schwellenwert 3, wird dieser der Betrag, welcher den Schwellenwert 3 überschreitet, vom harten Kernkapital abgezogen.</u></p> <p>Kommentar: Die Basel 3 Bestimmungen unterscheiden beim Schwellenwert 3 zwischen der</p>

		<p>Behandlung per 1. Januar 2013 und derjenigen per 1. Januar 2018. Per 1. Januar 2013 wird der Schwellenwert 3 auf der Basis des harten Kernkapitals nach den Abzügen gemäss Artikel 30 Abs. 3 ermittelt während per 1. Januar 2018 das für den Schwellenwert 3 massgebliche Kernkapital nach Abzug der Summe der nach Artikeln 32 und 32a unterhalb des Schwellenwert verbleibenden Betrages erfolgt.</p>
<p>Art. 32d <u>Freiwilliger Abzug vom harten Kernkapital an Stelle einer Risikogewichtung</u></p>	<p><u>Die Bank kann an Stelle des Einbezuges mittels Risikogewichtung eine Position vollständig vom harten Kernkapital abziehen. Ein solcher Abzug hat keinen Einfluss auf die Berechnung der Schwellenwerte nach Artikel 30.</u></p>	<p>Kommentar: Der freiwillige Abzug vom harten Kernkapital an Stelle einer Risikogewichtung ist aus unserer Sicht sehr wünschenswert, da bei einigen Positionen sonst eine Kapitalunterlegung von mehr als dem Gegenwert des jeweiligen Aktiva erfolgen würde.</p>
<p>3. Abschnitt: Zusatzkapital (tier 3) – gestrichen 4. Abschnitt: Anrechenbarkeit und Abzüge – gestrichen</p> <p>3. Titel: Erforderliche Eigenmittel 1. Kapitel: Allgemeines</p>		
<p>Art. 32e <u>Umfang erforderlicher Eigenmittel</u></p>	<p><u>Die erforderlichen Eigenmittel setzen sich zusammen aus:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <u>a. den Mindestanforderungen;</u> <u>b. dem Eigenmittelpuffer;</u> <u>c. dem antizyklischen Puffer;</u> <u>d. den zusätzlichen Eigenmitteln.</u> 	<p>Kommentar: <u>Art. 32e lit.c und 33 b E-ERV</u> enthalten Hinweise auf einen antizyklischen Puffer, zu dem eine separate Anhörung erfolgen soll. Unseres Erachtens lässt sich schon heute feststellen, dass derzeit keine rechtlichen Grundlagen für einen derartigen "Placeholder" besteht, da ein antizyklischer Puffer erklärermassen Bestandteil makroprudentieller Instrumente bildet (siehe dazu: FSB, IMF, BIS, Macroprudential Policy Tools and Frameworks, Progress Report to G20 of 27 October 2011).</p> <p>Solange weder FINMA noch SNB ein explizites makroprudentielles Mandat haben und solange die zur Prävention von systemischen Krisen notwendigen Massnahmen durch die SNB nicht genügend geregelt sind, muss vor einer Regelung von antizyklischen Puffern Klarheit über die institutionelle Ausgestaltung bestehen (siehe dazu auch Swiss Banking, Makroprudentielle Politik vom September 2011).</p> <p>Vorschlag für folgende sprachliche Präzisierung (in rot):</p> <p><u>Die erforderlichen Eigenmittel setzen sich zusammen aus:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <u>a. den Mindestanforderungen;</u>

		<p><u>b. dem Eigenmittelpuffer;</u> <u>c. dem antizyklischen Puffer; und</u> <u>d. den zusätzlichen Eigenmitteln.</u></p> <p>Kommentar: Es fehlt an der Logik, unter dem Titel „Umfang erforderlicher Eigenmittel“ von zusätzlichen Eigenmitteln zu sprechen. Es wäre besser, hier von zusätzlichen Eigenmittelanforderungen zu sprechen und auch klarzumachen, in welchem Zusammenhang solche verlangt werden können.</p>
<p>Art. 33 Mindestanforderungen («Säule 1»)</p>	<p>1 Um die Mindestanforderungen Die anrechenbaren Eigenmittel müssen die erforderlichen Eigenmittel dauernd übersteigen, gesamthaft zu erfüllen, müssen die Bestandteile der anrechenbaren Eigenmittel einzeln oder gesamthaft bestimmte Kapitalkennzahlen, gemessen an den gewichteten Positionen, erfüllen.</p> <p>2 Die erforderlichen Eigenmittel gewichteten Positionen setzen sich zusammen aus:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. 8-Prozent der den nach ihrem Kreditrisiko gewichteten Positionen (Art. 37) sowie den erforderlichen Eigenmitteln für Positionen gewichteten Positionen aus nicht abgewickelten Transaktionen (Art. 63); b. 8-Prozent der den nach Artikel 67 gewichteten nicht gegenparteibezogenen Risiken; c. den dem Zwölfeinhalbfachen der Mindestanforderungen erforderlichen Eigenmitteln für Marktrisiken (Art. 68–76); d. den dem Zwölfeinhalbfachen der Mindestanforderungen erforderlichen Eigenmitteln für operationelle Risiken (Art. 77–82); e. dem Zwölfeinhalbfachen der Mindestanforderungen für Risiken aus Garantieverpflichtungen gegenüber zentralen Gegenparteien (Art. 56a); f. dem Zwölfeinhalbfachen der Mindestanforderungen für das Risiko möglicher Wertanpassungen aufgrund des Gegenpartei-Kreditrisikos von Derivaten (Art. 41a). <p>3bis Die zu erfüllenden Kapitalkennzahlen, bezogen auf die nach den Artikeln 28–32c korrigierten anrechenbaren Eigenmittel bzw. dessen Bestandteile, betragen:</p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot):</p> <p>4 Die anrechenbaren Eigenmittel müssen die Mindestanforderungen dauernd erfüllen. Eine Bank hat die FINMA und die Prüfgesellschaft unverzüglich zu informieren, wenn sie Kenntnis davon hat, dass sie die Mindestanforderungen nicht erfüllt.</p>

	<p>a. 4,5 Prozent der gewichteten Positionen für das harte Kernkapital („CET1-Quote“);</p> <p>b. 6,0 Prozent der gewichteten Positionen für das Kernkapital („Kernkapitalquote“); und</p> <p>c. 8,0 Prozent der gewichteten Positionen für die anrechenbaren Eigenmittel („Gesamtkapitalquote“).</p> <p>4 Die anrechenbaren Eigenmittel müssen die Mindestanforderungen dauernd erfüllen. Eine Bank hat die FINMA und die Prüfungsgesellschaft unverzüglich zu informieren, wenn sie die Mindestanforderungen nicht erfüllt.</p>	
Art. 33a Eigenmittelpuffer	<p>1 Banken müssen in Form von hartem Kernkapital dauernd einen Eigenmittelpuffer von 2,5 Prozent der gewichteten Positionen zu halten.</p> <p>2 Banken, deren Eigenmittelpuffer aufgrund besonderer unplanbarer Umstände wie einer Krise des internationalen oder schweizerischen Finanzsystems die Anforderungen zeitweise unterschreitet, verletzen die Eigenmittelanforderungen nicht. Sie müssen die Unterschreitung innert einer von der FINMA im Einzelfall festgelegten Frist wieder beseitigen.</p>	<p>Gemäss FINMA-Erläuterungsbericht (6.2.1, S. 52) wurde der von Basel III vorgesehene fixe quantitative Mechanismus des Gewinnrückbehalts zur Äufnung eines ungenügenden Puffers bewusst nicht in den E-ERV aufgenommen. Zu diskutieren, ob dieses Vorgehen Sinn macht. Gemäss aktueller Formulierung von Art. 33a muss der Eigenmittelpuffer in Höhe von 2,5% <i>dauernd</i> eingehalten werden und kann nur in Ausnahmefällen kurzzeitig unterschritten werden. Dies entspricht wohl nicht der Grundidee von Basel III in Bezug auf den Eigenmittelpuffer.</p>
Art. 33b Antizyklischer Puffer	<p>(kommt in separater Anhörung)</p>	<p>Siehe Kommentar zu Art. 32e lit.c</p> <p>Verfassungsmässigkeit eines antizyklischen Puffers ist höchst fragwürdig.</p>
Art. 33c Parallelrechnungen bei Verwendung von Modellansätzen	<p>Für Banken, die ihre erforderlichen Eigenmittel auf Basis von bewilligungspflichtigen Modellansätzen (IRB nach Art. 38 Abs. 3, EPE-Modellmethode nach Art. 42 Abs. 2, Marktrisiko-Modellansatz nach Art. 76 Abs. 1 oder AMA nach Art. 78 Abs. 2) bestimmen, kann die FINMA eine parallele Berechnung der erforderlichen Eigenmittel nach einem aus ihrer Sicht geeigneten Standardansatz verlangen.</p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot):</p> <p>„(...) EPE-Modellmethode <u>neu</u> nach Art. 42 Abs. 2 (...) nach <u>einem aus ihrer Sicht geeigneten Standardansatz</u> dem Standardansatz für eine Periode von x Quartalen verlangen.“</p>
Art. 34 Zusätzliche Eigenmittel («Säule 2»)	<p>1 Von den Banken wird erwartet, dass sie Banken müssen nach Vorgabe der FINMA zusätzliche Eigenmittel halten, um den von den Mindestanforderungen nicht erfassten Risiken Rechnung zu tragen und die Einhaltung der Mindestanforderungen auch unter ungünstigen Verhältnissen sicherzustellen. Die FINMA kann einzelne Kategorien von Banken hiervon ausnehmen.</p> <p>2 Verfügt eine Bank über keine zusätzlichen Eigenmittel nach Absatz 1, so kann die FINMA besondere Massnahmen zur</p>	<p>Kommentare:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Abs. 1 beinhaltet eine sehr weitgehende Delegation ohne jegliche quantitative oder qualitative Einschränkungen. - Wieso wurde "(...), um den von den Mindestanforderungen nicht erfassten Risiken Rechnung zu tragen und die Einhaltung der Mindestanforderungen auch unter ungünstigen Verhältnissen sicherzustellen" gestrichen?

	<p>Beobachtung und Kontrolle der Eigenmittel- und Risikolage anordnen.</p> <p>3 Die FINMA kann unter besonderen Umständen von einzelnen Banken im Einzelfall zusätzliche Eigenmittel verlangen, namentlich wenn die erforderlichen Eigenmittel Mindestanforderungen im Verhältnis zu den Geschäftsaktivitäten, den eingegangenen Risiken, der Geschäftsstrategie, der Qualität des Risikomanagements oder dem Entwicklungsstand der verwendeten Techniken keine ausreichende Sicherstellung Sicherheit gewährleisten.</p>	
Art. 37 Nach Risiko zu gewichtende Positionen	<p>1 Positionen sind nach Risiko zu gewichten, sofern sie ein Kreditrisiko aufweisen und kein entsprechender Abzug von den Eigenmitteln nach den Artikeln 23, 31 und 32 28 bis 32c vorgesehen ist.</p>	<p>Kommentar: Referenz zu Artikeln 28 bis 32c ist nicht notwendig weil Abzüge aufgrund von Verfügungen auch unterschiedlich (z.B. 50% T1 / 50% T2) vorgenommen werden können.</p>
Art. 39a <u>Nettoposition für Eigenkapitalinstrumente</u>	<p>1 Die <u>Nettopositionen für Eigenkapitalinstrumente werden, unter Berücksichtigung der zusätzlichen Anforderungen nach Absatz 2, wie folgt berechnet:</u></p> <p><u>physischer Bestand zuzüglich synthetische Positionen sowie Titelforderungen aus Securities Lending abzüglich Titelverpflichtungen aus Securities Borrowing + nicht erfüllte Kassa- und Terminkäufe (einschliesslich Financial Futures und Swaps)</u> <u>./. nicht erfüllte Kassa- und Terminverkäufe (einschliesslich Financial Futures und Swaps)</u> <u>+ Positionen im Zusammenhang mit Emissionsgeschäften, die länger als fünf Werkstage bestehen</u> <u>+ Lieferansprüche aus Call-Käufen, deltagewichtet</u> <u>./. Lieferverpflichtungen aus geschriebenen Calls, deltagewichtet</u> <u>+ Übernahmeverpflichtungen aus geschriebenen Puts, deltagewichtet</u> <u>./. Abgabeansprüche aus Put-Käufen, deltagewichtet</u></p> <p>2 Bei Eigenkapitalinstrumenten, ausgenommen eigene Beteiligungstitel, ist eine Verrechnung von Long- und Short-Positionen nur zulässig, wenn:</p> <p>a. das der betrachteten Short-Position zugrunde liegende Eigenkapitalinstrument dasselbe ist wie dasjenige der zur</p>	<p>Kommentar: Zu Abs. 2: Unten stehende Klärung der Regeln seitens des BCBS mittels FAQ sollten zur Vermeidung von Missverständnissen entweder in die ERV oder ins Zirkular zur Berechnung der anrechenbaren eigenen Mitteln aufgenommen werden:</p> <p><u>Möglichkeit der Zulassung eines Index Hedge für bestimmte Long Positionen</u> Von der Bank gehaltene Long-Positionen in Finanztiteln sollen unter nachfolgenden Voraussetzungen mit einer Short Position im Index selber (Decomposition of short positions in indexes) verrechnet werden können:</p> <ol style="list-style-type: none"> i. Die abgesicherte Position und die Short Position im Index müssen im Handelsbuch gehalten werden. ii. Die Positionen müssen zum Fair Value im Handelsbuch geführt sein. iii. Die Absicherung muss unter dem durch die Aufsicht geprüften bankinternen Kontrollsystem als wirksam anerkannt sein. <p><u>Fälligkeitsfiktion bei von der Bank gehaltenen Beteiligungspapieren an Bank-, Finanz- und Versicherungsunternehmen (IF-Frage)</u> Wenn eine Bank über ein/e vertragliches Recht/Verpflichtung verfügt, Beteiligungstitel einem Dritten zu einem bestimmten, zukünftigen Zeitpunkt zu veräussern, kann jener Übertragungszeitpunkt im Sinne einer praktischen Erleichterung als die Fälligkeit des Beteiligungstitels betrachtet werden.</p>

	<p><u>Verrechnung anvisierten Long-Position; und b. die betrachtete Short-Position die gleiche Laufzeit wie die Long-Position oder zumindest eine Restlaufzeit von einem Jahr aufweist.</u></p> <p>3 In Abweichung von Absatz 2 Buchstabe a dürfen bei Eigenkapitalinstrumenten, die über Index-Instrumente gehalten werden, die Long- und Short-Positionen im gleichen zugrundeliegenden Index miteinander verrechnet werden. Ein Gegenparteirisiko der Short-Position ist zu unterlegen.</p> <p>4 Bei eigenen Beteiligungstiteln ist eine Verrechnung nur zulässig, wenn der Titel welcher der betrachteten Short-Position zugrunde liegt, derselbe ist wie derjenige der zur Verrechnung anvisierten Long-Position und die Short-Position kein Gegenparteirisiko aufweist. Long-Positionen aus eigenen Beteiligungstiteln, die über Index-Instrumente gehalten werden, dürfen mit Short-Positionen aus dem gleichen zugrundeliegenden Index verrechnet werden. Ein Gegenparteirisiko der Short-Position ist zu unterlegen.</p>	<p>Eine Short Position in gleichen Beteiligungstiteln kann damit neu – auch wenn unterjährig – unter diesen Bedingungen zum selben Zeitpunkt wie das vertragliche Recht zum Verkauf der Long Position fällig werden („matching of maturity“).</p>
<p>Art. 41a Risiko möglicher Wertanpassungen von Derivaten</p>	<p>1 Zusätzlich zu den Mindestanforderungen zur Abdeckung von Kreditausfällen von Derivat-Gegenparteien nach den Artikeln 38 und 42, müssen alle Banken das Risiko von Marktwert-Verlusten durch Wertanpassungen von Derivaten aufgrund des Gegenparteikreditrisikos mit Eigenmitteln unterlegen.</p> <p>2 Die FINMA regelt die Berechnungsmethode für die entsprechenden Mindestanforderungen in Abhängigkeit von den gewählten Berechnungsmethoden für die Kreditäquivalente (Art. 42) und für Marktrisiken (Art. 70). Sie richtet sich dabei nach den Basler Mindeststandards.</p>	<p>Zu Abs. 2 Sprachlicher Anpassungsvorschlag: " Sie richtet sich dabei nach den Basler Mindeststandards " durch "Sie wendet dabei den Basler Mindeststandards an" zu ersetzen.</p>
<p>Art. 45 EPE-Modellmethode</p>	<p>1 Die FINMA legt die Berechnung der Kreditäquivalente von Derivaten nach der EPE-Modellmethode fest. Sie richtet sich dabei nach den Basler Mindeststandards. Zur Berechnung des Kreditäquivalents bei Derivaten nach der EPE-Modellmethode wird die effektive EPE mit dem EPE-Faktor multipliziert.</p> <p>2 Die Kreditäquivalente werden mit dem EPE-Faktor multipliziert, welchen die Die-FINMA legt den EPE-Faktor im Einzelfall festlegt. Er beträgt mindestens 1,2.</p>	<p>Zu Abs. 1 Sprachlicher Anpassungsvorschlag: " Sie richtet sich dabei nach den Basler Mindeststandards " durch "Sie wendet dabei den Basler Mindeststandards an" zu ersetzen.</p>
<p>3. Abschnitt: Positionsklassen und deren Gewichtung nach SA-CH und nach SA-BIZ</p>		

<p>Art. 56 Börsen und Clearinghäuser</p>	<p><u>2 Für Kreditrisiken gilt das gelten die Risikogewichte von 0 oder 2 Prozent nach Anhang 2 und Anhang 3 nur, sofern eine regulierte zentrale Gegenpartei unmittelbar in die Transaktion zwischen zwei Marktteilnehmern eintritt und ein umfassendes und angemessenes Besicherungssystem als Grundlage für die Funktionsausübung dieser zentralen Gegenpartei etabliert ist.</u></p> <p><u>3 Dieses Besicherungssystem gilt insbesondere dann als angemessen und umfassend, wenn [Es fehlen: vom Basler Ausschuss noch zu bestimmende Kriterien für die regulatorische Anerkennung von zentralen Gegenparteien]:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a. die Kontrakte täglich zu Marktkursen bewertet werden und täglich ein Margenausgleich stattfindet; b. die innerhalb des nächsten Tages zu erwartenden Wertveränderungen mit einem hohen Konfidenzniveau laufend besichert werden; und c. unerwartete Verluste abgesichert sind. 	<p>Kommentar: Hier verweisen wir auf unser separates Feedback an das BCBS (Konsultation zu CCP startete diese Woche).</p>
<p>Art. 56a Kreditrisiken und Garantieverpflichtungen gegenüber zentralen Gegenparteien</p>	<p><u>1 Für Banken, die als Clearing-Mitglied einer zentralen Gegenpartei für börslich oder ausserbörslich gehandelte Derivate sowie für Repo- oder repoähnliche Geschäfte agieren, regelt die FINMA die Berechnungsmethode zur Bestimmung der Mindestanforderungen für Risiken, die sich aus den expliziten und impliziten Garantieverpflichtungen gegenüber der zentralen Gegenpartei ergeben. Die FINMA richtet sich dabei nach den Basler Mindeststandards.</u></p> <p><u>2 Zentrale Gegenparteien sind Clearinghäuser, die sich als Vertragspartei zwischen die Gegenparteien von Kontrakten schalten und die Leistungserfüllung der Kontrakte während der gesamten Laufzeit garantieren.</u></p> <p><u>3 Clearing-Mitglieder sind befugt, als Partei in eine direkte Transaktion mit der zentralen Gegenpartei einzutreten, unabhängig davon, ob sie dies in eigener Sache tun oder als Intermediär zwischen der zentralen Gegenpartei und anderen Marktteilnehmern.</u></p>	<p>Kommentar: Hier verweisen wir auf unser separates Feedback an das BCBS (Konsultation zu CCP startete diese Woche).</p>
<p>Art. 59 Beteiligungstitel</p>	<p><u>Im SA-BIZ sind nur Anteile von Nettopositionen nach Artikel 39a in Beteiligungstiteln sind nach Anhang 5 zu gewichten. Ausgenommen sind Anteile von Nettopositionen, die nicht nach:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a. den Artikeln 28–32c 31 von den Kapitalbestandteilen 	<p>Kommentar: Referenz zu Artikeln 28 bis 32c ist nicht notwendig weil Abzüge aufgrund von Verfügungen auch unterschiedlich (z.B. 50% T1 / 50% T2) vorgenommen werden können.</p>

	<p>bereinigten Kernkapital und vom ergänzenden Kapital abzuziehen sind; oder</p> <p>b. den Bestimmungen zur Unterlegung von Marktrisiken zu behandeln sind Artikel 32b Absatz 2 zu gewichtet sind.</p>	
<p>Art. 63 Positionen aus nicht abgewickelten Transaktionen</p>	<p>1 Für Positive Wiederbeschaffungswerte von Positionen aus nicht abgewickelten Devisen-, Effekten- und Warentransaktionen, bei denen aufgrund einer verspäteten oder fehlgeschlagenen Abwicklung ein Verlustrisiko besteht (Positionen aus nicht abgewickelten Transaktionen) und die nach dem Prinzip «Lieferung gegen Zahlung» oder «Zahlung gegen Zahlung» über ein Zahlungs- oder Effektenabwicklungssystem abgewickelt werden, werden <u>wie folgt gewichtet</u> die erforderlichen Eigenmittel durch Multiplikation eines allfälligen positiven Wiederbeschaffungswertes mit dem entsprechenden Unterlegungssatz wie folgt berechnet:</p> <p>Anzahl Bankwerttage nach dem vereinbarten Erfüllungsdatum <u>Risikogewicht Unterlegungssatz</u> 5-15 <u>100</u> 8 % 16-30 <u>625</u> 50 % 31-45 <u>937,5</u> 75 % 46 oder mehr <u>1250</u> 100 %</p> <p>2 Für Positionen aus nicht abgewickelten Transaktionen, die auf andere Weise abgewickelt werden, sind die erforderlichen Eigenmittel wie folgt zu behandeln berechnen:</p> <p>a. Die Bank, welche ihre Leistung erbracht hat, behandelt das Geschäft wie einen Kredit, bis die Gegenleistung erbracht wird. Falls die Positionen nicht materiell sind, kann anstelle einer ratingabhängigen Risikogewichtung auch ein Risikogewicht von 100 Prozent eingesetzt werden.</p> <p>b. Falls fünf Bankwerttage nach dem dafür vereinbarten Erfüllungstermin die Gegenleistung nicht erbracht wurde, werden der gelieferte Wert und ein allfälliger <u>positiver</u> Wiederbeschaffungswert je zur Hälfte vom Kernkapital und vom ergänzenden Kapital abgezogen mit 1250 Prozent gewichtet.</p> <p>3 Repurchase-, Reverse-Repurchase-Agreements und Securities Lending und Borrowing werden ausschliesslich nach Artikel 61</p>	<p>Vorschlag für folgende sprachliche Präzisierung (in rot):</p> <p>(...) Anzahl Bankwerttage nach dem vereinbarten Erfüllungsdatum <u>Risikogewichtung</u> 5-15 <u>100</u> % 16-30 <u>625</u> % 31-45 <u>937,5</u> % 46 oder mehr <u>1250</u> %</p>

	behandelt.	
4. Abschnitt: IRB		
3. Kapitel: Nicht gegenparteibezogene Risiken		
Art. 66 Begriff	Mit nicht gegenparteibezogenen Risiken wird die Gefahr eines Verlustes aufgrund von Wertänderungen oder Liquidation von nicht gegenparteibezogenen Aktiven wie Liegenschaften, Beteiligungen an Immobiliengesellschaften und anderen Sachanlagen bezeichnet.	Kommentar: Dieser Artikel aus der Basel I – Welt ist zu löschen und neu unter Operational Risk zu regeln.
Art. 67 Gewichtung	<p>1 Zur Unterlegung der Nach dem SA CH sind nicht gegenparteibezogenen Risiken wie folgt sind <u>folgende Positionen zu 100 Prozent zu gewichten:</u></p> <p>a. mit 0 Prozent der Aktivsaldo des Ausgleichskontos; ba. mit 250 Prozent Bankgebäude sowie Beteiligungen an Immobiliengesellschaften mit solchen Liegenschaften; c. mit 375 Prozent andere Liegenschaften sowie Beteiligungen an Immobiliengesellschaften mit solchen Liegenschaften; bd. mit 625 Prozent übrige Sachanlagen und Software, ohne Goodwill und übrige immaterielle Werte, sowie unter den Sonstigen Aktiven bilanzierte abschreibungspflichtige Aktivierungen, <u>sofern diese nicht nach Artikel 29 Absatz 1 Buchstabe c vom harten Kernkapital abgezogen werden.</u></p> <p>2 Nach SA BIZ oder IRB sind nicht gegenparteibezogene Risiken mit 100 Prozent zu gewichten und mit dem Multiplikator 3,0 zu multiplizieren.</p>	Kommentare: <ul style="list-style-type: none"> - mit 0 Prozent der Aktivsaldo des Ausgleichskontos; dies sollte nicht gestrichen werden weil das Ausgleichskonto ein technisches Hilfsmittel ist und es die Bank weder gegenpartei- noch gegenparteilose Risiken aussetzt. - <i>Beteiligungen an Immobiliengesellschaften</i> sollte nicht gestrichen werden um Arbitrage zwischen dem direkten Halten von Liegenschaften und dem Halten von Beteiligungen in Immobiliengesellschaften zu verhindern.
4. Kapitel: Marktrisiken		
1. Abschnitt: Allgemeines		
Art. 70 Berechnungsansätze	<p>1 Die zur Unterlegung von Mindestanforderungen für Marktrisiken erforderlichen Eigenmittel können nach den folgenden Ansätzen berechnet werden:</p> <p>a. dem <i>De-Minimis</i>-Ansatz; b. dem Marktrisiko-Standardansatz; oder c. dem Marktrisiko-Modellansatz.</p> <p>2 Bei Verwendung mehrerer dieser Ansätze ergeben sich die erforderlichen Eigenmittel Mindestanforderungen aus der Summe der nach diesen Ansätzen berechneten erforderlichen Eigenmittel Mindestanforderungen.</p>	
3. Abschnitt: Marktrisiko-Standardansatz		

Art. 74 Devisenpositionen	<p>1 Die <u>Mindestanforderungen für das Zur Unterlegung von Marktrisiken von Goldpositionen sind Eigenmittel in der Höhe von 10 betragen 8</u> Prozent der Nettoposition erforderlich.</p> <p>2 Zur Unterlegung des Rohstoffrisikos sind Eigenmittel in der Höhe von 20 Prozent der Nettoposition pro Rohstoff-Gruppe erforderlich. Zur Unterlegung des Basisrisikos, des Zinsänderungsrisikos und des Risikos von Veränderungen von Terminpreisen aus Gründen, die nicht durch Zinssatzänderungen erklärt werden können («Forward Gap Risk»), sind zusätzliche Eigenmittel in der Höhe von 3 Prozent der Bruttopositionen (Summe der absoluten Werte der Long- und der Short-Positionen) aller Rohstoffgruppen erforderlich.22 Die <u>Mindestanforderungen für das Rohstoffrisikos sind nach dem Laufzeitbandverfahren oder nach dem vereinfachten Verfahren zu bestimmen.</u></p>	Kommentar: <ul style="list-style-type: none"> - Der Titel für Art. 74 sollte heissen: "Gold und Rohstoffpositionen " - Eine Referenz zu Basel II, 718(xLix) ff (Laufzeitbandverfahren) und 718(Liv) (vereinfachtes Verfahren) sollte eingefügt werden, da die Bestimmungen sonst nicht nachvollziehbar sind.
4. Abschnitt: Marktrisiko-Modellansatz		
2. Abschnitt: Ansätze		
4. Titel: Risikoverteilung		
1. Kapitel: Allgemeine Bestimmungen		
1. Abschnitt: Gegenstand		
Art. 83 Klumpenrisiko	<p>1 Ein Klumpenrisiko liegt vor, wenn die Gesamtposition gegenüber einer Gegenpartei oder einer Gruppe verbundener Gegenparteien 10 Prozent der <u>nach den Artikeln 28–32c korrigierten</u> anrechenbaren Eigenmittel der Bank erreicht oder überschreitet.</p>	Kommentar: Referenz zu Artikeln 28 bis 32c ist nicht notwendig weil: a.) die Kapitalberechnung ohnehin alle Abzüge einschliesst b.) zudem die Abzüge aufgrund von Verfügungen auch unterschiedlich (z.B. 50% T1 / 50% T2) vorgenommen werden können.
2. Abschnitt: Obergrenzen der Klumpenrisiken		
Art. 86 Obergrenze für einzelne Klumpenrisiken	<p>Ein Klumpenrisiko darf höchstens 25 Prozent der <u>nach den Artikeln 28–32c korrigierten</u> anrechenbaren Eigenmittel ausmachen.</p>	Kommentar: Referenz zu Artikeln 28 bis 32c ist nicht notwendig weil: a.) die Kapitalberechnung ohnehin alle Abzüge einschliesst b.) zudem die Abzüge aufgrund von Verfügungen auch unterschiedlich (z.B. 50% T1 / 50% T2) vorgenommen werden können.
Art. 88 Überschreitungen der Obergrenze	<p>1 Die Obergrenzen für <u>ein</u> einzelne und für die Gesamtheit der Klumpenrisikoen <u>darf</u> dürfen nur überschritten werden, wenn:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. der darüber liegende Betrag durch freie anrechenbare Eigenmittel gedeckt ist; oder b. die Überschreitung einzig die Folge einer Verbindung 	Kommentar: Unter vorgeschlagenen FINMA Regeln, müssen Überschreitungen der 25% Limite mit frei anrechenbaren Eigenmitteln unterlegt werden. Dies ist nicht konsistent mit EU Vorschlägen, welche für Handelsbücher eine stufweise höhere Risikogewichtung von Überschreitungen der 25% Limite verlangen.

	bisher voneinander unabhängiger Gegenparteien oder einer Verbindung der Bank mit anderen Unternehmen des Finanzbereichs ist.	
Art. 89 Gruppeninterne Positionen	<p>1 Ist eine Bank Teil einer Finanzgruppe oder eines Finanzkonglomerats, welches einer angemessenen konsolidierten Aufsicht untersteht, so können gruppeninterne Positionen gegenüber vollständig in die Eigenmittel- und Risikoverteilungskonsolidierung einbezogenen (voll konsolidierten) Gruppengesellschaften von den Obergrenzen nach den Artikeln 86 und 87 ausgenommen werden, wenn die Gruppengesellschaften:</p> <p>a. einzeln einer angemessenen Aufsicht unterstehen; oder</p> <p>b. ihrerseits als Gegenpartei ausschliesslich Gruppengesellschaften haben, welche einzeln einer angemessenen Aufsicht unterstehen.</p> <p><u>1bis Die FINMA ist befugt, die umfassende Ausnahme gruppeninterner Positionen nach Absatz 1 in Ausführungsbestimmungen angemessen einzuschränken.</u></p> <p>2 Gruppeninterne Positionen gegenüber anderen Gruppengesellschaften unterliegen aggregiert der ordentlichen Obergrenze von 25 Prozent der <u>nach den Artikeln 28–32c korrigierten anrechenbaren Eigenmittel.</u></p>	<p>Kommentar:</p> <p>Art. 89 Abs. 1bis E-ERV könnte eine Blankettnorm für die Abschaffung des "Central Treasury" darstellen. Unseres Erachtens sollte klargestellt werden, dass von dieser Regelung die systemrelevanten Institute ausgenommen sind.</p> <p>Im Erläuterungstext unter 8.3.2 wird die Intention dargelegt, die Querausleihungen an Schwestergesellschaften beschränken zu wollen. Im Extremfall – so schreibt die FINMA – "Betragsmässig sollen die grenzüberschreitenden Positionen an einzelne Gruppengesellschaft umfangmässig so beschränkt werden, dass ein Forderungsausfall nicht zu einer Insolvenz des schweizerischen Instituts führt." Der Erläuterungsbericht:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1.) gibt der FINMA – v.a. im Zusammenhang mit dieser Botschaft – extensive Eingriffsrechte 2.) lässt die Eingriffe bezgl. Zeitpunkt und der Dimension als schwierig abschätzbar erscheinen, (Rechtssicherheit) was den Finanzplatz potentiell schwächt 3.) Solche Eingriffe führen unmittelbar zu komplexeren Finanzierungsstrukturen (was den Grundsätzen der Resolution und Resolvability widerspricht) 4.) Längerfristig werden durch die Erschwerung der Implementierung/ Aufrechterhaltung einer zentralen Tresorerie aus der Schweiz, andere Alternativen relativ attraktiver - im Extremfall wird eine internationale Bankengruppe nur unter schwierigen Umständen aus der Schweiz zu führen sein.
3. Abschnitt:		
Meldepflichten in Zusammenhang mit den Klumpenrisiken		
Art. 90 Meldung von Klumpenrisiken	<p>1 Die Bank hat vierteljährlich ihrem Organ für Oberleitung, Aufsicht und Kontrolle sowie, innert Monatsfrist, der bankengesetzlichen Prüfgesellschaft ein Verzeichnis aller an den gewählten Stichtagen bestehenden Klumpenrisiken auf Einzelbasis mittels eines von der FINMA festgelegten Formulars zu melden.</p> <p>2 Auf konsolidierter Basis hat zusätzlich eine entsprechende Meldung halbjährlich innert zwei Monaten <u>sechs Wochen</u> zu erfolgen.</p>	

4. Abschnitt: Berechnungsgrundsätze		
Art. 95 Beteiligungstitel und nachrangige Schuldtitel	Beteiligungstitel und nachrangige Schuldtitel, die <u>nach den Artikeln 28–32c von den Eigenmitteln abgezogen werden vom Kernkapital (Art. 23 Abs. 2), vom bereinigten Kernkapital und vom ergänzenden Kapital (Art. 31) oder von den Eigenmitteln abgezogen oder nach Artikel 53 Absätze 3 und 5 mit 1250 Prozent gewichtet werden</u> , sind bei der Berechnung der Gesamtposition nicht zu berücksichtigen.	
Art. 97 Positionen aus nicht abgewickelten Transaktionen	Positionen aus <u>Nach dem fünften Bankwerktag nicht abgewickelten Transaktionen (Art. 63) sind zum Forderungswert entsprechend den Multiplikationsfaktoren beziehungsweise der Risikogewichtung für die Bestimmung der erforderlichen Eigenmittel in die Gesamtposition einzubeziehen.</u>	
Art. 100 Gruppe verbundener Gegenparteien	<p>1 Die Gesamtposition gegenüber einer Gruppe verbundener Gegenparteien ergibt sich aus der Summe der Gesamtpositionen der einzelnen Gegenparteien.</p> <p>2 Zwei oder mehr natürliche oder juristische Personen gelten als Gruppe verbundener Gegenparteien und sind als Einheit zu behandeln, wenn:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. eine von ihnen direkt oder indirekt mit mehr als der Hälfte der Stimmen an der anderen beteiligt ist oder in anderer Weise einen beherrschenden Einfluss auf sie ausübt; b. zwischen ihnen erkennbare wirtschaftliche Abhängigkeiten bestehen, die es wahrscheinlich erscheinen lassen, dass die anderen auf Zahlungsschwierigkeiten stossen, wenn eine in finanzielle Schwierigkeiten gerät; c. sie von derselben Person als Beteiligung gehalten oder durch sie beherrscht werden; d. sie ein Konsortium bilden; <u>oder</u> e. <u>die Gegenparteien über eine gemeinsame Refinanzierungsquelle miteinander verbunden sind.</u> <p>3 Mehrere Konsortien gelten auch bei Identität einzelner oder aller Konsorten nicht als untereinander verbundene Gegenparteien; ebenso wenig sind andere Positionen gegenüber einzelnen Konsorten dazuzuzählen.</p> <p>4 Rechtlich selbständige Unternehmen der öffentlichen Hand gelten unter sich und zusammen mit der sie beherrschenden</p>	Art. 100 Abs. 2 lit. e. E-ERV ist als eine viel zu offene Bestimmung formuliert. Würden z.B. die Pfandbriefzentrale bzw. die Schweizerische Nationalbank eine "gemeinsame Refinanzierungsquelle" darstellen?

	<p>öffentlichrechtlichen Körperschaft nicht als verbundene Gegenparteien; wenn:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. die öffentlichrechtliche Körperschaft nach Gesetz für die Verbindlichkeiten des Unternehmens nicht haftet; oder b. es sich um eine Bank handelt. <p>5 Bei Forderungen aus Verbriefungspositionen, bei Anteilen an Investmentvermögen oder bei sonstigen Krediten, denen Vermögenswerte zugrundeliegen, bestimmt die Bank den oder die Kreditnehmer in einer Weise, die der wirtschaftlichen Substanz und den strukturinhärenten Risiken der Geschäfte, insbesondere der möglichen Risikokonzentration gerecht wird.</p> <p>56 Kollektive Kapitalanlagen und, im Falle von kollektiven Kapitalanlagen mit Teilvermögen (Umbrella-Fonds) jedes Teilvermögen, gelten als eigenständige Gegenparteien. Verfügt eine Bank über aktuelle Informationen über die Zusammensetzung der Anlagen einer kollektiven Kapitalanlage, so kann sie die entsprechenden Bestandteile stattdessen den Gesamtpositionen der jeweiligen Emittenten der Anlage zurechnen.</p>	
2. Kapitel: Schweizer Ansatz		
3. Kapitel: Internationaler Ansatz		
<p>Art. 114 Ausnahmen von der Gesamtposition</p>	<p>Von der Berechnung der Gesamtposition einer Gegenpartei sind folgende Positionen ausgenommen:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Positionen gegenüber: <ul style="list-style-type: none"> 1. Zentralbanken und Zentralregierungen, die mit 0 Prozent gewichtet werden, und 2. der BIZ, dem IWF und bestimmten multilateralen Entwicklungsbanken, die von der FINMA bezeichnet werden; b. Positionen mit einer ausdrücklichen Garantie von Gegenparteien nach Buchstabe a; c. und d. ... e. Positionen gedeckt durch Bareinlagen, die bei der Bank selbst, ihrer Muttergesellschaft oder einer Tochtergesellschaft der Bank verpfändet oder mindestens gleichwertig gesichert sind; f. Positionen gedeckt durch Schuldtitel, die von der Bank 	<p>Kommentar: Die Streichung der Anrechenbarkeit von Sicherheiten bei Mutter- und Schwestergesellschaften ist nicht konsistent mit den Basel III Vorschlägen der EU-Kommission.</p>

	<p>selbst ausgegeben und bei ihr, ihrer Muttergesellschaft oder einer Tochtergesellschaft der Bank verpfändet oder hinterlegt sind;</p> <p>g. Positionen gegenüber einer zentralen Gegenpartei nach Artikel 56 Absätze 2 und 3;</p> <p>h. Positionen in inländischen Pfandbriefen;</p> <p>i. Positionen gedeckt durch Grundpfandrecht auf Wohnliegenschaften im In und Ausland, welche vom Kreditnehmer selbst genutzt werden oder vermietet sind, bis zu 50 Prozent des Verkehrswertes der jeweiligen Liegenschaft.</p>	
<p>Art. 115a Obergrenzen für Klumpenrisiken gegenüber Banken und Effektenhändlern</p>	<p>In Abweichung von Artikel 86 beträgt die Obergrenze für einzelne Klumpenrisiken gegenüber Banken und Effektenhändlern, <u>soweit es sich dabei nicht um national oder international als systemrelevant bezeichnete Banken oder Finanzgruppen handelt:</u></p> <p>a. 100 Prozent der <u>nach den Artikeln 28–32c korrigierten</u> anrechenbaren Eigenmittel, sofern diese weniger als 250 Millionen Schweizer Franken betragen;</p> <p>b. 250 Millionen Schweizer Franken, sofern die <u>nach den Artikeln 28–32c korrigierten</u> anrechenbaren Eigenmittel zwischen 250 und 1000 Millionen Schweizer Franken betragen.</p>	<p>Kommentare:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Ausnahme für privilegierte Obergrenzen ist nicht konsistent mit globalen SIFI Vorschlägen – TBTF Expertenbericht hat dies nicht verlangt, vielmehr wurde die konsistente Risikogewichtung von 100% (anstelle von 20%) als genügend erachtet für die Entflechtung im Finanzsektor – Ungleichstellung, Eingriff in den Wettbewerb und Verfügbarkeit von Dienstleistungen in der Schweiz (Banken werden Dienstleistungen welche nur aufgrund bestimmter Grösse und Volumen angeboten werden können im Ausland beziehen müssen, sobald ihr Risikoverteilungskontingent bei den schweizerischen Grossbanken aufgebraucht ist.
<p>Art. 118 Anrechnung von Sicherheiten</p>	<p>1 Banken, die im Rahmen des SA-BIZ den einfachen Ansatz nach Artikel 48 Absatz 1 Buchstabe a anwenden, können Sicherheiten nach dem Verfahren nach Artikel 116 Absatz 1 anrechnen.</p> <p>2 Banken, die im Rahmen des SA-BIZ den umfassenden Ansatz nach Artikel 48 Absatz 1 Buchstabe b oder den F-IRB anwenden, haben für besicherte Positionen die vollständig angepassten Positionswerte nach Artikel 48 Absatz 3 zu berechnen.</p> <p>3 Banken, die den A-IRB anwenden, können besicherte Positionen nach Absatz 2 berechnen oder dazu eigene Verlustquoten («Loss Given Default; LGD») und Positionswerte («Exposure at Default; EAD») verwenden, wenn:</p> <p>a. die Wirkungen von Finanzsicherheiten unabhängig von</p>	<p>Kommentar: Eingefügte Änderung in der CRD 4 nicht enthalten.</p>

anderen LGD-relevanten Aspekten zuverlässig geschätzt werden können; und

b. das Verfahren dem für die Eigenmittelanforderungen verwendeten Ansatz entspricht.

4 Sicherheiten dürfen nach dem Verfahren nach Absatz 2 oder 3 angerechnet werden, wenn die daraus entstandenen Konzentrationsrisiken angemessen begrenzt und überwacht werden. Andernfalls ist das Verfahren nach Artikel 116 Absatz 1 anzuwenden.

5 Die Verfahren nach den Absätzen 2 und 3 dürfen nur angewendet werden, wenn die Bank in Bezug auf die Kredite und die damit verbundenen Sicherheiten

a. periodische Stresstests durchführt, die

1. den Marktpreis der Sicherheiten berücksichtigen;

2. Risiken erfassen, die auf möglichen Veränderungen der Marktbedingungen beruhen, welche die Angemessenheit der anrechenbaren Eigenmittel der Bank nachteilig beeinflussen können,

3. Risiken erfassen, die durch die Verwertung von Sicherheiten in Krisensituationen entstehen können,

4. zur Erkennung und Überwachung dieser Risiken angemessen und geeignet sind und

5. das Kreditkonzentrationsrisiko auch im Hinblick auf den Verwertungserlös der Sicherheiten berücksichtigen und

b. Strategien zur Steuerung von Konzentrationsrisiken entwickelt hat, die Vorschriften und Verfahren beinhalten, die

1. Risiken erfassen, die sich aus abweichenden Laufzeiten zwischen einem Kredit und der Sicherheit für den Kredit ergeben,

2. den Fall erfassen, dass ein Stresstest darauf hindeutet, dass eine Sicherheit einen geringeren Veräußerungswert aufweist, als nach den Verfahren nach Abs. 2 und 3 angerechnet wurde; und

3. Konzentrationsrisiken, insbesondere indirekte Konzentrationsrisiken gegenüber einem einzelnen Sicherungsgeber, erfassen, die sich aus der Anwendung von Kreditrisikominderungstechniken ergeben.

5. Titel: Bestimmungen für systemrelevante Banken		
66. Titel: Schlussbestimmungen der Änderungen vom 11. November 2009 und vom 10. November 2010		
6a. Titel: Schlussbestimmung der Änderung vom ...		
<p>Art. 125c Übergangsbestimmungen zur Änderung vom TT.MM.2012: Anrechenbare Eigenmittel</p>	<p>1 Ab dem 1. Januar 2013:</p> <p>a. gilt als hartes Kernkapital nur, was die neuen Vorschriften erfüllt;</p> <p>b. müssen Kapitalanteile von Minderheitsanteilen die neuen Vorschriften erfüllen, mit Ausnahme bisherigen innovativen Kernkapitals für welche die abnehmende Anrechenbarkeit zur Anwendung gelangt;</p> <p>c. ist Zusatzkapital nach Artikel 29 bisherigen Rechts nicht mehr anrechenbar; und</p> <p>d. entfällt die Einschränkung der relativen Anrechenbarkeit der Kapitalbestandteile.</p> <p>2 Kapitalinstrumente des zusätzlichen Kernkapitals und des Ergänzungskapitals, welche nach dem 12. September 2010 ausgegeben wurden und die jeweiligen neuen Voraussetzungen für die regulatorische Anrechenbarkeit nicht erfüllen, gelten ab 1. Januar 2013 nicht mehr als Eigenmittel. Vorbehalten bleibt Absatz 4.</p> <p>3 Kapitalinstrumente, die vor dem 12. September 2010 ausgegeben wurden, können über einen Zeitraum von zehn Jahren gemäss Artikel 125d abnehmend angerechnet werden und gelten spätestens ab dem 1. Januar 2022 nicht mehr als Eigenmittel.</p> <p>4 Kapitalinstrumente des zusätzlichen Kernkapitals und des Ergänzungskapitals, die zwischen dem 12. September 2010 und dem 31. Dezember 2011 ausgegeben wurden und für die einzig die Vertragsbestimmungen für den Fall drohender Insolvenz (Art. 26) fehlen, können nach Art. 125d abnehmend angerechnet werden.</p>	<p>Kommentar:</p> <p>Zu Abs. 4: Gemäss Basel III können bis 31. Dezember 2012 ausgegebene Instrumente, die alle Bedingungen für AT1 oder T2 erfüllen, ausser in Bezug auf den PONV-Trigger, in den zehnjährigen Phase-out mit abnehmender Anrechenbarkeit gehen.</p> <p>Gemäss FINMA Erläuterungsbericht (5.2.7.5, S. 35) soll diese Frist aber um ein Jahr verkürzt werden um zu verhindern, dass die Banken grosse Teile vor allem ihres Ergänzungskapitals noch im Jahre 2012 ersetzen, wodurch das Regulierungsziel der PONV-Klausel noch für einen längeren Zeitraum nicht erreicht werden kann. Das weitere Vorgehen sollte mit den betroffenen Banken besprochen werden.</p> <p>Es bleibt zu diskutieren, ob das von der FINMA vorgeschlagene Vorgehen Sinn macht.</p>
<p>Art. 125d Übergangsbestimmungen zur Änderung vom TT.MM.2012: Anrechenbarkeit von Kernkapital und</p>	<p>1 Partizipationskapital und andere Bestandteile des Kernkapitals gemäss bisherigem Recht, die neu nicht als hartes Kernkapital oder zusätzliches Kernkapital gelten und vor dem 12. September 2010 emittiert wurden, können über einen Zeitraum von maximal 10 Jahren gemäss dem Bestimmungen der Absätze 6 und 7 angerechnet werden. Davon ausgenommen ist</p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot):</p> <p>6 Die gemäss Absatz 5 am 1. Januar 2013 ermittelten Beträge werden jährlich, um 10 Prozent gekürzt, beginnend mit 90 Prozent am 1. Januar 2013. Sie entsprechen dem Maximum entsprechend anrechenbarer Eigenmittelbestandteile bisherigen Rechts im jeweiligen Jahr, sofern die Bank Kapitalinstrumente der</p>

ergänzendem Kapital
bisherigen
Rechts

Partizipationskapital von Banken, welche nicht als Aktiengesellschaft organisiert sind, welches nach dem gleichen Mechanismus weiter im harten Kernkapital angerechnet werden darf.

2 Vor dem 12. September 2010 emittiertes ergänzendes Kapital nach bisherigem Recht, das nach neuem Recht nicht als Ergänzungskapital gilt, kann abnehmend gemäss der gleichen Vorgehensweise gemäss Absatz 1 in Verbindung mit Absatz 6 als Ergänzungskapital angerechnet werden.

3 Mit Inkrafttreten der neuen Bestimmungen wird regulatorisches Kapital vom 1. Januar 2013 bis längstens am 31. Dezember 2022 in folgende Bestandteile aufgeteilt:

a. hartes Kernkapital nach Massgabe der neuen Bestimmungen;

b. Zusätzliches Kernkapital nach Massgabe der neuen Bestimmungen;

c. Tier 1 bisherigen Rechts gemäss Absatz 1;

d. Ergänzungskapital nach Massgabe der neuen Bestimmungen;

e. Tier 2 bisherigen Rechts gemäss Absatz 2.

4 Die Bestandteile gemäss Absatz 3 Buchstaben b und c bilden bis längstens 31. Dezember 2021 das zusätzliche Kernkapital, während die Bestandteile gemäss Buchstaben d und e das Ergänzungskapital bilden.

5 Alle Kapitalbestandteile nach den Absätzen 1 und 2 werden quantitativ im Zeitpunkt des Inkrafttretens der Änderung erfasst und je Kategorie zusammengezählt. Diese Beträge bildet eine Obergrenze.

6 Die gemäss Absatz 5 am 1. Januar 2013 ermittelten Beträge werden jährlich, um 10 Prozent gekürzt, beginnend mit 90 Prozent am 1. Januar 2013. Sie entsprechen dem Maximum entsprechend anrechenbarer Eigenmittelbestandteile bisherigen Rechts im jeweiligen Jahr, sofern die Bank Kapitalinstrumente der entsprechenden Qualität von mindestens diesem Betrag ausstehend hat.

7 Kann ein bestehendes Kapitalinstrument als Folge der zunehmenden eingeschränkten Anrechnung gemäss Absatz 6

entsprechenden Qualität von mindestens diesem Betrag ausstehend hat. Die Amortisation gemäss Artikel 27 Absatz 2 ist auf den ausstehenden Betrag anwendbar.

Kommentar:

Zu Abs. 3: Die Terminologie der alt-rechtlichen Instrumente ist ungeschickt, die Begriffe Tier 1 und Tier 2 im internationalen Kontext mit anderer Konnotation verwendet werden. Mit der folgenden Änderung wäre eine klarere Unterscheidung möglich:

- c. Zusätzliches Kernkapital nach bisherigem Recht gemäss Absatz 1
- e. Ergänzungskapital nach bisherigem Recht gemäss Absatz 2

	<p><u>nicht mehr als zusätzliches Kernkapital angerechnet werden, darf es, sofern es die neuen Voraussetzungen für Ergänzungskapital erfüllt, entsprechend seinem Ausschluss vom zusätzlichen Kernkapital stattdessen als Ergänzungskapital angerechnet werden.</u></p>	
<p>Art. 125e <u>Übergangsbestimmungen zur Änderung vom TT, MM. 2012: Änderungen bei den Korrekturen</u></p>	<p><u>1 Bei den Korrekturen, welche neu vom harten Kernkapital zu erfolgen haben, wird unterschieden zwischen:</u></p> <p><u>a. Abzügen, die nach bisherigem Recht nicht vorgesehen waren; und</u></p> <p><u>b. Abzügen, die nach bisherigem Recht bereits ganz oder teilweise vom bisherigen Kernkapital erfolgten.</u></p> <p><u>2 Abzüge nach Absatz 1 Buchstabe a werden vom harten Kernkapital über 5 Kalenderjahre in Schritten von 20 Prozent pro Jahr vorgenommen, beginnend mit 20 Prozent des massgebenden Betrags am 1. Januar 2014 und endend mit 100 Prozent vom 1. Januar 2018 an. Der Teil, welcher einem Abzug noch nicht unterliegt wird gemäss der Risikogewichtung nach bisherigem Recht in den erforderlichen Eigenmitteln berücksichtigt.</u></p> <p><u>3 Abzüge nach Absatz 1 Buchstabe b werden sinngemäss nach Absatz 2 vorgenommen. An Stelle der Risikogewichtung für den noch nicht vom harten Kernkapital abzuziehenden Teil wird hingegen ergänzend der Abzug nach bisherigem Recht fortgeführt, beginnend mit 100 Prozent des massgebenden Betrages am 1. Januar 2013 und danach abnehmend um 20 Prozent bis zu 0 Prozent nach dem 1. Januar 2018.</u></p> <p><u>4 Für Abzüge, welche neu vom zusätzlichen Kernkapital oder vom Ergänzungskapital vorzunehmen sind, gelten die Absätze 2 und 3 sinngemäss.</u></p> <p><u>5 Positionen, die von einem Abzug nach bisherigem Recht in eine Erfassung mittels risikogewichteter Positionen wechseln, unterliegen keiner entsprechenden Übergangsbestimmung.</u></p>	<p>Kommentar: Der Begriff Abzug im Art. 125e ist konsequent durch den Begriff Korrekturen zu ersetzt da einzelne Positionen nicht zwingend einen Abzug zur Folge haben (z.B. Korrektur für Cash Flow Hedges).</p> <p>Zu Abs. 3: Korrekturen nach bisherigem Recht beinhalten u.a. auch eine Korrektur für Pensionsverpflichtungen welche nach US GAAP bereits im Eigenkapital erfasst sind. In Übereinstimmung mit Erläuterungen vom BCBS (FAQ Seite 13; Stand Oktober 2011) und der Absicht Basel pur umzusetzen, fällt dieser Filter daher auch unter die Übergangsregelungen nach Absatz 3.</p>

Entwurf FINMA Rundschreiben 2013/x – Anrechenbare Eigenmittel Banken
(E-RS 2013/x)

Randziffer	Text Rundschreiben	Kommentar
6.4	Darf Partizipationskapital aufgrund der Bestimmungen von Rz 6.1–6.2 nicht dem CET1 zugerechnet werden, kann es als zusätzliches Kernkapital (AT1) angerechnet werden, sofern es die Kriterien für AT1 erfüllt. Als Gesellschaftskapital muss Partizipationskapital jedoch keine explizite, vertraglich geregelte Verlusttragung (Wandlung oder Forderungsverzicht) enthalten.	<p>Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot):</p> <p>Darf Partizipationskapital aufgrund der Bestimmungen von Rz 6.1–6.2 nicht dem CET1 zugerechnet werden, kann es als zusätzliches Kernkapital (AT1) angerechnet werden, sofern es die Kriterien für AT1 erfüllt. Als Gesellschaftskapital muss Partizipationskapital jedoch keine explizite, vertraglich geregelte Verlusttragung (Wandlung oder Forderungsverzicht) enthalten. Artikel 26 ERV findet keine Anwendung in Bezug auf Partizipationskapital.</p>
6.27	Ein allfälliger Anteil des Investors an einer Besserung der finanziellen Lage der Bank nach einem erfolgten Forderungsverzicht betreffend ein entsprechendes Kapitalinstrument muss in den ursprünglichen Emissionsbedingungen definiert sein.	<ul style="list-style-type: none"> - Anstelle von "Anteil" sollte wohl eher der Begriff "Beteiligung" verwendet werden. - Es würde u.E. sinnvoll sein, mögliche Varianten einer solchen "Beteiligung" (z.B. Genussscheine, partiarisches Darlehen, aufschiebend bedingte Entstehung einer Forderung, Ausgabe von Optionsscheinen) aus Gründen der Rechtssicherheit beispielhaft aufzuzählen. - Falls der "Forderungsverzicht" bereits erfolgt ist, sollte u.E. jeweils der Begriff "erfolgte Forderungsreduktion" verwendet werden.
6.31	Die Anerkennung von hartem Kernkapital auf konsolidierter Ebene erfordert, dass die Beteiligung durch Dritte an der voll konsolidierten Tochtergesellschaft ebenfalls die Qualität von hartem Kernkapital hat. Zusätzlich muss es sich bei der Tochtergesellschaft gemäss Art. 19 Abs. 2 E-ERV um ein reguliertes Unternehmen (definiert in Art. 4 Bst. c E-ERV) des Finanzbereichs handeln.	<p>Vorschlag für folgende Präzisierungen (in rot):</p> <p>Die Anerkennung der Minderheitsanteile als hartes von hartem Kernkapital auf konsolidierter Ebene gemäss Art. 19 Abs. 2 E-ERV erfordert, dass die Beteiligung durch Dritte an der voll konsolidierten Tochtergesellschaft ebenfalls die Qualität von hartem Kernkapital hat. Zusätzlich muss es sich bei der Tochtergesellschaft gemäss Art. 19 Abs. 2 E-ERV um ein reguliertes Unternehmen (definiert in Art. 4 Bst. c E-ERV) des Finanzbereichs [Anm.: bereits in Definition von <i>reguliertes Unternehmen</i> enthalten] handeln.</p>
6.39	<p>Ähnlich bedingter Kapitalinstrumente erfolgt die Schaffung von CET1 entsprechend der vertraglichen Ausgestaltung über die:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Wandlung in Gesellschaftskapital; oder - Auslösung eines bedingten Forderungsverzichts. 	<p>Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot):</p> <p>Ähnlich bedingter Kapitalinstrumente erfolgt die Schaffung von CET1 Die Verlusttragung erfolgt entsprechend der vertraglichen Ausgestaltung über die:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Wandlung in Gesellschaftskapital; oder - Auslösung eines bedingten Forderungsverzichts. <p>Grundsätzlicher Kommentar:</p>

		CET1 wird nur bei Wandlung in Gesellschaftskapital geschaffen, nicht aber beim Forderungsverzicht. Deshalb sollte u.E. konsequent der Begriff "Verlusttragung" verwendet werden.
6.41	<p>Artikel 26 Abs. 2 E-ERV nennt in Übereinstimmung mit den Basler Mindeststandards, dass ein PONV als erreicht zu betrachten ist:</p> <ul style="list-style-type: none"> - vor Inanspruchnahme einer Rekapitalisierungsmassnahme oder ähnliche Hilfsmassnahme durch die öffentliche Hand; oder - wenn die FINMA es für notwendig erklärt 	Siehe Kommentar zu Art. 26 Abs. 2 E-ERV (=> Ausformulierung gemäss Basel III).
6.42	Im ersten Fall, soll vermieden werden (...)	<p>Vorschlag für folgende grammatikalische Präzisierung (in rot):</p> <p>Im ersten Fall, soll vermieden werden (...)</p>
6.45/6.46	<p>In einer Finanzgruppe sollen Kapitalinstrumente mit PONV in Ausnahme zu den Vorgaben von Basel III grundsätzlich nicht in einer regulierten Tochtergesellschaft in einem Drittstaat ausgegeben werden. Es kann sonst nicht vermieden werden, dass sich die Aufsichtsbehörde des Gaatlandes für zuständig erklärt, den PONV auszulösen.</p> <p>Begibt eine schweizerische Bank dennoch AT1 oder T2 über eine regulierte Tochtergesellschaft im Ausland und werden die Mittel über ein internes Kapitalinstrument in die inländischen Konzerneinheiten weitergereicht, entscheidet die FINMA über deren Anerkennung im Rahmen der konsolidierten Betrachtung. Sie berücksichtigt dabei die Vorgaben des Gastlandes betreffend den PONV.</p>	U.E. sollte hier wohl aus Kohärenzgründen auf den in der E-ERV definierten Begriff "reguliertes Tochterunternehmen" abgestellt werden.
6.48/6.49	Sofern das externe Kapitalinstrument im Falle des PONV die Wandlung in CET1-Gesellschaftskapital vorsieht, ist im Rahmen der vertraglichen Bestimmungen dafür zu sorgen, dass die Wirkung eines PONV im internen Kapitalinstrument dazu nicht in Konflikt steht. Insbesondere wenn Referenz des PONV im externen Kapitalinstrument eine Konzernobergesellschaft bildet, während das interne Instrument eine Bank der Finanzgruppe	<p>Vorschlag für folgende Präzisierungen (in rot):</p> <p>Sofern das externe Kapitalinstrument im Falle des PONV die Wandlung in CET1-Gesellschaftskapital vorsieht, ist im Rahmen der vertraglichen Bestimmungen dafür zu sorgen, dass die Wirkung eines PONV im internen Kapitalinstrument dazu nicht in Konflikt steht. Die Wandlungssequenzen beider Kapitalinstrumente sind aufeinander abzustimmen, insbesondere insbesondere wenn Referenz des</p>

	<p>referenziert.</p> <p>Die Sequenz der beiden Instrumente beim Eintreten eines PONV ist vertraglich entsprechend zu gestalten, sofern dies zur Sicherung der im PONV angestrebten CET1- Verbesserung bei der Emittentin des internen Instrumentes notwendig ist.</p>	<p>PONV im externen Kapitalinstrument eine Konzernobergesellschaft bildet, während das interne Instrument eine Bank der Finanzgruppe referenziert.</p> <p>Die Sequenz der beiden Instrumente beim Eintreten eines PONV ist vertraglich entsprechend zu gestalten, sofern dies zur Sicherung der im PONV angestrebten CET1- Verbesserung bei der Emittentin des internen Instrumentes notwendig ist.</p>
--	---	--

**Entwurf FINMA Rundschreiben 2008/22 – EM-Offenlegung Banken
(E-RS 2008/22)**

Randziffer	Text Rundschreiben	Kommentar
23	<p>Zu beschreiben sind:</p> <p>(...) die wesentlichen „innovativen“, „hybriden“ und nachrangigen Instrumente. Merkmale der wichtigsten emittierten Kapitalinstrumente, die als zusätzliches Kernkapital und als ergänzendes Kapital anrechenbar sind: Ausserdem muss eine detaillierte Beschreibung der Bedingungen und Bestimmungen jedes Instruments in der Offenlegung ersichtlich sein oder separat im Internet zur Verfügung gestellt werden. {Basel III §91 und 92}</p>	<p>Zu beschreiben sind:</p> <p>(...) die wesentlichen „innovativen“, „hybriden“ und nachrangigen Instrumente. Merkmale der wichtigsten emittierten Kapitalinstrumente, die als zusätzliches Kernkapital und als Ergänzungskapital ergänzendes Kapital anrechenbar sind. Ausserdem muss eine detaillierte Beschreibung der Bedingungen und Bestimmungen jedes Instruments in der Offenlegung ersichtlich sein oder separat im Internet zur Verfügung gestellt werden. {Basel III §91 und 92}</p>



Secrétariat général

rechtdienst@gs-efd.admin.ch

Département fédéral des finances
Service juridique
Bundesgasse 3
3003 BERNE

Genève, le 16 janvier 2012
FER No 47, 52 et 53 -2011

Révision de l'Ordonnance sur les fonds propres

- Bâle III
- Pondération des risques pour objets d'habitation
- Volant anticyclique

Madame, Monsieur,

La Fédération des entreprises romandes (ci-après FER) a pris connaissance des différentes propositions en lien avec la révision de l'ordonnance susmentionnée. Celles-ci étant liées dans leur philosophie et dans l'objectif poursuivi, nous nous permettons d'y apporter une réponse commune, étant précisé que pour le détail, nous nous référons à la position des organisations professionnelles du secteur bancaire.

Pour rappel, notre Fédération s'est prononcée début 2011 sur la proposition « too big to fail » (ci-après TBTF). Elle relevait alors que si ce projet constituait à n'en pas douter une intrusion étatique dans le fonctionnement de l'économie, il n'en est était pas moins bienvenu. Les turbulences qui ont secoué l'économie mondiale à la fin des années 2000, leurs conséquences sur la place financière ainsi que l'opération d'assainissement de l'UBS qui en a découlé, plaidaient en faveur d'une telle intervention. Néanmoins, notre Fédération rappelait également l'importance de se conformer aux mesures prises au niveau international, afin de ne pas pénaliser les sociétés suisses.

Les mesures qui sont proposées aujourd'hui complètent l'arsenal des dispositions déjà élaborées.

Révision OFR – Bâle III

Notre Fédération accueille avec satisfaction les mesures préconisées par Bâle III. Les précédentes réglementations issues de Bâle I et Bâle II se sont en effet avérées insuffisantes pour affronter des crises telles que celle vécue en 2007-2008, et l'élévation des exigences en matière de fonds propre, d'actifs pondérés et de liquidités est la bienvenue.

La FER constate que le projet TBTF a largement anticipé les changements proposés dans le cadre de cette nouvelle réglementation internationale. Par ailleurs, les pratiques déjà en vigueur en Suisse permettent aux quelque 300 établissements de notre pays d'aborder de manière relativement sereine ces changements. D'un avis général, ces modifications ne devraient pas engendrer de bouleversements au niveau de leur fonctionnement.

Pour ce qui est des fonds propres, nous relevons que, sur le plan qualitatif, le niveau de fonds propres de base durs est en moyenne sensiblement supérieur à ce qu'exigent les nouvelles normes. Cette adaptation au standard de Bâle III permettra de plus à notre place financière de disposer des mêmes règles du jeu que leurs concurrentes étrangères – ce qui de fait introduit une plus grande équité –, et leur assure une reconnaissance internationale.

Nous relevons toutefois que ces adaptations nécessaires auront un coût non négligeable, estimé entre 300'000 CHF et 5 mio CHF selon la taille de l'établissement. Notre Fédération réitère par ailleurs son souhait de ne pas pénaliser les banques suisses, en adoptant des réglementations spécifiques qui élèveraient encore le niveau d'exigence attendu de la place financière suisse. Les effets d'un excès de zèle prudentiel pourraient en effet se révéler fort dommageables. Certaines activités bancaires pourraient ainsi être délaissées, faute de marge suffisante, mettant en péril certains secteurs économiques qui en dépendent. Par ailleurs, un niveau d'exigence trop élevé pourrait déstabiliser certains établissements économiquement sains, créant ainsi les conditions d'une nouvelle crise.

OFR – Pondération des risques pour objets d'habitation

Cette modification concerne en premier lieu les affaires hors normes (Exception to policy – ETP) et vise à limiter les risques en cas d'éclatement de la bulle immobilière. Elle s'inscrit dans le cadre des nouvelles normes édictées par la FINMA.

Notre Fédération comprend les motivations qui sous-tendent le projet. Elle estime toutefois qu'il convient de ne pas sombrer dans l'alarmisme, les conditions d'une éventuelle bulle immobilière ne semblant pas réunies aux yeux des experts. Par ailleurs, elle se révèle favorable à l'autoévaluation, et considère que les mesures proposées doivent constituer une base commune, laissant la liberté à chaque établissement bancaire d'édicter des directives internes plus sévères.

En ce qui concerne la solution relative à la capacité financière, la version 1 nous paraît plus adéquate, dans la mesure où la pondération concernant le revenu brut disponible peut varier de nombreuses reprises dans le temps (modification du salaire ou du taux, notamment). La pondération de 100% pour les objets « dans les normes » ayant un taux de nantissement de

80% ou plus de la valeur vénale nous semble toutefois excessivement prudente. Nous privilégions par conséquent la proposition a), de la question 2.

OFR – volant anticyclique

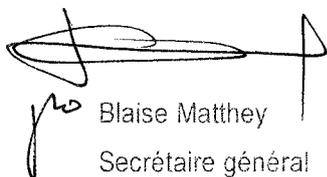
Cette proposition fait suite à un bilan des instruments macroprudentiels de notre pays, lequel révélait quelques failles dans le système. L'introduction du volant anticyclique vise à compléter l'arsenal d'outils à disposition, par une augmentation de la dotation en fonds propres lors de surchauffe sur le marché des crédits.

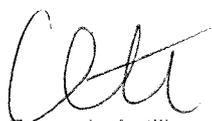
Ce nouvel outil, qui répond également aux normes réglementaires internationales, est le bienvenu. Notre Fédération émet néanmoins une réserve quant à la portée de cet instrument, qui pourrait inciter certains établissements à se montrer plus restrictifs en matière de crédits, afin d'éviter une augmentation de la dotation en fonds propres. Une telle politique pourrait mettre à mal le bon fonctionnement de l'économie et finalement créer les conditions d'une crise. Il convient donc d'en user avec parcimonie et à bon escient.

* * * * *

D'une manière générale, notre Fédération adhère aux propositions formulées, qui s'inscrivent dans la suite du projet TBTF et qui reprennent le développement des dispositions internationales en la matière. Elle appelle par ailleurs à une application pragmatique de ces outils, dans la mesure où une trop grande rigueur dans leur mise en œuvre pourrait s'avérer contreproductive. La récente décision du groupe de régulateurs du Comité de Bâle III d'autoriser en certaines circonstances un niveau de liquidités inférieur aux exigences minimales témoigne de cette nécessité.

En vous remerciant de l'attention portée à ces quelques commentaires, nous vous prions de croire, Monsieur, à l'expression de notre parfaite considération.


Blaise Matthey
Secrétaire général


François Antille
Directeur général adjoint
FER Genève


Stéphanie Rueggsegger
Déléguée

Par e-mail

Département fédéral des finances DFF
Secrétariat général
M. Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Berne
rechtsdienst@gs-efd.admin.ch

Autorité fédérale de surveillance
des marchés financiers FINMA
Mme Petra Schöb
Einsteinstrasse 2
3003 Berne
petra.schoeb@finma.ch

Genève, le 13 janvier 2012

**Révision de l'ordonnance sur les fonds propres (OFR) et du Projet de circulaire 13/x
"Fonds propres pris en compte – banques" de la FINMA**

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions d'avoir invité l'Association des Banquiers Privés Suisses (ABPS) à participer à l'audition relative à la révision de l'Ordonnance du 29 septembre 2006 sur les fonds propres (OFR) et au Projet de circulaire 13/x "Fonds propres pris en compte – banques".

Nos commentaires peuvent se résumer ainsi :

Nous sommes préoccupés par le fait que le caractère spécifique de la forme juridique des sociétés de personnes, dont il est patent qu'il incite leurs dirigeants à éviter les opérations risquées, ne soit pas suffisamment pris en compte dans le projet de réglementation. Nous ne pouvons que réitérer nos demandes pour que cela soit le cas.

A cet égard, il est juste que les comptes de capital et les commandites soient inclus dans le CET1 mais nous n'approuvons pas la condition imposée par la réglementation (clause dite « *pari passu* »). Pour le surplus, nous estimons que les avoirs postposés des associés indéfiniment responsables devraient figurer dans le CET1.

Nous sommes en principe favorables au passage à l'approche internationale (SA-BIZ) mais estimons qu'un délai de transition jusqu'à 2015 permettrait aux établissements qui utilisent l'approche standard (AS-CH) de mieux répartir la charge de travail liée à la mise en œuvre de cette réforme.

Les limitations applicables aux gros risques envers les banques et négociants en valeurs mobilières vont obliger les banques de petite et moyenne tailles à déposer une partie de leurs avoirs dans des établissements a priori moins sûrs que les grandes banques suisses, ce qui nous semble être contradictoire avec le but poursuivi par la réglementation.

La mise en place d'un volant anticyclique nous semble adéquate pour les opérations de crédits commerciaux ou hypothécaires, domaines dans lesquels la conjoncture joue un rôle important, mais beaucoup moins appropriée au secteur de la gestion de fortune (p.e. crédits lombards). Ces deux types d'activités devraient être mieux différenciés.

1. Considérations générales

En préambule, nous souhaitons vous faire part de la grave préoccupation de nos Membres quant à la compréhension du fonctionnement et de la singularité juridique des sociétés de personnes que sont les Banquiers privés. Si nous saluons le fait qu'un de nos représentants ait été impliqué dans le Groupe de travail national mixte qui a rédigé les projets des modifications réglementaires liées à Bâle III, il apparaît que certaines requêtes exposées par notre association n'ont pas été comprises. Nous espérons que, par le biais de cette consultation, le DFF et la FINMA percevront mieux les caractéristiques propres des sociétés de personnes et qu'elles en tiendront compte dans la réglementation. Nous prenons la liberté de rappeler que les banquiers privés suisses ne sont pas à l'origine de la crise financière et qu'ils n'y ont en aucune manière contribué. Au contraire, leur forme juridique constitue pour eux une forte incitation à éviter les opérations risquées.

2. Inclusion des comptes de capital, des commandites et des avoirs postposés dans le CET1

Sur ce point fondamental, les demandes des banquiers privés n'ont été que partiellement suivies dans les projets mis en consultation : à la suite des explications prodiguées aux experts de la FINMA, les comptes de capital et les commandites ont été maintenus dans le CET1, mais à certaines conditions seulement (clause dite « *pari passu* »). Nous sommes d'avis que cette clause n'a pas lieu d'être car elle n'améliore en rien la protection des tiers.

Cette exigence est inadéquate dans le cadre d'une société de personne car l'ordre de priorité entre associés concernant l'absorption de pertes éventuelles relève de rapports internes entre ces derniers. La clé de répartition n'affecte pas la substance à disposition des créanciers et n'a par conséquent pas à préoccuper le régulateur. On peut établir un parallèle avec les sociétés de capitaux, où la perte peut être absorbée soit par les réserves légales ou ouvertes, soit par le PP reporté, soit par une réduction de capital, voire même par un apport de certains actionnaires.

Nous contestons que les avoirs postposés des associés indéfiniment responsables ne soient en revanche pas admis comme « fonds propres de base durs » (art. 23 OFR). Tout comme les commandites, les avoirs postposés des associés indéfiniment responsables sont bloqués dans la société et pleinement disponibles pour éponger les pertes, conformément à l'esprit de Bâle III.

Nous avouons ne pas comprendre le formalisme du projet de réglementation à l'égard de structures de fonds propres des Banquiers privés, qui existent à satisfaction de tous depuis plusieurs siècles. La crise financière qui a rendu nécessaire l'adaptation des normes du Comité de Bâle trouve d'ailleurs sa source dans des activités qui ne concernent en aucune manière cette catégorie de banques.

3. Maintien de l'approche standard (AS-CH)

Nous acceptons dans son principe le passage à l'approche internationale (SA-BIZ) mais relevons cependant que pour les établissements de tailles petite et moyenne, les coûts liés au passage à la méthode internationale ne sont pas en relation avec les bénéfices à attendre d'une telle réforme. Pour cela, nous demandons qu'un délai d'adaptation allant jusqu'au 1^{er} janvier 2015 soit accordé aux banques qui appliquent actuellement la méthode issue du standard Bâle II, y compris ses suppléments, abattements et autres règles spéciales « *Swiss finish* » (AS-CH). Dans certains cas, vu les changements en cours dans d'autres domaines, l'adaptation nécessaire pour changer de méthode sera difficile à réaliser pour le 1^{er} janvier 2013.

Cette prolongation du délai ne remet pas en cause le changement voulu par les autorités mais permettra aux établissements concernés de mieux répartir la charge de travail liée à leur mise en œuvre.

4. Non différenciation entre banques « normales » et « TBTF » dans le cadre des gros risques (art. 115a, OFR)

Nous constatons que la réglementation proposée à l'art. 115a OFR ne tient pas compte des exigences particulières imposées, tout particulièrement en Suisse, aux banques « *too big to fail* ». De deux choses l'une : soit le régulateur croit à l'efficacité des mesures très lourdes adoptées par le législateur pour renforcer ces établissements systémiques, auquel cas ces derniers n'ont pas à être traités différemment des autres ; soit il n'y croit pas et des précautions supplémentaires, telles que proposées à l'article susmentionné pourraient éventuellement se défendre. Mais dans ce cas, il est permis de s'interroger sur le bien-fondé de cette réforme. En l'état, les membres de notre association ne sont pas rassurés par la perspective de devoir à l'avenir réduire leur exposition vis-à-vis des deux grandes banques suisses au profit de banques « normales », suisses ou étrangères dont ils estiment qu'elles n'offrent pas le même degré de sécurité.

5. Prise en compte des sécurités selon l'approche globale (art. 118 al 5, OFR)

Pour notre association, les exigences en matière de tests de résistance, visant à limiter les risques de concentration sur les sûretés reçues (art. 118, al. 5, OFR), ne devraient pas être appliquées si l'on se trouve dans le cadre d'accords tri-parties dont l'une des parties est une chambre de compensation reconnue (p. ex. dans le cadre des opérations reverse repo faites sur la plateforme Eurex-Repo). Si l'on peut comprendre que ces tests soient rigoureusement appliqués aux positions de crédit, leur extension à toutes les positions gagées dans le cadre de crédits lombards serait une cause de coût considérable pour les banques spécialisées dans la gestion de fortune. Les généreux « *haircuts* » appliqués par nos membres prennent déjà ces risques en compte de façon adéquate et bien moins coûteuse.

6. Inclusion du volant anticyclique dans le volant de sécurité (consultation séparée)

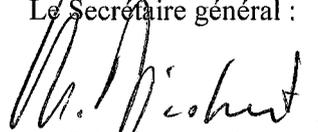
S'agissant de la consultation relative à la mise en œuvre d'un volant anticyclique en Suisse, nous sommes d'avis que la définition de l'application de ce volant devrait être limitée à des volants sectoriels (p. ex. crédits hypothécaires ou crédits commerciaux). En conséquence, une application générale (« *across the board* ») serait à notre avis non conforme à la philosophie de Bâle III et doit dès lors être exclue. Par ailleurs, la notion de « positions pondérées en

Suisse » n'est pas claire et devrait être précisée de façon à exclure les activités liées à la gestion de fortune.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ces remarques et vous adressons, Madame, Monsieur, nos salutations les meilleures.

ASSOCIATION DES BANQUIERS
PRIVES SUISSES

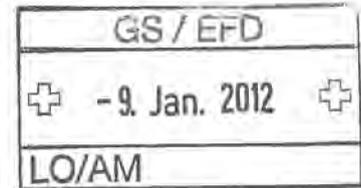
Le Secrétaire général :



Michel Y. Dérobert

Raiffeisen Schweiz

Raiffeisenplatz
9001 St. Gallen
Telefon 071 225 88 88
Telefax 071 225 88 87
www.raiffeisen.ch
paolo.arnoffi@raiffeisen.ch



A-Post

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA

Für Sie zuständig:
Paolo Arnoffi – 071 225 82 95

St. Gallen, 22. Dezember 2011

Neue Eigenmittel-Vorschriften für Schweizer Banken; Anhörung Revision Eigenmittelverordnung und FINMA-Rundschreiben zu anrechenbaren Eigenmitteln, Markt- und Kreditrisiken, Offenlegung und Risikoverteilung, Änderung der Risikogewichtung für Wohnlie- genschaften und „Too big to fail“

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die eröffneten Anhörungen des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) und der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) zu den neuen Eigenmittelvorschriften für Schweizer Banken. Aufgrund des starken inhaltlichen Zusammenhangs aller Anhörungen erlauben wir uns, die Revisionen auf Verordnungs- und Rundschreibenstufe in einer koordinierenden Stellungnahme zu behandeln.

Wir haben an den diversen Stellungnahmen der Schweizerischen Bankiervereinigung (SBVg) mitgewirkt und unterstützen diese in den wesentlichen Punkten. Unsere Stellungnahme konkretisiert und ergänzt diejenigen der SBVg. Insbesondere möchten wir auf einige, aus Sicht der Raiffeisen Gruppe besonders relevante Punkte hinweisen.

Die vorliegende Stellungnahme gliedert sich in folgende Teilbereiche:

- I. Basel III allgemein
- II. Anhörung Eigenmittelunterlegung im Hypothekarbereich
- III. Anhörung Antizyklischer Puffer
- IV. Anhörung „Too big to fail“

I. Basel III allgemein

Wir unterstützen grundsätzlich die Umsetzung von Basel III für die Schweizer Banken, wie vom Basler Ausschuss für Bankenaufsicht definiert. Obwohl die Kosten für die Umstellung auf den Standardansatz BIZ (SA-BIZ) nicht unerheblich sind, sind diese für Raiffeisen vertretbar.

Trotz der Befürwortung des SA-BIZ und der Einführung von Basel III pur haben wir grundsätzliche Vorbehalte zu den geplanten Änderungen:

Mit Einführung des antizyklischen Puffers müssen, zusätzlich zu den bereits bekannten Eigenmittelanforderungen unter Basel III, weitere Eigenmittel bis maximal 2.5 % bereit gestellt werden. Zudem wurde uns wiederholt kommuniziert, dass das FINMA-RS 2011/2 mit Einführung der Umsetzung von Basel III nochmals revidiert werden soll.

Raiffeisen verfolgt diese Entwicklung mit zunehmendem Unbehagen und befürchtet, dass die heute bekannten Eigenmittelanforderungen, inklusive antizyklischem Puffer, gegengener dem Basel III-Standard weiter verschärft werden. Einerseits hat die FINMA die Raiffeisen Gruppe mit Verfügung vom 3.9.2010 in die Kategorie 2 gemäss FINMA-RS 2011/2 eingeteilt und damit die höchstmögliche Eigenmittelanforderung, abgesehen von den beiden als systemrelevant geltenden Grossbanken, verfügt. Andererseits ist die Raiffeisen Gruppe mit der Tatsache konfrontiert, dass die Nachschusspflicht auf Ebene der einzelnen Raiffeisenbanken ab 2012 nicht mehr anrechenbar ist.

Wir fordern Sie deshalb zu Gunsten der Rechtssicherheit betroffener Institute zu höchster Zurückhaltung und Vorsicht im Umgang mit weiteren Erhöhungen auf. Auf eine Revision des FINMA-RS 2011/2 und damit verbundener Einzelverfügungen soll unter allen Umständen verzichtet werden. Die Raiffeisen Gruppe ist eine solide, finanziell gut ausgestattete Bankengruppe, die mit weiteren Anforderungen an die anrechenbaren Eigenmittel in eine Lage kommt, die nicht mehr der effektiven Risikosituation der Gruppe entspricht.

Nach diesen grundlegenden Vorbehalten folgen im Weiteren unsere Kommentare zu den Entwürfen der ERV und der Rundschreiben.

1. Streichung Multiplikatoren SA-BIZ (Art. 64 E-ERV)

Wir begrüßen, wie auch die SBVg, ausdrücklich die Streichung der Multiplikatoren für den internationalen Standardansatz (SA-BIZ) gemäss Art. 64. Mit dieser Massnahme erfolgt ein wichtiger Schritt zur Erhöhung der Vergleichbarkeit der Kapitalkennziffern für international tätige Finanzinstitute.

2. Übergangsfrist anrechenbare Eigenmittel (Art. 125 Abs. 4 E-ERV)

Die Übergangsfrist für nachrangige Anleihen ohne PONV-Klausel wurde insofern beschränkt, als nur noch bis zum 31.12.2011 emittierte Kapitalinstrumente anrechenbar sein sollen. Wir erachten diese besondere Verschärfung, welche nicht im Einklang mit den Basler Empfehlungen steht, als überzeichnet und im Widerspruch mit der Zielsetzung, „Basel-Pur“ umzusetzen.

3. Vertragsbestimmungen für den Zeitpunkt drohender Insolvenz (Point of non-viability, PONV, Art. 26 Abs. 2 E-ERV)

Art. 26 Abs. 2 der E-ERV sieht vor, dass der Beitrag bei einem Zeitpunkt drohender Insolvenz («Point of non-viability, PONV») spätestens zu erfolgen hat:

- a. vor Inanspruchnahme einer Hilfeleistung der öffentlichen Hand; oder
- b. wenn die FINMA es für notwendig erklärt.

Wir sind der festen Überzeugung, dass die offene Formulierung von Ziffer b. bei der Emission entsprechender Produkte mit PONV-Bestimmungen bei den Investoren sehr viele Fragen bezüglich des eingegangenen Risikos aufwirft und aus Sicht des Anlegerschutzes als ungenügend bezeichnet werden muss. Damit ist der Erfolg solcher Produkte in Frage gestellt. Wir würden es begrüßen, wenn die Formulierung in der ERV oder alternativ im FINMA-RS 2013/x präzisiert und damit die Rechtssicherheit für Investoren erhöht wird.

4. Zustimmung der Aufsichtsbehörde bei Rückzahlungen von Tier2 Kapital (Art. 27 Abs. 1 Buchstabe c E-ERV)

Die in Art. 27 Abs. 1 Buchstabe c der E-ERV aufgeführte Formulierung lässt offen, ob die erwähnte Zustimmung der Aufsichtsbehörde für jegliche Art von Rückzahlungen (ordentliche und vorzeitige) angewendet wird. Aus unserer Sicht macht eine solche Zustimmung nur bei vorzeitigen Rückzahlungen Sinn. Aus diesem Grund empfehlen wir, den Art. 27 Abs. 1 Buchstabe c wie folgt zu ergänzen: „die Bank mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde frühestens nach fünf Jahren zu einer **vorzeitigen** Rückzahlung befugt ist ...“.

5. Freiwilliger CET1 Abzug (Art. 32d E-ERV)

Wie die SBVg in ihrer Stellungnahme, sprechen auch wir uns klar für die Beibehaltung der Wahlmöglichkeit aus, den freiwilligen und vollständigen Abzug einer Position vom harten Kernkapital als Alternative zu einer Betrachtung mit Risikogewichtung wählen zu können. Wir verweisen ebenfalls auf die gleichlautende Aussage des EFD im Erläuterungsbericht (S. 37).

6. Behandlung Aktivsaldo des Ausgleichskontos (Art. 67 E-ERV)

Im Rahmen der Arbeiten der nationalen Arbeitsgruppe (NAG) wurde seitens der FINMA die Aussage gemacht, dass ein Aktivsaldo der Ausgleichskonti weiterhin mit einem Risikogewicht von 0% zu behandeln sei. Diese Aussage wird auch durch die Fussnote 47 auf Seite 64 des Erläuterungsberichtes bestätigt. Im Entwurf der ERV vom 24.10.2011 befindet sich jedoch kein Artikel, welcher eine Risikogewichtung von 0% für den Aktivsaldo des Ausgleichskontos vorsieht. Wir fordern eine entsprechende Ergänzung und damit Klarstellung im Verordnungstext.

7. Anhang 1 – Kreditumrechnungsfaktoren bei Anwendung des SA-BIZ

Die Ziffer 2.2 für die Ausführung von Bauten im In- und Ausland sollte auf Ziffer 2.1 angepasst werden.

II. Anhörung Eigenmittelunterlegung im Hypothekengeschäft

Nach Analyse der Marktsituation, des Regulierungstextes und der Regulierungsfolgen gelangen wir zum Schluss, dass der zur Vernehmlassung stehende Entwurf "zusätzliche Eigenmittelunterlegung im Hypothekengeschäft" klar abzulehnen ist. Massgeblich für diese Stellungnahme sind folgende Überlegungen:

1. Mit der vorgeschlagenen Regelung wird de facto wiederum ein "Swiss Finish" des internationalen Standardansatzes geschaffen. Genau dies sollte mit dem Übergang vom Schweizer Standardansatz zum internationalen Standardansatz vermieden werden.
2. Die ERV ist das falsche Gefäss um den vom Eidgenössischen Finanzdepartement georteten erhöhten Risiken im Hypothekengeschäft entgegenzutreten. Hier bietet sich unseres Erachtens der antizyklische Puffer an.
3. Die Umsetzung der ERV bringt primär generelle Mehrkosten für ein differenzierteres Verfahren zur Bestimmung der erforderlichen Eigenmittel. Die quantitative Steuerungswirkung auf das Neugeschäft ist jedoch vergleichsweise gering, jene auf den Bestand naturgemäss inexistent. Die Massnahme steht zudem in Konflikt mit den Massnahmen des Bundes zur Wohnbauförderung. Angesichts des Anlagenotstandes, der Fundamentalfaktoren und der politischen Fördermassnahmen dominieren die nachfragewirksamen Faktoren beim Erwerb von Wohneigentum. Die Steuerung des Kreditangebots über die Kapitalkosten der Banken dürfte vor diesem Hintergrund faktisch wirkungslos bleiben.
4. Der Entwurf wirft eine Vielfalt von Umsetzungsfragen auf. Diese machen einerseits die Abschätzung der konkreten Auswirkungen schwierig, andererseits stellen sie die Banken vor Umsetzungsprobleme. Im Ergebnis zieht eine Anpassung der regulatorischen Bedingungen die Aufmerksamkeit weg vom Markt, hin zur Innensicht. Insofern erachten wir die geplante Umstellung der ERV gar als risikotreibend.
5. Die aktuelle Eigenmittelunterlegung liegt namentlich beim Wohneigentum deutlich über dem ökonomischen Risiko. Eine darüber hinausgehende Unterlegung ist mit dem inhärenten Risiko nicht mehr zu begründen, sie dient einzig der Verhaltenssteuerung. Damit sie das Verhalten wirksam beeinflusst, muss sie jedoch ein Ausmass einnehmen, welches deutlich über dem Punkt liegt, wo von einem wohlfahrtsoptimalen Anreiz im Sinne der Pigou-Steuer gesprochen werden kann. Im Ergebnis verpufft die Massnahme entweder wirkungslos oder sie führt zu suboptimaler Wohlfahrt. Letzteres dürfte insbesondere jene Bevölkerungsteile treffen, deren Wohneigentumserwerb der Bund umgekehrt wiederum fördert.
6. Im Gegensatz etwa zum antizyklischen Puffer hat die Revision der ERV dauerhaften statt temporären Charakter. Die Massnahme entfaltet ihre Wirkung auch und gerade dann, wenn der Trend zum Erwerb von Wohneigentum dereinst abflacht. Sie wirkt dann trendverstärkend, kann aber aufgrund ihres Charakters nicht rasch genug angepasst werden. Es ist zu befürchten, dass eine höhere Eigenmittelunterlegung in der Krise wesentlich stärker prozyklisch wirkt als sie im Boom bremsend wirkt. Damit würde die Absicht der Revision der ERV in diesem Punkt klar verpasst. Dies ist insofern von Bedeutung als wir der Meinung sind, dass die Abflachung der Immobilienpreisentwicklung heute bereits eingesetzt hat.
7. Bei Renditeobjekten stützen wir uns beim Finanzierungsentscheid primär auf den Objekterfolg und nicht auf den rechtlichen Schuldner ab. Eine Anwendung der Tragbarkeitsregelung (33 %) bezogen auf den Schuldner, mit den entsprechenden Auswirkungen auf die Eigenmittelunterlegung, ist nicht sachgerecht.
8. Die Regelung von Ausnahmesituationen in Bezug auf die Tragbarkeitsberechnung, wie sie auf Seite 2 des Entwurfs in Aussicht gestellt wird, erschwert die Handhabung massiv, reduziert die Vergleichbarkeit und beeinträchtigt die Rechtssicherheit.
9. Sollten eine der beiden vorgeschlagenen Regelungen trotz allem in der ERV verankert werden, gehen wir davon aus, dass wie bisher für eine Grundpfandgesicherte Position die Risikogewichtungssätze (RG) abgestuft appliziert würden. Gemäss Variante 1 würde für eine Belehnung von 85% des Verkehrswertes (VW), für den Teil, der innerhalb 66,6% des VW liegt ein RG von 50%, für den Teil der zwischen 66,6% und 80% liegt ein RG von 75% und

für den überschüssenden Teil ein RG von 100% angewendet. Eine Risikogewichtung der gesamten Position zu 100% würde eine zusätzliche Verschärfung bedeuten, die wir strikte ablehnen.

Insgesamt sind wir der Meinung, dass der Entwurf weder in Bezug auf die Frage nach der Regulierungswirkung noch in Bezug auf die konkreten Umsetzungsfragen jenen Reifegrad hat, den die ERV in ihrer bisherigen Form aufweist. Zudem sind wir entschieden der Ansicht, dass der Entwurf zur Revision der ERV im Kontext der Umsetzung der neuen Richtlinien für das Grundpfandgeschäft der SBVg, der Umsetzung von Basel III und der Einführung des antizyklischen Puffers zu sehen ist. Isolierte Massnahmen sind dabei zu vermeiden. Aus diesem Grund wiederholen wir unsere Schlussfolgerung, dass der zur Vernehmlassung stehende Entwurf "zusätzliche Eigenmittelunterlegung im Hypothekengeschäft" in seiner Gesamtheit klar abzulehnen ist.

III. Anhörung Antizyklischer Puffer

Wie auch die SBVg unterstützt Raiffeisen grundsätzlich die Umsetzung des antizyklischen Puffers, der explizit im internationalen Standard von Basel III vorgesehen ist.

Betreffend dessen Ausgestaltung hegen wir insbesondere die nachfolgenden Vorbehalte:

1. Generell sind die Auswirkungen eines antizyklischen Puffers auf hochentwickelte Finanzsysteme noch nicht ausreichend bekannt. Wir fordern deshalb, dass die Auswirkungen vor Inkraftsetzen der entsprechenden Bestimmungen detailliert geklärt und transparent kommuniziert werden. Erst dann ist eine fundierte Beurteilung und entsprechende Stellungnahme seitens der Betroffenen möglich.
2. Die Anhörung sieht vor, dass der Puffer sowohl allgemein als auch sektoriell eingesetzt werden soll. Dass mit dem Anheben der Eigenmittelerfordernisse auf Hypothekarkreditforderungen in erster Linie die Hypothekarkreditvergabe beeinflusst wird, bezweifeln wir, zumal von unserer Seite zuerst die Gewerbekreditvergabe eingeschränkt würde, da diese kurzfristiger und flexibler angepasst werden kann. Unabhängig davon fehlen uns Hinweise zur konkreten Ausgestaltung eines sektoriellen Puffers in Bezug auf den Hypothekarmarkt. Damit sind für uns die Folgen einer solchen Regulierung schwer abschätzbar.
3. Die Methodik zur Messung der Systemrisiken und zur Berechnung der geeigneten Höhe des Puffers als zentrale Elemente des antizyklischen Kapitalpuffers ist in den Anhörungsunterlagen nicht enthalten. Es ist für uns unverständlich, wieso in diesem Bereich nicht mehr Transparenz für die Betroffenen geschaffen wird.
4. Die Verfahren zur Aktivierung/Deaktivierung des antizyklischen Puffers und in diesem Zusammenhang die Verantwortlichkeiten/Kompetenzen sind weiterhin unklar.
5. Bezüglich der Inkraftsetzung eines antizyklischen Puffers sprechen wir uns für die Variante per 1. Januar 2013 aus, da diese dem gesamten Inkrafttreten des Basel III Reformpakets entspricht.

IV. Anhörung „Too big to fail“

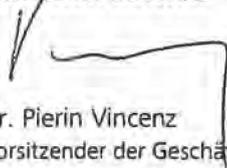
Raiffeisen unterstützt grundsätzlich den Handlungsbedarf und die vorgesehenen Massnahmen im Bereich „Too big to fail“ (TBTF) für global tätige, systemrelevante Banken. Betreffend der konkreten Umsetzung für die Schweizer Banken haben wir folgenden Vorbehalt:

Raiffeisen befürchtet, dass die Kriterien von Art. 123 h E-ERV (Marktanteil, Gesamtengagement) nachträglich als Basis für die Feststellung der Systemrelevanz eines Instituts herangezogen werden könnten und verwehrt sich klar dagegen. Die massgeblichen Kriterien für eine Systemrelevanz sind in Art. 8 BankG festgehalten, eine detaillierte Ausgestaltung fehlt aber in der E-BankV und E-ERV. Wir fordern Sie auf, die Kriterien von Art. 8 Abs. 2 lit. a-d ebenfalls in einer Verordnung detailliert und transparent offenzulegen.

Wir danken Ihnen im Voraus für die wohlwollende Prüfung unserer Stellungnahme. Gerne stehen wir Ihnen für weitergehende Erklärungen zu unserer Stellungnahme zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Raiffeisen Schweiz



Dr. Pierin Vincenz
Vorsitzender der Geschäftsleitung



Marcel Zoller
Mitglied der Geschäftsleitung, CFO

Geht an:

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Herr Bruno Dorner
Bundesgasse 3
3003 Bern

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Frau Petra Schöb
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

RBA-Holding AG, Mattenstrasse 8, CH-3073 Gümligen

Per Post und per E-Mail

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat EFD
Rechtsdienst EFD
Bundesgasse 3
CH-3003 Bern

E-Mail: rechtsdienst@gs-efd.admin.ch

Kontakt: Ewald Burgener
T +41 31 660 44 12, F +41 31 660 44 55
ewald.burgener@entris-banking.ch
Gümligen, 13. Januar 2012

Stellungnahme im Rahmen der Anhörung zu den national überarbeiteten Eigenmittel- und Risikoverteilungs-Vorschriften (Basel III)

Sehr geehrte Damen und Herren

Am 24. Oktober 2011 wurde seitens EFD und FINMA die Anhörung für die im Rahmen der Umsetzung der internationalen Eigenmittel-Vorschriften nach Basel III angepasste Eigenmittel-Verordnung (ERV) sowie den dazugehörigen FINMA-Rundschreiben (FINMA-RS) eröffnet. Gerne machen wir von der Möglichkeit Gebrauch, zur Änderung der ERV sowie der FINMA-RS Stellung beziehen zu können. Im Übrigen unterstützen wir grundsätzlich die Stellungnahme der SBVg.

Umstellungskosten; insgesamt Ablehnung der Anhörungsvorlage

Die Umstellungskosten werden für kleinere und mittlere Banken in der Grössenordnung bis CHF 300'000 geschätzt. Leider ist nicht klar, auf welcher Basis diese Schätzung vorgenommen wurde (offenbar nicht aufgrund der QIS-CH, da dort die Kosten, die im Zusammenhang mit der Einführung von Basel III per se stehen, explizit ausgenommen wurden). Leicht zynisch empfinden wir ausserdem die Aussage, dass sich diese geschätzten Umstellungskosten auf einem "bewältigbaren Niveau" bewegen sollen, insbesondere wenn die aktuell angespannte Ertragslage bei vielen internationalen und nationalen Banken herangezogen wird. Ferner wird unserer Meinung nach die Bedeutung der regulatorischen Neuerungen, wie sie sich gemäss der Anhörungsvorlage präsentieren, eindeutig überschätzt, so dass der im Erläuterungsbericht der FINMA (Seite 9) angestellte Vergleich zu den Umstellungskosten unseres Erachtens hinkt.

Angesichts der Tatsache, dass die neuen Vorgaben von Basel III bezüglich Eigenmittel primär Kosten verursachen, muss von einem klaren Missverhältnis zwischen Kosten und Nutzen ausgegangen werden. Aussagen im Erläuterungsbericht der FINMA (Seite 92), "speziell in der Schweiz dürften die Kosten im Vergleich zum erwarteten Nutzen einer höheren Finanzmarktstabilität als tief eingeschätzt werden", können wir nicht nachvollziehen. Wir lehnen die neuen Eigenmittel- und Risikoverteilungsvorschriften gemäss Anhörungsvorlage, insbesondere aufgrund eines nicht angemessenen Kosten-

/ Nutzenverhältnisses, entschieden ab und beantragen wesentliche Vereinfachungen, zumindest für vorwiegend inlandorientierte Banken.

Geplante Abschaffung des Standardansatzes Schweiz (SA-CH)

Im Nachgang zu den Sitzungen der nationalen Arbeitsgruppe Basel III, an welcher von unserer Seite Herr Ewald Burgener teilgenommen hat, möchten wir uns nachstehend noch einmal in aller Deutlichkeit gegen die geplante Abschaffung des Standardansatzes Schweiz (SA-CH) äussern. Über die ersatzlose Streichung des SA-CH sind wir sehr erstaunt und irritiert. Dies vor allem deshalb, weil die Abschaffung des SA-CH in der NAG nie zur Diskussion gestellt wurde und weil die eigentliche Grundsatzdebatte nicht geführt werden konnte; aber auch deshalb, weil der SA-CH nach unserem Verständnis von den meisten national tätigen Banken angewendet wird und sich somit für den überwiegenden Anteil der Schweizer Banken ein entsprechender Anpassungsbedarf entsteht, was wiederum Umsetzungskosten nach sich zieht. Wesentliche Anpassungen werden aufgrund der Angleichung an den internationalen Ansatz (SA-BIZ) vor allem in folgenden Bereichen notwendig:

- Anpassung von verschiedenen Risikogewichten und Kreditäquivalenten.
- Im Bereich der Lombardkredite sind durch den Wegfall des Pauschalansatzes Berechnungen auf einzelnen Positionen innerhalb der Lombarddepots notwendig.
- Umstellung von der Methode der Restlaufzeit auf die Ursprungslaufzeit bei den Bankengeldern sowie den Kreditzusagen.
- Wegfall der Möglichkeit, einen pauschalen Abzug von 75 % der unter den Passiven bilanzierten Wertberichtigungen und Rückstellungen vorzunehmen.
- Fehlende Verrechnungsmöglichkeit zwischen negativen Wiederbeschaffungswerten aus Derivaten und dem Add-on und somit notwendige Aufrechnung des Add-on je Gegenpartei.

Der oben dargestellte Anpassungsbedarf und die damit zusammenhängenden Kosten stehen aus unserer Sicht im Widerspruch zu Punkt 11 der Leitlinien zu Finanzmarktregulierung der FINMA vom 22. April 2010, weil der Nutzen aus der Streichung des SA-CH aus Sicht der RBA-Banken in keinem Verhältnis zu den zusätzlichen Kosten steht. Wir verweisen in diesem Zusammenhang auch auf folgende Aspekte:

- Eine vollumfängliche Umsetzung der internationalen Eigenmittelvorschriften wird es nicht geben, weil eine Anpassung an die nationalen Regulatorien erfolgen muss. Dies geht auch aus dem Erläuterungsbericht der FINMA (Seite 26) hervor. Umso fragwürdiger erscheint unter diesem Aspekt die Abschaffung des SA-CH.
- Gemäss dem Kommentar zur Umsetzung von Basel II in der Schweiz vom Oktober 2006 wird die Idee des SA-CH so beschrieben, dass nur das Allernötigste angepasst beziehungsweise ergänzt wurde, um einerseits an die bewährte – in einzelnen Teilen Basel II gegenüber sogar überlegene, weil risikosensitivere – schweizerische Regulierung anzuknüpfen und dadurch andererseits auch den Umstellungsaufwand bei den Banken möglichst gering zu halten. An dieser Betrachtungsweise hat sich unseres Erachtens auch durch die Finanzkrise nichts geändert.

3/6

- Im Rahmen der Einführung von Basel II wurde auch wiederholt darauf hingewiesen, dass der SA-CH auf Universalbanken mit Wohnbauhypotheken, Retailgeschäft und KMU-Krediten sowie auf alle Institute, die möglichst geringen Umstellungsaufwand wünschen, zugeschnitten sei. Es ist für uns nicht nachvollziehbar, warum dies nicht mehr gelten und stattdessen nun ausschliesslich der internationale Ansatz (SA-BIZ) massgebend sein soll.
- In der Jahresmedienkonferenz der FINMA vom 22. März 2011 zu Basel III wurde davon gesprochen, dass die meisten Banken von den zentralen Handlungsschwerpunkten kaum betroffen seien. Umso mehr erstaunt deshalb die Streichung des bewährten SA-CH, weil, im Gegenteil, umfassende Umsetzungsarbeiten anfallen werden.
- Bisher galt zudem der Grundsatz, dass für kleine und mittlere Banken einfach anzuwendende Regeln aufgestellt werden sollen. Mit den geplanten Anpassungen ist dies aus unserer Sicht nicht mehr durchgehend gewährleistet. Wir sind überzeugt, dass eine differenzierte nationale Regulierung nach Grösse und Risiko der Banken angezeigt ist und bleibt ("one size does not fit all").
- Tiefere Unterlegung der Beteiligungstitel und der Devisenpositionen, was angesichts der Erkenntnisse aus der Finanzkrise nur schwer verständlich ist.

Unseres Erachtens besteht neben dem fehlenden Nutzen auch absolut keine Notwendigkeit zur Abschaffung des SA-CH.

Falls, was wir sehr bedauern würden, an der Abschaffung des SA-CH festgehalten werden sollte, bitten wir Sie, zumindest folgende Überlegungen in Erwägung zu ziehen:

- Bei der Unterlegung der Kreditrisiken ist im Vergleich zwischen SA-CH und dem internationalen Ansatz (SA-BIZ) vor allem auffallend, dass landwirtschaftliche und gewerbliche Objekte zu bedeutend höheren Risikogewichten mit Eigenmitteln unterlegt werden müssen. Diesen enormen Anstieg können wir in diesem Umfang nicht nachvollziehen. Er entbehrt jeglicher Grundlage, insbesondere weil die Kreditrisiken im Zusammenhang mit landwirtschaftlichen und gewerblichen Objekten in der Schweiz – wenn überhaupt – sicher nicht derart fundamental zugenommen haben. Unseres Erachtens ist diese Verschärfung für schweizerische Verhältnisse wenig differenziert sowie weder risiko- noch sachgerecht und bedarf unbedingt einer Korrektur.
- Der Wegfall der Möglichkeit, einen pauschalen Abzug von 75 % der unter den Passiven bilanzierten Wertberichtigungen und Rückstellungen vornehmen zu können (bisher Art. 62 ERV), bedeutet für die hauptsächlich im Kreditgeschäft tätigen RBA-Banken einen wesentlichen, unnötigen Umstellungsaufwand. Nach den Bestimmungen von SA-BIZ kann für überfällige Positionen eine Verrechnung mit den Einzelwertberichtigungen erfolgen (Anhang 4, Ziffer 5 E-ERV). Diese Änderung hat eine Anpassung der Bilanzierungs- und Bewertungsgrundsätze der Banken zur Folge, da die Kreditpositionen üblicherweise nicht direkt mit den Wertberichtigungen verrechnet, sondern brutto dargestellt werden. Ausserdem hat diese Änderung eine entsprechende IT-Systemanpassung zur Folge. Wir regen an, der von den meisten Banken, auch ausserhalb der RBA-Gruppe, praktizierten Bruttoverbuchung bei den Wertberichtigungen Beachtung zu schenken und Art. 62 ERV in der bisherigen Form wieder auferstehen zu lassen.

Anrechnung von stillen Reserven

Wir begrüssen grundsätzlich, dass stille Reserven auch in Zukunft innerhalb des regulatorischen Kapitals geltend gemacht werden können. Stille Reserven können gemäss Anhörungsvorlage jedoch nur im Rahmen des Ergänzungskapitals (T 2) als Eigenmittel angerechnet werden. Gerade für stille Reserven, welche der Bilanzposition "Wertberichtigungen und Rückstellungen" zugeordnet sind und somit auf einem besonderen Konto ausgedient werden, lässt sich dies nicht nachvollziehen. Diese stillen Reserven sind den Reserven für allgemeine Bankrisiken gemäss den Rechnungslegungsvorschriften (FINMA-RS 2008/2) wirtschaftlich grundsätzlich gleichgestellt, auch wenn sie in verschiedenen Bilanzpositionen geführt werden, und erfüllen dieselben Qualitätsanforderungen. Eine unterschiedliche Kategorisierung dieser Komponenten gemäss Eigenmittelvorschriften, wie sie gemäss Anhörungsvorlage vorgesehen ist, leuchtet deshalb nicht ein.

Viele RBA-Banken verfügen traditionell über namhafte stille Reserven in der Bilanzposition "Wertberichtigungen und Rückstellungen". Die neuen Vorschriften bezüglich der Qualität des Eigenkapitals, welche für Banken der Kategorie 5 eine minimale Quote an hartem Kernkapital (CET 1) von 9,5 % erforderlich machen, könnten für RBA-Banken mit wesentlichen stillen Reserven möglicherweise eine Umbuchung dieser stillen Reserven in die Reserven für allgemeine Bankrisiken zur Folge haben. Buchhalterisch ist dies nicht weiter schlimm, steuerlich könnte dies jedoch unter Umständen wesentliche Auswirkungen zeitigen, wonach allenfalls eine Nachbesteuerung fällig werden könnte. Es mutet unseres Erachtens seltsam an, dass Banken gezwungen werden könnten, steuerlich relevante Umbuchungen vornehmen zu müssen und damit eine Substanzvernichtung in Kauf zu nehmen, nur um letztlich für schweizerische Verhältnisse nicht ganz ausgewogene Qualitätsvorgaben bezüglich dem harten Kernkapital (CET 1) erfüllen zu können. Wir beantragen deshalb, stille Reserven in der Bilanzposition "Wertberichtigungen und Rückstellungen" ebenfalls dem harten Kernkapital (CET 1) zuzuordnen oder aber die qualitativen Anforderungen entsprechend zu relativieren, so dass keine steuerrelevante Umbuchung von stillen Reserven aus der Bilanzposition "Wertberichtigungen und Rückstellungen" notwendig sein wird. Wir würden es sehr bedauern, wenn aufgrund von Steuernachforderungen wertvolle Substanz der Banken vernichtet wird, was letztlich zu einer Systemschwächung führen und der Absicht von Basel III widersprechen würde.

Die Grundlagen für die Anrechnung der stillen Reserven im Ergänzungskapital (T 2) sind in Art. 27, Abs. 4 E-ERV sowie Rz 6.54 ff. des FINMA-RS "Anrechenbare Eigenmittel Banken" zu finden. Da die stillen Reserven im Ergänzungskapital, national bedingt, eher einen Fremdkörper darstellen, ist unseres Erachtens nicht vollumfänglich klar, welche Vorgaben für Ergänzungskapital letztlich auch für stille Reserven anwendbar sind. Unklarheiten ergeben sich insbesondere aus der Anwendung der Vorgaben für die Anrechenbarkeit von Ergänzungskapital (Art. 27 E-ERV) sowie bei den Übergangsbestimmungen für die weitere Anrechenbarkeit von Ergänzungskapital (Art. 125c E-ERV). Es kann unseres Erachtens nicht die Meinung sein, dass beispielsweise die Bildung oder Auflösung von stillen Reserven im Einzelfall – selbst für Kleinstbeträge – durch die FINMA bewilligt werden muss oder dass die Anrechenbarkeit von bestehenden oder neu gebildeten stillen Reserven über die kommenden Jahre bis auf Null gekürzt wird. Sehr wünschenswert wäre in diesem Zusammenhang ein entsprechender, expliziter Hinweis in Art. 27 und Art. 125c ff. E-ERV (z. B. "diese Bestim-

5/6

mungen sind auf stille Reserven nicht anwendbar" oder ähnlich). Dies würde wesentlich zur Klarheit und Rechtssicherheit beitragen.

Hartes Kernkapital bei Nicht-AGs

Unter Ziffer 5.2.4 im Erläuterungsbericht der FINMA führen Sie aus, wie die neuen Eigenmittel-Vorschriften in Bezug auf das harte Kernkapital bei Nicht-Aktiengesellschaften national umgesetzt werden könnten. Abschliessende Schlussfolgerungen sind jedoch noch nicht erkennbar, insbesondere auch nicht in Bezug auf die Anrechnung von Dotations- und Genossenschaftskapital. Da verschiedene RBA-Banken nicht die Rechtsform einer Aktiengesellschaft aufweisen, sind wir an einer zeit- und praxisnahen sowie klaren und pragmatischen Lösung sehr interessiert. Gerne stehen wir für die Erarbeitung einer konkreten Umsetzung zur Verfügung.

Gruppe verbundener Gegenparteien

Als weiteres Kriterium für die Behandlung einer Gruppe verbundener Gegenparteien wird in den Risikoverteilungs-Vorschriften neuerdings die Bestimmung "Gegenparteien, die über eine gemeinsame Refinanzierungsquelle miteinander verbunden sind" erwähnt (Art. 100, Abs. 2, Bst. e E-ERV). Leider sind die Ausführungen im Erläuterungsbericht der FINMA (Seiten 66 / 67) zu wenig klar, um diese neue Regelung in die nationale Praxis umsetzen zu können. Ausserdem weisen wir darauf hin, dass viele Kreditnehmer in der Schweiz auf eine gemeinsame Refinanzierungsquelle zurückgreifen, was nicht per se etwas schlechtes sein muss. Als naheliegende Beispiele für solche Refinanzierungsquellen seien die Pfandbriefbank sowie die Pfandbriefzentrale genannt. Bei einer strengen Auslegung der neuen Bestimmung müssten somit alle Banken, die beispielsweise an der Pfandbriefbank angeschlossen sind, als Gruppe verbundener Gegenparteien erachtet werden. Wir gehen nicht davon aus, dass dies die Absicht sein könnte. Wir bitten Sie deshalb, diese neue Bestimmung so zu formulieren, dass diese einfach und verständlich ist und danach sinnvoll in die nationale Praxis umgesetzt werden kann.

Generelle Bemerkungen zur Anhörungsvorlage von Basel III in der Schweiz; Plädoyer für vermehrte Einfachheit und Klarheit

Die Beweggründe für die Überarbeitung der internationalen Eigenmittelvorschriften liegen sowohl international wie auch national vor allem in den Erkenntnissen aus der Finanzkrise der Jahre 2008 / 2009. Erstaunlich ist, dass dies auch in der Schweiz sogleich zum Anlass genommen wird, die Eigenmittel- und Risikoverteilungs-Vorschriften in grösserem Umfang für sämtliche Banken zu überarbeiten, obwohl die Finanzkrise der Jahre 2008 / 2009 auf eine grosse Mehrheit der Banken in der Schweiz in Bezug auf die Themen Eigenmittel und Risikoverteilung kaum spürbare Auswirkungen hatte. Unter diesem Gesichtspunkt lässt sich eine für alle Banken geltende umfassende Überarbeitung der Eigenmittel- und Risikoverteilungsvorschriften nicht nachvollziehen, insbesondere auch, weil gegenüber den bisherigen Vorgaben kaum Vereinfachungen, sondern – im Gegenteil – in der Tendenz erneute Erschwernisse und Verkomplizierungen erkennbar sind, welche schwergewichtig

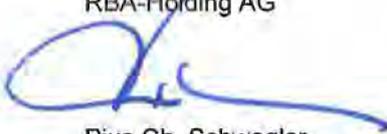
6/6

primär Kosten bei der Umsetzung verursachen, jedoch das Bankensystem insgesamt kaum wesentlich sicherer machen werden. Der unüberschaubare Umfang des gesamten Basel-III-Regelwerks gemäss der nationalen Anhörung spricht dabei Bände. Wir sind überzeugt, dass gerade für national orientierte Banken, welche mehrheitlich über eine im Quervergleich komfortable Eigenmittelsituation verfügen, eine einfachere und klarere, auf wesentliche Risiken und Schwerpunkte konzentrierte Regulierung durchaus möglich wäre. Dies werden wir nachstehend noch mit konkreten Beispielen aus der Anhörungsvorlage unterlegen.

Im Dokument "Kernpunkte" der FINMA werden die internationalen Vorschriften als klar und einfach im Vergleich zum Swiss finish bezeichnet. Diese Ansicht teilen wir nicht. Wir sind sogar vom Gegenteil überzeugt. Besonders augenfällig wird dies bei der Analyse folgender neuer Vorgaben: Dem Abzugskonzept nach Schwellenwerten (Art. 30 ff, E-ERV), dem Zuschlagskonzept für das Risiko möglicher Wertanpassungen von Derivaten (CVA-Eigenmittelanforderung; Art. 41a E-ERV und Rz 392 ff. FINMA-RS Kreditrisiken Banken) sowie der Berechnung des Kreditäquivalentes auch für börsengehandelte Derivate analog OTC-Kontrakten (Art. 42, Abs. 5 E-ERV). Ist es wirklich sinnvoll, für alle Schweizer Banken, somit auch für kleinere und mittlere Banken mit überschaubaren Verhältnissen, die gleichen komplizierten, umständlich formulierten Regeln und mathematische Formeln, die letztlich kaum Auswirkungen zeitigen, verbindlich zu erklären? (gemäss Seite 78 des Erläuterungsberichtes der FINMA führt beispielsweise die CVA-Eigenmittelanforderung im Durchschnitt zu einer Erhöhung der erforderlichen Eigenmittel um rund 2 %). Für uns sind die genannten Neuerungen klassische Beispiele einer krassen Überregulierung. Deshalb bitten wir vordringlich um entsprechende Anpassungen mit dem Ziel, Einfachheit und Klarheit zu schaffen. Zumindest wäre es angezeigt, zu prüfen, ob und unter welchen Bedingungen für sämtliche Neuerungen von Basel III längere Übergangsfristen gewährt werden könnten. Für Ihr Verständnis danken wir im Voraus bestens.

Wir hoffen, Ihnen mit diesen Angaben zu dienen. Wir stehen Ihnen für weitere Auskünfte oder einer Aussprache selbstverständlich gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
RBA-Holding AG



Pius Ch. Schwegler
CEO



Ewald Burgener
CFO

Kopie an: Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA, Frau Petra Schöb, Einsteinstrasse 2,
CH-3003 Bern

Generalsekretariat EFD
Eidgenössisches Finanzdepartement
Herr Daniel Roth
Leiter Rechtsdienst EFD
Bundesgasse 3
3003 Bern
rechtsdienst@gs-efd.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Frau Petra Schöb
Einsteinstrasse 2
3003 Bern
petra.schoeb@finma.ch

Basel, 16. Januar 2012
J.4.6 / MST / SLO

**Neue Eigenmittel-Vorschriften für Schweizer Banken (Basel III);
Anhörung Revision Eigenmittelverordnung und FINMA-Rundschreiben zu
anrechenbaren Eigenmitteln, Markt- und Kreditrisiken, Offenlegung und
Risikoverteilung**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die am 24. Oktober 2011 eröffneten Anhörungen des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) und der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) zu den neuen Eigenmittelvorschriften für Schweizer Banken und bedanken uns für die Gelegenheit, Ihnen unsere Position und unsere Überlegungen darzulegen. Aufgrund des engen inhaltlichen Zusammenhangs der beiden Anhörungen erlauben wir uns, die Revisionen auf Verordnungs- und Rundschreibenstufe in der vorliegenden koordinierten Stellungnahme zu behandeln.

Bekanntlich waren Vertreter aller Bankengruppen wie auch unsere Geschäftsstelle in der Nationalen Arbeitsgruppe (NAG) zur schweizerischen Umsetzung von Basel III unter der Leitung der FINMA vertreten und haben an der Ausarbeitung der vorliegenden Revisionsentwürfe für die ERV sowie für die FINMA-Rundschreiben zu anrechenbaren Eigenmitteln, Markt- und Kreditrisiken, Offenlegung und Risikoverteilung mitgewirkt. Wir möchten Ihnen an dieser Stelle nochmals ausdrücklich für den frühzeitigen Einbezug unserer Vereinigung in die Vorbereitungsarbeiten und den konstruktiven Dialog danken.

Die Schweizerische Bankiervereinigung (SBVg) unterstützt grundsätzlich eine schweizerische Umsetzung von Basel III, die sich inhaltlich und zeitlich an den Vorgaben des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht orientiert und die gleichzeitig bezüglich ausgewählter Aspekte den spezifischen schweizerischen Eigenheiten Rechnung trägt.

Durch die geplante Abschaffung des schweizerischen Standardansatzes (SA-CH) würde unserer Ansicht nach eine wichtige schweizerische Eigenheit nicht mehr zugelassen. Die Kosten einer Abschaffung in Form von Umstellungs- und Projektaufwand würden den entsprechenden Nutzen übersteigen. Die SBVg spricht sich daher ausdrücklich für einen dualen Ansatz mit entsprechender Wahlmöglichkeit aus, wobei der bewährte SA-CH parallel zum internationalen Standardansatz (SA-BIZ) beibehalten wird, und im SA-BIZ – wie im Anhörungsentwurf vorgeschlagen – die Multiplikatoren aufgehoben werden.

Zusätzlich unterbreiten wir Ihnen im Folgenden verschiedene Änderungsanträge in diversen Bereichen.

Unsere Stellungnahme gliedert sich in einen allgemeinen Bereich (Abschnitt A) sowie in Teilbereiche zur Eigenmittelverordnung (Abschnitt B) und zum FINMA Rundschreiben 13/x „Anrechenbare Eigenmittel Banken“ (Abschnitt C).

A. Allgemeines

Grundsätzlich unterstützen wir eine schweizerische Umsetzung von Basel III, die sich inhaltlich und zeitlich an den Vorgaben des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht orientiert und die gleichzeitig bezüglich ausgewählter Aspekte den spezifischen schweizerischen Eigenheiten Rechnung trägt.

Wir danken der FINMA für die Durchführung einer quantitativen Wirkungsstudie (QIS CH) zur Umsetzung von Basel III trotz sehr engem Zeitplan. Insbesondere begrüssen wir, dass neben den zu erwartenden Auswirkungen auf die Eigenmittelanforderungen der Banken auch Daten zu den Umstellungs- und Projektkosten, die im Rahmen der Umsetzung der neuen Kapitalvorschriften und insbesondere bei einer Abschaffung des SA-CH anfallen würden, erhoben wurden. Die Ergebnisse der QIS CH stellen eine wesentliche Komponente zur Abschätzung der Auswirkungen von Basel III in der Schweiz dar.

a) Fehlende Integration sämtlicher Regulierungsbestrebungen

Bezüglich der prozeduralen Abwicklung erachten wir es als problematisch, dass die verschiedenen inhaltlich und formal eng verknüpften Regulierungsbestrebungen im Bereich der Eigenkapitalregulierung nicht in koordinierter und integraler Form zur Anhörung gelangen. Ein Zusammenzug der aktuellen eigenkapitalrelevanten

Regulierungsprojekte (Umsetzung von Basel III, antizyklischer Puffer, Eigenmittelunterlegung im Hypothekarbereich, TBTF-Ausführungsbestimmungen und FINMA-RS 2011/2 „Eigenmittelpuffer und Kapitalplanung Banken“) in eine koordinierte ERV- / Rundschreiben-Revisionsrunde hätte es erlaubt, inhaltliche Schnittstellen sowie die kumulierten Auswirkungen der Regulierung besser zu erkennen und zu beurteilen. Auf diese fehlende Koordination haben wir bereits in unserer Stellungnahme zum FINMA-Rundschreiben 2011/2 vom 11.03.2011 zuhanden der FINMA hingewiesen. Wir möchten an dieser Stelle nochmals betonen, dass aus unserer Sicht die Inkraftsetzung des FINMA-Rundschreibens 2011/2 als Vorausaktion wenig angebracht war.

Wir begrüssen es jedoch, dass nun immerhin die Anhörungen zu den neuen Kapitalvorschriften, dem antizyklischen Puffer, der Eigenmittelunterlegung im Hypothekarbereich und der Verordnungsstufe TBTF zeitgleich vorliegen, was uns zumindest teilweise eine übergreifende Beurteilung der verschiedenen Regulierungsprojekte ermöglicht.

b) Abschaffung Standardansatz Schweiz (SA-CH) im Bereich Kreditrisiken

Die Abschaffung des Standardansatzes Schweiz (SA-CH) im Bereich der Kreditrisiken wurde der Nationalen Arbeitsgruppe als Arbeitshypothese vorgegeben. Wir haben dieser Planung im Sinne einer Arbeitshypothese zugestimmt, uns jedoch stets vorbehalten, unsere Haltung hierzu noch einer vertieften Überprüfung zu unterziehen. Selbstverständlich bedauern wir es jedoch, dass die Abschaffung des SA-CH in der NAG nie zur Diskussion gestellt worden ist und dass die eigentliche Grundsatzdebatte bezüglich dieser wichtigen Frage nun stattdessen in der Anhörung stattfinden muss. Wir erinnern in diesem Zusammenhang daran, dass Vertreter verschiedener Bankengruppen im Rahmen der NAG mehrmals darauf hingewiesen haben, dass die Abschaffung des SA-CH für sie problematisch ist.

Nach eingehender Prüfung der Vor- und Nachteile einer Abschaffung des SA-CH und nach Rücksprache mit unseren Mitgliedern sind wir zum Schluss gekommen, dass die Argumente für die Abschaffung des SA-CH im Vergleich zu den anfallenden Kosten für die Umstellung nicht befriedigen können und dass wir uns daher klar für die Beibehaltung des SA-CH aussprechen.

Gemäss dem Erläuterungsbericht der Eidgenössischen Bankenkommission (EBK) zur Umsetzung von Basel II in der Schweiz vom September 2005 sollte „möglichst wenig am bewährten und überall installierten schweizerischen System geändert werden“ (Erläuterungsbericht EBK, S. 8). Dadurch wollte man einerseits an die bewährte – in einzelnen Teilen Basel II gegenüber sogar überlegene, weil risikosensitivere – schweizerische Regulierung anknüpfen und andererseits auch den Umstellungsaufwand bei den Banken möglichst gering halten. Am Gehalt dieser Argumentation bzw. an der Wünschbarkeit einer pragmatischen schweizerischen Umsetzung hat sich unserer Ansicht nach durch die Finanzkrise nichts geändert.

Gegenwärtig wendet eine überwiegende Mehrheit der Schweizer Banken den SA-CH an und wäre von dessen Abschaffung und von den daraus resultierenden Anpassungen und Kosten stark betroffen. Die Wirkungsstudie (QIS CH) geht von Umstellungskosten

von bis zu CHF 300'000 für kleinere und mittlere Banken und von tiefen einstelligen Millionenbeträgen für grosse Banken aus. Für alle betroffenen Banken ergeben sich kumuliert geschätzte Umstellungskosten von CHF 80 bis 100 Millionen.

Demgegenüber geht dieselbe Wirkungsstudie jedoch auch davon aus, dass sich mit der Abschaffung des SA-CH keine wesentlichen Veränderungen bezüglich der erforderlichen Eigenmittel ergeben sollten. Dieses Missverhältnis zwischen Kosten und Nutzen einer Abschaffung des SA-CH darf nicht einfach ignoriert werden. Insbesondere im derzeit schwierigen Marktumfeld (schwache Märkte, Frankenstärke, Regulierungsschub) gilt es, den Banken keine unnötigen zusätzlichen Kosten aufzubürden, ohne dass diesen ein messbarer Regulierungsnutzen gegenüber steht.

Die im Erläuterungsbericht des EFD (S. 17 f.) propagierten Zielsetzungen bezüglich Klarheit, Transparenz und Vergleichbarkeit werden mit dem gewählten Vorgehen ebenfalls nicht erreicht werden, da es gewisse Schweizer Eigenheiten im vorliegenden Entwurf gibt und auch in Zukunft geben wird, die nach nationalen Lösungen verlangen und die internationale Vergleichbarkeit beeinträchtigen.

Das Argument der besseren internationalen Vergleichbarkeit und Anerkennung, die durch die Abschaffung des SA-CH erreicht werden sollen, ist für die grosse Mehrheit der Banken, die den SA-CH verwenden, aufgrund ihrer inlandorientierten Geschäftsausrichtung ohnehin nicht relevant. In diesem Zusammenhang möchten wir gerne auch daran erinnern, dass die Vorgaben des Basler Ausschusses grundsätzlich nicht für kleine und mittlere, inlandorientierte Banken gedacht sind, sondern eine Initiative für die Harmonisierung der Eigenmittel- und Liquiditätsvorschriften für international aktive Banken darstellen.

Die Abschaffung von SA-CH verlangt wesentliche Anpassungen und verursacht hohe Umstellungskosten. Folgende Anpassungen sind beispielsweise notwendig:

- Berechnungen auf einzelnen Positionen innerhalb der Lombarddepots aufgrund des Wegfalls des Pauschalansatzes.
- Umstellung von der Methode der Restlaufzeit auf die Ursprungslaufzeit bei den Bankengeldern sowie den Kreditzusagen.
- Anpassung von verschiedenen Risikogewichten und Kreditäquivalenten.
- Wegfall der Möglichkeit, einen pauschalen Abzug von 75% der unter den Passiven bilanzierten Wertberichtigungen und Rückstellungen vorzunehmen. Dies hat eine Anpassung der Bilanzierungs- und Bewertungsrichtlinien durch die systemmässige Verrechnung der Forderungen mit den Wertberichtigungen sowie entsprechende systemtechnische IT-Anpassungen zur Folge.
- Keine Verrechnungsmöglichkeit zwischen negativen Wiederbeschaffungswerten aus Derivaten und dem Add-on und somit notwendige Aufrechnung des Add-on je Gegenpartei.

Bisher galt der Grundsatz, dass für kleine und mittlere Banken einfach anzuwendende Regeln gelten sollen. Die internationalen Vorschriften sind nicht klarer und teilweise gar sehr komplex, und sie sind nicht auf Schweizer Verhältnisse und Eigenheiten ausgerichtet. Mit den geplanten Anpassungen würde aus unserer Sicht für kleinere und mittlere Banken keine angemessene und pragmatische Lösung mehr bestehen.

Selbst wenn aus einer Anwendung des SA-CH tendenziell höhere Eigenkapitalanforderungen im Vergleich mit anderen Ansätzen resultieren sollten, dürfte dieser Nachteil durch den erheblichen Vorteil des Wegfalls einer Umstellung vom SA-CH auf den internationalen Standardansatz (SA-BIZ) überkompensiert werden.

Gleichzeitig wird der SA-BIZ, gemessen an den zu haltenden Eigenmitteln, gegenüber dem SA-CH attraktiver, und es wird für Banken mit SA-CH ein starker Anreiz geschaffen, auf den SA-BIZ umzustellen. Im Unterschied zur im Anhörungsentwurf vorgesehenen vorgeschriebenen und sofortigen Umstellung auf den SA-BIZ ist die Schaffung eines Anreizes zur Umstellung nicht nur aus Sicht der Umstellungskosten für die Banken sinnvoll, sondern entspricht auch allgemein anerkannten ökonomischen, marktwirtschaftlichen und staatspolitischen (Verhältnismässigkeit und Subsidiarität) Grundsätzen. Die jederzeitige freiwillige Umstellung von SA-CH auf SA-BIZ bzw. die Wahlmöglichkeit bezüglich der verschiedenen Ansätze soll mit diesem Vorschlag keineswegs eingeschränkt werden.

Sollte der SA-CH tatsächlich abgeschafft werden, so wäre es unserer Ansicht nach unumgänglich, gewisse der Anforderungen des SA-BIZ (z.B. Lombardkredite, Credit Valuation Adjustment (CVA) Eigenmittelunterlegung, Schwellenwerte bei Beteiligungsabzug etc.) nochmals gründlich zu überprüfen und an die Geschäftstätigkeiten und die technischen und personellen Möglichkeiten von kleinen und mittleren Banken anzupassen.

Zusammenfassend möchten wir festhalten, dass wir uns für die Beibehaltung des SA-CH, parallel zum neuen SA-BIZ, im Bereich der Kreditrisiken aussprechen, da uns die Kosten-Nutzen-Bilanz einer Abschaffung eindeutig nicht zu überzeugen vermag.

c) Rechtsvergleich mit der Europäischen Union (EU)

An mehreren Stellen im Erläuterungsbericht des EFD (Kapitel 5.4, 6.3 und 8.4) wird der schweizerische Entwurf zur Umsetzung von Basel III mit den entsprechenden Entwürfen der EU (CRD IV) verglichen. Zu unserem Bedauern ist der Vergleich jedoch sehr rudimentär ausgefallen und daher für die Zwecke des Rechtsvergleichs nur bedingt nützlich. Aus unserer Sicht wäre ein systematischer Vergleich mit den Ansätzen zur Umsetzung in der EU wie auch in weiteren Jurisdiktionen angezeigt gewesen.

Nach diesen grundlegenden Bemerkungen folgen im Weiteren unsere Kommentare zu den Entwürfen der ERV und des Rundschreibens 13/x „Anrechenbare Eigenmittel Banken“. Die Reihenfolge der Kommentare orientiert sich an den Artikelnummern und stellt keine Gewichtung oder Priorisierung dar.

B. Eigenmittelverordnung (ERV)

a) Hartes Kernkapital, anrechenbare Elemente (Art. 19 Abs. 1 Bst. e E-ERV)

- Gemäss Art. 19 Abs. 1 Bst. e E-ERV darf der Gewinn des laufenden Jahres nach Abzug des „geschätzten Gewinnausschüttungsanteils“ (Dividende) und bei Vorhandensein einer prüferischen Durchsicht als hartes Kernkapital angerechnet werden. Uns ist bewusst, dass dies keine Veränderung gegenüber der aktuellen Regelung darstellt. Jedoch sind wir der Ansicht, dass diese Vorschrift einer erneuten Überprüfung unterzogen werden muss.
- Die schweizerische Regelung ist nicht konsistent mit den Vorgaben des Basler Ausschusses („Basel III: A global regulatory framework for more resilient banks and banking systems“, S. 13, § 52), die vorsehen, dass Dividenden in Übereinstimmung mit den Rechnungslegungsstandards vom CET1 abgezogen werden müssen. Auch mit den diesbezüglichen Vorschlägen der EU („Vorschlag für eine Verordnung der EU über die Aufsichtsanforderungen an Kreditinstitute und Wertpapierfirmen“, Teil 1, Art. 24) ist der Schweizer Vorschlag nicht konsistent, da in der EU „voraussehbare“ Gewinnausschüttungsanteile vom Gewinn des laufenden Jahres abgezogen werden müssen. Gemäss allgemeiner Praxis sind „voraussehbare“ Dividenden diejenigen, die von der Generalversammlung genehmigt wurden.
- Neben der fehlenden Konsistenz und Vergleichbarkeit mit den Basler Empfehlungen und den Europäischen Vorgaben spricht noch ein weiterer Grund für eine Anpassung der schweizerischen Regelung. So könnte unseres Erachtens der Abzug von geschätzten Dividenden vom CET1 ein implizites Versprechen zur Ausschüttung einer Dividende sein. Dies steht jedoch im Gegensatz zu den Basler Kriterien für die bedingungslose Verlusttragfähigkeit von hartem Kernkapital („Basel III: A global regulatory framework for more resilient banks and banking systems“, S. 14 f.), wonach eine Bank nicht den Anschein erwecken darf, dass sie eine Ausschüttung plant.
- Weiter möchten wir darauf hinweisen, dass selbst im Erläuterungsbericht des EFD (S. 25) der Abzug „einer voraussehbaren Dividende gefordert“ wird und auf die EU Regelung abgestützt wird. Wir verstehen daher nicht, warum in der E-ERV immer noch „geschätzt“ anstatt „voraussehbar“ verwendet wird. Wir erwarten, dass sich die Schweiz hier an den Vorgaben der EU orientiert und Art. 19 Abs. 1 Bst. e E-ERV entsprechend anpasst.

b) Abschliessende Definition des Ergänzungskapitals (Art. 27 Abs. 4 E-ERV)

- Wir sind der Auffassung, dass die ERV abschliessend alle anrechenbaren Elemente des Ergänzungskapitals zu definieren hat. So gehören die stillen Reserven, die Wertberichtigungen und die Kapitalinstrumente von Kantonal- und Privatbanken nicht in die Kompetenz der FINMA, sondern auf Verordnungsstufe. Die technischen Ausführungsbestimmungen für die Anrechenbarkeit von

zusätzlichen Elementen des Ergänzungskapitals sind nach unserer Ansicht auf Stufe ERV und nicht in Rundschreiben der FINMA festzulegen.

c) Behandlung aktivierte Software (Art. 29 Abs.1 Bst. c E-ERV)

- Die bisher geltende Ausnahme für aktivierte Software bei den Abzügen vom Kernkapital soll gemäss Art. 29 Abs. 1 Bst. c E-ERV aufgehoben werden. Dies hat zur Folge, dass aktivierte Software künftig vollständig vom harten Kernkapital in Abzug gebracht werden müsste. Wir bitten Sie zu prüfen, ob diese Ausnahme allenfalls beibehalten werden kann, insbesondere mit Blick auf die problematische Anreizwirkung in Bezug auf Investitionen in die IT-Infrastruktur der Banken.

d) Abzug vom harten Kernkapital, Beteiligungen (Art. 29 Abs. 1 Bst. j E-ERV)

- Der Verzicht auf die Anwendung von Schwellenwerten für den Abzug von Beteiligungen an konsolidierten Gruppengesellschaften auf Einzelinstitutsebene ist nicht konsistent mit den Vorschlägen des Basler Ausschusses. Dies erstens, weil Basel III grundsätzlich keine Regeln für Einzelinstitute vorsieht und zweitens, weil gemäss Basel III auf konsolidierter Stufe Schwellenwerte von 10 und 15% zur Anwendung kommen. Entsprechend sollte dies auch auf Einzelinstitutsstufe gelten.
- Stellt man einen Vergleich mit den Vorschlägen der EU („Vorschlag für eine Verordnung der EU über die Aufsichtsanforderungen an Kreditinstitute und Wertpapierfirmen“, Teil 1, Art. 46 Abs. 2 in Verbindung mit Art. 33 Abs. 1 Bst. h und i) an, so wird die vorgeschlagene schweizerische „Superäquivalenz“ noch deutlicher. Die Vorschläge der EU verbieten nämlich den Abzug von Beteiligungen an in die Konsolidierung einbezogenen Gruppengesellschaften bei der Berechnung der Eigenmittel auf Einzelinstitutsbasis gänzlich. Damit den schweizerischen Banken im internationalen Kontext kein übermässiger Nachteil erwächst, muss sich die schweizerische Behandlung von Beteiligungen in diesem Punkt an den entsprechenden Vorschlägen des Basler Ausschusses und der EU orientieren.

e) Freiwilliger CET1 Abzug (Art. 32d E-ERV)

- Der freiwillige und vollständige Abzug einer Position vom harten Kernkapital anstelle einer Betrachtung mit Risikogewichtung muss unbedingt beibehalten werden. Das EFD schreibt im Erläuterungsbericht (S. 37) selbst, dass es widersinnig wäre, wenn eine Bank für eine Position mehr als das Totalverlustpotential dieser Position in Eigenkapital halten müsste. Gemäss Bericht des EFD (S. 41) sieht auch die EU in ihrem Vorschlag für die CRD IV einen analogen Abzug vor. Auch wenn dieser freiwillige CET1 Abzug international als nicht konform eingestuft würde, so sollte die Schweiz an dieser Bestimmung

festhalten und deren Qualität nicht an der Beurteilung durch andere Staaten, sondern an deren Beitrag zur Zielerreichung messen.

f) Parallelrechnungen bei Verwendung von Modellansätzen (Art. 33c E-ERV)

- Institute mit genehmigten Markt- oder Kreditrisikomodellverfahren müssen nach neuer Vorgabe in der Lage sein, auf Verlangen der FINMA eine Eigenmittelunterlegung nach Massgabe eines von der FINMA vorgegebenen Standardverfahrens parallel zum Modellverfahren zu berechnen. Dies bedingt, dass die Institute neben Know-how und Ressourcen für das Modellverfahren auch solche für das Standardverfahren vorhalten müssen.
- Wir beurteilen diese Vorgabe als unverhältnismässig, zumal die Modellansätze von der FINMA bewilligt werden müssen bzw. bereits bewilligt wurden und die von der FINMA festgelegten Voraussetzungen für die Genehmigung eines Modellverfahrens methodisch, prozessual und dokumentarisch anspruchsvoll sind.

g) Risiko möglicher Wertanpassungen von Derivaten (Art. 41a E-ERV)

- Gemäss vorliegendem Entwurf werden zur Berechnung der neuen CVA Charge (Credit Valuation Adjustment) zwei Verfahren vorgegeben: Der fortgeschrittene Ansatz sowie der Standardansatz. Beide Berechnungsweisen, auch der Standardansatz, sind sehr komplex und erfordern umfangreiche System- und Datenanpassungen. Die QIS CH zeigte, dass die resultierenden Eigenmittelanforderungen aus der CVA Charge für kleinere und mittlere Institute in vielen Fällen vernachlässigbar sind. Wir bitten Sie daher, zu prüfen, ob ein zusätzlicher Ansatz ("einfacher Ansatz", "Pauschalansatz") eingeführt werden kann, der die neue Eigenmittelanforderung basierend auf einem in den Systemen verfügbaren Wert (Wiederbeschaffungswert, Add-on, Kontraktvolumen) bestimmt.

h) Berechnung Kreditäquivalent für börsengehandelte Derivate (Art. 42 Abs. 5 E-ERV)

- Die Anforderung, dass auch für börsengehandelte Derivate, welche für Kunden abgeschlossen werden, Kreditäquivalente berechnet werden müssen, stellt eine Neuerung dar, welche für die meisten Institute sehr grosse technische Anpassungen verursacht. Diese hohen Aufwendungen fallen an, ohne dass ein zusätzlicher Nutzen generiert wird. Bisher wurde für die Bestimmung des Exposure at Default (EAD) aus TOFF (Traded Options and Financial Futures) Kontrakten für Kunden üblicherweise auf die Margenanforderung gemäss Börsenmethode abgestellt, in vielen Fällen unter Anwendung von Skalierungsfaktoren für eine konservativere Betrachtungsweise. Gemäss den Vorgaben der

Börsen sind die Institute verpflichtet, mindestens die Margenanforderungen (gemäss Börsenmethode) weiterzubelasten. Neu soll nun nicht mehr auf dieses Exposure-Mass abgestellt, sondern ein weiteres Risikomass gemäss ERV berechnet werden.

- Wir empfehlen zu prüfen, ob die bisherigen Methoden beibehalten werden können und gemäss Art. 42 E-ERV für TOFF-Kontrakte wahlweise auf das Kreditäquivalent gemäss ERV oder die Margenanforderung gemäss Börsenmethode abgestellt werden kann. Dies vor dem Hintergrund, dass
 - die neue Methode technisch aufwendig ist;
 - dadurch für das operative Geschäft, bei dem die Berechnung der Margen nach Börsenmethoden zwingend ist, doppelte Berechnungen erforderlich werden;
 - die vorgeschlagene Berechnungsmethode keine risikoadäquatere Behandlung bewirkt als die bisherige;
 - sowie die vorgeschlagene Berechnungsmethode nicht zu höheren Eigenmittelanforderungen führt.

i) Streichung Multiplikatoren SA-BIZ / IRB (Art. 64 / Art. 65 Abs. 3 / Art. 67 Abs. 2 E-ERV)

- Wir begrüssen ausdrücklich die Streichung der Multiplikatoren im internationalen Standardansatz (SA-BIZ) gemäss Art. 64, für Banken, die den IRB verwenden, in Art. 65 Abs. 3 sowie für die Modelle SA-BIZ und IRB im Bereich der nicht gegenparteibezogenen Risiken in Art. 67 Abs. 2.
- Mit dieser Massnahme erfolgt ein wichtiger Schritt zur Erhöhung der internationalen Vergleichbarkeit der Kapitalkennziffern für international tätige Finanzinstitute bzw. für Finanzinstitute mit internationalen Aktionären. Eine wichtige und schwer kommunizierbare Benachteiligung der FINMA-regulierten Banken im internationalen Umfeld wird damit beseitigt.

j) Gruppeninterne Positionen in den Risikoverteilungsvorschriften (Art. 89 E-ERV)

- Wir begrüssen den Entscheid, die zwischenzeitlich vorgeschlagene Obergrenze von 100% für gruppeninterne Positionen wieder fallen zu lassen. Aufgrund der Erläuterungsberichte von EFD und FINMA (Kapitel 8.3.2) können wir nachvollziehen, dass die FINMA ein Instrument möchte, um die Ausnahme gemäss Art. 89 Abs. 1 E-ERV in besonderen, begründeten Fällen einschränken zu können. Wir sind jedoch der Ansicht, dass dafür kein eigener Absatz (1bis) in diesem Artikel benötigt wird, da der bestehende Art. 103 ERV und insbesondere dessen Abs. 2 Bst. d der FINMA bereits ausreichende Kompetenzen zur Einschränkung der Ausnahme überträgt.
- Sollte jedoch an Abs. 1bis von Art. 89 festgehalten werden, so erwarten wir, dass der Absatz wie folgt präzisiert wird:

Abs. 1bis

„Die FINMA ist befugt, die umfassende Ausnahme gruppeninterner Positionen nach Absatz 1 gegenüber im Ausland domizilierten Gruppengesellschaften in Ausführungsbestimmungen angemessen einzuschränken.“

- Diese Präzisierung soll den Überlegungen in den Erläuterungsberichten Rechnung tragen, wonach vor allem das Risiko, das grenzüberschreitenden Positionen anhaftet, begrenzt werden soll. Weiter würde durch diese Präzisierung klargestellt, dass die FINMA ihre eigene Aufsicht in jedem Fall als angemessen erachtet und daher kein Bedarf besteht, gruppeninterne Positionen zwischen im Inland domizilierten Gruppengesellschaften einzuschränken.
- Da die Behandlung gruppeninterner Positionen für viele Institute von höchster Relevanz ist, würden wir bei einer Beibehaltung von Abs. 1bis weiter erwarten, dass die entsprechenden Ausführungsbestimmungen rasch ausgearbeitet und die betroffenen Kreise frühzeitig und angemessen involviert und angehört würden.

k) Ausnahmen von der Gesamtposition (Art. 114 E-ERV)

- In den Erläuterungsberichten zu dieser Anhörung (Kapitel 2 und 8) wird mehrfach darauf hingewiesen, dass die schweizerischen Risikoverteilungsvorschriften auf der EU Regulierung betreffend Grosskredite (Richtlinie 2006/48/EG) basieren würden. Die Streichung der Anrechenbarkeit von Sicherheiten bei Mutter- und Schwestergesellschaften ist jedoch gerade nicht konsistent mit der Regelung der EU bezüglich Klumpenrisiken (Richtlinie 2006/48/EG, Art. 113 Abs. 3 Bst. g/h).
- Die Inkonsistenz zwischen schweizerischer und europäischer Umsetzung im Bereich der Anrechenbarkeit von Sicherheiten bei Mutter- und Schwestergesellschaften sollte aus unserer Sicht mit Blick auf die Vergleichbarkeit und auf die internationale Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Banken eliminiert und die schweizerische Lösung an die Vorgaben der EU angepasst werden.

l) Klumpenrisiken gegenüber Banken und Effekthändlern (Art. 115a E-ERV)

- Die Obergrenze für Klumpenrisiken gegenüber systemrelevanten Banken oder Finanzgruppen ist unseres Erachtens Teil der „Too big to fail“-Thematik und sollte daher auf den Vorschlägen der Expertenkommission zur Limitierung von volkswirtschaftlichen Risiken durch Grossunternehmen (Expertenkommission TBTF, Schlussbericht vom 30.09.2010) basieren.
- Die aktuell vorgesehene Einschränkung der privilegierten Obergrenze für Klumpenrisiken gegenüber systemrelevanten Banken wurde von der Expertenkommission TBTF so jedoch nicht vorgeschlagen. Vielmehr hat die

Expertenkommission die konsistente Risikogewichtung zu 100% (anstelle von 20% beim internationalen Ansatz oder von 25-150% beim Schweizer Ansatz) als für eine Entflechtung der Verbindungen im Finanzsektor ausreichend erachtet (Schlussbericht Expertenkommission, S. 36).

- Aus unserer Sicht stellt die Einschränkung für systemrelevante Banken gemäss Art. 115a E-ERV eine ungerechtfertigte Ungleichbehandlung und einen unzulässigen Eingriff in den Wettbewerb dar, da gewissermassen eine Plafonierung der von den systemrelevanten Banken maximal angebotenen Leistungen stattfindet.
- Dadurch kann die Verfügbarkeit von Dienstleistungen für nicht-systemrelevante Banken („business-to-business“ bzw. „bank for banks“) empfindlich getroffen werden. Gewisse Dienstleistungen, die nur ab einer bestimmten Grösse bzw. ab einem bestimmten Volumen angeboten werden können, müssten von nicht-systemrelevanten Schweizer Banken künftig im Ausland, bei allenfalls weniger stabilen und weniger gut überwachten Banken, bezogen werden, sobald ihr „Risikoverteilungskontingent“ bei systemrelevanten Schweizer Banken aufgebraucht ist.
- Wir glauben nicht, dass dies vom Gesetzgeber so gewollt sein kann und erwarten daher, dass diese Vorgabe gestrichen oder zumindest erheblich gelockert wird.

m) Anrechnung von Sicherheiten und Stresstesting sowie Konzentrationsrisiken (Art. 118 Abs. 5 E-ERV)

- Wie unter Punkt k) bereits festgestellt, stützt sich die schweizerische Regulierung für die Bestimmung, Rapportierung und Begrenzung von Klumpenrisiken auf die Vorgaben der EU. Nachdem die EU ihre Richtlinie 2006/48/EG in 2009 revidiert hatte, wurden auch die diesbezüglichen schweizerischen Vorschriften für den SA-BIZ per 01.01.2011 entsprechend angepasst.
- Bezogen auf die Vorgaben über die Konzentrationen im Sicherheitenportfolio erfolgte in der bisherigen ERV, nach ausführlicher Diskussion und Prüfung der schon damals ausführlichen und restriktiven EU-Vorgaben, eine pragmatische Umsetzung, indem Abs. 4 festhält: *„Sicherheiten dürfen nach dem Verfahren nach Absatz 2 oder 3 angerechnet werden, wenn die daraus entstandenen Konzentrationsrisiken angemessen begrenzt und überwacht werden“*. Die Angemessenheit wurde bisher im Rahmen der aufsichtsrechtlichen Prüfung beurteilt. Von diesem auf den Grundsatz und die Angemessenheit beschränkten Regulierungsansatz wird nun abgewichen und die EU-Vorgaben (Richtlinie 2006/48/EG, Art. 114) werden fast wortwörtlich und detailliert auf Stufe ERV übernommen.
- Die extensiven und komplexen Vorgaben sind jedoch von Instituten, welche keine Modellverfahren anwenden, nicht umsetzbar, da ein Stresstesting wie es

neu verlangt werden soll, nur mittels sophistizierter Risikomess-Systeme mit Bewertungsfunktionalitäten umgesetzt werden kann.

- Wir stimmen zwar dem Grundsatz gemäss bisheriger ERV zu, dass Konzentrationsrisiken im Deckungsportfolio begrenzt und überwacht werden sollen. Nicht sinnvoll scheinen uns jedoch die unter dem "Standardverfahren" unverhältnismässigen Detailvorgaben gemäss Art. 118 Abs. 5. Wir sind daher der Meinung, dass die bisherige Regelung beibehalten und auf die komplexen, schwer umsetzbaren Anforderungen gemäss Abs. 5 verzichtet werden soll.

n) Übergangsbestimmungen / Schlussbestimmungen (Titel 6a, Art. 125c ff. E-ERV)

- Die Implementierung der technisch sehr aufwendigen Anpassungen für verschiedene neue Methoden in den Standardverfahren innerhalb weniger Monate dürfte für viele kleinere und mittlere Institute kaum möglich sein. Dies betrifft insbesondere folgende Neuerungen:
 - CVA-Anforderung gemäss Art. 41a E-ERV;
 - Berechnung des Kreditäquivalentes von TOFF-Kontrakten mit Kunden analog OTC-Kontrakten gemäss Art. 42 E-ERV;
 - Anforderungen für Kreditrisiken und Garantieverpflichtungen gegenüber zentralen Gegenparteien gemäss Art. 56a E-ERV.
- Wir erachten es deshalb als angezeigt, zu prüfen, ob und unter welchen Bedingungen für einzelne Neuerungen in Ausnahmefällen längere Übergangsfristen gewährt werden können.

o) Übergangsfrist anrechenbare Eigenmittel (Art. 125c Abs. 4 E-ERV)

- Die Übergangsfrist für Kapitalinstrumente des zusätzlichen Kernkapitals und des Ergänzungskapitals ohne Vertragbestimmungen für die Verlusttragung im Zeitpunkt drohender Insolvenz („PONV-Klausel“, „point of non-viability“) wurde unnötigerweise beschränkt, so dass nur bis zum 31.12.2011 emittierte Kapitalinstrumente anrechenbar wären. Wir erachten diese Verschärfung gegenüber den Empfehlungen des Basler Ausschusses als überzeichnet, und die vorgebrachten Argumente für eine gegenüber Basel III vorgezogene Einführung überzeugen uns nicht. Wir schlagen vor, dass die Übergangsfrist für die Emission von nachrangigen Anleihen ohne PONV-Klausel analog den Basel III Texten (Annex „Minimum requirements to ensure loss absorbency at the point of non-viability“) auf den 31.12.2012 festgelegt wird.

C. FINMA-RS 13/x „Anrechenbare Eigenmittel Banken“

- In Randziffer 15.7 des Rundschreibens 13/x (Erläuterungsbericht FINMA, S. 39) wird eine Lösung vorgeschlagen, wie die Pensionsverbindlichkeiten gegenüber gewissen schweizerischen Fonds der beruflichen Vorsorge im regulatorischen Kapital abzubilden sind.
- Wir begrüßen die Verwendung einer nationalen Bewertung nach Swiss GAAP FER für Verpflichtungen gegenüber schweizerischen Vorsorgeeinrichtungen. Dieser Vorschlag ist unseres Erachtens sachgerecht, weil eine allfällig zu beseitigende Unterdeckung eines Fonds nach eben diesen Standards bemessen würde.
- Gemäss Vorschlag der FINMA soll die Abstützung auf Swiss GAAP FER jedoch lediglich dann möglich sein, wenn der Pensionsfonds gemäss schweizerischen Rechnungslegungsstandards keine Unterdeckung aufweist. Diese Vorgabe beurteilen wir als problematisch, da Swiss GAAP FER sowohl für schweizerische Fonds mit einer Überdeckung als auch für solche mit einer Unterdeckung eine zuverlässige Grundlage für die Berechnung der allfälligen Verpflichtungen einer Bank darstellt. Die vom harten Kernkapital bei einer Unterdeckung abzuziehende Verpflichtung sollte daher unserer Meinung nach immer nach Swiss GAAP FER berechnet werden können. Andernfalls könnte ein allenfalls signifikanter "Cliff-Effekt" entstehen, indem bei einer noch so geringen Unterdeckung des Fonds plötzlich nicht mehr auf Swiss GAAP FER abgestützt werden könnte und stattdessen auf die internationalen Standards gewechselt werden müsste.
- Insbesondere wenn eine Unterdeckung die Folge eines schwierigen wirtschaftlichen Umfeldes ist, sollte diese Problematik nicht auch noch auf die Bank übertragen werden, indem sie bei einer Unterdeckung nicht nur die Verpflichtung gegenüber dem Pensionsfonds vom harten Kernkapital abziehen muss, sondern die Verpflichtung durch den Wechsel auf den internationalen Rechnungslegungsstandards auch noch viel grösser ausfallen könnte, als bei Anwendung von Swiss GAAP FER.
- Deshalb schlagen wir vor, dass die Pensionsverpflichtungen für schweizerische Fonds, deren Altersrentenleistungen auf der Summe der effektiv geleisteten Beiträge (und Verzinsung) beruhen, durchwegs nach den Prinzipien von Swiss GAAP FER ermittelt werden und dass die Randziffer 15.7 wie folgt anzupassen ist:

„Einzig für die ausgewiesenen Verpflichtungen der Bank gegenüber in der Schweiz organisierten beruflichen Vorsorgeeinrichtungen kann von den Beträgen gemäss Rechnungslegung unter Anwendung international anerkannter Standards abgewichen und die Bewertung gemäss Swiss GAAP FER 26 ersatzweise übernommen werden, sofern folgende Voraussetzungen erfüllt sind:

- *Die Altersrentenleistungen der Vorsorgeinstitution basieren auf der effektiv geleisteten Summe der Beiträge von Arbeitgeber und Arbeitnehmer zuzüglich Verzinsung (Beitragsprimat);*
- *[Streichung zweiter „bullet point“].*

- Neben der Streichung des zweiten „bullet point“ schlagen wir vor, statt explizit auf FER 26 allgemeiner auf Swiss GAAP FER Bezug zu nehmen. Während nämlich FER 26 zur Ermittlung einer Unter- oder Überdeckung eines Pensionsfonds angewendet wird, behandelt FER 16 die Rechnungslegung über die tatsächlichen wirtschaftlichen Auswirkungen von Vorsorgeverpflichtungen auf den Arbeitgeber, d.h. die allenfalls zu Lasten der Bank notwendigen Kapitalzuschüsse an die Vorsorgeeinrichtung, sobald konkrete Sanierungsmassnahmen beschlossen werden.

Wir danken Ihnen im Voraus für die wohlwollende Prüfung unserer Anliegen. Für weitergehende Erörterungen unserer Stellungnahme sowie für Rückfragen stehen wir Ihnen selbstverständlich gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
Schweizerische Bankiervereinigung



Claude-Alain Margelisch



Markus Staub

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
FINMA
Frau Petra Schöb
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

Basel, 13. Januar 2012 / ji

**Anhörung:
Eigenmittelverordnung, FINMA-Rundschreiben zu anrechenbaren
Eigenmitteln, Markt- und Kreditrisiken, Offenlegung und Risikoverteilung**

Sehr geehrte Frau Schöb

Im Rahmen der vorerwähnten Anhörung unterbreiten wir Ihnen nachstehend unsere Stellungnahme zu den geplanten Änderungen:

Von der grundsätzlichen Stossrichtung her begrüssen wir die vorgeschlagenen Massnahmen und erachten diese als sinnvoll. Die Gründe und Absichten der vorgeschlagenen neuen Regelungen sind nachvollziehbar.

Für unser Institut werden die vorgeschlagenen Regelungen jedoch Konsequenzen haben, die so von Ihrer Behörde möglicherweise nicht gewollt und nicht vorhersehbar waren. Als „kleine Bank“ verfügen wir über eine Eigenkapitalausstattung von rund CHF 63 Mio., die weit, d.h. rund CHF 47 Mio. über den geforderten Werten von CHF 16 Mio. liegt. Allerdings halten wir für unsere Kundschaft auch liquide Mittel, welche weit über den Normwerten liegen, d.h. bei einem Eigenkapital von rund CHF 63 Mio. halten wir – zumindest phasenweise – Liquidität im Gegenwert von mehr als CHF 600 Mio., welche es in sicherer und geeigneter Form bei ausgewählten Gegenparteien anzulegen gilt. Die überdurchschnittliche Liquidität ist darauf zurückzuführen, dass wir für unsere Aktionäre eine bedeutende Zahl von Roche-Aktien verwahren, auf welchen jährlich Dividendenzahlungen anfallen.

Scobag Privatbank AG

Gartenstrasse 56

Postfach

CH - 4010 Basel

T +41 [0]61 205 12 12

F +41 [0]61 205 12 79

I www.scobag.ch

Die geplanten neuen Risikoverteilungsvorschriften würden für uns in diesem Bereich tiefgreifende Konsequenzen haben. Während wir bislang gestützt auf die 8% Gewichtung gemäss Rz 16 des FINMA-RS 08/23 theoretisch bis zu CHF 197 Mio. Interbankanlagen bei einer Gegenpartei tätigen konnten, werden solche Anlagen in Zukunft auf die Höhe der anrechenbaren Eigenmittel beschränkt, d.h. wir werden nur noch rund CHF 63 Mio. pro Gegenpartei anlegen können. Diese Regelung führt an sich zu einer sinnvollen und für uns tragbaren Risikoverteilung, hingegen hat die vorgesehene Einschränkung in Bezug auf die systemrelevanten Banken eine für uns nicht erwünschte Konsequenz zur Folge. Wir dürften gemäss den geplanten neuen Vorschriften gerade noch rund CHF 15.75 Mio. bei den als systemrelevant eingestuften Gegenparteien platzieren. Nach unserer Einschätzung beeinflusst bei normalen Gegebenheiten die Systemrelevanz die Bonität eines Instituts grundsätzlich nicht. Die geplanten Vorschriften legen den Schluss nahe, dass systemrelevante Banken bonitätsmässig tiefer einzustufen sind als nicht-systemrelevante Institute.

Die geplanten Vorschriften zwingen uns dazu, die Liquidität bei Drittparteien anzulegen, deren Bonität möglicherweise schlechter eingestuft werden muss als diejenige eines systemrelevanten Instituts. Trotz einer potentiell tieferen Bonitätseinschätzung eines solchen Drittinstituts dürfen wir bei einer solchen Gegenpartei rund CHF 47.25 Mio. mehr anlegen als bei einem von uns bonitätsmässig besser eingestuften systemrelevanten Institut. Diese Vorgaben könnten uns vor allem bei der Platzierung von Kundengeldern in Fremdwährungen im Ausland ein Problem bereiten, da wir hier jeweils mehrheitlich auf die Bonität grosser Institute vertraut haben, welche nun als systemrelevant eingestuft werden. Da wir das Kreditgeschäft nur in einem unbedeutenden Umfang betreiben, sind wir gezwungen, Kundengelder bei Drittinstituten zu platzieren. Aufgrund der eingeschränkten Auswahl an Gegenparteien sowie aufgrund der vorgesehenen betragsmässigen Beschränkungen der Anlagen kann möglicherweise keine angemessene Verzinsung von Kundenguthaben sichergestellt werden, was unsere Konkurrenzfähigkeit beeinträchtigen könnte.

Hinzu kommt, dass wir bestimmte Geschäfte (Akkreditive, Devisentermingeschäfte, etc.) bislang vornehmlich über Grossbanken abwickeln. Diese Geschäfte werden beeinträchtigt oder gar verunmöglicht.

Im Gesamtkontext ist aus unserer Sicht zudem zu befürchten, dass bei systemrelevanten Instituten ein Liquiditätsabzug und eine Verlagerung der Liquidität zu nicht systemrelevanten Instituten stattfinden. Die Auswirkungen dieser Liquiditätsverschiebungen auf das Kreditgeschäft wären genauer zu untersuchen.

Aufgrund dieser Probleme würden wir es begrüssen, wenn die vorgesehenen Regelungen für Overnight-Anlagen mindestens auf Wochenanlagen ausgedehnt werden könnten und die für systemrelevante Banken vorgesehene 25%-Limite bei kleinen Banken aufgehoben oder auf mind. 50% angehoben werden könnte.

Eine weitere massive Einschränkung ergibt sich im Kreditgeschäft. Dieses wird durch unser Institut wie vorstehend bereits erwähnt nur sehr zurückhaltend und eingeschränkt betrieben. Dennoch gibt es vor allem im Zusammenhang mit unserem Aktionariat Lombardkredit-Engagements. Mit der vorgeschlagenen neuen Risikogewichtung von 100% werden solche Lombardkredite grundsätzlich auf rund CHF 15.75 Mio. pro Gegenparteiengruppe eingeschränkt. Eine Lombardkreditlimite von CHF 15.75 Mio. wird jedoch in einzelnen Fällen für unsere Aktionäre nicht ausreichen. Dies kann dazu führen, dass wir unseren Aktionären keine bedürfnisgerechten Kreditlimiten zur Verfügung stellen können, was im Extremfall die Existenzberechtigung unseres Instituts tangieren könnte. Als Alternative steht die Einführung des einfachen oder des umfassenden Ansatzes gemäss Art. 48 ERV zur Verfügung, welche u.U. dazu beitragen könnten, im Einzelfall höhere Kreditlimiten zu sprechen. Die Einführung eines solchen Systems ist jedoch mit Aufwand und Kosten verbunden, welche angesichts des bei uns insgesamt marginalen Kreditgeschäftes unverhältnismässig sind.

Insgesamt können wir die Stossrichtung der vorgeschlagenen Regelungen nachvollziehen und begrüssen diese auch. Allerdings muss aus unserer Sicht die Möglichkeit gegeben sein, in begründeten Ausnahmefällen von den Vorschriften abzuweichen. Es sollte daher eine klare Regelung geschaffen werden, welche das Vorgehen, die Art und den Umfang der Ausnahmen definiert. Die vereinfachte Anwendung gemäss Art. 15 ERV sowie die Übergangsbestimmung von Art. 125b ERV sind zwar begrüssenswert, jedoch für unsere Bedürfnisse nicht ausreichend. Aus unserer Sicht sollte die FINMA die Kompetenz erhalten, Abweichungen von den Risikoverteilungsvorschriften und von den Risikogewichtungen im Kreditgeschäft auf begründetes Gesuch hin zuzulassen, sofern die Abweichungen aufgrund der konkreten Umstände des Einzelfalls als geboten erscheinen, keine konkrete Gefährdung der finanziellen Stabilität der Bank darstellen und den Rahmen und die Eckwerte der bisher geltenden Regelungen nicht überschreiten.

Angesichts der absehbaren Probleme behalten wir uns bereits jetzt vor, die FINMA zum gegebenen Zeitpunkt um Ausnahmen gemäss Art. 125b ERV und gemäss Art. 15 ERV zu ersuchen.

Mit freundlichen Grüssen

Scobag Privatbank AG



Dr. Thomas Staehelin
Verwaltungsratspräsident



Dr. Bruno Dallo
Vorsitzender der Geschäftsleitung

Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Strafrecht
Bundesrain 20
3003 Bern

Bern, 18. Januar 2012 sgV-Sc

Anhörungsantwort Revision der Eigenmittelverordnung

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Gewerbeverband sgV, die Nummer 1 der Schweizer KMU-Wirtschaft, vertritt 280 Verbände und gegen 300'000 Unternehmen. Im Interesse der Schweizer KMU setzt sich die Dachorganisation sgV für optimale wirtschaftliche und politische Rahmenbedingungen sowie für ein unternehmensfreundliches Umfeld ein.

Diese Anhörungsantwort bezieht sich auf folgende Teile der Revision der Eigenmittelverordnung (zum Sonderthema „Risikogewichtung für Wohnliegenschaften“ macht der sgV keine Eingabe):

- Basel III
- Antizyklische Puffer
- Too big to fail.

Insgesamt befürwortet der sgV eine Revision der Eigenmittelverordnung im Rahmen der gesetzlichen Vorgaben. Die vorliegenden Normen und Berichte tun dies jedoch nicht adäquat. Einerseits bleiben wichtige institutionelle und ökonomische Fragen unbestimmt, andererseits gehen einige Bestimmungen zu weit.

I. Allgemeine Bemerkungen

Die Stabilität des Finanzplatzes ist für den Schweizer Standort wesentlich. Vor diesem Hintergrund wurde die „too big to fail“ (TBTF) Regulierung vom Parlament erlassen, welche die Schweiz zum diesbezüglichen Vorreiter macht. Wegen den Reaktionen der Branche sowie der Wirtschaft im Allgemeinen befand das Parlament überdies, die Vorlage sei derart wichtig, dass auch die Verordnungen nochmals einer parlamentarischen Begutachtung bedürfen.

Nun wird das TBTF Paket präzisiert. Es muss das Ziel dieser Regulierung sein, eine hohe Rechtssicherheit mit einer stabilen Normengrundlage zu schaffen. Damit dies gelingt, müssen die Verordnungsänderungen konsistent mit dem Gesetzestext sein und Regelungen enthalten, die klar genug

sind, um über einen längeren Zeitraum ohne weitere Anpassungen zu wahren. Dies wird von den vorhandenen Vorschlägen nicht insgesamt erfüllt.

Alle drei Vorlagen fallen dadurch auf, dass sie keine Regulierungskostenabschätzungen anstellen. Die bestenfalls rudimentären Ausführungen zu potentiellen Auswirkungen genügen weder den gängigen Modellen noch den sgv-Forderungen nach der volkswirtschaftlichen Erfassung der Regulierungskosten. Dass viele der angedachten Mittel neu – experimentell – sind, ist keine Entschuldigung für das Fehlen der Abschätzung, sondern macht sie erst essentiell.

Mit Nachdruck ist das Vorgehen des GS-EFD bezüglich der für diese Anhörung angesprochenen Kreise zu kritisieren. Der Schweizerische Gewerbeverband als grösster Dachverband der Schweizer Wirtschaft wurde nicht eingeladen, seine Anliegen einzubringen. Der sgv ist nicht nur eine ordnungspolitische Kraft, sondern vereinigt auch eine der bedeutendsten Gruppen der Kreditnehmer in der Schweiz. Seine Exklusion von der Anfrage lässt auf die mangelnde Professionalität der diesbezüglichen Arbeiten schliessen.

II. Zu den einzelnen Vorlagen

Antizyklische Puffer

Alle in der Schweiz schon bestehenden oder beabsichtigten Elemente der Eigenmittelvorschriften müssen in einem Gesamtkontext betrachtet und aufeinander abgestimmt werden, unzulässige oder nicht beabsichtigte Effekte (z. B. ungerechtfertigte Ungleichbehandlungen oder Doppelbelastungen) müssen vor Einführung sorgfältig abgeklärt und beseitigt werden.

Das Regelwerk von Basel III sieht einen antizyklischen Puffer vor, welcher ab 2016 stufenweise eingeführt werden kann. Erfahrungen mit dem Einsatz von makroprudentiellen Instrumenten und den sich ergebenden Wirkungen und Nebenwirkungen fehlen weitgehend. Entsprechend ist der Einsatz eines sektoriellen antizyklischen Puffers, zu dem überhaupt keine Erfahrungswerte vorliegen, im Regelwerk von Basel III nur als Ausnahme vorgesehen. Dass nun in der Schweiz ein antizyklischer Puffer zeitlich deutlich vorgezogen und nur sektoriell für das Hypothekengeschäft eingeführt werden soll, birgt erhebliche Risiken. Weiter bestehen grosse Zweifel an der gewünschten Funktionsweise. Dass bei Aktivierung eines sektoriellen Puffers für die Unterlegung von Hypothekarkrediten in erster Linie die Hypothekarkreditvergabe beeinflusst werden soll, vermag nicht zu überzeugen. Es ist davon auszugehen, dass – wenn aufgrund einer knappen Eigenmittelsituation das Kreditvolumen beschränkt werden muss – in erster Linie Kredite mit höherer Risikogewichtung und damit insbesondere nicht hypothekarisch gedeckte Kredite (z.B. Gewerbekredite) eingeschränkt bzw. nicht erneuert werden, da diese kurzfristiger und flexibler angepasst werden können. Insbesondere werden die Banken gezwungen sein, grössere Gewerbekredite anstelle einer Vielzahl von kleineren Hypothekarkrediten zurückzufahren, um in einer realistischen Frist und mit vernünftigen Aufwand der durch die Aktivierung des sektoriellen Puffers höheren Eigenkapitalquote entsprechen zu können. Die Folge wäre eine Kreditknappheit bei Gewerbekrediten anstelle einer Nachfrageeinschränkung für Wohnimmobilien, was sich ausgesprochen nachteilig auf die Wirtschaft auswirken würde.

Das im Bericht aufgeführte Substitutionsmodell überzeugt ebenfalls nicht. Das Modell geht davon aus, dass bei der Aktivierung des antizyklischen Puffers eine zu grosse Kreditknappheit vermieden werden könnte, da Banken mit hohen Eigenkapitalquoten dort einspringen würden, wo weniger gut kapitalisierte Banken die Kreditvergabe verknappen müssten, um den neuen Anforderungen zu entsprechen. Wäre dem wirklich so, würde die im Bericht als Zielsetzung aufgeführte Beschränkung eines übermässigen Kreditwachstums nie erreicht werden. Es ist jedoch zu bezweifeln, dass im Schweizer Bankenmarkt eine beliebige Substituierbarkeit gegeben sein wird.

Weiter kann der im Erläuterungstext enthaltenen Argumentation nicht gefolgt werden, wonach bei einer Aktivierung des Puffers mit kürzeren Umsetzungsfristen eine stabilisierende Wirkung erzielt würde. Vielmehr stellt sich die Frage, ob eine kurzfristig markante Erhöhung des Eigenmittelbedarfs in der heutigen Zeit mit rezessiven Tendenzen und Vertrauensverlust in die Finanzinstitute die angestrebte Wirkung nicht ins Gegenteil verkehren und zu weiterem Vertrauensverlust und destabilisierenden Auswirkungen führen würde. Zu kurze Fristen können eine prozyklische Wirkung entfalten, was der Grundkonzeption des Instruments diametral entgegensteht.

Grundsätzlich erscheint es sinnvoll, wenn das Monitoring des Finanzsystems wie vorgesehen durch die Schweizerische Nationalbank (SNB) erfolgt und der Anstoss zur Aktivierung/Deaktivierung des antizyklischen Puffers von der SNB ausgeht. Dabei soll die SNB ihre Analysen auf bereits vorhandene Daten und Informationen abstützen. Zusätzliche Erhebungen sollen möglichst vermieden werden. Ein geeigneter Datenaustausch zwischen SNB und FINMA ist unerlässlich. Trotzdem vermögen weder der erklärende Bericht noch die Textgestaltung der Norm darüber Auskunft zu geben, welche Mitwirkungsrechte die FINMA hat, beziehungsweise wie ihre Anhörung seitens der SNB berücksichtigt werden muss. Insgesamt erscheint das Aktivierung/Deaktivierungsverfahren von zu vielen kontingenten Faktoren geprägt; insbesondere die Deaktivierung scheint unterdeterminiert.

Es ist ebenfalls als zentral, dass eine Deaktivierung des Puffers den gleichen objektiven Mechanismen unterworfen ist wie eine Aktivierung. Es darf nicht zu verspäteten oder unterlassenen Deaktivierungen kommen, was bei konjunkturellen Trendwenden, Platzen von Blasen usw. erhebliche negative Auswirkungen hätte. In jedem Fall ist es erforderlich, dass die Deaktivierung nicht von einem Antrag der SNB abhängt, sondern vom Bundesrat auch ohne einen solchen vorgenommen werden kann.

Damit der antizyklische Puffer darüber hinaus in keiner Weise zu einem konjunkturellen oder geldpolitischen Steuerungselement verkommt, ist es von entscheidender Bedeutung, dass im Fall einer von der SNB angeregten Aktivierung das EFD eine sorgfältige Einschätzung der Sachlage vornimmt.

Basel III

Die Argumente für die Abschaffung des SA-CH im Vergleich zu den anfallenden Kosten für die Umstellung können nicht befriedigen, daher ist das SA-CH beizubehalten. Die Frage ist, ob die Wirkungen der Abschaffung einen derart grossen Nutzen generieren, der in der Lage ist, die Mehrkosten von mehreren hundert tausend Franken bis zu höheren Millionenbeträgen – je nach Banken – zu rechtfertigen. Derzeit zweifeln Experten daran. Auch der erläuternde Bericht vermag nicht zu argumentieren, wie die Abschaffung dieses Standards gängige Praxen verändert oder gar verbessert.

Das Argument der besseren internationalen Vergleichbarkeit und Anerkennung, die durch die Abschaffung des SA-CH erreicht werden sollen, ist für die grosse Mehrheit der Banken, die den SA-CH verwenden, aufgrund ihrer inlandorientierten Geschäftsausrichtung ohnehin nicht relevant. Es sei in diesem Zusammenhang daran erinnert, dass die Vorgaben des Basler Ausschusses grundsätzlich nicht für kleine und mittlere, inlandorientierte Banken gedacht sind, sondern eine Initiative für die Harmonisierung der Eigenmittel- und Liquiditätsvorschriften für international aktive Banken darstellen.

Bisher galt der Grundsatz, dass für kleine und mittlere Banken einfach anzuwendende Regeln gelten sollen. Die internationalen Vorschriften sind nicht klarer und teilweise gar sehr komplex, und sie sind nicht auf Schweizer Verhältnisse und Eigenheiten ausgerichtet. Mit den geplanten Anpassungen würde für kleinere und mittlere Banken keine angemessene und pragmatische Lösung mehr bestehen.

Gleichzeitig wird der SA-BIZ, gemessen an den zu haltenden Eigenmitteln, gegenüber dem SA-CH attraktiver, und es wird für Banken mit SA-CH ein starker Anreiz geschaffen, auf den SA-BIZ umzustellen. Im Unterschied zur im Anhörungsentwurf vorgesehenen vorgeschriebenen und sofortigen Umstellung auf den SA-BIZ ist die Schaffung eines Anreizes zur Umstellung nicht nur aus Sicht der Um-

stellungskosten für die Banken sinnvoll, sondern entspricht auch allgemein anerkannten ökonomischen, marktwirtschaftlichen und staatspolitischen (Verhältnismässigkeit und Subsidiarität) Grundsätzen.

Gemäss dem Erläuterungsbericht der Eidgenössischen Bankenkommission (EBK) zur Umsetzung von Basel II in der Schweiz vom September 2005 sollte „möglichst wenig am bewährten und überall installierten schweizerischen System geändert werden“ (S. 8). Dadurch wollte man einerseits an die bewährte – in einzelnen Teilen Basel II gegenüber sogar überlegene, weil risikosensitivere – schweizerische Regulierung anknüpfen und andererseits auch den Umstellungsaufwand bei den Banken möglichst gering halten. Am Gehalt dieser Argumentation bzw. an der Wünschbarkeit einer pragmatischen schweizerischen Umsetzung hat sich durch die Finanz- und „sovereign debt“ Krise nichts geändert.

Too big to fail

Die im erläuternden Bericht und im Verordnungstext gemachten Ausführungen gehen über das gesetzlich beschlossene Mass hinaus und gleichen den ursprünglich vom Bundesrat gemachten Vorschlägen, welche im Rahmen der Vernehmlassung zur Gesetzesvorlage TBTF abgelehnt wurden. Nun wird der Eindruck erweckt, jene Lösung, die aufgegeben werden musste, werde durch die Hintertüre eingeführt.

So werden Notfallpläne zu extensiv reguliert, d.h. die Anforderungen gehen derart weit, dass Banken nicht nur einen Notfallplan haben müssen, sondern bereits weitgehend die Notfallorganisation implementiert haben müssen. Dieser Aufwand übersteigt den von der Regulierungsabsicht in Aussicht gestellten Nutzen der Massnahmen. Diese Regulierung würde dazu führen, dass gerade die TBTF Banken eine Erhöhung ihres Fixkostenblocks kompensieren müssten, d.h. die Erhöhung des Eigenkapitals würde mit einer Erhöhung des allgemeinen Aufwandes zusammen gehen und damit die Kunden mehrfach direkt betreffen. Diese müssten entweder teurere Kredite oder höhere Dienstleistungstarife bezahlen.

Diese neue Vorgabe der Bankenverordnung in Kumulation mit den Neuerungen der Eigenmittelverordnung kann dazu führen, dass Banken bereits vor einer drohenden Insolvenz eine institutionelle Trennung vornehmen, die aber nicht natürlich entsteht, sondern gesetzlich gefördert wird. Dies widerspricht den Prinzipien der Wirtschaftsfreiheit sowohl der Kunden als auch der Anbieter und vor allem der Regulierungsabsicht der gesetzlichen TBTF Vorlage, welche eben kein Trennbankensystem will. Damit widerspricht die Verordnungsänderung der gesetzlichen Grundlage weil die Verordnung zu weit geht. Dieser Widerspruch bleibt in den erläuternden Unterlagen unerkannt, weil sie keine klare Regulierungsfolgeabschätzung enthalten.

Im Falle der TBTF Verordnung sind eben diese Folgeabschätzungen unerlässlich, denn hier gilt es zu modellieren, wie die finanziellen Strukturen der Banken sich verändern würden, welche Folgen dies für ihr institutionelles Gebilde hätten und wie Kunden und Finanzmarkt betroffen wären. Eine weitere Segmentierung der Banken kann dazu führen, dass die Anzahl der TBTF Institut erhöht wird, was eindeutig nicht die Intention des Gesetzes ist.

In diesem Sinne ist es nicht einmal klar, ob mit den angestrebten Änderungen tatsächlich mehr Stabilität im Bankensystem erreicht werden kann. Neben der Frage der Rechtssicherheit aller beteiligten öffnen sich Fragen von Falschanreizen in der Regulierung, die dazu führen kann, dass übermässige Restriktionen im einen durch eine übermässige Risikoneigung im anderen Bereich kompensiert werden.

III. Fazit

Der sgV lehnt die Revision ab, vor allem weil keine ausgereifte Abschätzung der Regulierungsfolgen angestellt wurde. Auch erweckt die Vorlage den Eindruck, in Eile erstellt und wenig ausgegoren zu sein. Insbesondere der erläuternde Bericht zur TBTF-Teilvorlage weit geht über die Regulierungsabsichten des Hauptberichtes TBTF und der bundesrätlichen Botschaft zum Gesetz hinaus.

Wir bitten Sie auch darum, die anbei gelegte Eingabe der „Chambre Vaudoise des Arts et Métiers“ zu berücksichtigen.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Gewerbeverband sgV



Hans-Ulrich Bigler
Direktor



Henrique Schneider
Ressortleiter

Beilage

- erwähnt



Route du Lac 2
1094 Paudex

Case postale 1215
1001 Lausanne

Tél. 021 796 33 00
Fax 021 796 33 11
info@centrepatronal.ch
www.centrepatronal.ch

UNION SUISSE DES ARTS ET
MÉTIER (USAM)
M. Henrique Schneider
Schwarztorstrasse 26
Case postale
3001 BERNE

Paudex, le 5 janvier 2012
SB/ra

Révision de l'ordonnance sur les fonds propres : Bâle III et *too big to fail* Consultation

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 17 novembre 2011, nous invitant à participer à l'audition interne de l'USAM sur le sujet susmentionné, nous vous communiquons ci-après notre position.

I. Généralités et bases légales

La Suisse n'a pas échappé à la crise financière mondiale de 2007-2008. Les turbulences qui ont alors agité les marchés financiers ont aussi touché notre secteur bancaire, en particulier les deux grandes banques, Crédit Suisse (CS) et UBS, frappant en particulier la seconde. Face à cette crise a émergé sur les scènes internationale et nationale un consensus pour imposer au secteur bancaire en général des prescriptions plus exigeantes en matière de fonds propres ainsi que des règles particulières encore plus strictes pour les établissements financiers qui remplissent des fonctions systémiques soit au bénéfice d'une économie nationale soit au profit du système financier global (d'où la définition par le Conseil de stabilité financière, FSB, des G-SIFI : *Global Systematically Important Financial Institutions*).

En vue de raffermir les prescriptions en matière de fonds propres au niveau international, une nouvelle réglementation a été élaborée sous l'égide du Comité de Bâle (*accord Bâle III*). Le Département fédéral des finances (DFF) et l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) souhaitent maintenant transposer ce nouveau standard international en droit suisse par le biais d'une réforme de l'ordonnance du 29 septembre 2006 sur les fonds propres et la répartition des risques des banques et des négociations en valeurs mobilières (ordonnance sur les fonds propres, OFR).

Nous notons que l'art. 98 de la Constitution fédérale (Cst.) fournit une assise constitutionnelle à cet effet et que la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne (loi sur les banques, LB) représente une base légale plus que suffisante, car l'art. 4 al. 1 LB impose à chaque banque de disposer, sur une base consoli-

dée, d'un volume suffisant de fonds propres et de liquidités, et l'art. 4 al. 2 LB attribue au Conseil fédéral la compétence de définir les éléments constituant ces fonds propres et les liquidités et d'en fixer les exigences minimales en fonction du genre d'activité et des risques, la FINMA pouvant quant à elle édicter des dispositions d'exécution.

En ce qui touche plus particulièrement aux risques systémiques que les deux grandes banques suisses, UBS et Crédit suisse, font courir à l'économie helvétique et au système financier global – ces deux instituts figurent sur la listes des 29 établissements de la catégorie G-SIFI qui ne peuvent être exposés au risque d'une faillite sans précautions particulières (*too big to fail*) –, le Conseil fédéral a initié dès l'automne 2009 un projet d'adaptation de la LB. Ce processus appelé projet TBTF (*too big to fail*) a abouti à la réforme de la loi sur les banques du 30 septembre 2011. Celle-ci amène le DFF à soumettre à consultation le projet d'introduction dans l'OFR d'un nouveau titre 5 consacré aux «exigences particulières pour les banques d'importance systémique».

Dans la mesure où ces deux processus de réforme de l'OFR sont étroitement liés, dû à leur origine commune dans la crise financière susmentionnée, et que l'ensemble de cette révision est chapeauté par le Service juridique du DFF, nous répondons aux deux objets dans la présente prise de position. Nous traitons cependant chaque sujet dans une subdivision séparée.

II. La réforme de l'OFR en vue de la mise en œuvre de l'accord Bâle III

1) Résumé de l'accord Bâle III

De 2010 à 2011, les *Governors and Heads of Supervision* (GHOS, des représentants des principales banques centrales des pays industrialisés réunis sous l'égide de la Banque des règlements internationaux, BRI), ont adapté pour la troisième fois des recommandations formulées initialement en 1988 (accord Bâle I) visant à assurer la stabilité du système bancaire international en fixant une limite minimale à la quantité de fonds propres des banques. L'objectif de l'accord Bâle III est de combler des lacunes dans le dispositif précédent (Bâle II, 2004) en y joignant les renforcements apparus nécessaires lors de la récente crise financière. Celle-ci a en effet révélé une insuffisance de fonds propres de nombreuses banques, notamment sous forme de volants de sécurité capables d'absorber les pertes et dépassant les exigences réglementaires applicables en permanence, ainsi qu'un manque en matière de couverture de certains risques de contrepartie par les fonds propres.

L'accord Bâle III redéfinit les fonds propres indispensables aux banques en vue d'une meilleure capacité d'absorption des pertes. S'y ajoutent diverses innovations qui entraînent un changement dans la définition des actifs pondérés en fonction des risques et qui impliquent donc une modification du dénominateur des *ratios* de fonds propres. En outre, entre dans la nouvelle définition internationale des fonds propres nécessaires la notion de volants de sécurité. Le but de ces volants est que les banques accumulent des capitaux pendant les périodes de prospérité ou de forte croissance du crédit, de façon à pouvoir les libérer pour absorber les pertes en période difficile. Enfin, l'introduction d'un *ratio* (coefficient) d'endettement maximal (*leverage ratio*) et l'adoption de lignes directrices concernant le risque de liquidité complètent le nouveau dispositif prudentiel. Cependant, la révision proposée de l'OFR ne comprend pas encore de définition du *ratio* d'endettement non pondéré (*leverage ratio*) ni de nouveaux standards minimaux en matière de liquidités, car le Comité de Bâle et le G-20 ont décidé d'une période d'observation sur le fonctionnement général du dispositif Bâle III afin

d'identifier d'éventuelles conséquences inattendues pouvant survenir, avant de passer à la mise en œuvre de cette dernière étape du système.

2) *Evaluation de la reprise par la Suisse de l'accord Bâle III*

a) Des exigences accrues en matière de qualité des fonds propres

- La proposition

L'accord Bâle III exclut à l'avenir la prise en compte comme fonds propres d'éléments financiers impropres à pouvoir absorber des pertes. Les trois principales composantes des fonds propres sont classées selon des critères de qualité décroissants. La première, la plus qualitative, est constituée des fonds propres de base durs (*common equity*, CET1, art. 17 et 20 OFR-projet) ; il s'agit du capital-action, des bénéfices reportés et des réserves apparentes. La deuxième se compose des fonds propres de base supplémentaires (*additional Tier1*, AT1, art. 24 OFR-projet). Enfin il y a des fonds propres complémentaires (*Tier2*, T2, art. 27 OFR-projet) qui se composent pour l'essentiel de prêts subordonnés avec échéance finale. Quoiqu'il en soit, aux termes de l'art. 17 al. 1 OFR-projet les fonds propres doivent être versés intégralement ou être générés par des activités internes ; à l'émission, ces fonds ne peuvent donc être financés en aucune manière par des moyens existants de la banque (art. 17 al. 2 OFR-projet).

- Appréciation

La sévérité accrue du dispositif Bâle III concernant la qualité des fonds propres est une réaction politique directe, et bienvenue, liée aux conséquences de la crise financière 2007-2008. Certes, le degré qualitatif désormais plus élevé des fonds propres de base durs (CET1) restreint la possibilité pour les banques de constituer des fonds propres de qualité AT1, ce qui met plus d'une banque étrangère dans l'embarras au vu de la pratique développée sous les régimes de Bâle I et II. Mais, selon les autorités suisses, ce premier aspect de la nouvelle réglementation internationale ne pose pas de problème majeur pour la plupart des banques helvétiques qui disposent d'un bon matelas de fonds propres, tant en termes de montant qu'en termes de qualité. La moyenne des quotes-parts non pondérées de CET1 s'établit en effet déjà à 24% dans les banques suisses (hors deux grandes banques), soit à un niveau très élevé. Ce dernier est d'autant plus haut que ce calcul repose sur l'hypothèse prudente d'une hausse de 20% des actifs pondérés en fonction des risques (*Risk Weighted Assets*, RWA), sous Bâle III.

b) La définition d'un nouveau seuil quantitatif minimum de fonds propres

- La proposition

L'essentiel du projet de réforme de l'OFR consiste à transposer en droit suisse le nouveau seuil quantitatif minimal international en matière de fonds propres de base ainsi que les deux volants de fonds propres supplémentaires que les établissements financiers situés en Suisse devront également détenir dans le futur (on appelle cela couramment l'acquis «Bâle pur»).

La dotation minimale en fonds propres de base s'exprime sous la forme de trois *ratios* de fonds auxquels les banques doivent satisfaire en permanence et qui sont calculés par rapport à leurs positions pondérées des risques (art. 37-38 OFR-projet) : le *ratio* de fonds propres de base durs (CET1, art. 17 et 20 OFR-projet) qui s'élève à 4,5% des positions pondérées, le *ratio* de fonds propres de base additionnels (Tier1) qui est de 6% des positions pondérées et, enfin, le *ratio* de fonds propres globaux qui doit mesurer 8% de ces mêmes positions. Ce dernier et principal *ratio* doit entrer en vigueur dès le 1^{er} janvier 2013, tandis que les deux autres sont assortis de délais transitoires plus longs. Ainsi, le *ratio* de CET1 devra atteindre 3,5% en 2013 et 4% en 2014, et le *ratio* de fonds propres Tier1 valoir 4,5% en 2013 et 6% en 2014.

Si les fonds propres de base durs (CET1) sont destinés à améliorer la résistance générale du système bancaire en temps de crise en renforçant sa capacité à supporter des pertes, l'accord Bâle III exige en plus que les banques constituent un volant de fonds propres (de sécurité) qui s'élève à 2,5% du total des positions pondérées (art. 33a OFR-projet). Enfin, l'ensemble des fonds propres de base est encore à compléter par un volant variable anticyclique qui vise à renforcer spécifiquement la capacité de résistance des banques face aux risques liés à une croissance excessive du crédit, ce second volant pourra aussi atteindre jusqu'à 2,5% (art. 33b OFR-projet). D'un point de vue qualitatif, les deux volants supplémentaires de fonds propres doivent aussi être constitués de fonds propres de la plus haute qualité (CET1). Par contre, les exigences quantitatives correspondant à ces volants ne doivent pas être remplies en tout temps dans le sens qu'un établissement peut y déroger temporairement dans certaines circonstances, p. ex lors d'une crise du secteur financier qui le toucherait dans ses fondements ; aux volants d'assumer précisément à ces moments leur fonction d'absorption des pertes.

La définition précise de la hauteur du volant anticyclique interviendra à un stade ultérieur fondée sur des analyses de l'efficacité du dispositif Bâle III à l'échelle internationale. En définitive, les banques devront sous le régime complet de Bâle III détenir des fonds propres de base durs (CET1) à hauteur de 9,5% de leurs actifs pondérés en fonction des risques (*RWA*).

- Appréciation

D'après le rapport explicatif du DFF la plupart des banques suisses dispose de fonds propres de grande qualité et en quantité suffisante pour pouvoir s'adapter aux exigences issues de l'accord Bâle III dans les délais impartis. La situation favorable de nos banques s'explique notamment par le fait que la transposition en droit interne des nouvelles règles internationales entraîne parallèlement la suppression du *Swiss Finish*, c'est-à-dire des prescriptions spécifiques suisses plus sévères qui complétaient les standards internationaux valables jusqu'alors. Ces différences se traduisaient par des exigences de fonds propres supérieures en moyenne d'environ 7 à 8%.

La décision des autorités suisses de faire du standard de Bâle III le régime prudentiel unique pour le calcul des *ratios* de fonds propres minimums requis de l'ensemble des instituts financiers établis dans notre pays – mise à part les deux grandes banques –, constitue l'une des

principales conséquences réjouissantes de la réforme de l'OFR. D'une part, cela rétablit l'équité entre les banques helvétiques et leurs concurrents internationaux en matière d'exigences touchant aux fonds propres. D'autre part, les autorités de surveillance retrouvent ainsi une meilleure lisibilité de la solidité des banques suisses en comparaison avec les instituts étrangers ; et l'intégration de Bâle III en droit suisse assure à notre place financière la reconnaissance internationale en la matière. Au plan opérationnel enfin, l'adoption du dispositif Bâle III représente une simplification non négligeable pour nos banques qui n'auront à appliquer qu'un seul standard prudentiel lors de la composition, de la gestion et de la publication de l'état de leurs fonds propres, et cela facilitera également aux sociétés d'audit, à la FINMA et à la Banque nationale l'exercice de leur fonction de contrôle à cet égard.

Le rapport explicatif évoque les études d'impact qui ont été menées sur les effets quantitatifs attendus à l'échelle internationale et suisse de la mise en œuvre de l'accord Bâle III. Grâce notamment à la disparition du *Swiss Finish* susmentionné, le nouveau dispositif applicable aux fonds propres a pour résultat d'entraîner une légère baisse générale de la quantité de fonds propres nécessaires aux banques suisses (7,8% selon la FINMA). D'un point de vue de la qualité des fonds, les mêmes études révèlent que, même en supposant que les volants de fonds propres de sécurité et anticyclique soient pleinement constitués dès aujourd'hui, seules 28 banques sur plus de 300 ne respecteraient pas le *ratio* CET1 ultime de 9,5% des positions pondérées en fonction des risques. De plus, de cette trentaine d'établissements environ deux tiers atteignent d'ores et déjà le niveau qualitatif des fonds propres de base supplémentaires (Tier1), ce qui montre que même les banques qui ne répondent pas encore aux exigences de Bâle III actuellement sont en mesure d'améliorer assez rapidement la qualité de leur capitalisation afin d'atteindre ces objectifs. Enfin, puisque, hormis quelques rares exceptions, les petites et moyennes banques helvétiques répondent déjà aux normes de Bâle III, le Conseil fédéral et la FINMA estiment que toutes les banques suisses pourront satisfaire aux nouvelles normes d'ici la mise en œuvre définitive de Bâle III en janvier 2019.

En effet, l'accord Bâle III et la réforme de l'OFR y relative prévoient de longs délais transitoires afin de permettre aux banques de pouvoir s'adapter de façon échelonnée. Ainsi, la circulaire FINMA 11/2 «Volant de fonds propres et planification des fonds propres – banques», entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2011, réclame, par anticipation, l'introduction de fonds propres supplémentaires pendant un délai transitoire qui court jusqu'à fin 2016. D'un autre côté, selon Bâle III, un *ratio* de fonds propres globaux à hauteur de 8% des positions exposées à risque doit être atteint dès le 1^{er} janvier 2013. Ensuite, les autres exigences issues de l'accord Bâle III seront mises en application progressivement sur une période de cinq ans (2014 – 2018, voir ci-dessus en haut de la page 4). L'ensemble de ce processus de transition assure aux banques une adaptation progressive au nouveau cadre prudentiel, ce qui en limitera également les coûts.

En ce qui concerne finalement l'aspect financier de la mise en œuvre en Suisse des nouvelles exigences internationales en matière de fonds propres à détenir par les banques, nous notons que l'effort administratif sera supportable puisque les petits et moyens établissements anticipent

~~à cet égard des coûts de l'ordre de 300'000 francs maximum, tandis que les grands doivent s'attendre à des montants de l'ordre de 1 à 5 millions de francs, voire moins s'ils ont déjà adapté leurs systèmes internes.~~

c) Les fonds propres supplémentaires

- Proposition

L'art. 32e let. d OFR-projet prévoit à l'avenir l'exigibilité de fonds propres supplémentaires, suisses, qui s'ajoutent au dispositif minimal issu de Bâle III. Il appartient à la FINMA de fixer les instructions y relatifs, y compris la possibilité d'exempter certaines catégories de banques de cette obligation (art. 34 al. 1 OFR-projet). La FINMA a d'ores et déjà classé dans sa circulaire 11/2 les banques suisses en cinq catégories de surveillance. La catégorie 1 comprend les deux banques systémiques soumises à la réglementation particulière *too big to fail*, les catégories 2 à 4 forment quant à elles un groupe d'établissements à risque accru auquel il est imposé des exigences de fonds propres supérieures au standard minimal Bâle III (nous observons néanmoins que la catégorie 2 n'inclut qu'une poignée de banques). La catégorie 5 enfin regroupe la grande majorité des banques qui doivent uniquement satisfaire aux exigences minimales de Bâle III.

- Appréciation

Nous admettons que les spécificités liées à l'économie et à la place financière suisses, principalement la taille ou l'importance régionale de certaines banques – sans être pour autant de nature systémique pour tout le pays – peuvent requérir la possibilité pour le régulateur suisse de leur imposer des mesures prudentielles qui excèdent le cadre minimal international. Toutefois, en vue de préserver la compétitivité internationale des banques suisses, nous demandons que ces fonds propres supplémentaires se composent de fonds de qualité CET1 uniquement jusqu'à la hauteur du seuil de Bâle III et qu'au-delà soient utilisés systématiquement des fonds propres de qualité AT1 (appelés précisément « fonds supplémentaires ») ou de niveau AT2 (« fonds complémentaires »). En d'autres termes : nous refusons que la FINMA puisse réintroduire, grâce à une interprétation extensive de l'art. 34 OFR-projet, un nouveau *Swiss Finish*.

3) *Conclusion : les conséquences macroéconomiques attendues de l'accord Bâle III*

Les exigences accrues issues de l'accord Bâle III en matière de détention de fonds propres calculés en fonction des positions à risque pondérées génèrent des coûts d'adaptation aux banques et amoindrissent leurs attentes de gain par rapport aux risques pris. Elles sont donc susceptibles de reporter tout ou partie de ces inconvénients sur leur clientèle, par le biais d'un renchérissement de l'offre de crédit, ce qui, en retour, pourrait agir négativement sur la croissance économique, nuire au PIB et se faire ressentir, à terme, sur l'emploi.

Différentes études macroéconomiques citées dans le rapport explicatif ont confronté, à l'aide de modélisations prospectives, les bénéfices escomptés de la diminution de la fréquence et de l'intensité des crises financières et économiques grâce à une meilleure capitalisation des banques aux coûts liés au renforcement des exigences en matière de fonds propres et de liquidités. Les calculs effectués

par le *Macroeconomic Assessment Group* (MAG), mandaté par le Comité de Bâle, tablent sur un recul du PIB de moins de 0,2% au bout de quatre ans et demi en moyenne pour l'ensemble des pays soumis à l'accord Bâle III.

Nous notons par ailleurs que l'économie suisse profite de taux d'intérêt très avantageux en comparaison internationale et que l'investissement étranger dans notre pays reste à fin 2011 à un niveau élevé malgré le perceptible tassement économique. En outre, seul environ 30% des PME suisses ont recours à des crédits bancaires et les grandes entreprises disposent sur le marché des capitaux d'autres moyens de financement. Le Conseil fédéral conclut que le volume des crédits influant directement sur la croissance est nettement plus faible en Suisse qu'ailleurs et que notre pays devrait dès lors se situer en deçà de la baisse moyenne du PIB pronostiqué par le MAG. En définitive, de l'avis des autorités suisses les conséquences économiques négatives liées à l'adoption par notre pays de l'accord Bâle III seront faibles, en partie grâce à la longue durée des délais transitoires. En revanche, le Conseil fédéral et la FINMA estiment, sur la base des études disponibles, que la Suisse bénéficiera à moyen et à long terme d'une stabilité accrue des marchés financiers.

Enfin, pour ce qui concerne la latitude laissée aux banques de s'exposer aussi à l'avenir à des risques – en vue d'intéressantes marges bénéficiaires –, nous signalons qu'avec un *ratio* de fonds propres s'élevant à 8% (1.1.2013), elles pourront toujours disposer de positions pondérées représentant 12,5 fois les fonds propres nécessaires en garantie, et lorsque le seuil minimal atteindra 9,5% (1.1.2019), leurs engagements à risque continueront à pouvoir excéder 10,5 fois leurs actifs. Or, rappelons, pour illustrer la hauteur des risques potentiels générés par le secteur financier pour la Suisse, qu'uniquement sur territoire helvétique les banques gèrent des actifs avoisinant 5400 milliards de francs alors que le PIB national s'élève à environ 546,6 milliards ; l'ensemble des recettes publiques suisses compte environ 191,7 milliards de francs et celles de la Confédération seulement 62 milliards (état en décembre 2010). Considérant d'un côté l'ampleur particulièrement élevée de l'activité bancaire en Suisse et de l'autre la grande marge de manœuvre en matière d'engagement financier – et de prise de risque y reliée – qui subsiste pour les banques sous le nouveau régime prudentiel instauré par l'accord Bâle III, il est à la fois souhaitable et acceptable que notre pays transpose en droit interne les nouvelles exigences en matière de fonds propres qui ont été adoptées sur le plan international après la crise financière de 2007-2008.

III. L'adaptation de l'OFR pour pallier les risques systémiques – *too big to fail*

1) *En général*

A l'opposé des petites et moyennes banques suisses dont les dotations en fonds propres sont la plupart du temps de la plus haute qualité (CET1), les deux grandes banques, CS et UBS, ont largement exploité les faiblesses inhérentes aux accords Bâle I et II afin d'optimiser en apparence leurs fonds propres. Dès lors, ces deux instituts sont plus fortement concernés par l'accord Bâle III et sa sévérité accrue, en particulier s'agissant de la qualité des fonds propres à déterminer. Les grandes banques auront donc besoin des délais transitoires fixés par le système Bâle III et l'OFR révisée.

Mais surtout, CS et UBS sont d'importance systémique pour l'économie suisse et pour le système financier global. Ces deux établissements ne pouvant être exposés au risque d'une faillite sans précautions spécifiques, le Conseil fédéral a mis

en route un projet de révision de la LB (projet TBTF, *too-big-to-fail*) qui a abouti en automne 2011 ; cette réforme amène désormais le gouvernement et la FINMA à proposer l'introduction d'un nouveau titre 5 dans l'OFB consacré aux exigences particulières pour les banques d'importance systémique.

2) Le régime applicable aux banques systémiques selon LB, OB et OFB révisées

Les nouveaux titres 5 OFB (art. 123a-125k) et 6a et 6b (art. 21-22b) de l'ordonnance du 17 mai 1972 sur les banques (OB) complètent et précisent le projet TBTF tel qu'il a été réalisé par l'insertion dans la LB du chapitre V (art. 7-10a) en 2011.

Pour rappel, en plus des exigences liées à l'accord Bâle III, les banques systémiques suisses doivent satisfaire aux quatre mesures particulières suivantes :

(1) Elles doivent renforcer à un niveau spécifique leurs fonds propres : 4,5% de fonds propres de base durs (CET1, niveau Bâle III), 8,5% d'actifs pondérés à risque de rang CET1 en guise de volant de sécurité (mais 3% peut être du capital convertible, CoCo, à condition que la conversion en CET1 ou l'abandon de créances générateur de CET1 soit déclenché à un niveau CET1 égal à 7% des positions). De plus, les banques systémiques doivent établir un volant de fonds propres progressif s'élevant au total à 6% des actifs à risque (CoCo à convertir au plus tard à un niveau CET1 égal à 5% des positions pondérées). Enfin, ces mêmes banques doivent aussi détenir le volant de fonds propres anticyclique issu de Bâle III (2,5% CET1). En tout, Bâle III combiné avec les réformes de la LB, OFB et OB imposent aux banques systémiques suisses des exigences totales de fonds propres qui s'élèvent à 19% des positions pondérées à risque, dont 10% au moins doivent être des fonds propres de base durs (CET1) et 9% au maximum des CoCo. Enfin, ces *ratios* de fonds propres fondés sur les risques se doublent d'un *ratio* d'endettement maximal (*leverage ratio*) qui se monte à 5% de l'engagement total non pondéré de la banque. En définitive, le principal but poursuivi par ce système complexe de fonds propres (et en particulier des volants de sécurité, anticyclique et progressif) consiste à absorber graduellement les éventuelles pertes subies par les banques, lors d'une nouvelle crise financière, sans qu'elles passent en dessous des seuils minimaux requis et d'assurer, en cas de menace d'insolvabilité, le maintien de leurs fonctions indispensables (nouvel art. 9 al. 2a LB).

(2) Les banques d'importance systémique doivent à l'avenir disposer d'une dotation en liquidités qui garantisse une meilleure capacité d'absorption des chocs que les autres banques afin d'être capables de remplir leurs obligations de paiement même si elles se trouvent dans une situation financière exceptionnellement difficile (nouvel art. 9 al. 2 let. b LB). Les exigences particulières en matière de liquidités devant être définies par une ordonnance séparée, nous attendons l'adoption de cette réglementation.

(3) Le projet TBTF est porté dès ses débuts par la volonté de diversifier les risques pris entre les banques et le souhait de réduire ainsi les interdépendances dans le secteur bancaire national. En plus, du fait que l'endettement global des banques systémiques sera à l'avenir limité à 5% de leurs actifs non pondérés, l'art. 123m OFB-projet stipule qu'un gros risque pris par une telle banque envers un autre établissement peut « représenter au plus 25% des fonds propres de base durs, pour autant que ceux-ci ne soient pas utilisés pour couvrir la composante progressive ». Il faut donc souligner que les deux grandes banques seront, aussi dans leurs relations interbancaires, soumises à des exigences particulières.

rement sévères puisque la totalité des fonds propres ne peut pas être prise en compte mais exclusivement les fonds propres de la plus haute qualité (CET1, rapport explicatif, p. 28).

(4) Finalement, le projet TBTF inclut en guise de dernière mesure la nécessité pour les banques d'importance systémique d'adapter leurs structures institutionnelles internes de telle sorte qu'elles soient aptes à sauvegarder ces fonctions indispensables au reste de l'économie même en cas de menace d'insolvabilité (art. 9 al. 2 let. 2 d LB). Il est de la responsabilité des banques concernées de prouver qu'elles ont pris les mesures adéquates afin de satisfaire à cette exigence ; à défaut, la FINMA peut « ordonner les mesures nécessaires » (art. 10 al. 2 LB *in fine*).

Lors de la réforme de la LB incluant l'adoption des mesures institutionnelles ni leur forme ni leur degré de contrainte pour les grandes banques n'étaient encore très clairement établis. La réforme actuelle de l'OB (chapitre 6a et 6b, art. 21 à 22b) apporte les précisions nécessaires à ce sujet. Le chapitre 6a régit l'instauration du plan d'urgence qui doit garantir la poursuite ininterrompue des fonctions indispensables à l'économie suisse. A la lecture des articles 21 à 21c OB-projet, il apparaît que les banques systémiques peuvent prévoir elles-mêmes les méthodes afin d'atteindre les objectifs fixés en fonction de leur structure d'entreprise. Les établissements ne se voient, en particulier, pas imposer une variante organisationnelle fixe telle que le transfert d'emblée de fonctions systémiques auprès d'une entité juridique indépendante, pour autant que ces fonctions soient susceptibles d'être poursuivies sans interruption, indépendamment des autres parties de la banque, en cas de menace d'insolvabilité (art. 21 al. 1 OB-projet). Par contre, le plan d'urgence doit exposer les mesures garantissant la poursuite de ces fonctions dans de telles circonstances, et la FINMA évalue l'efficacité et l'application des mesures présentées dans le plan d'urgence en relation avec une menace d'insolvabilité de la banque (art. 21 a OB-projet). A ce titre, il faut que la FINMA soit convaincue que les mesures prévues dans le plan d'urgence peuvent être exécutées « sans délai », c'est-à-dire en l'espace d'un weekend (rapport explicatif OFR/OB-TBTF, p. 11-12).

Outre l'établissement du plan d'urgence, les banques d'importance systémique doivent remettre à la FINMA un plan de stabilisation (*recovery plan*) dont la mise en œuvre doit garantir la stabilité suffisante de la banque pour pouvoir poursuivre ses activités en temps de crise aigüe sans intervention de l'Etat (*going concern*) ainsi qu'un plan de liquidation (*resolution plan*) qui présente les stratégies à employer en vue de son assainissement ou de sa liquidation éventuelle (*gone concern*) (chapitre 6b, art. 22 à 22b OB-projet). Grâce à la réalisation de l'ensemble de ces mesures organisationnelles sous le contrôle étroit de la FINMA, et son intervention décisionnaire le cas échéant, il devrait être assuré que l'Etat ne soit plus forcé d'intervenir financièrement afin de soutenir, voire de sauver une banque, parce que son éventuelle insolvabilité menace le bon fonctionnement de services financiers qui sont d'importance systémique pour l'économie suisse.

3) *Evaluation finale de la réglementation TBTF*

Lors de l'audition interne de l'usam concernant la réforme partielle de la loi sur les banques, nous avons approuvé le projet TBTF, avec quelques réserves, parce qu'il est respectueux des principes fondamentaux d'une économie libre de marché (art. 94 à 96 Cst.).

L'introduction dans l'ordre juridique suisse d'un cadre prudentiel spécifique aux banques d'importance systémique (TBTF) constitue une charge supplémentaire pour ces établissements (comparé aux obligations liées à l'accord Bâle III, le régime TBTF demande 40% de plus de fonds propres CET1 et 80% de plus en capital total). Mais les activités de CS et UBS représentent un multiple du PIB suisse (celui-ci est d'environ 546,6 milliards de francs tandis que CS a plus de 1 milliard de francs d'actifs et gère une fortune de 1253 milliards [2010] et UBS a 1,4 milliard de francs d'actifs [2011] et une fortune sous gestion de 2152 milliards [2010]).

Face aux risques pour l'économie suisse inhérents à ces montants toujours très considérables, il est réjouissant de noter que, grâce notamment aux nouvelles règles prudentielles déjà en vigueur, les deux grandes banques ont sensiblement amélioré l'état de leurs fonds propres (CS annonce un *ratio* de Tier1 de 17,2% et UBS de 18,4%) et que ces deux instituts ont diminué de respectivement 35% (CS) et 44% (UBS) leurs actifs dits « pondérés au risque » (Journal *Le Temps* du 20.12.2012, calculs selon l'agence *Bloomberg*). Ainsi, plutôt que d'augmenter leurs fonds propres à tout va, ce qu'a fait la plupart des banques européennes en profitant des prêts généreux d'argent effectués par les Etats et la Banque centrale européenne (BCE), CS et UBS, en misant sur une réduction mesurée de leurs actifs, ont agi sur le rapport entre le capital disponible et leurs engagements. Or ce *ratio/coefficient* constitue le cœur de la réforme de l'accord Bâle III et cette reconfiguration entre capital disponible et risques pris correspond également à la « philosophie » poursuivie par le projet TBTF. Dès lors, les leviers incitatifs propres au système de l'accord Bâle III, et davantage encore au projet TBTF, ont déjà montré des effets tangibles sur les deux grandes banques et sur les risques auxquels elles s'exposaient dans le passé, dû à la plus grande marge de manœuvre autorisée alors par les dispositifs de Bâle I et II.

Il apparaît en conclusion que la réglementation TBTF, à présent achevée avec les révisions de l'OFPR et de l'OB, outre de respecter l'ordre constitutionnel suisse et d'être délimité par un cadre légal clair, se voit portée par les principes d'autonomie et de responsabilité privée, marquée d'une grande flexibilité institutionnelle et généralement empreinte du respect du principe de la proportionnalité. La transposition en droit suisse de l'accord Bâle III, et y joint le régime TBTF interne pour nos banques d'importance systémique, constitue donc un compromis tout helvétique et acceptable entre d'un côté la prise en compte indispensable des leçons de la crise financière 2007-2008 et de l'autre le besoin tout aussi impérieux pour l'économie suisse de veiller précieusement à la compétitivité internationale de nos banques grâce à des conditions-cadres qui leur restent favorables.



Pour les raisons exposées, et en tenant compte des quelques remarques faites, notamment à la p. 6 au sujet des fonds propres supplémentaires, nous acceptons les modifications proposées des ordonnances fédérales sur les fonds propres (OFPR) et sur les banques (OB). Nous attendons cependant le projet d'ordonnance sur les liquidités que le Conseil fédéral mettra en consultation en temps voulu. Enfin, nous attachons une importance particulière à ce que les délais de transition prévus dans les projets Bâle III et TBTF soient respectés et que les autorités suisses tiennent en particulier compte de l'évolution des délais internationaux liés à la mise en œuvre des exigences concernant les liquidités, l'introduction d'un leverage ratio et les dispositions particulières applicables aux G-SIFI, afin que les banques suisses, qui restent indispensables

à l'économie nationale, puissent s'adapter sans heurt au nouvel environnement réglementaire.



Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ce qui précède et vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

CHAMBRE VAUDOISE DES ARTS ET METIERS



Stéphane Bloetzer

II. Departement

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Frau Petra Schöb
Einsteinstrasse 2
3013 Bern

Bundesplatz 1
CH-3003 Bern
Telefon +41 31 327 02 11
Fax +41 31 327 02 21
<http://www.snb.ch>

Bern, 16. Januar 2012

Finanzstabilität

Stellungnahme der SNB zur Anhörung "FINMA-Rundschreiben zu anrechenbaren Eigenmitteln, Markt- und Kreditrisiken, Offenlegung und Risikoverteilung"

Sehr geehrte Frau Schöb

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, im Rahmen der Anhörung zum neuen FINMA-Rundschreiben (RS) 13/x „Anrechenbare Eigenmittel“ und den vorgeschlagenen Änderungen der FINMA-RS 08/19, 08/20, 08/22 und 08/23 Stellung zu nehmen. Unsere Stellungnahme betrifft das neue FINMA-RS 13/x „Anrechenbare Eigenmittel“ und die vorgeschlagenen Änderungen im FINMA-RS 08/23 „Risikoverteilung Banken“.

1) FINMA-RS 13/x „Anrechenbare Eigenmittel“

Für die Nationalbank ist es zentral, dass das Wandlungskapital den internationalen Mindeststandards genügt. Nur so kann sichergestellt werden, dass das in der Schweiz anrechenbare Wandlungskapital international auf breite Akzeptanz stossen wird und sich ein ausreichend grosser Sekundärmarkt entwickeln kann. Zurzeit werden international nur Instrumente anerkannt, welche die Verpflichtung durch Wandlung in hartes Kernkapital oder durch Forderungsverzicht vollständig und dauerhaft untergehen lassen („Fully convert to Common Equity Tier 1 through a *permanent* write-off or conversion to common shares¹). Systemrelevante Banken können in der Schweiz daher auch nur Instrumente anrechnen lassen, welche diesen Anforderungen genügen. Dasselbe sollte für alle Banken gelten.

Aus diesen Überlegungen schlägt die Nationalbank deshalb vor, RZ 6.19 wie folgt anzupassen:

- „Der Forderungsverzicht kann sich auf einen Teil des Nominalbetrages beschränken muss vollständig sein.“

¹ Basler Ausschuss, Global systemically important banks: assessment methodology and the additional loss absorbency requirement, November 2011, Seite 26, Annex3 Ziffer 1. <http://www.bis.org/publ/bcbs207.pdf>. Auch das Standard Term Sheet der Europäischen Bankenaufsichtsbehörde verlangt eine vollständige und dauerhafte Wandlung. <http://www.eba.europa.eu/capitalexercise/2011/2011-EU-Capital-Exercise.aspx>.

- Wenn der Forderungsverzicht vollständig sein muss, werden die RZ 6.20 – 6.26 hinfällig.

Die Nationalbank argumentiert, dass auch die Möglichkeiten für eine Teilnahme an der Erholung für alle Banken gleich geregelt und somit auf Optionselemente beschränkt sein sollten. Denn Gewinnanteilsrechte können zu ähnlichen Problemen führen wie bei den bisherigen hybriden Instrumenten. Bei diesen Instrumenten hätten die Banken die Zinszahlung aussetzen können, wodurch die Investoren einen, wenn auch kleinen, Teil der Verluste getragen hätten. Die Banken haben jedoch bewusst auf diese Möglichkeit verzichtet, um für Investoren attraktiv zu bleiben.

Die Nationalbank schlägt deshalb vor, den Abschnitt *Teilnahmepotential bei Erholung der Bank (5.2.8.6)* im Anhörungsbericht folgendermassen zu ergänzen:

- „Dazu sind Optionselemente („Warrants“) zulässig, dürfen aber nicht mehr Gewinnpotenzial bieten als Aktien der ausgebenden Gesellschaft. Insbesondere unzulässig wäre die Verbindung von Forderungsverzichten mit künftigen Gewinnanteilsrechten.“

Entsprechend müsste RZ 6.27 wie folgt ergänzt werden:

- „Ein allfälliger Anteil des Investors an einer Besserung der finanziellen Lage der Bank nach einem erfolgten Forderungsverzichts in Form von Optionselementen („Warrants“)“

Unten ist noch ein redaktioneller Kommentar aufgeführt:

- RZ 10 verweist auf Art. 28 Abs. 5 ERV. Im E-ERV hat Art. 28 aber nur vier Absätze.

2) **FINMA-RS 08/23 „Risikoverteilung Banken“**

Aus Perspektive der Finanzstabilität begrüsst die SNB die vorgeschlagene Begrenzung der Interbankforderungen gegenüber systemrelevanten Banken, die eine tragende Säule für die Lösung der TBTF-Problematik darstellt. Dadurch werden bei einem allfälligen Ausfall einer systemrelevanten Bank direkte Ansteckungseffekte reduziert.

Wie bereits vor Eröffnung dieser Anhörung angedeutet, ist die Nationalbank jedoch der Ansicht, dass die Revision einen Schritt weiter Richtung Harmonisierung mit der aktuellen EU-Richtlinie² gehen sollte. Konkret sollte mit einer Ergänzung der ERV sichergestellt werden, dass gegenüber systemrelevanten Banken für Positionen auf Sicht und *Overnight* keine Erleichterungen gewährt werden. Die vorliegende Fassung der E-ERV in Kombination mit dem Rundschreiben würde Banken erlauben, gegenüber einer einzelnen Gegenpartei ungedeckte Positionen aufzubauen, die bis zu über 300% ihrer anrechenbaren Eigenmittel betragen.

Ohne Erleichterungen für Positionen auf Sicht und *Overnight* gegenüber systemrelevanten Banken wäre das Klumpenrisiko einer Bank gegenüber einer systemrelevanten Bank,

² Siehe Directive 2006/48/EC.

unabhängig von der Laufzeit der Position und des Ratings der systemrelevanten Bank auf 25% der Eigenmittel beschränkt. Dadurch wird sichergestellt, dass im Sinne des Schweizer Lösungsansatzes zur Entschärfung der TBTF-Problematik der staatliche Rettungszwang bei drohender Insolvenz einer systemrelevanten Bank effektiv reduziert wird.

Im Detail erachtet die Nationalbank diese Anpassung aus folgenden Gründen als notwendig:

- Die vorliegende Fassung erlaubt Banken kurzfristige, ungedeckte Positionen gegenüber einer systemrelevanten Bank zu halten, die bis zu über 300% ihrer anrechenbaren Eigenmittel betragen. Dadurch entsteht ein aus Sicht der TBTF-Problematik nicht tragbares Ansteckungspotenzial. Ohne die Erleichterungen für Positionen auf Sicht und *Overnight* gegenüber systemrelevanten Banken würde dieses Ansteckungsrisiko auf ein akzeptables Niveau reduziert.
- Die vorliegende Fassung führt zur paradoxen Situation, dass Banken in der Schweiz sich gegenüber einer systemrelevanten Bank stärker exponieren können als Banken innerhalb der EU gegenüber irgendeiner Bank. Die aktuellen Richtlinien der EU in Anwendung seit 31. Dezember 2010 sehen für kurzfristige Positionen keine grundsätzlichen Ausnahmen mehr vor. Die Aufhebung der Erleichterungen würde somit einen Schritt Richtung angestrebte Kompatibilität mit den einschlägigen internationalen Referenzstandards darstellen.
- Die vorliegende Fassung führt zur paradoxen Situation, dass bei grösseren Banken die maximal zulässige Höhe von sehr kurzfristigen Positionen gegenüber systemrelevanten Banken im Verhältnis zu den anrechenbaren Eigenmitteln grösser sein kann als bei kleineren Banken. Ohne die Erleichterungen für Positionen auf Sicht und *Overnight* gegenüber systemrelevanten Banken wäre dieses Problem gelöst.
- Die Reduktion der allgemeinen Klumpenrisikoobergrenze gegenüber systemrelevanten Banken mit gleichzeitiger Beibehaltung der Erleichterung für Positionen auf Sicht und *Overnight* erhöht den Anreiz, für die Finanzierung am Interbankenmarkt noch stärker als bisher sehr kurzfristige Positionen einzugehen. Ohne die Erleichterungen für Positionen auf Sicht und *Overnight* gegenüber systemrelevanten Banken würde dieser Anreiz entfallen.
- In der aktuellen Situation hätte die Einführung dieser Massnahme keine Folgen für die potenziell betroffenen Banken. Die beiden Grossbanken UBS und Credit Suisse, die gemäss TBTF Expertenbericht³ klar als systemrelevant einzustufen sind, weisen zurzeit Ratings auf, die keine Anwendung der Erleichterungen auf Sicht und *Overnight* mehr erlauben. Die Aufhebung dieser Erleichterungen würde somit aktuell für den Schweizer Bankensektor keine zusätzliche Einschränkung bedeuten. Mittelfristig, bzw. falls sich die Ratings dieser Banken wieder erholen sollten, würde diese Massnahme jedoch die potenzielle Gefahr einer durch einen Ausfall einer systemrelevanten Bank ausgelösten Systemkrise signifikant reduzieren.

³ Schlussbericht der Expertenkommission zur Limitierung von volkswirtschaftlichen Risiken durch Grossunternehmen, September 2010.

Die SNB setzt sich darum ein, dass die ERV folgendermassen ergänzt wird:

- Art. 103 Absatz 3: Keine Erleichterungen im Sinne von Absatz 2 Buchstabe g dürfen gewährt werden, wenn es sich bei der Gegenpartei um eine national oder international als systemrelevant bezeichnete Bank oder Finanzgruppe handelt.

Entsprechend schlägt die SNB deshalb vor, RZ 12.1 wie folgt anzupassen:

- „In Abweichung von Art. 115 Abs. 1 ERV und in Anwendung von Art. 103 Abs. 2 Bst. g ERV wird der Risikogewichtungssatz für Positionen auf Sicht und Over-night gegenüber einer Bank nach Art. 49 Abs. 2 Ziff. 4 ERV i.V.m. Art. 55 Abs. 1 ERV mit einem Rating der Ratingklassen 1 oder 2, sofern es sich dabei nicht um eine national oder international als systemrelevant bezeichnete Bank handelt, sowie gegenüber Kantonalbanken, für deren sämtliche nicht nachrangige Verbindlichkeiten der Kanton haftet, wie folgt festgesetzt:“

Für Rückfragen stehen wir Ihnen selbstverständlich gern zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen
Schweizerische Nationalbank



Dr. Robert Bichsel
Leiter Bankensystem



Dr. Jürg Blum
Leiter Systemrelevante Banken

Kopie:

Daniel Roth, Generalsekretariat EFD



II. Departement

Herr Daniel Roth
Generalsekretariat EFD
Bundesgasse 3
3003 Bern

Bundesplatz 1
CH-3003 Bern
Telefon +41 31 327 02 11
Fax +41 31 327 02 21
<http://www.snb.ch>

Bern, 16. Januar 2012

Finanzstabilität

Stellungnahme der SNB zu den Revisionen der Eigenmittel- und Bankenverordnung

Sehr geehrter Herr Roth

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, im Rahmen der Anhörung zu den Revisionen der Eigenmittelverordnung und der Bankenverordnung Stellung zu nehmen. Unsere Stellungnahme gliedert sich in fünf Teile:

1. Geänderte Risikoverteilungsvorschriften
2. Bankenverordnung und Eigenmittelverordnung (too big to fail)
3. Eigenmittelverordnung (Basel III)
4. Antizyklischer Puffer
5. Risikogewichtung für Wohnliegenschaften

1) Geänderte Risikoverteilungsvorschriften

Aus Perspektive der Finanzstabilität begrüsst die SNB die vorgeschlagene Begrenzung der Interbankforderungen gegenüber systemrelevanten Banken, die eine tragende Säule für die Lösung der TBTF-Problematik darstellt. Dadurch werden bei einem allfälligen Ausfall einer systemrelevanten Bank direkte Ansteckungseffekte reduziert.

Die Nationalbank ist jedoch der Ansicht, dass die Revision einen Schritt weiter Richtung Harmonisierung mit der aktuellen EU-Richtlinie¹ gehen sollte. Konkret sollte mit einer Ergänzung der ERV sichergestellt werden, dass gegenüber systemrelevanten Banken für Positionen auf Sicht und *Overnight* keine Erleichterungen gewährt werden. Die vorliegende Fassung der E-ERV in Kombination mit dem Rundschreiben würde Banken erlauben, gegenüber einer einzelnen Gegenpartei ungedeckte Positionen aufzubauen, die bis zu über 300% ihrer anrechenbaren Eigenmittel betragen.

¹ Siehe Directive 2006/48/EC.

Ohne Erleichterungen für Positionen auf Sicht und *Overnight* gegenüber systemrelevanten Banken wäre das Klumpenrisiko einer Bank gegenüber einer systemrelevanten Bank, unabhängig von der Laufzeit der Position und des Ratings der systemrelevanten Bank, auf 25% der Eigenmittel beschränkt. Dadurch wird sichergestellt, dass im Sinne des Schweizer Lösungsansatzes zur Entschärfung der TBTF-Problematik der staatliche Rettungszwang bei drohender Insolvenz einer systemrelevanten Bank effektiv reduziert wird.

Im Detail erachtet die Nationalbank diese Anpassung aus folgenden Gründen als notwendig:

- Die vorliegende Fassung erlaubt Banken kurzfristige, ungedeckte Positionen gegenüber einer systemrelevanten Bank zu halten, die bis zu über 300% ihrer anrechenbaren Eigenmittel betragen. Dadurch entsteht ein aus Sicht der TBTF-Problematik nicht tragbares Ansteckungspotenzial. Ohne die Erleichterungen für Positionen auf Sicht und *Overnight* gegenüber systemrelevanten Banken würde dieses Ansteckungsrisiko auf ein akzeptables Niveau reduziert.
- Die vorliegende Fassung führt zur paradoxen Situation, dass Banken in der Schweiz sich gegenüber einer systemrelevanten Bank stärker exponieren können als Banken innerhalb der EU gegenüber irgendeiner Bank. Die aktuellen Richtlinien der EU in Anwendung seit 31. Dez. 2010 sehen für kurzfristige Positionen keine grundsätzlichen Ausnahmen mehr vor. Die Aufhebung der Erleichterungen würde somit einen Schritt Richtung angestrebte Kompatibilität mit den einschlägigen internationalen Referenzstandards darstellen.
- Die vorliegende Fassung führt zur paradoxen Situation, dass bei grösseren Banken die maximal zulässige Höhe von sehr kurzfristigen Positionen gegenüber systemrelevanten Banken im Verhältnis zu den anrechenbaren Eigenmitteln grösser sein kann als bei kleineren Banken. Ohne die Erleichterungen für Positionen auf Sicht und *Overnight* gegenüber systemrelevanten Banken wäre dieses Problem gelöst.
- Die Reduktion der allgemeinen Klumpenrisikoobergrenze gegenüber systemrelevanten Banken mit gleichzeitiger Beibehaltung der Erleichterung für Positionen auf Sicht und *Overnight* erhöht den Anreiz, für die Finanzierung am Interbankenmarkt noch stärker als bisher sehr kurzfristige Positionen einzugehen. Ohne die Erleichterungen für Positionen auf Sicht und *Overnight* gegenüber systemrelevanten Banken würde dieser Anreiz entfallen.
- In der aktuellen Situation hätte die Einführung dieser Massnahme keine Folgen für die potenziell betroffenen Banken. Die beiden Grossbanken UBS und Credit Suisse, die gemäss TBTF Expertenbericht² klar als systemrelevant einzustufen sind, weisen zurzeit Ratings auf, die keine Anwendung der Erleichterungen auf Sicht und *Overnight* mehr erlauben. Die Aufhebung dieser Erleichterungen würde somit aktuell für den Schweizer Bankensektor keine zusätzliche Einschränkung bedeuten. Mittelfristig, bzw. falls sich die Ratings dieser Banken wieder erholen sollten, würde diese

² Schlussbericht der Expertenkommission zur Limitierung von volkswirtschaftlichen Risiken durch Grossunternehmen, September 2010.

Massnahme jedoch die potenzielle Gefahr einer durch einen Ausfall einer systemrelevanten Bank ausgelösten Systemkrise signifikant reduzieren.

Konkret könnte die notwendige Anpassung durch folgende Ergänzung der ERV erreicht werden:

- Art. 103 Absatz 3: Keine Erleichterungen im Sinne von Absatz 2 Buchstabe g dürfen gewährt werden, wenn es sich bei der Gegenpartei um eine national oder international als systemrelevant bezeichnete Bank oder Finanzgruppe handelt.

2) Bankenverordnung und Eigenmittelverordnung (too big to fail)

Die Nationalbank begrüsst die vorgeschlagene Änderung der Bankenverordnung und die besonderen Bestimmungen für systemrelevante Banken (5. Titel der Eigenmittelverordnung).

In beiden Verordnungsentwürfen ist es gelungen, die Empfehlungen der Expertenkommission sinnesgemäss umzusetzen und somit den hart erarbeiteten und breit abgestützten Kompromiss nun auf Verordnungsstufe zu verankern.

Dabei unterstützt die Nationalbank insbesondere folgende zwei Elemente:

- Nur bedingte Kapitalinstrumente, die den internationalen Mindestanforderungen (Basler Ausschuss; Europäische Bankenaufsichtsbehörde) genügen, sind zugelassen. Die Instrumente müssen verlusttragend sein, indem ein vollständiger und dauerhafter Forderungsverzicht oder eine vollständige und dauerhafte Wandlung in CET1 eintritt.
- An verschiedenen Stellen in den Erläuterungen wird klar zum Ausdruck gebracht, dass der Notfallplan grundsätzlich mit der Wandlung der tief triggernden Kapitalinstrumente ausgelöst wird. Von der Auslösung kann nur abgesehen werden, wenn äquivalente Massnahmen – insbesondere zur Weiterführung der systemrelevanten Funktionen – vorliegen. Dieser Grundsatz ist für die Wirksamkeit und Glaubwürdigkeit des Konzepts entscheidend. Aus Sicht der Nationalbank wäre dieser wichtige Grundsatz daher zwar idealerweise auf Verordnungsstufe verankert. Die Formulierung der Erläuterungen zu Art. 21c E-BankV (Auslösung des Notfallplans) stellt jedoch eine akzeptable Lösung dar.

3) Eigenmittelverordnung (Basel III)

Die Nationalbank begrüsst grundsätzlich die vorgeschlagene Schweizer Umsetzung des internationalen Regelwerkes Basel III. Positiv betonen möchten wir insbesondere, dass der Verordnungsentwurf sehr nahe an Basel III gehalten ist. Es ist begrüssenswert, dass für Schweizer Banken die Eigenmittelvorschriften via höhere erforderliche Eigenkapitalquoten und nicht wie bisher via unterschiedliche Bestimmung der gewichteten Positionen verschärft werden. Dies erhöht die Transparenz und internationale Vergleichbarkeit der Eigenkapitalquoten. Die Nationalbank unterstützt daher die Revision der

Eigenmittelverordnung mit Ausnahme folgender drei Punkte, auf welche nachfolgend genauer eingegangen wird:

- a) Freiwilliger Abzug vom harten Kernkapital an Stelle einer Risikogewichtung
- b) Anrechenbarkeit von Anleihen mit temporärem und /oder teilweisem Forderungsverzicht sowie mit Teilnahmepotenzial bei Erholung
- c) Fehlender internationaler G-SIB-Zuschlag

Am Schluss unserer Bemerkungen zur Umsetzung von Basel III folgen noch einige allgemeine redaktionelle Kommentare.

a) Freiwilliger Abzug vom harten Kernkapital an Stelle einer Risikogewichtung

Im Verordnungsentwurf (Art. 32d) ist – in Abweichung zu Basel III – vorgesehen, dass eine Bank wählen kann, ob sie eine Position Risiko gewichtet und mit Eigenmittel unterlegen oder ob sie die Position vom harten Kernkapital abziehen möchte. Diese Wahlmöglichkeit wird insbesondere damit begründet, dass sehr hohe Risikogewichte (z.B. 1250%) bei einer erforderlichen Eigenkapitalquote über 8% dazu führen können, dass Positionen mit mehr Eigenmittel abgesichert werden müssten, als überhaupt Verluste entstehen können.

Die Nationalbank ist gegen den vorgeschlagenen freiwilligen Abzug. Es handelt sich hier zwar um einen gewissen Schönheitsfehler im Basler Ansatz. Gleichwohl ist es ein fester Bestandteil des Ansatzes. Basel III lässt keine Wahlmöglichkeit zu. Die folgenden drei Gründe sprechen zudem stark dagegen, hier vom Basler Standard abzuweichen und somit die internationale Vergleichbarkeit zu schmälern. Erstens weisen die Schweizer Banken und das Schweizer Bankensystem keine nationalen Eigenheiten auf, die diese Abweichung rechtfertigen würden. Zweitens reduzieren Kapitalabzüge generell die Transparenz bezüglich der einzelnen Komponenten „anrechenbare Eigenmittel“ und „erforderliche Eigenmittel“ bzw. „risikogewichtete Positionen“ und verringern durch Verrechnung der einzelnen Komponenten die Vergleichbarkeit zwischen den Banken. Drittens wird der Kapitalabzug dazu führen, dass die Schweizer Banken weniger Kapital halten werden als vergleichbare Banken, welche Basel III strikt umsetzen.

b) Anrechenbarkeit von Anleihen mit teilweisem und/oder temporärem Forderungsverzicht sowie mit Teilnahmepotenzial bei Erholung

Für die Nationalbank ist es zentral, dass das Wandlungskapital den internationalen Mindeststandards genügt. Nur so kann sichergestellt werden, dass das in der Schweiz anrechenbare Wandlungskapital international auf breite Akzeptanz stossen wird und sich ein ausreichend grosser Sekundärmarkt entwickeln kann. Zurzeit werden international nur Instrumente anerkannt, welche die Verpflichtung durch Wandlung in hartes Kernkapital oder durch Forderungsverzicht vollständig und dauerhaft untergehen lassen („Fully convert to

Common Equity Tier 1 through a *permanent* write-off or conversion to common shares³). Systemrelevante Banken können in der Schweiz daher auch nur Instrumente anrechnen lassen, welche diesen Anforderungen genügen. Dasselbe sollte für alle Banken gelten.

Auch die Möglichkeiten für eine Teilnahme an der Erholung sollten im 2. Titel des Verordnungsentwurfes (geltend für alle Banken) gleich geregelt sein wie im 5. Titel (geltend für systemrelevante Banken). Im Erläuterungsbericht zum für alle Banken geltenden Teil der Eigenmittelverordnung sollten daher folgende zwei Punkte festgehalten werden:

- Optionselemente („Warrants“), die nicht mehr Gewinnpotenzial bieten als Aktien der ausgebenden Gesellschaft, sind zulässig;
- Anleihen mit Forderungsverzicht dürfen keine künftigen Gewinnanteilsrechte beinhalten.

Der zweite Punkt ist insbesondere wichtig, da Gewinnanteilsrechte zu ähnlichen Problemen führen können, wie bei den bisherigen hybriden Instrumenten. Bei diesen Instrumenten hätten die Banken die Zinszahlung aussetzen können, wodurch die Investoren einen, wenn auch kleinen, Teil der Verluste getragen hätten. Die Banken haben jedoch bewusst auf diese Möglichkeit verzichtet, um für Investoren attraktiv zu bleiben.

Die Nationalbank unterstützt die im Anhörungsbericht zur E-ERV (too big to fail) erwähnte Absicht, die Artikel zum Wandlungskapital im 5. Titel (systemrelevante Banken) mit denjenigen im 2. Titel (alle Banken) zu fusionieren. Bei dieser Fusion sollen jedoch die Kriterien für die Anrechenbarkeit, wie sie zurzeit im 5. Titel definiert sind, Vorrang haben.

Die Nationalbank schlägt deshalb folgende Änderungen und Ergänzungen im Verordnungsentwurf und im Anhörungsbericht vor:

- *Anrechenbarkeit von Anleihen mit Forderungsverzicht (Art. 24 Abs. 1 Bst. f E-ERV)*
„(...) es, sofern es als eine Verpflichtung verbucht ist, einen Beitrag zur Verlusttragung leistet, indem ~~nach Entscheid der FINMA~~ im Zeitpunkt drohender Insolvenz gemäss Art. 26 E-ERV oder in einem vorbestimmten auslösenden Fall («Trigger »), spätestens aber bei Unterschreiten einer Kapitalquote von 5,125% hartem Kernkapital:
 1. ein Forderungsverzicht ~~bis maximal in Höhe der regulatorischen Anrechnung~~ eintritt; oder
 2. das zusätzliche Kernkapital in hartes Kernkapital gewandelt wird.“
- *PONV (Art. 26 Abs. 1 E-ERV)*
„In den Emissionsbedingungen (...) zur Sanierung der Bank durch ~~maximal~~ vollständigen Forderungsverzicht oder Wandlung in hartes Kernkapital beträgt.“

³ Basler Ausschuss, Global systemically important banks: assessment methodology and the additional loss absorbency requirement, November 2011, Seite 26, Annex3 Ziffer 1. <http://www.bis.org/publ/bcbs207.pdf>. Auch das Standard Term Sheet der Europäischen Bankenaufsichtsbehörde verlangt eine vollständige und dauerhafte Wandlung. <http://www.eba.europa.eu/capitalexercise/2011/2011-EU-Capital-Exercise.aspx>.

- *Temporärer Forderungsverzicht (5.2.5.4 , 5.2.8.3 und 5.2.8.5)*

Abschnitt 5.2.5.4 sollte am Schluss in folgendem Sinn ergänzt werden:

„Weil viele Dimensionen noch offen sind, orientiert sich die ERV an den Mindestanforderungen für Wandlungskapital gemäss dem Basler Ausschuss⁴ und der Europäischen Bankenaufsichtsbehörde⁵ und erlaubt vorläufig nur Instrumente mit vollständiger und dauernder Wandlung bzw. mit vollständigem und dauerhaftem Forderungsverzicht.“

Abschnitte 5.2.8.3 und 5.2.8.5 werden hinfällig, wenn ein permanenter Forderungsverzicht verlangt wird.

- *Teilweiser Forderungsverzicht (5.2.8.1 und 5.2.8.4)*

Die Nationalbank schlägt vor, Abschnitt 5.2.8.1 wie folgt zu ändern:

„Beim vertraglich vorgesehenen bedingten Forderungsverzicht (...) auf seine Forderung gegenüber der Bank teilweise oder vollständig zu verzichten.“

Abschnitt 5.2.8.4 ist hinfällig, wenn ein vollständiger Forderungsverzicht verlangt wird.

- *Teilnahmepotential bei Erholung der Bank (5.2.8.6)*

Die Nationalbank schlägt vor, Abschnitt 5.2.8.6 analog zum Anhörungsbericht zum 5. Titel, S. 19, zu ergänzen:

„Dazu sind Optionselemente („Warrants“) zulässig, dürfen aber nicht mehr Gewinnpotenzial bieten als Aktien der ausgebenden Gesellschaft. Insbesondere unzulässig wäre die Verbindung von Forderungsverzichten mit künftigen Gewinnanteilsrechten.“

c) Fehlender internationaler G-SIB-Zuschlag

Neben den Mindestanforderungen nach Basel III haben der Basler Ausschuss und das FSB auch international gültige zusätzliche Kapitalanforderungen an global systemrelevante Banken – sog. G-SIB (global systemically important banks) – festgelegt. Sowohl die Credit Suisse wie auch die UBS wurden gestützt auf Daten per Ende 2009 vom Basler Ausschuss als G-SIB identifiziert.

Da diese Zuschläge Teil des Basel III Pakets sind, sollten sie in den allgemeinen Teil der Eigenmittelverordnung aufgenommen werden. Dies stellt klar, dass die Zuschläge für G-SIB parallel zu den besonderen Anforderungen für systemrelevante Banken in der Schweiz eingehalten werden müssen.

⁴ Basler Ausschuss, Global systemically important banks: assessment methodology and the additional loss absorbency requirement, November 2011, Seite 26, Annex3 Ziffer 1. <http://www.bis.org/publ/bcbs207.pdf>

⁵ <http://www.eba.europa.eu/capitalexercise/2011/2011-EU-Capital-Exercise.aspx>.

Allgemeine redaktionelle Kommentare

- Rückzahlung von zusätzlichem Kernkapital (Art. 24 Abs. 1 Bst. c E-ERV) und Ergänzungskapital (Art. 27 Abs. 1 Bst. c E-ERV)

Die Bank soll nur zusätzliches Kernkapital oder Ergänzungskapital zurückzahlen dürfen, wenn sie „ohne Ersatz weiterhin über Eigenmittel verfügt, deren Betrag deutlich über den ~~Mindestanforderungen~~ erforderlichen Eigenmitteln liegt“. Es reicht nicht aus, dass eine Bank die Mindestanforderungen erfüllt, sie muss auch über die zusätzlich erforderlichen Eigenmittel verfügen (Art. 32e E-ERV).

- Mindestanforderungen (Art. 33 Abs. 4 E-ERV)

Wir schlagen vor, den Absatz wie folgt zu formulieren:

„Die ~~anrechenbaren Eigenmittel~~ müssen die Mindestanforderungen müssen dauernd erfüllen erfüllt sein“.

- Zusätzliche Eigenmittel (Art. 34 Abs. 3 E-ERV, Anhörungsbericht, S.48)

Wir schlagen vor, den Absatz wie folgt zu formulieren:

„Die FINMA kann (...) ~~zusätzliche~~ weitere, über Absatz 1 hinausgehende Eigenmittel verlangen, namentlich wenn die Mindestanforderungen, der Eigenmittelpuffer und die zusätzlichen Eigenmittel gemäss Absatz 1 im Verhältnis zu (...) keine ausreichende Sicherheit gewährleisten“.

Zudem schlagen wir vor, die Erläuterungen zu Art. 34 Abs. 3 E-ERV zu präzisieren:

„Schliesslich bleibt anzumerken, dass auf Basis des Absatzes 3 von Artikel 34 auch weiterhin im begründeten Einzelfall zusätzliche Eigenmittelanforderungen definiert werden können, die nicht Gegenstand der bewilligungsrelevanten Mindestanforderungen oder des Eigenmittelpuffers bzw. der zusätzlichen Eigenmittel gemäss Absatz 1 sind. Mögliche Gründe für solche zusätzlichen Eigenmittelanforderungen können bspw. ungenügende Ergebnisse von Stressanalysen oder eine unzureichende Qualität des Liquiditätspuffers sein. Ein Liquiditätspuffer, der sich aus qualitativ minderwertigen Wertschriften mit entsprechend hohen Haircuts zusammensetzt, würde bei der Monetisierung hohe Verluste verursachen. Die Liquiditätsanforderungen sehen daher vor, dass dieses Verlustpotenzial adäquat mit solch zusätzlichem Eigenkapital unterlegt ist.“

- Anhörungsbericht (S. 14)

Wir schlagen vor, den dritten Satz im vierten Abschnitt wie folgt zu ändern:

“Der ungewichtete Durchschnitt der ~~ungewichteten~~ CET1-Quoten der Banken in der Schweiz (...)“

4) Antizyklischer Puffer

Die Nationalbank begrüsst die vorgeschlagene Änderung der Eigenmittelverordnung zur Einführung eines antizyklischen Kapitalpuffers per 1.3.2012.

Die Nationalbank hat verschiedentlich auf drohende Probleme im Schweizer Immobilienmarkt hingewiesen. Die Nationalbank hat auch wiederholt betont, dass die Schweizer Behörden Instrumente benötigen, um dem Aufbau von Ungleichgewichten auf den Kreditmärkten entgegenwirken zu können, und dass die Verantwortlichkeiten für diese Instrumente rasch zugeteilt werden sollten. In Anbetracht der aussergewöhnlichen wirtschaftlichen Situation und des dadurch eingeschränkten geldpolitischen Handlungsspielraums der Nationalbank hat die Relevanz und Dringlichkeit dieser Anliegen weiter zugenommen. Durch die vorgeschlagene Änderung der Eigenmittelverordnung wird in der Schweiz ein solches Instrument, das bei Bedarf eingesetzt werden kann, nun eingeführt.

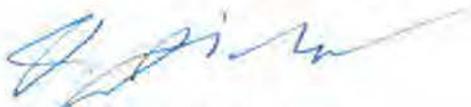
5) Risikogewichtung für Wohnliegenschaften

Die Nationalbank begrüsst grundsätzlich die vorgeschlagene Änderung der Eigenmittelverordnung zur Risikogewichtung für Wohnliegenschaften sowie die Einführung einer Untergrenze bei Eigenmittelunterlegung für Wohnbaukredite für Banken, die den *Internal Ratings Based (IRB)* Ansatz anwenden.

Eine feinere Abstufung der Risikogewichte nach Belehnungsgrad und Tragbarkeit kann zu einer risikogerechteren Eigenmittelunterlegung führen und somit das Ausmass möglicher Fehlanreize in der aktuellen Eigenmittelverordnung entschärfen. Dies gilt für beide vorgeschlagenen Varianten.

Für Rückfragen stehen wir Ihnen selbstverständlich gern zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen
Schweizerische Nationalbank



Dr. Robert Bichsel
Leiter Bankensystem



Dr. Jürg Blum
Leiter Systemrelevante Banken

Kopie:

Petra Schöb, Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA

Daniel Roth
Leiter Rechtsdienst EFD
Via E-Mail
rechtsdienst@gs-efd.admin.ch

Bern, 16. Januar 2012

Revision der Eigenmittelverordnung (ERV; Basel III)
Revision der Eigenmittelverordnung (ERV; antizyklischer Puffer)
Revision der Eigenmittelverordnung (ERV; Risikogewichtung für Wohn-
liegenschaften)
Revisionen der Banken- und Eigenmittelverordnung (too big to fail)

Antwort der Schweizerischen Volkspartei (SVP)

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir erlauben uns, im Rahmen der oben genannten Anhörungen Stellung zu nehmen. Gerne äussern wir uns dazu wie folgt:

Mit den Vereinbarungen gemäss Basel III, des darüber hinausgehenden „Swiss Finish“ und der „too big to fail“-Vorlage wurde eine Gesetzesgrundlage geschaffen, welche systemrelevante Banken verpflichtet, strenge Anforderungen in Bezug auf ihre Kapitalisierung etc. einzuhalten. Seitens der SVP wurde bereits im Zuge des Vernehmlassungsverfahrens zur Änderung des Bankengesetzes darauf hingewiesen, dass eine Erhöhung der Sicherheit wünschenswert ist und Sinn macht, jedoch nicht so ausgestaltet sein darf, dass durch wettbewerbsverzerrende Massnahmen die internationale Konkurrenzfähigkeit der betroffenen Institute negativ beeinflusst oder gar verunmöglicht wird. Die SVP hätte deshalb bei der „too big to fail“-Problematik eine Lösung bevorzugt, welche über organisatorische Massnahmen zu einer Abtrennung der risikorelevanten Teile der Grossbanken geführt hätte. Nur so kann ein Mitreissen der Volkswirtschaft im Extremfall verhindert und eine Staatsgarantie ausgeschlossen werden. Die SVP vertritt nun konsequenterweise die Meinung, dass auch die Revision der entsprechenden Verordnungen nicht dazu missbraucht werden darf, die Wettbewerbsfähigkeit der Finanzplatzes mit Massnahmen, welche über die Empfehlungen der Exper-

tenkommission hinausgehen, zu behindern. Auch gilt es zu verhindern, dass kleinere Institute übermässigen Regulierungen unterworfen werden, obschon diese von den eigentlichen Kernproblemen nicht betroffen sind.

Revision der Eigenmittelverordnung (ERV; Basel III)

Die SVP hat grundsätzlich nichts gegen eine schweizerische Umsetzung von Basel III einzuwenden, welche den spezifischen schweizerischen Eigenheiten Rechnung trägt. Hingegen lehnen wir die geplante Abschaffung des schweizerischen Standardansatzes im Bereich Kreditrisiken ab, da es aus Sicht der SVP keinen triftigen Grund gibt, von diesem bewährten System abzuweichen. Hinzu kommt, dass eine Umstellung mit einem erheblichen Kosten- und Zeitaufwand verbunden wäre, was kontraproduktiv ist. Die gesamten Umstellungskosten vom schweizerischen Standardansatz auf den internationalen Standardansatz werden auf 80 bis 100 Millionen Schweizer Franken beziffert. Diesen Betrag aufzuwenden, einzig um eine bessere internationale Vergleichbarkeit zu erreichen, scheint uns fragwürdig, umso mehr, als dass die grosse Mehrheit der schweizerischen Banken ihre Geschäftstätigkeit hauptsächlich auf die Schweiz fokussiert und demnach wenig bis kein Interesse an besserer internationaler Vergleichbarkeit besteht. Da aus unserer Sicht beim heutigen System die Vorteile die Nachteile deutlich überwiegen, sprechen wir uns unmissverständlich für die Beibehaltung des schweizerischen Standardansatzes aus.

Revision der Eigenmittelverordnung (ERV; antizyklischer Puffer)

Die Bestimmungen gemäss Basel III sehen einen antizyklischen Puffer vor, welcher ab dem Jahr 2016 schrittweise eingeführt werden kann. Wenn nun in der Schweiz ein entsprechendes Instrument wesentlich früher und nur das Hypothekengeschäft betreffend installiert wird, so hängen mit einem solchen Vorgehen grosse Risiken und Unsicherheiten zusammen. Zudem ist uns unklar, wie diese Massnahmen mit der vorgeschlagenen Änderung der Risikogewichtung für Wohnliegenschaften zusammenspielen, weil ja die gleichen Risiken betroffen sind.

Aus diesem Grund sprechen wir uns dafür aus, nicht voreilig im Alleingang ein makroprudentielles Instrument einzuführen, welches sich unter Umständen destabilisierend auf das schweizerische Finanzsystem auswirken könnte, sondern dies in Abstimmung mit dem internationalen Umfeld zu gegebener Zeit anzugehen.

Schliesslich haben wir Bedenken betreffend der vorgeschlagenen Aufgabenteilung. Wenn der Bundesrat über die Einführung des antizyklischen Puffers entscheidet, dann steht den Betroffenen keine Möglichkeit offen, ein Rechtsmittel dagegen zu ergreifen. Auch stellen sich Fragen der Verfassungsmässigkeit und der gesetzlichen Grundlage dieser wirtschaftspolitischen Massnahme.

Revision der Eigenmittelverordnung (ERV; Risikogewichtung für Wohnliegenschaften)

Mit den vorgesehenen Änderungen bei der Risikogewichtung für Wohnliegenschaften sollten geeignete Massnahmen zur Bekämpfung einer allfälligen Überhitzung im schweizerischen Hypothekengeschäft geschaffen werden. Aus Sicht der SVP besteht jedoch die berechtigte Sorge, dass höhere Eigenmittelvorgaben bei den Banken zu einer Überwälzung der Mehrkosten auf die Kunden führen

könnten. Es ist zudem nicht nachvollziehbar, weshalb der Bund zusätzlich regulierend in die gut funktionierende Hypothekarkreditvergabe der Banken eingreifen will. Hier bestehen bereits heute Instrumente, welche dem Markt Rahmenbedingungen setzen. Die Schweiz weist europaweit den kleinsten Anteil an Hauseigentümern auf. Umso mehr gilt es, das Wohneigentum zu fördern und dementsprechend jungen Leuten, welche sich ein Eigenheim leisten wollen, nicht zusätzliche Erschwernisse in den Weg zu legen, ebenso wenig wie ältere Liegenschaftseigentümer benachteiligt werden sollen. Mit der beabsichtigten Änderung besteht gemäss Fachkreisen jedoch gerade diese Gefahr. Zudem gilt es festzuhalten, dass die anvisierte Stärkung der Eigenmittel auf diversen anderen Wegen sichergestellt wird. Aus diesen Gründen erachten wir eine zusätzliche Eigenmittelunterlegung, welche kaum mehr Sicherheit bringt, dafür aber hohe Kosten generiert, als unverhältnismässig und überflüssig. Kategorisch abzulehnen sind aus Sicht der SVP zudem jegliche Regelungen, welche auch auf den bestehenden Hypothekenbestand ausgerichtet sind. Dies würde dem Grundsatz von Treu und Glauben klar widersprechen und zu grossen Problemen und Härtefällen bei der Umsetzung führen. Wir wehren uns auch gegen die Einführung einer Untergrenze (sog. „floor“) für Banken, welche ihre Risiken mittels eines von der FINMA genehmigten Risikomodells berechnen. Die FINMA prüft die Modelle und genehmigt diese. Anschliessend hat sich die FINMA an ihre eigene Beurteilung zu halten und kann nicht eine Doppelrechnung mit entsprechender Mehrbelastung verlangen, wie dies durch die Einführung einer Untergrenze geschieht.

Revisionen der Banken- und Eigenmittelverordnung (too big to fail)

Aus Sicht der SVP gehen die Verordnungsentwürfe an diversen Stellen markant über die gesetzlichen Regelungen hinaus, anstatt sich an den Gesetzen zu orientieren. Besonders problematisch scheinen uns in diesem Zusammenhang vor allem folgende zwei Punkte:

1. Die vorgeschlagene Kalibrierung der Verschuldungsobergrenze resultiert in Gesamtkapitalanforderungen, welche in der Folge bei mehr als den erforderlichen 19% der risikogewichteten Aktiven liegen, was klar über die Empfehlungen der Expertenkommission hinausgeht und der parlamentarischen Debatte widerspricht. Es ist sicherzustellen, dass die Gesamtkapitalanforderung für die Banken weder direkt noch indirekt über die Verschuldungsobergrenze oder andere Massnahmen über 19% der risikogewichteten Aktiven steigt.

2. Die Schwelle, gemäss welcher die FINMA zu einem Eingriff berechtigt wird, wird in der vorgeschlagenen Verordnungsänderung im Vergleich zum entsprechenden Gesetz drastisch gesenkt und entbehrt einer gesetzlichen Grundlage. Daher ersuchen wir den Bundesrat eindringlich, die Schranken des Gesetzes, wie sie vom Parlament beschlossen wurden, sowie die Empfehlungen der Expertenkommission ernst zu nehmen und sinngemäss zu berücksichtigen, ebenso wie auch die bereits im Rahmen der „too big to fail“-Vernehmlassung von verschiedener Seite hervorgebrachten Kritikpunkte bezüglich Gewährleistung der internationalen Konkurrenzfähigkeit stärker zu beachten.

Durch die erweiterten und erleichterten Eingriffsmöglichkeiten der FINMA wird der Grundsatz der Subsidiarität in unzulässiger Weise verwässert und missachtet. In erster Linie sollen bei Bedarf die betroffenen Banken eigenverantwortlich geeignete Massnahmen suchen und ergreifen und erst in einem nächsten Schritt die

FINMA eingreifen können. Dazu gehört auch, dass den Banken ein entsprechender Rabatt zu gewähren ist, wenn sie über die Notfallplanung hinausgehen. Der Rabatt darf nicht eingeschränkt oder in Frage gestellt werden, denn er wurde vom Parlament so beschlossen.

Für die SVP ist es unzulässig, dass via Änderung der Banken-Verordnung versucht wird, über die Beschlüsse des Parlamentes und die Empfehlungen der Expertenkommission hinauszugehen. Umso mehr, als dass, bedingt durch diese weiteren Verschärfungen, die internationale Wettbewerbsfähigkeit der betroffenen schweizerischen Grossbanken nicht nur behindert und eingeschränkt, sondern mitunter gar verunmöglicht wird. Im Interesse eines starken und konkurrenzfähigen Finanzplatzes Schweiz ersuchen wir deshalb die verantwortlichen Stellen eindringlich darum, von diesen unzulässigen Verschärfungen, welche sich nachteilig auf den Schweizerischen Finanzplatz auswirken könnten, abzusehen.

Die SVP ist der Ansicht, dass die Schweiz im internationalen Vergleich bereits zum heutigen Zeitpunkt über ausgeprägte Anforderungen verfügt, welche gewährleisten, dass die Risiken, welche von systemrelevanten Banken ausgehen, reduziert wurden, ohne das eigentliche Kernproblem der „too big to fail“-Problematik, die implizite Staatsgarantie zu lösen. Dies wäre nur mit einschneidenden organisatorischen Massnahmen möglich gewesen. Strenge Regeln zur Risikominderung sind in Anbetracht der volkswirtschaftlichen Relevanz, welche die Grossbanken wie auch der gesamte Finanzsektor hierzulande einnehmen, bis zu einem gewissen Grad nötig und gerechtfertigt. Jeglicher Erlass von zusätzlichen Verschärfungen und Beschneidungen droht allerdings die internationale Konkurrenzfähigkeit der betreffenden Banken ernsthaft in Frage zu stellen oder gar zu verunmöglichen.

Aus diesem Grund lehnen wir die Verordnungsentwürfe ab und ersuchen den Bundesrat nachdrücklich, die parlamentarische Debatte und die Empfehlungen der Expertenkommission zu achten und auch die internationalen Entwicklungen vermehrt zu berücksichtigen und in den Prozess rund um die Ausgestaltung und Veränderung der entsprechenden Verordnungen miteinzubeziehen.

Zudem fordert die SVP den Bundesrat auf,

- die marktverzerrenden Auswirkungen der vorliegenden Revisionen vor deren Erlass durch eine unabhängige Stelle untersuchen zu lassen und deren Erkenntnisse und Schlussfolgerungen dem Parlament zu unterbreiten,

- die zweifelsfreie Vereinbarkeit der Zwangssanierung und der notfallmässigen Auslagerung systemrelevanter Infrastruktur oder Dienstleistungen mit den heutigen Gläubigerrechten und dem internationalen Recht, insbesondere mit dem Sanierungsrecht aufzuzeigen,

- die unverhältnismässigen Kompetenzerweiterungen der FINMA mit entsprechenden Kontroll- und Aufsichtsinstrumenten des Bundesrates und des Parlamentes zu ergänzen und

- einen Revisionsmechanismus zur Anpassung des Swiss Finish an internationale Entwicklung einzuführen.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

SCHWEIZERISCHE VOLKSPARTEI

Der Generalsekretär

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'M' followed by a horizontal line.

Martin Baltisser

Anhörung über die neuen Basel III Eigenmittelvorschriften: Eigenmittelverordnung (ERV)

Art. E-ERV	Text Entwurf / Formulierungsvorschlag	Bemerkungen
13 Abs. 2	Der Eigenmittelausweis auf konsolidierter Basis ist halbjährlich einzureichen <u>zu erstellen</u>	Die Einreichung wird in Abs. 3 geregelt.
17 Abs. 2	Sie dürfen bei Ausgabe weder durch Kreditgewährung der Bank direkt oder indirekt finanziert noch mit Forderungen der Bank verrechnet oder aus Vermögenswerten der Bank sichergestellt werden.	<p>Dieser neue Abschnitt ist aus Risikoüberlegungen verständlich, sofern ein Kredit zum Zweck des Erwerbs von Kapitalanteilen der kreditgebenden Bank bereitgestellt wird. Indirekt kann jedoch auch der Erwerb von Kapitalanteilen einer kreditgebenden Bank über eine Hypothek oder einen Lombardkredit ermöglicht werden.</p> <p>Die Ermittlung der Beziehungen zwischen Kreditnehmern und Kapitaleignern dürfte in der Praxis nicht immer einfach sein. Es sollte deshalb im FINMA-RS 2013/x „Anrechenbare Eigenmittel Banken“ oder einem FAQ festgehalten werden, ob die Kapitalanteile von den eigenen Mitteln abzuziehen sind, wenn der Aktionär/Teilhaber gleichzeitig einen Kredit bei der Bank ausstehend hat, der nicht primär für den Erwerb von Kapitalanteilen der Bank gewährt wurde, sondern z.B. im Rahmen einer üblichen Hypothek oder eines Lombardkredits.</p> <p>Gleichzeitig sollte ein einfaches Berechnungsverfahren definiert werden, damit die Finanzierung eines Erwerbs von Kapitalanteilen einer Bank ermittelt werden kann. Dieses kann auf einem Vergleich des Belehnungswerts der Sicherheiten mit dem Kreditbetrag erzielt werden, z.B.:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Belehnungswert der Sicherheiten, <u>ohne</u> Belehnungswert Aktien der kreditgebenden Bank = 100 Kredit = 80 → Belehnungswert der übrigen Sicherheit ist grösser als der Kredit, d.h. die Aktie wurde <u>nicht</u> durch den Kredit finanziert. 2. Belehnungswert der Sicherheiten, <u>ohne</u> Belehnungswert Aktien der kreditgebenden Bank = 40 Kredit = 80, d.h. der Belehnungswert der Aktie der kreditgebenden Bank ist z.B. 50, womit der Kredit risikomässig immer noch gedeckt wäre. → Belehnungswert der Sicherheit ist kleiner als der Kredit, d.h. es besteht die Annahme, dass die Aktie durch den Kredit mitfinanziert wurde.
19 Abs. 1 Bst. c	Die Reserven für allgemeine Bankrisiken	Banken, die einen dem „true and fair view“-Prinzip entsprechenden Jahresabschluss erstellen, haben auf den Reserven für allgemeine Bankrisiken latente Steuern zu berücksichtigen; die anderen Institute haben im Anhang anzugeben, ob dieser Bilanzposten vor oder nach

Art. E-ERV	Text Entwurf / Formulierungsvorschlag	Bemerkungen
		latentem Steuern ausgewiesen wird. Im Sinne einer Gleichbehandlung müsste für die Eigenmittelregelung eine einheitliche Regelung festgelegt werden.
19 Abs. 1 Bst. e	Der Gewinn des laufenden Jahres nach Abzug des geschätzten Gewinnausschüttungsanteils, <u>sofern eine vollständige Erfolgsrechnung nach Art. 25a Abs. 1 BankV respektive nach anerkannten internationalen Rechnungslegungsstandards vorliegt und diese nach den Vorgaben der FINMA einer prüferischen Durchsicht unterzogen wurde.</u>	<ul style="list-style-type: none"> a) Satzumstellung b) Gewinnausschüttungsanteil: Zu erläutern wäre, ob bei unterjährigen Perioden die ganze geplante Gewinnausschüttung zu berücksichtigen ist oder ein pro-rata Anteil. c) Was die Anforderungen an die prüferische Durchsicht anbelangt, müsste die FINMA diese noch kommunizieren.
19 Abs. 2	Kapitalanteile von Minderheitsaktionären an voll konsolidierten regulierten Unternehmen sind soweit anrechenbar, als sie in jenen Unternehmen selbst anrechenbar und regulatorisch erforderlich sind.	Wir gehen davon aus, dass unter regulatorisch erforderlich auch die Puffer inbegriffen sind. Darüber hinausgehende anrechenbare Eigenmittel dürfen nicht angerechnet werden. Ein Klärung im FINMA-RS 2013/x „Anrechenbare Eigenmittel Banken“ wäre wünschenswert, beispielsweise durch Verweis auf Anhang 3 der Basler Eigenkapitalvereinbarung.
20 Abs. 1	Gesellschaftskapital ist anrechenbar, wenn: ... e. in der Liquidation keine Vorrechte <u>oder Ansprüche</u> an einem Liquidationserlös vorgesehen sind.	Diese Bst. widerspricht Art. 660 Abs. 2 OR, da jede Aktie über einen Anspruch am Liquidationserlös verfügt: „Bei Auflösung der Gesellschaft hat der Aktionär, soweit die Statuten über die Verwendung des Vermögens der aufgelösten Gesellschaft nichts anderes bestimmen, das Recht auf einen verhältnismässigen Anteil am Ergebnis der Liquidation.“
21 Abs. 1	Das Gesellschaftskapital besteht entsprechend der Rechtsform der Bank aus Aktien-, Stamm-, Genossenschafts-, oder Dotationskapital oder, bei Banken in Form von Personengesellschaften (Privatbankiers), aus den <u>Kapitalkonten</u> und der Kommanditeinlage.	Da in Art. 23 die Anrechenbarkeit von Kapitalkonten geregelt wird, müssen sie konsequenterweise in diesem Artikel genannt werden.
23 Abs. 1 Bst. a	1 Bei Privatbankiers dürfen Kapitalkonten als hartes Kernkapital angerechnet werden, wenn sie: a. nur bei Vorliegen eines <u>ausreichenden</u> Gewinns des Geschäftsjahres verzinst werden, <u>sofern der Jahresgewinn [Bilanzgewinn oder eine andere definierte Grösse] die Verzinsung übersteigt;</u> und ...	Die Voraussetzung für die Anrechnung als CET1, wonach nur bei Vorliegen eines <u>ausreichenden</u> Gewinns des Geschäftsjahres eine Verzinsung erfolgen darf, ist zu unbestimmt und sollte präzisiert werden.
25	Wird <u>zusätzliches</u> Kernkapital...	Sprachliche Anpassung; zusätzliches sonst immer klein geschrieben.
26 Abs. 1	In den Emissionsbedingungen ist vorzusehen, dass	Wir regen an, dass im FINMA-RS 2013/x „Anrechenbare Eigenmittel

Art. E-ERV	Text Entwurf / Formulierungsvorschlag	Bemerkungen
	zusätzliches Kernkapital im Zeitpunkt der drohenden Insolvenz zur Sanierung der Bank durch maximal vollständigen Forderungsverzicht oder Wandlung in hartes Kernkapital beiträgt.	Banken“ auf die im Falle der Wandlung bestehende Anforderung an die Schaffung des genehmigten Kapitals gemäss Art. 651 OR hingewiesen wird.
27 Abs. 1	c. die Bank mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde frühestens nach fünf Jahren bei Ausübung einer Kündigungsoption zu einer Rückzahlung befugt ist und im Zeitpunkt der Rückzahlung... 2. ohne Ersatz weiterhin über Eigenmittel verfügt, deren Betrag deutlich über den den Mindestkapitalanforderungen liegt; und; ...	Im Unterschied zum zusätzlichen Kernkapital AT1 darf Ergänzungskapital T2 eine Endfälligkeit aufweisen. Bst. c verlangt, dass die Rückzahlung auch bei einem nachrangigen Darlehen mit fixierter Endfälligkeit nur mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde erfolgen darf. Im Basler Framework ¹ wird unter Ziff. 58 hingegen nur bei Ausübung einer Kündigungsoption durch den Emittenten eine Genehmigung der Aufsichtsbehörde verlangt. Dies würde u.E. eine Rückzahlung von T2 bei Instrumenten mit vorbestimmter Endfälligkeit ohne separate Genehmigung durch die Aufsichtsbehörde zulassen. Dies wäre auch nachvollziehbar, da aufgrund der linearen Amortisation unmittelbar vor der Rückzahlung keine Anrechnung von T2 Kapital und somit auch keine Auswirkungen mehr auf die rechnerischen Eigenmittel erfolgen.
27 Abs.1 Bst. d	Sich die Entschädigungen der Kapitalgeber während der Ursprungslaufzeit nicht erhöhen ...	Präzisierung des Terms Laufzeit.
28 Abs. 2	Abzüge von Beteiligungstiteln und Kapitalinstrumente an Unternehmen des Finanzbereichs sind im sogenannten entsprechenden Abzugsverfahren («corresponding deduction approach»), nach Basler Mindeststandards vorzunehmen. Dieses bestimmt von welchen Bestandteilen der anrechenbaren Eigenmittel entsprechende Kapitalbeteiligungen an einem Drittunternehmen abzuziehen sind. Anpassungsbedarf: Abzüge von Beteiligungstiteln und Kapitalinstrumenten n ... („corresponding deduction approach“) nach Basler Mindeststandards...	Der pauschale Verweis für alle Beteiligungen an Finanzunternehmen auf die Basler Mindeststandards direkt aus dem Verordnungsentwurf halten wir für problematisch, da sich der Basler Framework nur bei bestimmten Spezialfällen zu diesem „entsprechenden Abzugsverfahren“ äussert, während im Entwurf der Eigenmittelverordnung „Beteiligungstitel und Kapitalinstrumente an Unternehmen des Finanzbereichs“ generell dem „sogenannten entsprechenden Abzugsverfahren“ unterstellt werden: <ul style="list-style-type: none"> • Ziff. 79: Wechselseitige Beteiligungen am Kapital von Bank-, Finanz- und Versicherungsunternehmen; • Ziff. 80 f.: Beteiligungen am Kapital von Bank-, Finanz- und Versicherungsunternehmen, die ausserhalb des aufsichtsrechtlichen Konsolidierungskreises liegen, wobei die Bank höchstens 10% des ausgegebenen Stammkapitals des betreffenden Unternehmens hält; • Ziff. 84 ff.: Wesentliche Beteiligungen am Kapital von Bank-, Finanz- und Versicherungsunternehmen ausserhalb des aufsichtsrechtlichen Konsolidierungskreises. Die Bedingungen und die Definition des „entsprechenden

¹ Basler Ausschuss für Bankenaufsicht: „Basel III: Ein globaler Regulierungsrahmen für widerstandfähigere Banken und Bankensysteme“, Dezember 2010 (rev. Juni 2011).

Art. E-ERV	Text Entwurf / Formulierungsvorschlag	Bemerkungen
		<p>Abzugsverfahrens“ sollten im neuen FINMA-RS 2013/x „Anrechenbare Eigenmittel Banken“ geregelt werden.</p> <p>Zudem sind gemäss Art. 29 Bst. i wechselseitige Beteiligungen vollständig vom harten Kernkapital abzuziehen, weshalb hier ein Widerspruch vorzuliegen scheint.</p>
28 Abs. 3	Verfügt die Bank im anwendbaren Bestandteil ...	Präzisierung.
29 Bst. g	Bilanzierte Forderungen gegenüber Pensionskassen (sogenannte „defined pension fund assets“)	Präzisierung.
30 Abs. 1	<p>Der Abzug unter Zugrundelegung eines Schwellenwertes teilt eine Position in:</p> <p>a. einen Teil unter dem Schwellenwert, welcher mit einer Risikogewichtung gemäss Anhang 5 resp. Art. 32b zu behandeln ist; und...</p> <p>b. einen Teil über dem Schwellenwert, der abzuziehen ist.</p>	Zur Klärung sollten die anwendbaren Risikogewichte definiert werden.
30 Abs. 3	<p>Der Schwellenwert 2 entspricht 10 % des harten Kernkapitals nach allen Abzügen gemäss Art. 29 zuzüglich der Abzüge mit Schwellenwert 1. Den Abzügen hinzuaddiert werden die Abzüge nach Schwellenwert 1.</p>	Redaktionelle Anpassung.
30 Abs. 4	<p>Der Schwellenwert 3 entspricht 15 Prozent des harten Kernkapitals nach allen Abzügen gemäss Art. 29 zuzüglich der Abzüge nach mit Schwellenwert 1 und 2. Den Abzügen hinzuaddiert werden die Abzüge nach Schwellenwert 1 und 2.</p>	<p>Redaktionelle Anpassung.</p> <p>Anhang 2 von Basel II verdeutlicht die Berechnung des Schwellenwerts von 15 %. Wir schlagen vor, dass im FINMA-RS 2013/x „Anrechenbare Eigenmittel Banken“ eine neue Rz eingefügt und darin auf Anhang 2 von Basel III verwiesen wird.</p>
31	<p>Nach Massgabe des Schwellenwertes 1 ist die nach Art. 39a berechnete Netto-Longposition Summe aller direkt oder indirekt gehaltenen Beteiligungstitel und Kapitalinstrumente an Unternehmen des Finanzbereichs abzuziehen, an denen die Bank je Unternehmen weniger als 10 Prozent des ausgegebenen ordentlichen Gesellschaftskapitals pro Unternehmen hält.</p>	<p>Der Begriff „Summe“ ist u.E. zu unbestimmt. Ziff. 80 des Basler Frameworks verlangt den Einbezug der Netto-Longposition. Die wesentlichen Teile sind in Art. 39a definiert, weshalb darauf verwiesen werden sollte.</p>

Art. E-ERV	Text Entwurf / Formulierungsvorschlag	Bemerkungen
32	<p>Nach Massgabe des Schwellenwertes 2 <u>ist die nach Art. 39a berechnete Netto-Longposition aller-sind</u> direkt oder indirekt <u>gehaltenen Beteiligungen Beteiligungstitel und Kapitalinstrumente über 10 Prozent</u> an Unternehmen des Finanzbereichs ausserhalb des Konsolidierungskreises <u>in Gesellschaftskapital</u> sowohl bei der Einzelinstitutsberechnung wie auch konsolidiert vom harten Kernkapital abzuziehen. <u>falls die Bank einen Anteil von mehr als 10 Prozent des ausgegebenen ordentlichen Gesellschaftskapitals pro Unternehmen hält.</u></p>	<p>In Anlehnung an die Terminologie von Art. 31, sollte die Berechnung präzisiert werden.</p> <p>Es sollte zudem festgehalten werden, dass sowohl Bestände im Handelsbuch auch als Bestände im Bankenbuch einzubeziehen sind.</p> <p>Nach Basel III bezieht sich die Aufteilung nur auf die Kapitalbestandteile <u>in Form von CET1 Qualität</u> (Abs. 1); die übrigen Kapitalbestandteile unterliegen dem Abzugsverfahren (Abs. 2). Dies sollte im Abs. 1 besser zum Ausdruck kommen; alternativ wäre eine Erläuterung im FINMA-RS 2013/x „Anrechenbare Eigenmittel Banken“ vorzusehen. Die gleiche Problematik besteht bei den Art. 39a und 59. In den Art. 32, 39a und 59 sollte zudem auf eine einheitliche Verwendung der Begriffe geachtet werden.</p>
32b	<p>....Überschreitet die Summe den Schwellenwert 3, wird der <u>Betrag, welcher den Schwellenwert 3 überschreitet</u> vom harten Kernkapital abgezogen.</p>	<p>Präzisierung.</p>
33 Abs. 4	<p><u>Die anrechenbaren Eigenmittel müssen Die Bank muss</u> die Mindestanforderungen dauernd erfüllen. Eine Bank hat die FINMA und die Prüfgesellschaft unverzüglich zu informieren, wenn <u>sie die Mindestanforderungen nicht erfüllt.</u></p>	<p>Hier scheint die Formulierung grammatikalisch sonderbar: Entweder erfüllt die Bank die Mindestanforderungen oder die anrechenbaren Eigenmittel müssen die Mindestanforderungen übersteigen.</p>
33a Abs. 1	<p>Banken müssen in Form von hartem Kernkapital dauernd einen Eigenmittelpuffer von 2,5 Prozent der gewichteten Positionen <u>zu</u> halten.</p>	<p>Überflüssiges Wort: „zu“.</p>
33a Abs. 2	<p>Banken, deren Eigenmittelpuffer aufgrund besonderer unplanbarer Umstände wie einer Krise des internationalen oder schweizerischen Finanzsystems die Anforderungen zweitweise unterschreitet, verletzen die Eigenmittelanforderungen nicht. Sie müssen die Unterschreitung innert einer von der FINMA im Einzelfall festgelegten Frist wieder herstellen.</p>	<p>Wie die FINMA von einer allfälligen Unterschreitung Kenntnis erhält wird nicht geregelt. Gegebenenfalls ist eine spezielle Meldepflicht zu stipulieren, da in diesem Artikel festgehalten wird, dass die Unterschreitung nicht zur Verletzung der Eigenmittelanforderung führt.</p>
34	<p>Banken müssen nach Vorgabe der FINMA zusätzliche Eigenmittel halten. Die FINMA kann einzelne Kategorien von Banken hiervon ausnehmen.</p>	<p>Die Kompetenz der FINMA gemäss Verordnungstext ist weitgehend. Gründe, welche zusätzlich zu haltende Eigenmittel erfordern können, sollten zumindest beispielhaft aufgezählt werden.</p>

Art. E-ERV	Text Entwurf / Formulierungsvorschlag	Bemerkungen
39	Art. 39 Nettoposition <u>für Zinsinstrumente</u>	Zur besseren Unterscheidung mit Art. 39a und in Übereinstimmung mit der Systematik von Art. 37 E-ERV sollte der Titel dieses Artikels ergänzt werden.
39a	Art. 39a Nettoposition für <u>Eigenkapitalinstrumente Beteiligungstitel</u>	Zur Sicherstellung der Übereinstimmung mit der Systematik von Art. 37 E-ERV sollten der Titel sowie die Bezeichnungen im Artikel angepasst werden.
59	a. den Artikeln 28-32 von den Kapitalanteilen <u>n</u> ...	Sprachliche Anpassung.
67	a. Bankgebäude	Sprachliche Anpassung (<u>sowie überflüssig</u>).
67 Bst. b	Übrige Sachanlagen sowie unter den sonstigen Aktiven bilanzierte abschreibungspflichtigen Aktivierungen, sofern diese nicht nach Artikel 29 Absatz 1 Buchstabe c vom harten Eigenkapital abgezogen werden.	Obwohl es sich bei Software um immaterielle Anlagen handelt, wird sie nach der RRV unter den übrigen Sachanlagen bilanziert. Eine Änderung der Bilanzierungsregel wurde seinerzeit vorgenommen, um eine Gleichstellung mit der Behandlung unter den Eigenmittelvorschriften herzustellen. Dies fällt inskünftig dahin, so dass entweder die Bilanzierungsregel unter der RRV geändert werden sollte oder eine Klarstellung in Art. 29 Abs. 1 Bst. c vorgenommen werden sollte: ..der Goodwill und immaterielle Werte (<u>inkl. Software</u>) mit...
75	.. für das Rohstoffrisiko <u>o</u> ...	Sprachliche Anpassung.
83 Abs. 1	Ein Klumpenrisiko liegt vor, wenn die Gesamtposition gegenüber einer Gegenpartei oder einer Gruppe verbundener Gegenparteien 10 Prozent der nach den Artikeln 28– 32e <u>32d</u> korrigierten anrechenbaren Eigenmittel der Bank erreicht oder überschreitet.	In Art. 83 Abs. 1 E-ERV wird auf die korrigierten anrechenbaren Eigenmittel nach den Artikeln 28 – 32c verwiesen. Art. 32d lässt eine Erleichterung zu, indem ein freiwilliger Abzug von Kapitalinstrumenten vom harten Kernkapital anstelle einer Risikogewichtung angewendet werden kann. Der Verweis in Art. 83 Abs. 1 E-ERV sollte deshalb auf <u>32d</u> lauten, damit der freiwillige Abzug ebenfalls angewandt werden kann. Weitere Verweise auf Art. 32c sind enthalten in den Art. 86, Art. 89 Abs. 2 und Art. 95, Art. 115a E-ERV.
115a	In Abweichung von Artikel 86 beträgt die Obergrenze für einzelne Klumpenrisiken gegenüber Banken und Effektenhändlern, soweit es sich dabei nicht um national oder international als systemrelevant bezeichnete Banken oder <u>Finanzgruppen handelt...</u>	Im Interesse einer klaren Umsetzung sollte die FINMA die jeweils gültige Liste der national oder international als systemrelevant bezeichneten Institute publizieren.
118 Abs. 4	Sicherheiten dürfen nach dem Verfahren nach Absatz 2 und 3 angerechnet werden, wenn die daraus entstandenen Konzentrationsrisiken angemessen begrenzt und überwacht werden.	Wir würden es begrüßen, wenn die Begriffe „angemessen begrenzt“ und „überwacht“ im Rundschreiben näher konkretisiert würden, um eine einheitliche Auslegung sicherzustellen.

Art. E-ERV	Text Entwurf / Formulierungsvorschlag	Bemerkungen
	Andernfalls ist das Verfahren nach Artikel 116 Abs. 1 anzuwenden.	
120 Abs. 2	In Abweichung dazu werden für unwiderrufliche Kreditzusagen die Nominalwerte des jeweiligen Geschäfts mit dem Kreditumrechnungsfaktor 1.0 multipliziert.	In der FAQ zu Basel II wurde in Frage 25 geregelt, wann von einer unwiderruflichen Kreditzusage auszugehen ist. Eine diesbezügliche Klärung wäre auch unter Basel III wünschenswert. Im Übrigen ist in Rz 94 der RRV der Ausweis von unwiderruflichen Zusagen geregelt. Es wäre zu klären, ob diese Regelung für die Rechnungslegung mit den Anforderungen an die Eigenmittelunterlegung kompatibel ist (sinngemäss auch unter den internationalen Rechnungslegungsstandards).
123	Unter Berücksichtigung der Ausnahmen nach Artikel 114 berechnen sich die Netto-Longpositionen jedes einzelnen Emittenten inner- und ausserhalb des Handelsbuches separat für Schuld- und Beteiligungstitel nach Artikel 39 resp. Artikel 39a , wobei feste Übernahmezusagen aus Emissionen nach Artikel 94 behandelt werden können. Die Summe der einzelnen Netto-Longpositionen ergibt die emittentenspezifische Gesamtposition.	Im Entwurf zur ERV erfolgt die Berechnung der Nettoposition neu für Zinsinstrumente und Beteiligungsinstrumente nach leicht unterschiedlichen Regeln. Aus Gründen der Konsistenz sollte ebenfalls auf die neue Berechnung für Eigenkapitalinstrumente verwiesen werden.
125c	b. ... mit Ausnahme des bisherigen innovativen Kernkapitals für welches	Sprachliche Anpassung.
125d Abs. 3	b. zusätzliches Kernkapital	Sprachliche Anpassung; zusätzliches sonst immer klein geschrieben.
125d Abs. 5	... Diese Beträge bilden eine Obergrenze	Sprachliche Anpassung.
Anhang 4, Ziffer 4 Nachrangige Positionen		Aufgrund des Wegfalls des SA-CH werden nachrangige Positionen nicht mehr einem besonderen Risikogewicht unterstellt. Die Angaben zu Ziffer 4 können deshalb gelöscht werden.
Anhang 4, Ziffer 6.1	Flüssige Mittel: Risikogewichtung 0%	RRV: Rz 45 lässt unter den Flüssigen Mitteln die Bilanzierung von Guthaben von ausländischen Filialen bei anerkannten Clearing-Bank des betreffenden Landes zu. Im Zusammenhang mit der Bestimmung über die Börsen- und Clearinghäuser (Art. 56 E-ERV) ist zu prüfen, ob eine Anpassung in der RRV notwendig ist, um eine ungerechtfertigte Risikogewichtung von 0% zu verhindern.
FAQ 38 zu Basel II		Bei den Risikoverteilungsvorschriften besteht die Möglichkeit, auf die einzelnen Bestandteile bzw. Anlagen von kollektiven Kapitalanlagen durchzuschauen. Für die Eigenmittelunterlegung besteht dieser Ansatz nicht. In der FAQ wird in Aussicht gestellt, dieses Verfahren bei der nächsten Revision zu prüfen. Weder aus der Verordnungsvorlage noch aus

Art. E-ERV	Text Entwurf / Formulierungsvorschlag	Bemerkungen
		dem Erläuterungsbericht ist ersichtlich, ob dieses Verfahren geprüft wurde.
FAQ Basel III		Der Basler Ausschuss veröffentlicht periodisch Interpretationen zum Basel III Text. Es sollte festgehalten werden, in welcher Form die FINMA diese Auslegungen auf die Umsetzung in der Schweiz hin übernehmen wird.



Vertraulich

UBS AG
Postfach
8098 Zürich

Group Governmental Affairs

Steve Hottiger
Bahnhofstrasse 45
8001 Zürich
Tel. +41-44-234 50 64
Fax +41-44-234 32 45
steve.hottiger@ubs.com

www.ubs.com

UBS Vernehmlassungsantwort

Zürich, 16 Januar 2012

Per **Email:** rechtsdienst@gs-efd.admin.ch
Generalsekretariat EFD
Bruno Dorner
Bundesgasse 3, 3003 Bern
Referenz/Aktenzeichen: 482.6-003

Per **Email:** petra.schoeb@finma.ch
Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Frau Petra Schöb
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

Vernehmlassung „Änderung Eigenmittelverordnung (ERV) und Ausführungsbestimmungen; Anrechenbare und erforderliche Eigenmittel nach Basel III / internationaler Ansatz der Risikoverteilung“

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die oben genannte Vernehmlassung und nehmen dazu gerne nachfolgend Stellung.

Zusammenfassung

Unserer Ansicht nach soll bei der schweizerischen Umsetzung von Basel III inhaltlich und zeitlich nicht von den Vorgaben des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht abgewichen und nur in eng begrenzten, begründeten Fällen spezifisch schweizerische Lösungen vorgesehen werden. Mit der Vereinheitlichung der internationalen Anforderungen durch Basel III wird u.a. auch die bessere Vergleichbarkeit zwischen den verschiedenen Bankengruppen bezweckt, was sehr zu begrüßen ist.

Der vorliegende Entwurf weicht in wesentlichen Belangen ohne Begründung vom Grundsatz der Vergleichbarkeit ab. Beispielsweise bestehen Widersprüche zwischen der vorliegenden Anhörung und der Anhörung TBTF. Eine koordinierte ERV-Revisionsrunde hätte es erlaubt, inhaltliche Schnittstellen besser zu erkennen und zu beurteilen.

Wir bedauern, dass die Möglichkeit eines systematischen Vergleichs mit den entsprechenden EU-Vorschlägen nur ansatzweise gemacht wurde.

Bei den Regelungen betreffend Kapitalinstrumente sind wir der Ansicht, dass die Umschreibung des Point of Non-Viability noch präzisiert werden muss. Hinzu kommt, dass die Regeln betreffend Verfügbarkeit des aufgenommenen Kapitals in der Finanzgruppe gelockert werden müssen.

Wir unterstützen die Möglichkeit des freiwilligen Abzugs von Positionen vom harten Kernkapital (Art. 32d E-ERV).

Wir sind der Ansicht, dass die Anforderung an Parallelrechnungen bei Verwendung von Modellansätzen unverhältnismässig ist und keinen Mehrwert bringt.

Betreffend Pensionskassenverpflichtungen ist es wichtig eine wirtschaftliche Betrachtungsweise sicherzustellen und buchhalterisch bedingte Eigenkapitalvolatilitäten zu vermeiden, wie das vorgeschlagene Klippenrisiko einer Umstellung von Swiss GAAP FER auf IFRS im Falle einer Unterdeckung.

Ausführliche Kommentare

1. Leverage Ratio

Richtig und in Einklang mit den Empfehlungen des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht führen Sie in der vorliegenden Basel III Vernehmlassung aus, dass eine Leverage Ratio erst nach Ablauf bestimmter Beobachtungsperioden eingeführt werden soll, um in dieser Zeit gegebenenfalls auftretende „unbeabsichtigte Konsequenzen“ einer solchen Vorschrift identifizieren zu können. Auf Seite 83 wird richtigerweise weiter ausgeführt, dass noch Umsetzungsfragen offen seien, welche während der Beobachtungsperiode bis 2015 geklärt werden müssten. Entsprechend solle eine Leverage Ratio als Bestandteil der Mindestanforderung erst am 1. Januar 2018 in Kraft treten.

2. Anrechenbare Elemente des harten Kernkapitals (Art. 19 Abs. 1 lit. e E-ERV)

Gemäss Art. 19 Abs. 1 lit. e E-ERV darf der Gewinn des laufenden Jahres nach Abzug des geschätzten Gewinnausschüttungsanteils als hartes Kernkapital angerechnet werden. Dies stellt keine Veränderung gegenüber der aktuellen Regelung dar. Trotzdem sind wir überzeugt, dass diese Regelung einer erneuten Überprüfung unterzogen werden muss. Gemäss den internationalen Standards und dem Standard der EU müssen die „voraussehbaren“ Gewinnausschüttungsanteile vom Gewinn abgezogen werden, nicht die „geschätzten“. Der international übliche Begriff hat zum Vorteil, dass klar ist, wann und in welchem Umfang ein Gewinnausschüttungsanteil abgezogen werden muss und wann nicht. Gemäss allgemeiner Praxis sind „voraussehbare“ Gewinnausschüttungen diejenigen, die von der Generalversammlung beschlossen worden sind. Interessanterweise verwendet der Erläuterungsbericht selber den Ausdruck der voraussehbaren Gewinnausschüttungen. Entsprechend regen wir an, den Entwurf der ERV damit in Einklang zu bringen.

3. Behandlung aktivierter Software (Art. 29 Abs. 1 lit. c E-ERV)

Wir bitten Sie die gegenwärtige Lösung beizubehalten und verweisen auf die entsprechende Eingabe der Schweizerischen Bankiervereinigung.

4. Abzug vom harten Kernkapital (Art. 29 Abs. 1 lit. j E-ERV)

Die Anwendung von Schwellenwerten für den Abzug von Beteiligungen an konsolidierten Gruppengesellschaften auf Einzelinstitutsebene sollte konsistent mit den Vorschlägen des Basler Ausschusses oder der Europäischen Union erfolgen. Wir verweisen auf die entsprechende Eingabe der Schweizerischen Bankiervereinigung.

5. Risikoverteilungsvorschriften

5.1 Art. 89 E-ERV

Gemäss Art. 89 Abs. 1bis soll FINMA neu befugt werden, die umfassende Ausnahme für gruppeninterner Positionen in Ausführungsbestimmungen angemessen einzuschränken. Der Verordnungstext enthält allerdings keinerlei Kriterien oder Begründungen, in welchen Fällen dies möglich sein soll. Es stellt sich deshalb die Frage, ob die Bestimmung in der heutigen unbeschränkten und offenen Formulierung überhaupt justizierbar ist. Im Erläuterungsbericht wird lediglich auf Querausleihungen an Schwestergesellschaften verwiesen. Der Erläuterungsbericht unterlässt es aber zu erwähnen, dass die Ausnahme von gruppeninternen Positionen eine Voraussetzung für effektive Tresorerie und Risikomanagement-Prozesse ist. Die Bestimmung von Art. 89 Abs. 1bis E-ERV darf nicht dazu führen, dass ein zentrales Treasury und Risikokontrolle verunmöglicht wird, respektive, dass die zentrale Steuerung der Kapitalströme und des Risikomanagements verunmöglicht wird. Das würde den vom Bundesrat in der parlamentarischen Diskussion erklärten Zielen zuwiderlaufen.

5.2 Art. 115a E-ERV

Art. 115a E-ERV sieht für kleinere Schweizer Banken eine tiefere Obergrenze für Klumpenrisiken vor als gegenüber systemrelevanten Banken. Dies kann dazu führen, dass kleinere Banken mit einer grösseren Anzahl kleinerer Banken oder ausländischer Grossbanken enge Geschäftsbeziehungen eingehen müssen, was neben einem erheblichen administrativen Aufwand und entsprechenden Kosten auch mit einer systemischen Komponente verbunden ist. Begründet wird die Ungleichbehandlung mit der TBTF-Problematik, auch wenn die entsprechende Expertenkommission des Bundesrates ein solches Vorgehen *nicht* vorgeschlagen hat (Schlussbericht, S. 36). Die Expertenkommission war lediglich zum Schluss gekommen, dass es keine Begründung gibt für eine (bereits abgeschaffte) Privilegierung von Positionen gegenüber Grossbanken und dadurch ein Anreiz gesetzt werden soll, geringere Risikokonzentrationen gegenüber Grossbanken einzugehen. Dies wird auch von UBS unterstützt.

Der jetzige Entwurf der ERV geht aber weit darüber hinaus und limitiert neu Risikopositionen gegenüber systemrelevante Banken. Damit werden Anreize geschaffen, um kleinere Institute möglichst untereinander zu verzahnen, was zu neuen unbeabsichtigten Kettenreaktionen führen kann. Die Massnahme wird begründet mit einer „Wegdiversifizierung von Interbankenforderungen gegenüber systemrelevanten Banken“. Es ist zu bedauern, dass die Nebeneffekte dieser Bestimmung nicht untersucht wurden. Wir schlagen vor, die Ungleichbehandlung zwischen grösseren und kleineren Banken zu streichen.

5.3 Ausnahmen von der Gesamtposition (Art. 114 E-ERV)

Im Gegensatz zu den Ausführungen im Erläuterungsbericht basieren die Schweizer Risikoverteilungsvorschriften teilweise nicht auf der EU-Regulierung betreffend Grosskredite. Dies betrifft insbesondere die Streichung der Anrechenbarkeit von Sicherheiten bei Mutter- und Schwestergesellschaften. Wir schlagen vor, die Schweizerischen Regelungen dem europäischen Standard anzupassen.

6. Kapitalinstrumente

6.1 Anleihen mit Forderungsverzicht

Bei den Anleihen mit Forderungsverzicht umschreibt der Erläuterungsbericht Basel III richtigerweise die Rechtfertigung für eine Partizipation an der wirtschaftlichen Erholung der Bank. Weil beim Forderungsverzicht die Fremdkapitalgeber vor den Aktionären Verluste tragen, anerkennt auch der Basler Ausschuss, dass Fehlanreize geschaffen werden können. Diese Fehlanreize können durch eine Beteiligung der Fremdkapitalgeber am „Upside“ adressiert werden. Damit wird auch eine Gleichstellung mit CoCos sichergestellt, bei welchen die Fremdkapitalgeber nach der Auslösung des Trigger Events ganz natürlich im Falle der Erholung der Bank partizipieren. Den Aussagen im Erläuterungsbericht

Basel III wird einmal mehr zumindest teilweise widersprochen im Erläuterungsbericht TBTF. Wir weisen diesbezüglich auf unsere Kommentare zur Vernehmlassung TBTF.

Art. 26 Abs. 2 E-ERV umschreibt für die FINMA eine sehr weitreichende Kompetenz, einen Forderungsverzicht oder eine Wandlung anzuordnen. Internationale Investoren haben Bedenken geäussert betreffend die Akzeptanz dieser Instrumente aufgrund weitreichender Eingriffsmöglichkeiten von Aufsichtsbehörden, welche es erheblich erschweren diese Instrumente richtig zu bewerten. Art. 26 E-ERV ist im Zusammenhang mit den gesetzlichen Vorgaben des Art. 25ff. BankG zu sehen, worauf auch der Titel des Art. 26 E-ERV hinweist. Die Kommunikation der Behörden ist in diesem Zusammenhang sehr wichtig, damit sich für diese Instrumente ein Markt überhaupt entwickeln kann.

6.2 Definition des PONV

Die Definition des Point of Non-Viability (PONV) ist im Entwurf missverständlich formuliert worden. In Art. 26 Abs. 1 E-ERV wird von einem „maximal vollständigen Forderungsverzicht oder Wandlung“ gesprochen. Gemeint ist wohl, dass die Anleihen im PONV auf Null abgeschrieben werden. Es ist zu prüfen, ob das Wort „maximal“ notwendig ist.

In Abs. 2 des Art. 26 E-ERV wird bestimmt, dass der Beitrag diese Kapitalinstrumente zum harten Kernkapital spätestens zu erfolgen hat: (a) vor Inanspruchnahme einer Hilfeleistung der öffentlichen Hand; oder (b) wenn die FINMA es für notwendig erklärt. Diese zeitlichen Anforderungen stehen in einem Widerspruch zu Abs. 1, wonach der Beitrag zum harten Kernkapital „im Zeitpunkt der drohenden Insolvenz“ zu erfolgen hat, was auch mit den gesetzlichen Vorgaben von Art. 25ff. BankG übereinstimmt. Gemeint ist wohl immer das Gleiche, was noch klarer zum Ausdruck zu bringen ist. Der Eingriff kann nicht wie in lit. b angedeutet im Ermessen der FINMA stehen, sondern ist nur dann gegeben, wenn eine der Voraussetzungen von Art. 25 BankG erfüllt ist bzw. wenn die FINMA dies autoritativ feststellt. Art. 26 Absatz 2 E-ERV ist entsprechend anzupassen.

Weiter ist die Bestimmung, dass der Beitrag vor Inanspruchnahme einer Hilfeleistung der öffentlichen Hand zu erfolgen hat, nicht praktikabel, weil damit der Zeitpunkt des hoheitlichen Eingriffs vorverschoben und im weiten Ermessen der FINMA belassen wird. Diese Umschreibung widerspricht auch der Umschreibung gemäss Basler Ausschuss (Point of Non-Viability, Basler Paper Dezember 2010), wonach die Wandlung bei Gewährung einer solchen staatlichen Hilfe erfolgen soll, wenn mit der Hilfe der Konkurs des Instituts abgewendet werden soll. Demgemäss gibt es zwei Voraussetzungen: erstens muss ein Fall von Art. 25 BankG vorliegen und zweitens die staatliche Unterstützung zur Vermeidung eines Konkurses gewährt werden. Somit kann es nicht darum gehen, dass die Wandlung oder der Forderungsverzicht vor Inanspruchnahme angeordnet werden kann sondern nur unter der Voraussetzung von Art. 25 BankG und *anlässlich* oder *bei*, d.h. im Zeitpunkt der rechtlichen Gewährung der Unterstützung.

7. Freiwilliger CET1 Abzug (Art. 32d E-ERV)

UBS begrüsst die Möglichkeit des freiwilligen CET1 Abzugs in Art. 32d E-ERV. Das EFD anerkennt richtigerweise, dass eine Abkehr von dieser Möglichkeit widersinnig wäre. Dem ist beizupflichten. Entsprechend wehren wir uns dagegen, dass der freiwillige Abzug lediglich als Platzhalter formuliert wird. Es kann nicht sein, dass in der Schweiz widersinnige Kapitalanforderungen eingeführt werden mit der Begründung von Konsistenz mit Basel III. Die Schweiz sollte vielmehr bestrebt sein, sich international für die Behebung der vorhandenen Schwächen der Basel III Kapitalanforderungen einzusetzen.

8. Parallelrechnungen bei Verwendung von Modellansätzen (Art. 33c E-ERV)

Institute mit bewilligten Modellansätzen müssen nach neuer Vorgabe in der Lage sein, auf Verlangen der FINMA eine Eigenmittelunterlegung nach Massgabe eines von der FINMA vorgegebenen Standardverfahrens parallel zum Modellverfahren zu berechnen. Dies bedingt, dass die Institute neben Know-how und Ressourcen für das Modellverfahren auch solche für das Standardverfahren bereitstellen müssen.

Eine solche Vorgabe wäre unverhältnismässig, weil trotz genehmigtem Modellansatz eine Doppelrechnung nach dem Standardverfahren erfolgen müsste. Eine solche Verpflichtung ist auch unverständlich, weil die Modellansätze von der FINMA bewilligt werden müssen und die von der FINMA festgelegten Voraussetzungen für die Genehmigung eines Modellverfahrens methodisch, prozessual und dokumentarisch anspruchsvoll sind. Sollte FINMA der Ansicht sein, dass die Modelle zu wenig streng sind, sind die entsprechenden Annahmen anzupassen. Es kann jedoch nicht das Modellverfahren grundsätzlich mit der Verpflichtung zu einer „Schattenrechnung“ in Frage gestellt werden. Da eine Verschärfung der Modellannahmen einen weniger schweren Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit bedeutet als die Vornahme von Parallelrechnungen aufgrund eines Standardverfahrens, ist letzteres nicht verhältnismässig (Fehlen der Erforderlichkeit) im Sinne von Art. 36 Abs. 3 BV.

In diesem Zusammenhang möchten wir auch auf unsere Eingabe zur parallelen Vernehmlassung betreffend Risikogewichtung für Wohnliegenschaften verweisen.

10. Pensionskassenverpflichtungen

Gemäss Randziffer 15.7 des Rundschreibens 13/x soll die Abstützung auf Swiss GAAP FER für die Bewertung von Pensionskassenverpflichtungen lediglich dann möglich sein, wenn der Pensionsfonds keine Unterdeckung aufweist. Diese eingeschränkte Abstützung auf Swiss GAAP FER ist abzulehnen wegen der ausgesprochenen Klippenwirkung. Auch bei einer noch so geringen Unterdeckung des Pensionsfonds müsste die gesamte auf IFRS basierende Unterdeckung vom regulatorischen Kapital abgezogen werden.

Insbesondere wenn eine Unterdeckung die Folge eines schwierigen wirtschaftlichen Umfeldes ist, sollte diese Problematik nicht auch noch auf die Bank übertragen werden, indem sie bei einer Unterdeckung nicht nur die Verpflichtung gegenüber dem Pensionsfonds vom harten Kernkapital abziehen muss, sondern die Verpflichtung durch den Wechsel auf den internationalen Rechnungslegungsstandards auch noch viel grösser ausfallen könnte, als bei Anwendung von Swiss GAAP FER.

Unseres Erachtens wäre es ungeschickt, in die Schweizer Bankregulierung derartige zyklische Effekte einzubauen. Stattdessen schlagen wir vor, dass die Pensionsverpflichtungen für schweizerische Fonds, deren Altersrentenleistungen auf der Summe der effektiv geleisteten Beiträge (und Verzinsung) beruhen, durchwegs nach den Prinzipien von Swiss GAAP FER ermittelt werden.

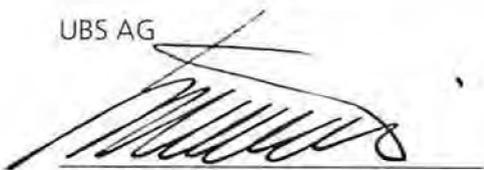
Hinzu kommt, dass statt auf FER 26 generell auf Swiss GAAP FER Bezug genommen werden sollte, weil sonst weitere relevante Fachempfehlungen nicht zur Anwendung kämen.

Im Übrigen verweisen wir auf unsere Vernehmlassungsantworten betreffend TBTF, antizyklischem Puffer und Wohnbauimmobilien, sowie die umfangreichen Vernehmlassungsantworten der Schweizerischen Bankiervereinigung, welche wir vollumfänglich unterstützen.

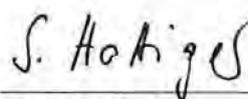
Wir stehen Ihnen jederzeit gerne zur Verfügung für Erläuterung zu unseren Vorschlägen und Anliegen.

Mit freundlichen Grüssen

UBS AG



Claude Moser
Group Treasurer



Steve Hottiger
Head Group Governmental Affairs

foreign banks . in switzerland.

Rechtsdienst EFD
Eidg. Finanzdepartement
CH-3001 Bern
PER EMAIL
rechtsdienst@qs-efd.admin.ch

Zürich 13. Januar 2012

Revision ERV

Sehr geehrte Damen und Herren

Am 24. Oktober 2011 haben Sie die Änderungen der Eigenmittelverordnung (ERV) und die Ausführungsbestimmungen zur Vernehmlassung freigegeben. Gerne nehmen wir die Gelegenheit wahr, den Verordnungsentwurf zu kommentieren. Da unsere Bankengruppe in den Vorbereitungsarbeiten involviert war, beschränken wir unsere Kommentare auf Aspekte, welche weniger technischer als grundsätzlicher Natur sind und in den Vorbereitungen nicht genügend tief diskutiert werden konnten. Ansonsten unterstützen wir den Revisionsentwurf.

Abschaffung des Swiss Finish im allgemeinen...

Mit der Revision sollen alle von den Mindestanforderungen des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht abweichende Regelungen abgeschafft werden. Diese radikale Abkehr von der bisherigen Praxis ist nicht durch eine aufsichtsrechtliche Notwendigkeit begründet, sondern ausschliesslich durch die formale Argumentation, dass der Schweizer Standard Approach mit den Empfehlungen des Basler Ausschusses unvereinbar sei.

Wir können die Forderung nach einer Anpassung der Schweizer Regelung an die Empfehlungen des Basler Ausschusses dort nachvollziehen, wo ein expliziter Widerspruch zwischen diesen Vorgaben und der Schweizer Umsetzung besteht. Doch der Erläuterungsbericht zeigt nicht auf, wo dies der Fall ist. Auch zeigt er keine inhaltlichen Argumente, aus welchen geschlossen werden müsste, dass der Swiss Finish aufsichtsrechtlich ungenügend wäre. Eine Notwendigkeit, den Swiss Finish abzuschaffen, können wir den Ausführungen nicht entnehmen.

Denn auch das Argument der mangelnden internationalen Vereinbarkeit trifft nicht zu. Wir weisen mit allem Nachdruck darauf hin, dass

- in vielen, gerade nur national bedeutenden Bereichen der Basler Ausschuss keine Regeln erlässt. Die Länder – auch die Schweiz – können den gewährten Freiraum nutzen und Vorgabe im Sinn' und Geist der internationalen Standards einführen,
- die zu erwartende Umsetzung von Basel III in der CRD-IV der Europäischen Union gerade deshalb auch in vielen Bereichen von den Basler Vorgaben abweicht,
- Länder wie Grossbritannien oder Schweden, aber auch Deutschland, auf einen „British Finish“, einen „Swedish Finish“ oder einen „German Finish“ beharren. Immerhin hat die britische Regierung für seine Umsetzung des Vickers-Report (und damit einer Abweichung von den EU- und den Basler Regeln) von seinem Vetorecht innerhalb der EU Gebrauch

gemacht. Schweden pocht auf der nationalen Diskretion, da sich sein Bankengesetz in der Finanzkrise 2007 bewährte. Deutschland beharrt auf wichtige nationale Sonderregelungen für seine inländischen Institute. Von einer 1:1 Übernahme der Basler Empfehlung in die CDR IV ohne nationale Abweichung auszugehen, ist realitätsfern.

- die Basler Empfehlungen nur für international tätige Banken gelten. Insbesondere die USA haben ihre inländischen Institute national geregelt. Es wäre also durchaus mit den Basler Empfehlungen vereinbar, wenn Banken der Kategorie 4 und 5 weiterhin unter dem Swiss Finish operieren könnten.

... und Art 107 ERV im speziellen

Die Abschaffung von Art. 107 wäre für kleine in der Vermögensverwaltung tätige Banken eine bedauernswerte Erschwerung, der keiner aufsichtsrechtlichen Notwendigkeit folgt. Weder lässt sich eine zu geringe Eigenmitteldecke ableiten, noch ist der Artikel mit dem Basler Regelwerk unvereinbar.

Der Basler Ausschuss regelt die Lombardkredite nicht. Da die Schweiz im Basler Ausschuss vertreten ist, gehen wir davon aus, dass die Schweizer Vertretung die Behandlung der Lombardkredite im Basler Ausschuss zur Diskussion stellte. Hätte der Basler Ausschuss dieses Produkt als von allgemeiner Bedeutung erachtet, wäre eine entsprechende Regelung in die Basel II bzw. Basel III-Empfehlungen eingeflossen. Da dem nicht so ist, ist die Schweiz ist berechtigt, dieses sehr „schweizerische“ Produkt auf nationaler Ebene zu regeln.

Im Erläuterungsbericht ist von einer „Unvereinbarkeit mit internationalen Standards“ die Rede. Doch lässt sich keine Unverträglichkeit mit dem Basler Regelwerk – dem explizit als für die Schweizer Umsetzung entscheidende Regelwerk (S. 17/87) – belegen. Der Bericht verweist als Beleg für die internationale Unvereinbarkeit auf eine Fusszeile im Anhang zur EU-konformen Konsolidierung des UK-FSA Handbook. Andere EU Länder teilen im übrigen die Sichtweise der UK-FSA nicht; auch der Erläuterungsbericht kann keine weiteren Regelungen anfügen.

Es ist uns unerklärlich, warum das Eidg. Finanzdepartement die Auslegungen der UK-FSA zur konsistenten Konsolidierung gemäss EU-Normen als für die Behandlung der Lombardkredite im Schweizer Aufsichtsrecht zwingend erachtet. Wir lehnen eine Praxis kategorisch ab, welche die Ausführungsbestimmungen einer ausländischen Aufsichtsbehörde bedingungslos in das Schweizer Regelwerk übernimmt.

Wir schlagen daher vor, dass

der Swiss Standard Approach gültig bleibt für Banken der Kategorie 4 und 5,

insbesondere der bestehenden Artikel 107 beibehalten wird,

die Charakteristiken des Lombardkredits in einer angemessenen Form aufsichtsrechtlich verbindlich festgelegt werden. Als Grundlage dient das Schreiben der Eidg. Bankenkommission vom 24. August 2006 an unseren Verband (siehe Anhang). Damit wäre auch sichergestellt, dass nur Lombardkredite, und nicht alle Kredite mit Besicherungen, gemäss Art. 107 behandelt würden.

Risikoverteilungsvorschriften Art 89

Wir unterstützen die Regelung der gruppeninternen Positionen in Art 89 Abs. 1 E-ERV. Wir haben auch Verständnis, dass die FINMA in bestimmten Situationen diese umfassenden Ausnahmen einschränken möchte. Doch erachten wir Art 89 Abs. 1 bis E-ERV als überflüssig. Die dort vorgesehenen Einschränkungen sind schon auf der Basis von Art. 103 Abs. 2 Bst d E-ERV möglich.

Der Erläuterungsbericht unterlässt es aufzuzeigen, welche Sachverhalte mit dem neuen Artikel erfasst werden, die nicht schon durch Art. 103 Abs. 2 Bst d E-ERV abgedeckt sind. Im

Erläuterungsbericht lesen wir: „Betragsmässig sollen (mit Art 89 Abs. 1 bis E-ERV ; unserer Einschub) die grenzüberschreitenden Positionen an eine einzelne Gruppengesellschaft umfangmässig so beschränkt werden, dass ein Forderungsausfall nicht zu einer Insolvenz des schweizerischen Institutes führt.“ Genau dieser Zweck verfolgt auch Art. 103 Abs. 2 Bst d: „Namentlich kann sie (die FINMA) die Ausnahme von der Obergrenze nach Art. 89 Abs. 1 E-ERV für einzelne oder die Gesamtheit der Gruppengesellschaften als nicht anwendbar erklären“. Der Bericht verweist denn auch darauf, dass Art. 103 Abs. 2 Bst d E-ERV auf die im Erläuterungsbericht dargelegte Situation angewendet werden kann. Zudem belegt gerade die gegenwärtige Praxis der FINMA, dass Einschränkungen der intra-gruppen Positionen gestützt auf diesen Artikel auch bei mehreren Einzelinstituten auf Grund derer gemeinsamen spezifischen Charakteristiken (gleiches Heimatland des Mutterhauses, u.ä.) möglich sind.

Wir schlagen vor, dass Art. 89 Abs. 1 bis E-ERV gestrichen wird. Allenfalls wird Art 103 ergänzt durch den Hinweis auf die von der FINMA zu erlassenden Ausführungsbestimmungen.

Wir möchten unser Erstaunen nicht verhehlen über die Diskrepanz zwischen der allgemein gehaltenen Formulierung von Art. 89 Abs. 1 bis E-ERV und der ausschliesslich auf die grenzüberschreitenden intra-gruppen Positionen sich beziehenden Erläuterungen im Bericht. Dort wird offenbar von der Annahme ausgegangen, dass für inländische Gruppenbeziehungen keine Einschränkungen der weitgehenden Ausnahmen nötig sind. Der vorgeschlagene Artikel wie auch Art. 103 Abs. 2 Bst d E-ERV gehen aber korrekterweise davon aus, dass es eine generelle gesetzliche Regelung bestehen muss, welche es dem Regulator erlaubt, auch bei einer inländischen Gruppe für eine Reduktion der konzerninternen Verflechtungen vorzugehen.

Wir unterstützen, dass vorgesehene Ausnahmen für alle gruppeninternen Verflechtungen eingeschränkt werden können. Der enge Fokus auf grenzüberschreitende Beziehungen des Erläuterungsberichts scheint durch Einzelfälle geprägt zu sein. Eine Beschränkung der inländischen Gruppenbeziehungen kann in Zukunft ebenso notwendig sein.

Zusammenfassung

Zusammenfassend stellen wir fest:

- Grundsätzlich sind wir mit der Revision einverstanden.
- Der Swiss-Finish kann für die Banken der Kategorien 4 und 5 beibehalten werden.
- Der Pauschalansatz für Lombardkredite sollte beibehalten werden. Die Argumentation des EFD verweist ausschliesslich auf die Ausführungsbestimmung einer einzigen ausländischen Behörde. Einzelne nationale Bestimmungen als internationalen Standard anzuerkennen, lehnen wir ab.
- Die Risikoverteilungsvorschriften Art. 89 Abs. 1 E-ERV unterstützen wir. Wir hoffen, dass die FINMA eine konsistente und angemessene Politik entwickelt und die geltenden Prinzipien, nach derer sie sich leiten lässt, offenlegt. Art 89 Abs 1 bis E-ERV ist allerdings redundant und daher wegzulassen. Gegebenenfalls kann Art. 103 Abs. 2 Bst d E-ERV ergänzt werden.
- Wir befürworten die Anwendung von Beschränkungen auf alle gruppeninternen Verflechtungen. Es gibt keinen Grund anzunehmen, warum die FINMA nicht auch gruppeninterne Verflechtungen einer inländischen Gruppe einschränken möchte

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Kommentare.

Freundliche Grüsse

VERBAND DER AUSLANDSBANKEN IN DER SCHWEIZ



Dr. Martin Maurer
Geschäftsführer



Raoul Würgler
stv. Geschäftsführer

Schwellengasse 12
P.O.Box
CH-3001 Berne
Phone +41 31 322 69 11
Fax +41 31 322 69 26
info@ebk.admin.ch
www.sfbc.admin.ch



Eidgenössische Bankenkommision
Commission fédérale des banques
Commissione federale delle banche
Swiss Federal Banking Commission

Date 24.08.2006
Responsible Uwe Steinhauser
Department Large Banking Groups
Direct phone +41 31 323 27 74
Direct e-mail uwe.steinhauser@ebk.admin.ch
Reference 2006-07-12/92/16007

Verband der Auslandsbanken in der
Schweiz
Dr. Martin Maurer
Löwenstrasse 51
Postfach
8023 Zürich

Lombard Lending Business Characterization in the Context of Basel II and Advanced IRB

Dear Dr. Maurer,

We are referring to the above matter and the corresponding dialogue we had in a working group composed of representatives of the Association of Foreign Banks in Switzerland, HSBC Guyerzeller Bank AG and the Swiss Federal Banking Commission. The outcome of this dialogue is the below characterisation of Lombard lending.

Lombard lending business is a well-established traditional standard low risk business, widely used by banks represented in the Swiss financial sector. The following table summarizes the characteristics of Lombard lending, the specific feature of its risk profile and the general principle of its treatment in a Basel II Advanced IRB approach. The details of Lombard lending business are defined by each bank individually in the process of implementing Lombard Lending into the bank-specific model. The details of integration and modelling of Lombard lending in an Advanced IRB approach is not discussed, since this depends on the model chosen by the respective bank.

Lombard lending business is lending against financial assets which are duly pledged, liquid and marketable.

The duly pledged, liquid and marketable financial assets are treated as the only source of repayment.

Lending values are assigned to the pledged eligible assets on the base of internal haircuts, which are derived using quantitative methods. The ratio of utilization versus the lending value determines the coverage and the rating, respectively. The standard supervisory haircuts stipulated in the International Convergence of Capital Measurement and Capital Standards are considered to be the minimal haircut levels for those defined assets. The internally set haircuts are to be equal or more conservative than these minimal levels.

Daily haircut mark-to-market closing prices of the respective pledged eligible assets result in lending values which determine the lending limit (flexible overdraft facility).



Through adequate individual haircut settings single-security lending, hedge funds or other financial assets that are deemed to be eligible, can be fully recognized as credit mitigant in an Advanced IRB approach.

Typically, Lombard lending exposures are significantly over-collateralized due to conservative internal haircuts. When the exposure exceeds the market value of the pledged asset(s), it is this difference which becomes unsecured. In fact a Lombard lending exposure where the exposure exceeds the market value of the pledged asset(s) due to substantial decline of the market value(s), to an increase of the exposure and/or a combination of both is either unsecured or secured by assets which are not liquid and marketable. This part does, therefore, not fall under the definition of Lombard lending and is treated accordingly.

Typically and historically the Lombard lending business is a low-risk business. Lombard lending is considered as retail activity for private clients regardless of size (this includes private individuals, privately owned investment companies, foundations, trusts, partnerships, and the like) if standard risk management processes (e.g. monitoring, margin-call, close-out) and standard documentation are applied to an internally defined segmentation.

Risk weight according to the Basel II Advanced IRB approach: For each retail pool a specific risk weight is determined on the basis of the applicable IRB risk weight function using pool-specific PD and LGD estimates based on historical experience. In case of non-retail exposures the counterparty risk weight function would be used. In the past, losses in Lombard lending have been small, as long as the net exposure remained within the lending value.

Disclosures in the financial statements of banks (Basel 2 / Pillar III): If assets are pledged as security, the bank discloses aggregate amounts of the secured client liabilities and the nature of the assets pledged as securities (e.g. duly pledged, liquid and marketable financial assets). The disclosure of client domiciles (domestic / foreign) regarding fully secured Lombard Lending facilities is irrelevant as the duly pledged, liquid and marketable financial assets are treated as the only source of repayment.

We hope that this characterization is useful for providing interested parties with guidance to the area of Lombard lending in the context of Basel II and Advanced IRB from an official Swiss point of view.

Yours sincerely,

The Secretariat of the
SWISS FEDERAL BANKING COMMISSION
Large Banking Groups

Daniel Sigrist

Dr. Uwe Steinhauser

Copy (via e-mail only): National Working Group on Implementation of Basel II

Verein Monetäre Modernisierung MoMo
Postfach 3161
5430 Wettingen

GS / EFD
✚ 12. Jan. 2012 ✚
LO/AM

Wettingen, 11. Januar 2012

Rechtsdienst EFD
Herrn Bruno Dorner, Leiter Regulierung
Bundesgasse 3

3003 Bern

Revision Eigenmittelverordnung

Sehr geehrter Herr Dorner

Wie in meinem heutigen Mail vermerkt, sende ich Ihnen hiermit die erwähnten Beilagen per Post.

Mit freundlichen Grüßen,



Hansruedi Weber (Präs. MoMo)

Verein Monetäre Modernisierung MoMo
Postfach 3161
5430 Wettingen

Wettingen, 11. Januar 2012

Rechtsdienst EFD
Herrn Bruno Dorner, Leiter Regulierung
Rechtsdienst@gs-efd.admin.ch

Anhörung zur Revision der Eigenmittelverordnung (Basel III)
Anhörung zu einer Änderung der Eigenmittelverordnung Anhang 4:
Wohnliegenschaften
Anhörung zur Umsetzung der Bankenverordnung (Umsetzung „too big to fail“)

Sehr geehrte Damen und Herren, sehr geehrter Herr Dorner

Bis 16. Januar 2012 geben Sie ausgewählten Kreisen und der interessierten Öffentlichkeit Gelegenheit, zu den drei erwähnten Vorlagen Stellung zu nehmen. Als relativ junger Verein, welcher sich mit Grundsatzfragen des Geldwesens beschäftigt, haben wir diese Vorlagen mit Interesse gelesen. Da zwischen diesen drei Vorlagen enge Zusammenhänge bestehen, erlauben wir uns, dazu einige grundsätzliche Bemerkungen anzubringen.

Wie Sie den beiliegenden Unterlagen entnehmen können, treten wir dafür ein, dass auch das Buchgeld, welches heute im privaten Bankensektor über die Kreditgewährung geschöpft wird, allein durch die Notenbank als „Vollgeld“ emittiert wird. Wir sind uns bewusst, dass dies gegenüber dem heutigen System das Bankenwesen in einigen Bereichen stark verändern würde. Andererseits würden sich damit einige der Probleme, welche mit den zur Diskussion stehenden Verordnungen gelöst werden sollen, nicht mehr oder nicht mehr in gleicher Schärfe stellen.

Eigenmittelvorschriften:

1. Grundsätzlich sind erhöhte Eigenmittelvorschriften im heutigen Umfeld zwingend und wir unterstützen diese Bestrebungen voll und ganz. Andererseits gilt nach wie vor die Aussage des Finanzwissenschaftlers Walter Bagehot: „Eine gut geführte Bank braucht kein Kapital. Kein Kapital, und sei es noch so hoch, kann eine schlecht geführte Bank retten“. Das heisst, auch mit höherem Eigenkapital kann die Sicherheit des Systems nur ungenügend erhöht werden, da im Falle einer Krise die flüssigen Mittel trotz Eigenkapital fehlen könnten, um die Gläubiger befriedigen zu können. Wir sind daher der Auffassung, dass in erster Linie die liquiden Mittel und Reserven bei der Nationalbank ausreichend dotiert sein müssen. Wir sehen daher mit Interesse den in Aussicht gestellten neuen Liquiditätsvorschriften entgegen.

2. Ebenso wichtig erscheint uns in diesem Zusammenhang die Festlegung der Leverage Ratio. Auch hier wird ein wichtiger Schritt in die richtige Richtung getan. Dennoch erscheint uns die vorgeschlagene Höhe von $27\% \times 19\% = 5,1\%$ Prozent als deutlich zu tief.

3. Aus unserer Sicht ist ausserdem darauf hinzuweisen, dass auch höhere Eigenmittelvorschriften das prozyklische Verhalten des Bankensystems nicht verhindern, sondern es sogar noch verstärken können: Einerseits werden im Aufschwung die Risiken tiefer bewertet, was mit einem gegebenen Eigenkapital höhere Ausleihungen ermöglicht. Ebenso ist es im

Aufschwung ein Leichtes – über höhere Gewinne und allenfalls Kapitalbeschaffungen am Kapitalmarkt – das Eigenkapital zu erhöhen, was wiederum höhere Ausleihungen zulässt. Andererseits führen im Abschwung die gleichen Mechanismen zu geringen Ausleihungen.

4. Auch die Bewertungen der Ratingagenturen sind, wie die Erfahrungen zeigen, nicht immer zutreffend und unterliegen ebenfalls zyklischen Einflüssen, d.h. auch sie sind von den konjunkturellen Entwicklungen beeinflusst und können diese noch verstärken. Von daher wären einfachere und weniger beeinflussbare Vorschriften an sich vorzuziehen.

5. Was die Vorschriften für das Hypothekengeschäft betreffen, so ist verständlich, dass sich die Aufsichtsorgane darüber Sorgen machen, denn die Bildung von Immobilienblasen bzw. deren Platzen hat im heutigen System massive volkswirtschaftliche Auswirkungen. Aus unserer Sicht ist es allerdings problematisch, wenn sich der Staat so stark in das Geschäftsgebaren der Banken einmischt, denn damit übernimmt er auch Verantwortung und kann behaftet werden.

Wir verstehen, dass im heutigen System der Geldschöpfung, welches im Wesentlichen auf der (endogenen) Geldschöpfung durch das Bankensystem beruht, derartige Vorschriften unumgänglich sind. Dennoch dienen diese Vorschriften unseres Erachtens in erster Linie dazu, die Auswirkungen der grundlegenden Fehler der (endogenen) Geldschöpfung zu korrigieren. In einem Vollgeldsystem, wie es uns vorschwebt, könnte auf derartige Eingriffe in die Betriebsführung der Banken völlig verzichtet werden.

Wir sind uns bewusst, dass unsere Stellungnahmen keinen direkten Einfluss auf die vorgelegten Entwürfe haben werden. Dennoch würde es uns freuen, wenn Sie die Idee eines anderen Systems der Geldschöpfung studieren und in Ihre Überlegungen einfließen lassen könnten.

Mit freundlichen Grüßen

Hansruedi Weber

Präsident

Reinhold Harringer, Dr. oec.

Vorstandsmitglied

Beilagen : Huber/Robertson: Broschüre Geldschöpfung in öffentlicher Hand

Flyer Monetative

(Beilagen werden auf dem Postweg zugestellt.)

MONETATIVE

Verein Monetäre Modernisierung MoMo
Postfach 3161
5430 Wettingen

Vorstandsmitglieder:

Präsident: Hansruedi Weber, pens. Volksschullehrer, parteilos, Ennetbaden

Vizepräsident: Werner Kallenberger, Prof. em. ZHAW, Dr. iur., SPS, Zürich

Aktuar: Martin Jung, Student, AL, Schaffhausen

Kassier: Daniel Meier, Erwachsenenbildner, GPS, Kollbrunn

Beisitzer: Thomas Brändle, Schriftsteller, FDP, Unterägeri
Reinhold Harringer, Dr. oec., parteilos, St. Gallen
Mark Joób, Dr. phil., parteilos, Unterengstringen
Olivier Kessler, Student, SVP, Schwyz
Kornmann Ewald, Ing. ETH, parteilos, Feldbrunnen
Walter Meier-Solfrian, Dr. phil., parteilos, Zürich

Mitglieder des Wissenschaftlichen Beirats:

Hans Christoph Binswanger, Ökonom, Prof. em. HSG, Dr. oec., St. Gallen

Heinrich Bortis, Wirtschaftshistoriker, Prof. Dr. rer. pol., Universität Fribourg

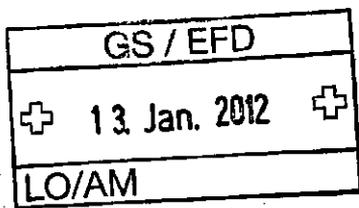
Mario von Cranach, Sozialpsychologe, Prof. em., Dr. phil., Bern

Peter Hablützel, Historiker, Dr. phil., Consulting, Bern

Joseph Huber, Umweltsoziologe, Prof. Dr. phil., Universität Halle-Wittenberg DE

Philippe Mastronardi, Staatsrechtler, Prof. em. HSG, Dr. iur., Horw

Peter Ulrich, Wirtschaftsethiker, Prof. em. HSG, Dr. oec., Gattikon



VHV BCG

Vereinigung
Schweizerischer Handels-
und Verwaltungsbanken

Association
de Banques Suisses
Commerciales et de Gestion

Associazione
di Banche Svizzere
Commerciali e di Gestione

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Frau Petra Schöb
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Herrn Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Bern

6300 Zug, 12. Januar 2012 Dg/jf
Baarerstrasse 12
Tel. 041 729 15 35 Fax 041 729 15 36
<mailto:benno.degrandi@vhv-bcg.ch>
www.vhv-bcg.ch

**Neue Eigenmittel-Vorschriften für Schweizer Banken (Basel III):
Anhörung Revision Eigenmittelverordnung (E-ERV) und
FINMA-Rundschreiben "Anrechenbare Eigenmittel Banken", "Marktrisiken Banken",
"Kreditrisiken Banken", "EM-Offenlegung Banken" sowie "Risikoverteilung Banken"**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die am 24. Oktober 2011 eröffnete Anhörung der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht und des Eidgenössischen Finanzdepartements zu den Eigenmittelvorschriften für Schweizer Banken. Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und machen davon gerne Gebrauch.

Angesichts des inhaltlichen Bezugs der Anpassungen auf Stufe Verordnung sowie Rundschreiben nehmen wir im Rahmen der beiden Anhörungen zu verschiedenen Aspekten durch eine zusammengefasste Anhörungsantwort Stellung.

1. Allgemeines

Streichung Schweizer Standardansatz (SA-CH) und Multiplikatoren im internationalen Standardansatz (SA-BIZ): Art. 49ff und Art. 64 E-ERV

Unsere Vereinigung begrüsst die Streichung der Multiplikatoren für den SA-BIZ gemäss Art. 64 E-ERV. Mit dieser Massnahme erfolgt für die betroffenen Banken, die den SA-BIZ anwenden, ein sehr wichtiger Schritt zur Erhöhung der Vergleichbarkeit der Kapitalkennziffern berechnet nach den Vorschriften der FINMA sowie international. Eine wichtige und schwer kommunizierbare Benachteiligung der betroffenen FINMA-regulierten Banken im internationalen Umfeld wird damit beseitigt.

Bezogen auf die Streichung des SA-CH empfehlen wir, die Notwendigkeit resp. das Kosten-Nutzen-Verhältnis der unmittelbaren Streichung nochmals zu prüfen. Wir verweisen in diesem Zusammenhang auf die Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung. Bei der Beurteilung der Vor- und Nachteile einer Abschaffung oder Fortführung des SA-CH ist zu berücksichtigen, dass mit der Abschaffung der Multiplikatoren für den SA-BIZ der SA-CH wohl in jedem Fall zu einer höheren Eigenmittelanforderung und damit zu einer konservativeren Betrachtung führt. Die Institute, welche aktuell und auch unter Basel III die Eigenmittelanforderungen sowie die Risikoverteilungsmeldungen nach dem SA-CH bestimmen, sind somit sehr starken Anreizen ausgesetzt, die Berechnungen über kurz oder lang auf die Methode nach SA-BIZ umzustellen. Übersteigen jedoch die Umstellungskosten die Vorteile einer Umstellung für ein einzelnes Institut signifikant und wird ein Wechsel durch die verschiedenen Anspruchsgruppen (ausländische Aufsichtsbehörden, Ratingagenturen, Kunden und Investoren) nicht gefordert, sind prudentielle Argumente für einen sofortigen Wechsel von SA-CH auf SA-BIZ für das einzelne Institut schwer zu erkennen.

Wir empfehlen daher, den SA-CH zumindest vorerst nicht zu streichen, durch die Streichung der Multiplikatoren im SA-BIZ jedoch klare Anreize für die Institute zu setzen, mittel- bis langfristig auf den SA-BIZ zu wechseln.

Übergangsbestimmungen und –fristen

Titel 6a: Schlussbestimmungen / Art. 125c ff E-ERV

Eine Implementierung der technisch sehr aufwändigen Anpassungen für verschiedene neue Methoden in den Standardverfahren innerhalb weniger Monate, d.h. bis zum 1.1.2013, dürfte für viele kleinere und mittlere Institute kaum möglich sein. Dies betrifft insbesondere folgende Neuerungen:

- Neue Anforderung für mögliche Wertanpassungen von Derivaten resp. "Credit Valuation Adjustments (CVA)" gemäss Art. 41a E-ERV
- Berechnung des Kreditäquivalentes von börsengehandelten Derivaten von Kunden analog OTC-Kontrakten gemäss Art. 42 E-ERV
- Anforderungen für Kreditrisiken und Garantieverpflichtungen gegenüber zentralen Gegenparteien gemäss Art. 56a E-ERV.

Wir erachten es deshalb als wichtig, dass auch für diese Neuerungen angemessene Übergangsfristen definiert werden.

2. Eigenmittelverordnung (E-ERV)

Art. 26: Zeitpunkt drohender Insolvenz ("Point of non-viability", PONV)

Die PONV-Regelung ist zwingend anwendbar für zusätzliches Kernkapital. Zu prüfen ist deshalb, ob nicht eine umfassendere Regelung in der Verordnung anstelle detaillierter Regelungen in den spezifischen Emissionsprospekten sinnvoll ist.

Art. 29 Abs. 1 Bst. c: Behandlung aktivierte Software

Gemäss Art. 29 Abs. 1 Bst. c E-ERV soll die bisher geltende Ausnahme für die aktivierte Software bei den Abzügen vom Kernkapital aufgehoben werden. Damit wäre aktivierte Software neu vollständig vom Kernkapital abzuziehen. Wir empfehlen, diese Streichung nochmals zu prüfen.

Art. 39a: Nettoposition für Eigenkapitalinstrumente

Nach unserem Verständnis beziehen sich die in den Absätzen 2 bis 4 beschriebenen Sachverhalte nicht auf die effektiven Instrumente, sondern auf die Basiswerte der betroffenen Instrumente. Absatz 2 bezeichnet somit Positionen, welche als Basiswert Eigenkapitalinstrumente, ausgenommen eigene Beteiligungstitel, aufweisen, Absatz 4 bezeichnet Positionen, welche als Basiswert eigene Beteiligungstitel aufweisen. Zur Klärung schlagen wir eine Änderung der Formulierungen bspw. wie folgt vor: *„Bei Positionen, deren Basiswert Eigenkapitalinstrumente sind, ausgenommen eigene Beteiligungstitel, ist eine Verrechnung von Long- und Short-Positionen nur zulässig ...“*.

In Absatz 4 sieht der neue Text vor, dass eine Short-Position kein Gegenparteirisiko aufweisen darf, ansonsten eine Long-Short-Verrechnung nicht möglich ist. Wir gehen davon aus, dass – gemäss letztem Satz des Absatzes – ein etwaiges Gegenparteirisiko eine separate Eigenmittelanforderung für das Gegenparteirisiko generiert. Vor diesem Hintergrund ist die Einschränkung für die Verrechenbarkeit schwierig zu verstehen, und wir bitten um Klarstellung bzw. Neubeurteilung dieses Sachverhalts.

Art. 41a: Risiko möglicher Wertanpassungen von Derivaten; Rundschreiben 2008/19: Kreditrisiken Banken, Abschnitt XVII., Rz 392ff.

Gemäss vorliegendem Entwurf werden zur Berechnung der neuen Anforderung zur Deckung möglicher Wertanpassungen von Derivaten ("Credit Valuation Adjustment - CVA Charge") zwei Verfahren vorgegeben: Der fortgeschrittene Ansatz sowie der Standardansatz. Beide Berechnungsweisen, auch der Standardansatz, sind sehr komplex und erfordern umfangreiche System- und Datenanpassungen. Die Anfang 2011 durchgeführte, internationale "Quantitative Impact Study" sowie die Wirkungsstudie der FINMA vom Sommer 2011 zeigten jedoch, dass die resultierenden Eigenmittelanforderungen aus der "CVA Charge" für kleinere und mittlere Institute in vielen Fällen vernachlässigbar sind. Wir schlagen deshalb vor, zu prüfen, ob nicht ein zusätzlicher Ansatz ("einfacher Ansatz", "Pauschalansatz") eingeführt werden kann, welcher die neue Eigenmittelanforderung basierend auf einem in den Systemen verfügbaren Mass (Wiederbeschaffungswert, Add-on, Kontraktvolumen) bestimmt und in einer Grösse bemessen ist, welche von der FINMA als ausreichend beurteilt wird.

Art. 42 Abs. 5: Berechnung Kreditäquivalent für börsengehandelte Derivate

Die Anforderung, dass neu auch für börsengehandelte Derivate, welche für Kunden abgeschlossen werden, Kreditäquivalente berechnet werden müssen, stellt eine Neuerung dar, welche für die meisten Institute sehr grosse technische Anpassungen verursacht. Diese hohen Aufwendungen fallen leider an, ohne dass ein zusätzlicher Nutzen generiert wird. Bisher wurde für die Bestimmung des EAD ("Exposure at Default") aus börsengehandelten Kontrakten für Kunden üblicherweise auf die Margenanforderung gemäss Börsenmethode abgestellt, in vielen Fällen unter Anwendung von Skalierungsfaktoren für eine konservativere Betrachtungsweise. Gemäss den Vorgaben der Börsen sind die Institute verpflichtet, mindestens die Margenanforderungen (gemäss Börsenmethode) weiterzubelasten. Neu soll nun nicht mehr auf dieses Exposure-Mass abgestellt und ein weiteres Risikomass gemäss ERV berechnet werden.

Wir empfehlen zu prüfen, ob die bisherigen Methoden nicht beibehalten werden können und gemäss Art. 42 E-ERV für börsengehandelte Kontrakte wahlweise auf das Kreditäquivalent gemäss ERV oder die Margenanforderung gemäss Börsenmethode abgestellt werden kann. Dies vor dem Hintergrund, dass

- die neue Methode technisch aufwändig ist,

- doppelte Berechnungen notwendig werden, da die Anwendung der Börsen-Margenmethoden nach Massgabe der Börsen zwingend sind,
- die neue Methode weniger risikoadäquat ist, da die Börsen-Margenmethoden im Gegensatz zur Add-on-Methode nicht statisch, sondern risikobasiert sind (vgl. z.B. "Risk Based Margining"-Methode der EUREX), und
- die neue Methode nicht zu höheren Eigenmittelanforderungen führt.

Art. 89: Gruppeninterne Positionen im Rahmen der Risikoverteilungsvorschriften

Gemäss dem neuen Abschnitt 1^{bis} ist die FINMA explizit befugt, die umfassende Ausnahme gruppeninterner Positionen in Ausführungsbestimmungen angemessen einzuschränken. Da die Behandlung gruppeninterner Positionen für sehr viele Institute von höchster Relevanz ist, ist eine rasche Ausarbeitung und Vernehmlassung dieser Ausführungsbestimmung erforderlich.

Art. 118 Abs. 5: Anrechnung von Sicherheiten und Stresstesting sowie Konzentrationsrisiken im Rahmen der Risikoverteilungsvorschriften

Bekanntermassen kennt der Basler Ausschuss keine Mindeststandards für die Bestimmung, Rapportierung und Begrenzung von Klumpenrisiken. Die FINMA stützt sich jedoch – bisher ausschliesslich für die Banken mit Eigenmitteln gemäss "SA-BIZ" – auf die Vorgaben der EU (Richtlinie 2006/48/EG inkl. Revision 2009). Diese Vorgaben wurden bereits mit der Anpassung der Risikoverteilungsvorschriften für SA-BIZ-Banken per 1.1.2010 umgesetzt. Bezogen auf die Vorgaben über die Konzentrationen im Sicherheitenportfolio erfolgte in der bisherigen ERV, nach ausführlicher Diskussion und Prüfung der schon damals sehr detaillierten und restriktiven EU-Vorgaben, eine pragmatische Umsetzung, indem Absatz 4 festhält: "Sicherheiten dürfen nach dem Verfahren nach Absatz 2 oder 3 angerechnet werden, wenn die daraus entstandenen Konzentrationsrisiken angemessen begrenzt und überwacht werden". Die Angemessenheit wurde bisher im Rahmen der aufsichtsrechtlichen Prüfung beurteilt.

Von diesem auf den Grundsatz und die Angemessenheit beschränkten Regulierungsansatz wird nun abgewichen, und die EU-Vorgaben werden wörtlich und detailliert auf Stufe ERV übernommen. Die extensiven und komplexen Vorgaben sind für Institute, welche keine Modellverfahren anwenden, nicht umsetzbar. Dies ergibt sich daraus, dass das verlangte Stress-Testing nur mittels sophistizierter Modellverfahren mit Bewertungsfunktionalitäten umgesetzt werden kann.

Wir stimmen dem Grundsatz gemäss bisheriger ERV zu, dass Konzentrationsrisiken im Deckungsportfolio begrenzt und überwacht werden sollen. Als nicht adäquat erscheinen uns jedoch die unter dem "Standardverfahren" unverhältnismässigen und nicht dem allgemeinen Regulierungsansatz entsprechenden Detailvorgaben gemäss Art. 118 Abs. 5 E-ERV. Falls die FINMA die Notwendigkeit sieht, neu nicht mehr nur auf den Grundsatz gemäss Abs. 4 wie bisher abzustellen, sondern detailliertere Ausführungsbestimmungen zu erlassen, sollte dies inhaltlich in einer für kleinere und mittlere Institute angepassteren Art und Weise und formell keinesfalls auf Stufe ERV, sondern in einem Rundschreiben, erfolgen. Mittels eines solchen Vorgehens könnten die Regelungen zwar detailliert werden, jedoch angemessen differenzieren zwischen den Anforderungen für grosse, international tätige Banken mit Modellverfahren und kleinere und mittlere Institute mit Standardverfahren.

3. Rundschreiben 2013/x: Anrechenbare Eigenmittel Banken

Rz 6.27: Anteil an Besserung nach Forderungsverzicht

Aus den Ausführungen in Rz 6.27 geht nicht klar hervor, ob ein write-up für Tier-2-Kapital nach einem "Point of non-viability"-Ereignis möglich ist. Wir schlagen vor, das Rundschreiben in diesem Punkt zu präzisieren und eindeutig zu definieren, welchen Handlungsspielraum ein Emittent in den Emissionsbedingungen hat.

Rz 15.7: Verpflichtungen gegenüber Vorsorgeeinrichtungen

Die Randziffer ist u.E. derart anzupassen, dass eine IFRS-Unterdeckung nur zu berücksichtigen ist, wenn gemäss FER 16 eine Vorsorgeverpflichtung bilanziert werden muss. Dies ist u.E. dann der Fall, wenn ein Mittelabfluss zur Behebung der Unterdeckung wahrscheinlich ist. Solange keine konkreten Sanierungsschritte zu Lasten der Bank beschlossen werden, ist u.E. auch keine Vorsorgeverpflichtung zu bilanzieren. (FER 16 behandelt die Rechnungslegung über die tatsächlichen wirtschaftlichen Auswirkungen von Vorsorgeverpflichtungen auf die Organisation (Arbeitgeber), wie dies bei IAS 19 der Fall ist; hingegen gilt FER 26 für Personalvorsorgeeinrichtungen in der Schweiz, welche ihre Jahresrechnung nach den gesetzlichen Vorschriften über die berufliche Vorsorge ablegen.)

Wir schlagen deshalb vor, Rz 15.7 wie folgt anzupassen:

"Einzig für die ausgewiesenen Verpflichtungen der Bank gegenüber in der Schweiz organisierten beruflichen Vorsorgeeinrichtungen kann von den Beträgen gemäss Rechnungslegung unter Anwendung international anerkannter Standards abgewichen und die Bewertung gemäss Swiss GAAP FER ersatzweise übernommen werden, sofern folgende Voraussetzung erfüllt ist:

- *Die Altersrentenleistungen der Vorsorgeinstitution basieren auf der effektiv geleisteten Summe der Beiträge von Arbeitgeber und Arbeitnehmer zuzüglich Verzinsung (Beitragsprimat).*
- *[Streichung zweiter "bullet point"]*

4. Rundschreiben 2008/20 Marktrisiken Banken

RZ 30: Kapitalbeteiligungen in Hedge Funds

Der Begriff "Hedge Fund" scheint uns zu wenig klar definiert. So existieren einerseits bspw. UCITS-Fonds, welche bezogen auf ihre Strategien stärkere Ähnlichkeiten zu klassischen Hedge Funds aufweisen als zu traditionellen "Long-Only"-Wertschriften-Fonds. Diese gelten für (europäische) Kunden als investierbar und haben u.a. sehr kurze Rückgabefristen. Andererseits gibt es auch UCITS-Fonds, welche bspw. via "Total Return Swaps" die etablierten Hedge-Fund-Strategien umsetzen.

Wir schlagen deshalb vor, den Begriff zu präzisieren und auf objektive Kriterien wie Rücknahmefristen, Häufigkeit der Bewertungen u.ä. abzustellen.

RZ 93: Spezifisches Risiko Zinsinstrumente

Gemäss der vorgesehenen Anpassung soll für die Bestimmung des spezifischen Risikos für Zinsinstrumente die Nettosition neu nicht mehr pro Emittent, sondern pro Emission gebildet werden.

Wir sind uns bewusst, dass aus formeller Sicht eine Anpassung an die Methodik "Basel pur" gerechtfertigt werden kann. Bei einer inhaltlichen Beurteilung gelangen wir jedoch zum Schluss, dass emittentenspezifische Preisvariationen sich über die Veränderung des Credit Spreads mit hoher Korrelation auf die verschiedenen Emissionen (im gleichen Rang) auswirken. Diese Tatsache unterstützt die Verrechnung von Long- und Short-Positionen aus verschiedenen Emissionen, wobei Laufzeiten-Inkongruenzen bspw. durch die Einführung von Laufzeitbändern und entsprechenden Verrechnungsregelungen berücksichtigt werden könnten.

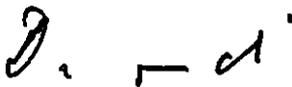
5. Rundschreiben 2008/22 EM-Offenlegung Banken

Tabelle 5 / Anhang 2, Mustertabelle 5: Segmentierung der Kreditrisiken

Nach unserem Verständnis sind die aufsichtsrechtlichen Risikogewichte in der Tabelle gemäss Entwurf nicht vollständig aufgelistet. Zudem empfehlen wir eine konsistent aufsteigende Anordnung der Spalten mit den einzelnen Risikogewichten.

Wir danken Ihnen im Voraus für die Prüfung und Berücksichtigung unserer Kommentare und Vorschläge. Für Rückfragen stehen wir gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen



Dr. Benno Degrandi
Sekretär



Dr. Georg Hess
Sekretär



Eidgenössisches Finanzdepartement
EFD
Generalsekretariat EFD
Rechtsdienst EFD

rechtsdienst@gs-efd.admin.ch

Basel, 11. Januar 2012

Stellungnahme zur Revision der Eigenmittelverordnung (Umsetzung Basel III)

Sehr geehrte Damen und Herren

Am 24. Oktober 2011 hat das Eidgenössische Finanzdepartement (EFD) die Anhörung zur Eigenmittelverordnung (ERV; SR 952.03) gestartet und interessierte Kreise eingeladen, zum Revisionsentwurf Stellung zu nehmen. Wir danken Ihnen für die Möglichkeit, uns zum Entwurf vernehmen zu lassen. Gerne übermitteln wir Ihnen hiermit die Haltung der Kantonalbanken. In separaten Stellungnahmen äussern wir uns zu den ERV-Anhörungen betreffend Eigenmittelunterlegung im Hypothekengeschäft, antizyklischer Puffer und TBTF.

Summary

Die Kantonalbanken begrüßen eine starke Eigenmittel-Ausstattung der Banken, die dem jeweiligen Risikoprofil entspricht und einen angemessenen ökonomischen Ertrag erlaubt. Die Mehrheit der Kantonalbanken verfügt traditionell über Eigenmittel, die weit über den Mindestanforderungen liegen. Unverzichtbar ist jedoch, dass die verschiedenen Komponenten der Eigenmittel-Anforderungen einerseits aufeinander abgestimmt sind und andererseits in ihrer Gesamtheit dazu führen, dass die verlangte Eigenmittel-Ausstattung in einem sachgerechten Verhältnis zum Risikoprofil einer Bank steht und eine angemessene Differenzierung zwischen Banken mit unterschiedlichen Risikoprofilen entsteht. Diesen Anforderungen genügt die jüngste Eigenmittel-Regulierung in der Schweiz nicht.

Die Kantonalbanken kritisieren daher weiterhin vehement die fehlende Gesamtkonzeption bzw. Gesamtschau im Bereich der Eigenmittelvorschriften. Angefangen bei der vorgezogenen Festlegung der Säule 2-Anforderungen, über die isolierten TBTF-Reglungen bis zur vorliegenden dreigeteilten ERV-Revision fehlt es sowohl an der nötigen Gesamtsicht als auch der gegenseitigen Abstimmung der verschiedenen Instrumente bzw. einem gesamtheitlichen und homogenen Vorgehen. Wir verlangen daher in der ERV eine einheitliche Konzeption für die Elemente Mindestanforderungen, zusätzliche Eigenmittel und die verschiedenen Puffer. Das vorliegend gewählte Vorgehen beinhaltet das unnötige Risiko bzw. leistet dem Resultat Vorschub, dass es insbesondere für Banken der Kategorie 2 und 3 zu überhöhten Eigenmittelanforderungen kommt. Die konzeptionell nicht aufeinander abgestimmten Elemente führen zu Eigenmittelanforderungen für Banken in den Kategorien 2 und 3, die – nicht nur im internationalen Vergleich, sondern auch gegenüber den TBTF-Banken – zu hoch sind: Eine über 13 % (Quantifizierung von Basisanforderung und Puffer gemäss TBTF-Expertenkommission) liegende Kapitalquote für nicht-systemrelevante Banken ist für sich allein und gegenüber den Vorgaben für TBTF-Institute in keiner Weise gerechtfertigt und lässt eine angemessene Differenzierung gegenüber den systemrelevanten Banken vermissen. Dies gilt erst Recht, wenn man die für die TBTF-Banken grosszügigeren Übergangsfristen zur Realisierung der Eigenkapitalanforderungen in Rechnung stellt.

Die Inhalte des Rundschreibens «Eigenmittelpuffer und Kapitalplanung bei Banken» haben grundlegenden Charakter und sind von fundamentaler Bedeutung für die Banken. Die zentralen Bestimmungen des Rundschreibens müssen daher im Gesamtkontext der übrigen Eigenmittel-Anforderungen stehen und eine rechtlich genügende Grundlage in der ERV haben. Insbesondere die quantitativen Eckwerte bezüglich der zusätzlichen Eigenmittel nach ERV Art. 34 müssen in der ERV konkret festgelegt werden. **In der Verordnung ist eine in sich stimmige Gesamtordnung zu schaffen, welche die erforderliche Differenzierung der Kapitalquote zwischen TBTF-Banken und nicht-systemrelevanten Banken vornimmt. Die anforderungsmässig korrekt austarierte Gesamtordnung ist nochmals in eine Anhörung zu geben.**

Die grosse Mehrheit der Kantonalbanken verlangt die Beibehaltung des SA-CH, weil dieser heute von der überwiegenden Mehrheit der Banken verwendet wird, einfacher konzipiert ist, bezüglich Eigenmittelunterlegung etwa äquivalent ist, mit einer Abschaffung unverhältnismässig hohe und unnötige Kosten entstehen würden und kein gewichtiger Nutzen erkennbar ist, der die Abschaffung rechtfertigen würde. Zudem kann die von der FINMA mit der Abschaffung verfolgte Zielsetzung, eine internationale Vergleichbarkeit herzustellen, nicht erreicht werden. Und nicht zuletzt entspricht das Angebot von Regulierungsvarianten (SA-CH, SA-BIZ und IRB) den EFD-Richtlinien für Finanzmarktregulierung.

Für weitere Punkte, denen aus unserer Sicht in einer definitiven Regelung der Eigenmittel-Vorschriften Rechnung zu tragen ist, verweisen wir auf unsere nachfolgende detaillierte Stellungnahme.

1 Allgemein

Nebst der qualitativen und quantitativen Erhöhung des erforderlichen Eigenkapitals stellen die Auswirkungen der Abschaffung des Standardansatzes zur Messung der Kreditrisiken (SA-CH) und der spezifischen Schweizer Multiplikatoren die massgeblichsten Veränderungen in der vorgelegten Überarbeitung der Eigenmittelverordnung dar. Würde daran festgehalten, müssten mit einer Ausnahme alle Kantonalbanken von SA-CH auf SA-BIZ umstellen und die damit verbundenen Kosten tragen, ohne dass denselben ein wirklicher Nutzen gegenüber stehen würde.

Wir haben es geschätzt, dass der VSKB in die nationale Arbeitsgruppe der FINMA zur Umsetzung der Basel III Vorgaben einbezogen war. Wir bedauern jedoch sehr, dass in der Arbeitsgruppe kein Dialog über die Abschaffung des SA-CH geführt werden konnte. Die FINMA hatte von Beginn weg vorgegeben, dass der Arbeitshypothese zu folgen sei, wonach der SA-CH sowie die Multiplikatoren abgeschafft und nur noch der SA-BIZ resp. IRB beibehalten werde. Damit muss die Beurteilung der Abschaffung des SA-CH nun im Rahmen der laufenden Anhörung erfolgen. Ebenfalls kein Dialog konnte über die Kumulation an zusätzlichen Eigenmitteln einerseits aus dem Rundschreiben „Eigenmittelpuffer und Kapitalplanung bei Banken“ und andererseits aus dem antizyklischen Puffer geführt werden. So verstehen wir auch heute noch nicht, weshalb die Eckwerte des genannten Rundschreibens nicht in die ERV integriert und nicht mit den übrigen Eigenmittel-Anforderungen abgestimmt werden.

2 Hauptkritikpunkte

2.1 Fehlende Gesamtschau

Die Kantonalbanken kritisieren weiterhin vehement die inhaltlich und zeitlich fehlende Gesamtkonzeption im Bereich der Eigenmittelvorschriften und das nicht aufeinander abgestimmte Vorgehen der verschiedenen Akteure (FINMA, SNB, EFD). Angefangen bei der vorgezogenen Festlegung der Säule 2-Anforderungen über die isolierten TBTF-Reglungen bis zur vorliegenden dreigeteilten ERV-Revision (generelle Eigenmittelvorschriften, antizyklischer Puffer und Eigenmittelunterlegung im Hypothekengeschäft) fehlt es an der nötigen Gesamtsicht bzw. einem gesamtheitlichen, homogenen Vorgehen, in dem die verschiedenen Instrumente sinnvoll aufeinander abgestimmt sind. Die Folgen sind unter anderem, dass die Eigenmittel-Anforderungen zwischen nicht systemrelevanten und TBTF-Banken nicht richtig austariert sind, dass die einzelnen Instrumente nicht sinnvoll zusammenspielen bzw. sich zum Teil überlagern, dass im Grundsatz zwar auf einen Swiss Finish verzichtet werden soll, dann aber doch wieder Spezialregelungen (im Hypothekerbereich) getroffen werden sollen oder dass die Ver-

hältnismässigkeit zwischen den Standardansätzen (SA-CH sowie SA-BIZ) und IRB nicht gewahrt ist (vgl. nachstehend Ziffer 2.4).

2.2 Abschaffung Standardansatz Schweiz zur Messung der Kreditrisiken (SA-CH)

Den unterschiedlichen Bankentypen wurde bei der Einführung von Basel II in der Schweiz im Jahr 2007 mit einer „Menü-Auswahl“ Rechnung getragen. Die EBK hat seinerzeit insbesondere die inlandorientierten Banken eingeladen, den SA-CH zu wählen. Die überwiegende Mehrheit der Banken verwendet heute den SA-CH, der den vielen hauptsächlich im inländischen Retailgeschäft tätigen Banken einen unnötigen Umstellungsaufwand erspart hat¹ und gut auf sie abgestimmt ist (Verzicht auf den Ansatz „one size fits all“). Der SA-CH beruht auf der Konzeption, dass gegenüber dem Basler Regelwerk einerseits pragmatische Vereinfachungen und andererseits prudentiell begründete Verschärfungen vorgenommen werden, dass wenig einleuchtende Vorschriften nicht übernommen und bewährte Schweizer Regeln bewusst weitergeführt werden. Es ist nicht nachvollziehbar, wieso dieser Ansatz nun aufgegeben werden soll und die FINMA die bestehende „Menü-Auswahl“ bzw. den Swiss Finish abschaffen will. Seitens der Regulierten gibt es keine entsprechenden Forderungen. Ebenso besteht kein entsprechender internationaler Druck, und es sind in der jüngsten Krise – im Vergleich zu anderen Eigenmittel-Berechnungsmethoden – auch keine gravierenden Mängel am SA-CH zutage getreten. Ein gewichtiger Nutzen, der die Abschaffung rechtfertigen würde, ist ebenfalls nicht ersichtlich. Argumente im Erläuterungstext, welche für die Abschaffung ins Feld geführt werden, halten bei näherer Betrachtung einer kritischen Würdigung nicht stand:

- *Verbesserte Eigenmittelbasis:* Die Auswirkungsstudie der FINMA betreffend Abschaffung des SA-CH geht davon aus, dass aus der Abschaffung zwar eine Reihe von Änderungen resultieren, dass sich daraus jedoch keine wesentlichen Veränderungen bei den erforderlichen Eigenmitteln ergeben würden. Damit wird bei der zentralen Zielsetzung von Basel III nichts gewonnen!
- *Straffung der Eigenmittelverordnung (Deregulierung):* Die bestehende „Menü-Auswahl“ ist für die Banken keine Überregulierung. Die Wahlmöglichkeit ist vielmehr eine verhältnismässige Lösung, die den Banken erlaubt, den ihnen angemessenen Ansatz umzusetzen. Würde nur noch ein Modell zugelassen, wäre das auf dem Papier zwar eine Deregulierung, in der Praxis aber für die überwiegende Mehrheit der Banken, die vom SA-CH auf SA-BIZ wechseln müssten, eine neue (unnötige) Regulierung (bezüglich Umstellungsaufwand siehe unten). Die Prüfung bzw. das Angebot von Regulierungsvarianten entspricht zudem den EFD-Richtlinien für Finanzmarktregulierung (Vorgaben für eine verhältnismässige, kostenbewusste und wirksame Regulierung des Finanzmarktes).
- *Realisierung einer international einheitlichen „Basel-pur-Umsetzung“:* Davon auszugehen, dass Basel III international (das heisst von allen wesentlichen Staaten) „pur“ umgesetzt und damit eine internationale Vergleichbarkeit hergestellt würde, ist unrealistisch. Das dürfte nicht einmal in der EU gelingen; auch dort wird es nationale Optionen geben. Auch in den USA dürfte es für die inlandorientierten Banken (um welche es beim SA-CH primär geht) beim US-Finish bleiben. Und nicht zuletzt ist zu konstatieren, dass auch die Schweiz Basel III nicht pur umsetzen wird (anvisierte strengere Vorgaben für die Eigenmittelunterlegung im Hypothekarbereich²).
- *Reduktion des Aufwands bei der FINMA:* Mit zwei parallelen Regelwerken ist der Unterhaltsaufwand der FINMA unbestrittenermassen grösser als nur mit einem. Die mit der Abschaffung des SA-CH bei der FINMA erzielte Einsparung stünde aber in keinem Verhältnis zum Aufwand, der mit der Abschaffung des SA-CH in der Bankenbranche verursacht würde (siehe unten).

Ohne einen materiellen Nutzen zu generieren und ohne die FINMA-Zielsetzungen bezüglich Klarheit, Transparenz und Vergleichbarkeit³ zu erreichen, die überwiegende Mehrheit der Schweizer Banken in den SA-BIZ zu zwingen und diesen damit hohe Umstellungskosten aufzuerlegen, ist unsinnig: Die Auswirkungsstudie der FINMA geht von Umstellungskosten von bis zu Fr. 300'000.-- für kleinere und mittlere Banken und von tiefen einstelligen Millionenbeträgen für grosse Banken aus. Da die überwie-

¹ Vgl. Erläuterungen zur Umsetzung der neuen Basler Eigenkapitalvereinbarung (Basel II) in der Schweiz, Oktober 2006, Seite 8&9

² Vgl. Anhörung zu einer Änderung der Eigenmittelverordnung betreffend Risikogewichtung für Wohnliegenschaften (Änderung von Anhang 4 ERV) vom 18. November 2011

³ Vgl. Erläuterungsbericht Änderung Eigenmittelverordnung und Ausführungsbestimmungen vom 21. Oktober 2011, Seite 8

gende Mehrheit der 320 Banken von einer Umstellung betroffen ist, ergeben sich geschätzte Umstellungskosten von Fr. 50 bis 100 Mio.

Das Basler Regelwerk ist ein Mindeststandard und beinhaltet naturgemäss verschiedentlich Kompromisse auf kleinstem gemeinsamem Nenner. Die Schweiz – und mit ihr der Finanzplatz Schweiz – ist bisher gut damit gefahren, die Mindeststandards zielgerichtet zu übertreffen, pragmatische Vereinfachungen vorzunehmen und bewährte Schweizer Regeln weiterzuführen. Davon sollte nicht ohne Not Abstand genommen werden. Insbesondere aber sind den Banken nicht unbegründet unverhältnismässige Umstellungsaufwände bzw. -kosten aufzubürden. Dies erst Recht nicht im derzeitigen Umfeld, das einerseits durch Unsicherheit und andererseits durch weitere gewichtige und kostentreibende Regulierungen (FATCA, Abgeltungssteuer etc.) geprägt ist.

Die grosse Mehrheit der Kantonalbanken fordert deshalb die Beibehaltung des SA-CH, der heute von der überwiegenden Mehrheit der Banken (bei den Kantonalbanken 23 von 24) verwendet wird und die nationale Vergleichbarkeit herstellt. Eine internationale Vergleichbarkeit ist für die den SA-CH verwendenden Banken nicht erforderlich. Und offensichtlich stellt sie auch für den Gesetzgeber keine Notwendigkeit dar (ansonsten würde er sie nicht bereits wieder mit Schweizer Sonderregeln durchbrechen wollen). Wünscht ein Institut – z. B. im Hinblick auf den Rating-Prozess – eine internationale Vergleichbarkeit, steht diesem der SA-BIZ zur Verfügung.

2.3 Grundzüge und Eckwerte einer Verordnung - Fehlende Integration des Rundschreibens „Eigenmittelpuffer und Kapitalplanung“ in die Eigenmittelverordnung

Per 1. Juli 2011 wurde das Rundschreiben «Eigenmittelpuffer und Kapitalplanung bei Banken» in Kraft gesetzt, welches gewichtige Vorgaben für zusätzliche Eigenmittel nach ERV Art. 34 macht. Dabei handelt es sich einerseits um materiell weitreichende (weit über den Mindestanforderungen liegende) zusätzliche Eigenmittelerfordernisse und andererseits um aufsichtsrechtlich weitreichende Vorgaben (Massnahmen bei Unterschreitung der Eigenmittelzielgrösse beziehungsweise der Interventionsstufe).

Die Eigenmittelverordnung muss bezüglich den verschiedenen Elementen wie Mindestanforderungen, zusätzliche Anforderungen und verschiedene Arten von Puffern einer klaren Konzeption folgen. Eine solche ist vorliegend nicht ersichtlich, und es erfolgt auch keine Zusammenführung aller wesentlichen Anforderungen in der ERV. Die konzeptionell nicht homogenen Elemente aus ERV und Rundschreiben «Eigenmittelpuffer und Kapitalplanung bei Banken» führen zu Eigenmittelanforderungen für Banken in den Kategorien 2 und 3, die – nicht nur im internationalen Vergleich – zu hoch sind.

Nach unserer Auffassung müssen die Grundzüge und Eckwerte von Regelungen im delegierenden Gesetz / der Verordnung selbst enthalten sein. Die zentralen materiellen Inhalte bezüglich „Eigenmittelpuffer und Kapitalplanung bei Banken“ müssen daher auf Stufe Verordnung (ERV) geregelt sein. Dabei sind nicht einfach die Eckwerte des einschlägigen Rundschreibens in die ERV zu integrieren, sondern es ist auf Stufe ERV dafür zu sorgen, dass eine richtig austarierte Grundordnung geschaffen wird, welche eine angemessene Differenzierung der Kapitalquote zwischen TBTF-Banken und nicht-systemrelevanten Banken vornimmt.

Wir verlangen in der ERV eine einheitliche Konzeption für die Elemente Mindestanforderungen, zusätzliche Eigenmittel und die verschiedenen Puffer, welche aus einer Gesamtsicht heraus verhindert, dass es insbesondere für Banken der Kategorie 2 und 3 zu vergleichsweise überhöhten Eigenmittelanforderungen kommt. Die zentralen Inhalte hinsichtlich «Eigenmittelpuffer und Kapitalplanung bei Banken» müssen in die ERV integriert werden. Ganz besonders gilt es, die quantitativen Eckwerte bezüglich der zusätzlichen Eigenmittel nach ERV Art. 34 in der ERV selbst zu verankern. Dabei ist in der Verordnung eine in sich stimmige Gesamtordnung zu schaffen, welche eine angemessene Differenzierung der Kapitalquote zwischen TBTF-Banken und nicht-systemrelevanten Banken vornimmt (siehe nachstehend Ziffer 2.4). Diese austarierte Gesamtordnung ist nochmals in eine Anhörung zu geben.

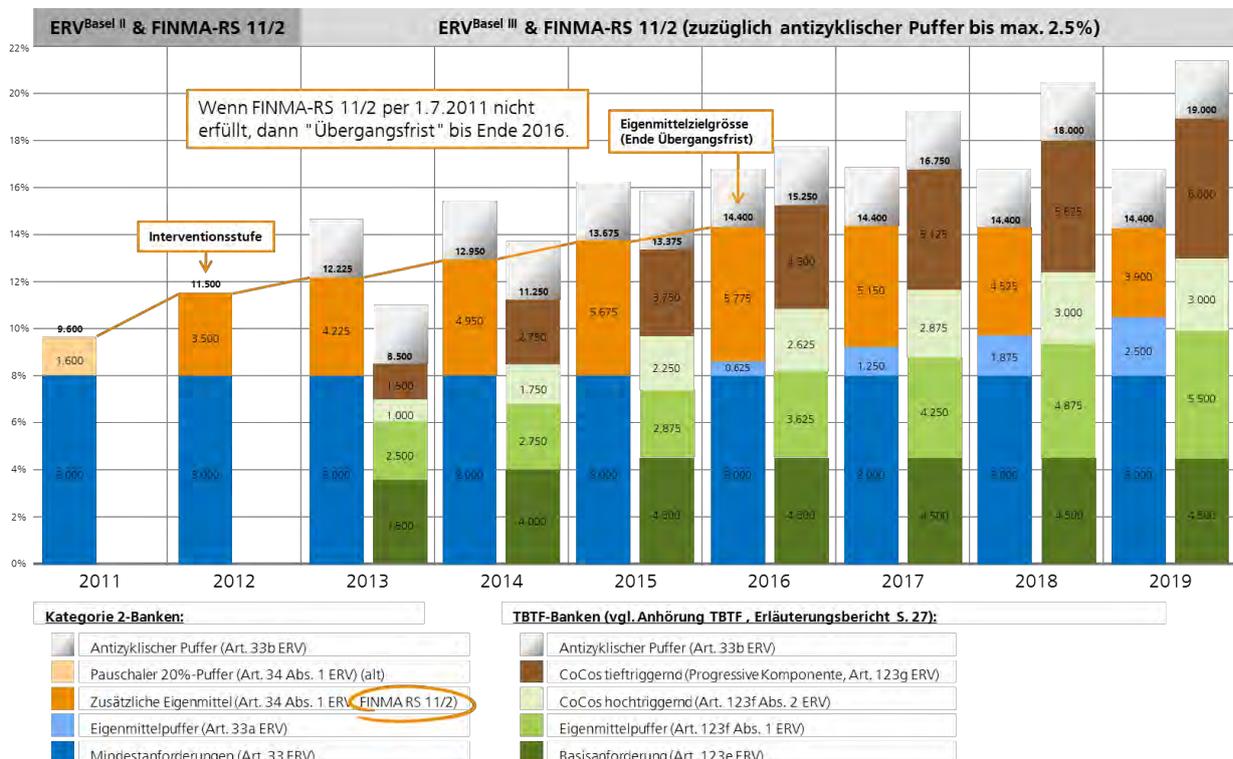
2.4 Differenzierung der Kapitalquote

Der Bundesrat hatte im November 2009 eine Expertenkommission zur Limitierung von volkswirtschaftlichen Risiken durch Grossunternehmen („Expertenkommission TBTF“) eingesetzt, deren Schlussbericht die Konzeption der Eigenmittelanforderungen für systemrelevante Banken aufzeigte.

Basisanforderung und Puffer quantifizierte die Expertenkommission mit 13 %, die darüber liegende „progressive Komponente“ – welche nur für systemrelevante Banken vorgesehen ist – liegt bei der damaligen Grösse und Marktposition der Grossbanken bei 6 %. Die gesamte Anforderung erreicht damit maximal 19 %. Diese Konzeption wurde durch das Parlament bestätigt. Aus dieser Festlegung folgt, dass die maximale Eigenmittelanforderung für nicht-systemrelevante Banken bei 13 Prozent liegen muss.

Eine über 13 % liegende Kapitalquote für nicht-systemrelevante Banken ist damit nicht gerechtfertigt. Wird über 13 % hinausgegangen, ist keine genügende Differenzierung gegenüber den systemrelevanten Banken mehr gegeben. Diese fehlende Differenzierung wird dadurch weiter verschärft, dass die risikogewichteten Aktiven der TBTF-Institute nicht nach dem SA-CH oder SA-BIZ, sondern nach institutsspezifischen Modell-Ansätzen berechnet werden und daher auch die Kapitalquoten nicht 1:1 verglichen werden können. Sowohl in den Anhörungsdokumenten des EFD zu den Risikogewichten für Wohnliegenschaften⁴ als auch im Erläuterungsbericht zur Änderung der ERV bezüglich Basel III⁵ wird diese Auffassung gestützt, da alleine die markant tieferen Risikogewichte auf Hypotheken zu einer erheblich tieferen Eigenmittelunterlegung – verglichen mit den Banken, die einen Standard-Ansatz verwenden – führen. Weiter ist davon auszugehen, dass die TBTF-Banken in den kommenden Jahren derart Anpassungen vornehmen werden, dass die progressive Komponente wohl deutlich unter 6 % liegen wird. Vollkommen unhaltbar wird die Situation, wenn man die Übergangsfristen zur Realisierung der Eigenkapitalanforderungen in Rechnung stellt, welche für die TBTF-Banken viel grosszügiger sind als für die Banken der Kategorie 2 und 3. Die nachfolgende Grafik zeigt auf, dass die Kapitalquoten für Kategorie 2-Banken im Vergleich zu TBTF-Banken unter (System-)Risikogesichtspunkten falsch kalibriert sind, was durch die unterschiedliche Übergangsfristenregelung in einzelnen Jahren noch zusätzlich verschärft wird und zu inakzeptablen Ergebnissen führt.

Vergleich Eigenkapitalanforderungen an Kategorie-2-Banken (FINMA-RS 2011/2) und an TBTF-Banken



⁴) Vgl. Anhörung zu einer Änderung der Eigenmittelverordnung (ERV) Risikogewichtung für Wohnliegenschaften, Bst. C „IRB-Banken“, S. 4 und 5

⁵) Vgl. Erläuterungsbericht Änderung Eigenmittelverordnung (ERV) und Ausführungsbestimmungen, Kap. 11.1.3, Parallelrechnung bei Verwendung von Modellverfahren (Art. 33c), S. 79 und 80

Die Kantonalbanken sind der klaren Auffassung, dass eine über 13 % liegende Kapitalquote für nicht-systemrelevante Banken in keiner Weise gerechtfertigt ist und eine angemessene Differenzierung gegenüber den systemrelevanten Banken damit nicht gegeben ist. Es liegt hier ein Fehler in der Konzeption vor, der behoben werden muss. Unter Berücksichtigung der TBTF-Vorlage sowie der tieferen IRB-Risikogewichte sollte die Kapitalquote für nicht-systemrelevante Banken deshalb zwischen 10.5% und maximal 13.0% liegen. Bei der Behebung des konzeptionellen Fehlers bzw. im Rahmen der Ausarbeitung von angemessen differenzierten Kapitalquoten ist auch den unterschiedlich strengen Übergangsfristen Rechnung zu tragen.

3 Weitere Punkte

Folgenden weiteren Punkten ist nach unserer Auffassung in einer definitiven Regelung der Eigenmittel-Vorschriften Rechnung zu tragen:

3.1 Abschliessende Definition des Ergänzungskapitals (Art. 27 E-ERV)

Wir vertreten die Auffassung, dass die ERV abschliessend alle anrechenbaren Elemente des Ergänzungskapitals zu definieren hat. So gehören die stillen Reserven, die Wertberichtigungen und die Kapitalinstrumente nicht in die Kompetenz der FINMA gestellt, sondern sind auf Verordnungsstufe zu regeln. In diesem Zusammenhang begrüssen wir die im separaten Rundschreiben „Anrechenbare Eigenmittel Banken“ gemachte Klarstellung, dass Dotationskapital bei öffentlich-rechtlichen Banken als CET1 gilt, erachten es jedoch als notwendig, diese elementare Angabe auf Stufe ERV festzulegen.

Die Definition der Voraussetzungen und Rahmenbedingungen für die Anrechenbarkeit von Ergänzungskapital und speziell die Klarstellung zum Dotationskapital sind auf Stufe ERV und nicht in Rundschreiben der FINMA vorzunehmen.

3.2 Übergangsfristen Anrechenbare Eigenmittel (Art. 125c E-ERV)

Die Übergangsfrist für nachrangige Anleihen ohne PONV-Klausel („point of non-viability“; Verlusttragung im Zeitpunkt drohender Insolvenz) wurde in zeitlicher Hinsicht insofern willkürlich verschärft, als dass nur noch bis zum 31. Dezember 2011 emittierte Kapitalinstrumente anrechenbar sein sollen.

Wir erachten die Verschärfung bei den Übergangsfristen für anrechenbare Eigenmittel, welche nicht im Einklang mit den Basler-Papieren steht, als zu einschneidend und im Widerspruch mit der Zielsetzung einer „Basel-Pur-Umsetzung“ und verlangen daher eine Übergangsfrist bis zum 31. Dezember 2012.

3.3 Risiko möglicher Wertanpassungen von Derivaten (Art. 41a E-ERV)

Es ist vorgesehen, für Risiken möglicher Wertanpassungen aufgrund des Gegenpartei-Kreditrisikos von Derivaten eine sog. CVA-Charge (Credit Valuation Adjustment) einzuführen, wobei zwei Verfahren (fortgeschrittener Ansatz sowie Standardansatz) vorgegeben sind. Beide Berechnungsweisen, auch der Standardansatz, sind sehr komplex und erfordern umfangreiche System- und Datenanpassungen. Da die Wirkungsanalyse der FINMA für kleinere und mittlere Institute vernachlässigbare Werte zeigte, schlagen wir vor, dass für diese Institute ein einfacher Ansatz (Pauschalansatz) eingeführt wird.

In diesem Zusammenhang soll nicht unerwähnt bleiben, dass nebst allen Massnahmen zur qualitativen und quantitativen Verbesserung des Eigenkapitals, allein die Einführung der neuen Elemente wie z. B. die CVA-Charge (Art. 41a E-ERV) oder die Unterlegung von Kreditrisiken und Garantieverpflichtungen gegenüber zentralen Gegenparteien (Art. 56a E-ERV) eine Erhöhung der erforderlichen Eigenmittel für die Institute von etwa 3% bedeuten.

Betreffend Einführung einer CVA-Charge (Credit Valuation Adjustment) beantragen wir, dass für kleinere und mittlere Institute ein einfacher Ansatz (Pauschalansatz) eingeführt wird.

3.4 Intragroup-Exposures in den Risikoverteilungsvorschriften (Art. 89 E-ERV)

Wir begrüssen den Entscheid, die zwischenzeitlich vorgeschlagene Obergrenze von 100 % für gruppeninterne Positionen wieder fallen zu lassen. Aufgrund des Erläuterungsberichtes (Kap. 8.3.2) können wir Abs. 1bis nachvollziehen. Im Sinne dieser Überlegungen sowie in der Annahme, dass die



FINMA für inländische Gruppengesellschaften die in Abs. 1 geforderte angemessene Aufsicht in jedem Fall garantiert, **schlagen wir jedoch folgende Präzisierung vor:**

Abs. 1bis

*„Die FINMA ist befugt, für **im Ausland domizilierte Gruppengesellschaften** die umfassende Ausnahme gruppeninterner Positionen nach Absatz 1 in Ausführungsbestimmungen angemessen einzuschränken.*

3.5 Risikoverteilungsvorschriften: Anrechnung von Sicherheiten (Art. 118 E-ERV)

Bis anhin konnten Institute im SA-CH nach Art 116 Abs. 2 den umfassenden Ansatz wählen, wenn sie die Konzentrationsrisiken angemessen begrenzt und überwacht haben (Art. 118, Abs. 4). Neu wird Art. 118 Abs. 4 durch weitere Absätze ergänzt, welche die Einführung von umfassenden Stresstests als Voraussetzung des umfassenden Ansatzes vorschreiben. Mit dieser weitreichenden Verschärfung ist der umfassende Ansatz für den grössten Teil der Schweizer Banken faktisch nicht mehr verfügbar. **Eine derartige Verschärfung wird daher abgelehnt.**

3.6 Gewichtung von Bankenpositionen nach Ursprungslaufzeit (Anhang 3, Pkt. 4, E-ERV)

Die Gewichtung der Bankenpositionen erfolgt im SA-BIZ aufgrund der Ursprungslaufzeit. Im Wissen darum, dass die Basler Vorschriften im SA-BIZ zwar eine Gewichtung aufgrund der Ursprungslaufzeit (statt Restlaufzeit) vorsehen, ist es doch allgemein anerkannt, dass eine Gewichtung aufgrund der Restlaufzeit risikogerechter wäre. Nach unserer Auffassung ist es nicht sinnvoll, hier die BIZ-Regeln 1:1 zu übernehmen, wenn dadurch ein Risiko nicht korrekt abgebildet wird.

Wir erwarten, dass die Gewichtung der Bankenpositionen aufgrund der Restlaufzeit erfolgt.

3.7 Parallelrechnungen bei Verwendung von Modellansätzen (Art. 33c E-ERV)

Institute mit genehmigten Markt- oder Kreditrisikomodellverfahren müssen nach neuer Vorgabe in der Lage sein, auf Verlangen der FINMA eine Eigenmittelunterlegung nach Massgabe eines von der FINMA vorgegebenen Standardverfahrens parallel zum Modellverfahren berechnen zu können (= parallel zum Modellansatz Implementierung und Betrieb eines Standardverfahrens). Dies bedingt, dass das jeweilige Institut neben Know-how und Ressourcen für das Modellverfahren auch solche für das Standardverfahren vorhalten muss.

Wir erachten die Auflage „Parallelrechnungen bei Verwendung von Modellansätzen“ als problematisch, da die Voraussetzungen für die Genehmigung eines Modellverfahrens methodisch, prozessual und dokumentarisch bereits hoch sind und sich von denjenigen des Standardverfahrens unterscheiden. Parallel umfassend Know-how und Ressourcen für das Standardverfahren vorzuhalten bzw. den Standardansatz implementieren und betreiben zu müssen, beinhaltet – in Kombination mit der vorgeschlagenen Abschaffung des SA-CH – das Risiko, dass sehr viele Banken faktisch nur noch der SA-BIZ zur Verfügung steht.

Zusammenfassend erwarten wir insbesondere,

- **dass die Eigenmittel-Regulierung aus einer in sich stimmigen Gesamtbetrachtung heraus erfolgt, dass die wesentlichen Eckwerte des Rundschreibens «Eigenmittelpuffer und Kapitalplanung bei Banken» in der ERV geregelt werden und dass in der Verordnung eine in sich stimmige Gesamtordnung geschaffen wird, welche die erforderliche Differenzierung der Kapitalquote zwischen TBTF-Banken und nicht-systemrelevanten Banken vornimmt. Diese austarierte Gesamtordnung ist nochmals in eine Anhörung zu geben.**
- **dass die Option SA-CH bestehen bleibt.**

Wir danken Ihnen für die wohlwollende Prüfung dieser und unserer weiteren Anliegen sowie deren angemessene Berücksichtigung.

Freundliche Grüsse

Verband Schweizerischer Kantonalbanken



Hanspeter Hess
Direktor



Dr. Thomas Hodel
Vizedirektor

Kopie an: Eidgenössische Finanzmarktaufsicht; Frau Petra Schöb, Einsteinstrasse 2, 3003 Bern

WIR Bank Genossenschaft

Auberg 1, 4002 Basel

www.wir.ch

Telefon 0848 947 947

Telefax 0848 947 942

E-Mail info@wir.ch

GS / EFD
✚ 17. Jan. 2012 ✚
LO/AM

Kontaktperson:

Germann Wiggl

061 277 92 47

germann.wiggli@wir.ch

Zu Handen: rechtsdienst@gs-efd.admin.ch

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD

Herr Bruno Dörner, Leiter Rechtsdienst

Rechtsdienst EFD

Bundesgasse 3

3003 BERN

Basel, 16. Januar 2012

Vernehmlassung betreffend Revision der ERV (Basel III)

Sehr geehrter Herr Dörner

Gerne erlauben wir uns, uns zur vorgenannten Änderung spontan vernehmen zu lassen und danken Ihnen im Voraus für die allfällige Berücksichtigung unserer Überlegungen.

Der Markt wird seit Beginn der Finanzkrise zwecks Stützung von Konjunktur und Nachfrage mit Liquidität versorgt, was die Hypothekenzinssätze in die Tiefe zog und das Hypothekenzinnsatzwachstum förderte. Dies sowie die gute Tragbarkeit, das Bevölkerungswachstum und die Entwicklung des Pro-Kopf-Einkommens trieben die Immobilienpreise regional (Genève, Nyon, Zürich, Oberengadin, Lugano) in die Höhe.

Da die internen Belehnungsrichtlinien auf der Basis überhöhter Kaufpreise formell eingehalten sind, müssen die Hypotheken nicht als ETP behandelt werden. Die Wohneigentümer verdanken also ihre gute Tragbarkeit in gewissem Masse den historisch tiefen Hypothekenzinsen. Dies kann dazu verleiten, überbewertete Immobilien weiterhin zu normalen Rahmenbedingungen zu finanzieren. Aus diesem Grund beabsichtigt der Bundesrat, Kredit- und Immobilienpreiswachstum von Wohnliegenschaften zu drosseln, was im Rahmen der auf Basel III ausgerichteten Revision der ERV durch eine Verschärfung der Eigenmittelvorschriften erreicht werden soll.

Bei der Umsetzung wird bedauerlicherweise ausgeblendet, weshalb sich der Immobilienmarkt überhitzt hat bzw. bei welchen Instituten die Richtlinien für die Prüfung, Bewertung und Abwicklung grundpfandgesicherter Kredite mehr schlecht als recht eingehalten wurden.

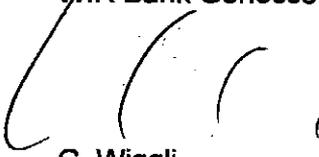
Ausgelöst durch die Finanzkrise, hatte ein Run auf die Bankguthaben der UBS stattgefunden und in 2008 und 2009 zu Nettoneugeldabflüssen von 103.0 Mia. bzw. 45.8 Mia. geführt. Auch wenn zur allgemeinen Beruhigung die Einlagensicherung auf 100'000 erhöht wurde, konnte nicht verhindert werden, dass die Passivgelder der Institute mit impliziter Staatsgarantie an die mit expliziter Staatsgarantie (auch Postfinance und Raiffeisen) gelangten. Die Staatsgarantie hatte den Liquiditätsabfluss bei den anderen Banken begünstigt und so die Finanzkrise verschärft. Die privilegierten Banken konnten mit dem zu Null verzinsten Geld im Aktivgeschäft den Immobilienmarkt aufkaufen, was die eindrucklichen Zunahmen der Hypothekarforderungen der Kantonalbanken (bis 8.5% jährlich) belegen. Kleinere Institute hatten dabei das Nachsehen.

Wer davon ausgehen darf, dass er in der Not auf jeden Fall finanziell unterstützt wird, kann dazu verleitet werden, Kreditgeschäfte mit höheren Risiken einzugehen als ohne Staatsgarantie, weil er nicht vollumfänglich der Marktdisziplin ausgesetzt ist. Die bedeutenden Liquiditätszuflüsse könnten also die begünstigten Banken zu einer lockeren Kreditvergabepraxis angestiftet haben, welche sich zusätzlich in sinkenden Margen widerspiegelt. Wenn dem so ist, ist nicht einzusehen, weshalb kleinere Bankinstitute von den Verschärfungen der Eigenmittelregelungen für Wohnbauten mit gleicher Härte getroffen werden sollen wie Institute, die die Überhitzungserscheinungen zu verantworten haben.

Sollten die neuen ETP-Regeln die Kantonalbanken mit Staatsgarantie ausgelöst haben, wäre es im Hinblick auf die hier skizzierten Entwicklungen im Immobiliensektor angezeigt, die Eigenmittelanforderungen an diese entsprechend zu erhöhen. Dadurch würden die der Staatsgarantie inhärenten Wettbewerbsvorteile ausgeglichen, deren negativen Effekte auf die Volkswirtschaft verringert und die Gleichbehandlung von direkten Konkurrenten in wirtschaftlich schwierigen Zeiten gefördert. Das dürfte im Hinblick auf die fortschreitende regulatorische Anpassung an die europäischen Verhältnisse durchaus im Interesse der Aufsichtsinstanzen sein. Eine Aufgabe der Staatsgarantie müsste dies natürlich nicht nach sich ziehen.

Indem wir Ihnen für Ihre werte Kenntnisnahme bestens danken, verbleiben wir

mit vorzüglicher Hochachtung
WIR Bank Genossenschaft


G. Wiggli
Vorsitzender der Geschäftsleitung


O. Willmann
Präsident des Verwaltungsrates

Doppel zu Händen FINMA

per Email an: rechtsdienst@gs-efd.admin.ch

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD

Generalsekretariat EFD

Rechtsdienst EFD

Kontakt Rudolf Sigg
Telefon 044 292 84 01
Fax 044 292 86 81
E-Mail rudolf.sigg@zkb.ch
Adresse Bahnhofstrasse 9, 8010 Zürich

Briefadresse: Postfach, 8010 Zürich

Zürich, 13. Januar 2012

Stellungnahme zur Revision der Eigenmittelverordnung (Umsetzung Basel III)

Sehr geehrte Damen und Herren

Am 24. Oktober 2011 hat das Eidgenössische Finanzdepartement (EFD) die Anhörung zur Eigenmittelverordnung (ERV; SR 952.03) gestartet und interessierte Kreise eingeladen, zum Revisionsentwurf Stellung zu nehmen. Wir danken Ihnen für die Möglichkeit, uns dazu äussern zu können.

Unsere grundsätzliche Stellungnahme erfolgt im Rahmen des Verbandes Schweizerischer Kantonalbanken (VSKB). Wir unterstützen die darin geäusserte kritische Haltung in allen Punkten und wollen diese um die nachfolgenden Punkte ergänzen:

Bemerkungen zur Konzeption des Eigenmittelregelwerkes

Die „Basler-Vorschriften“ sind vom Basler Ausschuss für grosse international tätige Banken konzipiert worden, dies hat bis heute unveränderte Gültigkeit. Auf Initiative der damaligen EBK wurden die „Basler-Vorschriften“ in der Schweiz flächendeckend für alle Banken eingeführt, indem sie in die Eigenmittelverordnung übernommen wurden. Daneben wurde aber ein schweizerischer Standard-Ansatz beibehalten den die grosse Mehrheit der Banken anwendet. Die Konzeption von Basel sieht vor, dass insbesondere Banken mit hoch entwickeltem Risikomanagement fortgeschrittene Verfahren (Modellverfahren) zur Messung von Markt-, Kreditrisiken und operationellen Risiken wählen können - kleineren Banken ist dieses Messverfahren allein schon aus den grossen daraus entstehenden Kosten bezüglich der Implementierung und dem Betrieb solcher Verfahren verwehrt und sie verwenden die Standardverfahren mit pauschalen Risikogewichtungssätzen.

Die Finanzkrise hat gezeigt, dass die Modellverfahren zur Messung der Marktrisiken in der Vergangenheit weniger robust waren. In der Folge wurde dieses Modellverfahren mittels „stressed value at risk“ robuster gemacht und es resultierten massiv höhere Eigenmittelanforderungen für die Banken die dieses Modellver-

fahren anwenden. Im Gegensatz zu den anderen Ländern wurde diese Anpassung in der Schweiz schon per 1.1.2011 eingeführt und vollzogen.

Die Modellverfahren zur Messung der Kredit- und operationellen Risiken wurden hingegen bisher nicht grundlegend verändert. Aus der Erkenntnis, dass die Modellverfahren weniger robust sind und in der Konzeption der Basler Vorschriften möglicherweise nicht alle Risiken abgedeckt sind, wurde unter Basel der Eigenmittelpuffer und der antizyklische Puffer konzipiert. Diese beiden Puffer sollen nun eingeführt werden, um die Eigenmittelanforderungen für die Banken deutlich zu erhöhen.

Wenn nun die stark im Zusammenhang mit den Modellverfahren stehenden beiden Puffer (Eigenmittelpuffer von 2.5% und antizyklischer Puffer von 0-2.5%) in einem für grosse internationale Banken konzipierten Regelwerk in der Schweiz wiederum flächendeckend für alle Banken und damit auch für diejenigen mit dem als robust geltenden Standardverfahren angewendet werden, ist dies nicht nur fachlich falsch sondern stark wettbewerbsverzerrend wie nachfolgend erläutert wird!

Konzeptioneller Mangel: Gleiche Puffer bei unterschiedlichen Messverfahren

Grosse internationale Banken wenden bei den Kreditrisiken für die Ermittlung der Eigenmittelanforderungen ein Modellverfahren (A-IRB oder F-IRB) an. Bei einer zwar wesentlich höheren Komplexität als dem Standardansatz werden auf Basis der unternehmensspezifischen historischen Verlustdaten die Mindestanforderungen an Eigenmittel berechnet. Dies soll risikoadäquatere Resultate liefern als der auf einem starren System basierende Standardansatz. Die Risikogewichtungen liegen aus diesem Grund tiefer als im Standardansatz.

In der Schweiz stellen die Kreditrisiken im Allgemeinen und die aus der Vergabe der Hypothekarkredite entstehenden Kreditrisiken im speziellen, das grösste und damit wichtigste Element der erforderlichen Eigenmittel für die Banken dar. Als sehr gutes Beispiel werden deshalb nachfolgend die Risikogewichtungen für Wohnhypotheken der Grossbanken nach dem Modellverfahren (IRB-Ansatz) mit denjenigen von grösseren Kantonalbanken und der Raiffeisengruppe nach dem Standardverfahren verglichen:



Dabei wird offensichtlich, dass einerseits wohl kaum eine vielfach bessere Qualität der Hypotheken der Grund für die massiv tiefere Risikogewichtung darstellt¹ und andererseits zeigt sich, dass die neu geschaffenen Puffer konzeptionell für die Modellverfahren und nicht für die Standardverfahren geschaffen wurden.

¹ Vgl. EBK, Erläuterungen zur Umsetzung der neuen Basler Eigenkapitalvereinbarung (Basel II) in der Schweiz, Oktober 2006, S. 24: „Die Anwendung anspruchsvollerer Ansätze führt – gleiches Risikoprofil vorausgesetzt – zu tieferen Eigenmittelanforderungen. Der systemischen Bedeutung der beiden Grossbanken wird dabei jedoch sowohl unter Säule 1 wie auch 2 von Basel II besonders Rechnung getragen.“

Würde die Zürcher Kantonalbank ihre Kreditrisiken mit den Risikogewichten des UBS- oder Credit Suisse-Modellverfahrens messen (Basis sind die in den Geschäftsberichten publizierten Daten) würde die Kernkapitalquote der Zürcher Kantonalbank massiv ansteigen. Per Stichtag 31.12.2010 hätte sich statt eine Kernkapitalquote von 14 % eine solche von ca. 25 % ergeben!

Damit wird offensichtlich, dass es falsch ist, für Banken die den Standardansatz verwenden, die gleichen hohen Puffer (Eigenmittelpuffer und antizyklischer Puffer) zu verwenden wie für diejenigen die einen Modellansatz verwenden. Wir fordern deshalb, dass das Regelwerk einer konzeptionellen Anpassung unterzogen wird und die über den Minimalanforderungen liegenden Puffer auf die unterschiedlichen Risikomessverfahren abgestimmt werden, was faktisch geringere Puffer im Standardansatz bedeutet. Erfolgt keine solche Anpassung, muss in Kauf genommen werden, dass grössere Banken künftig ebenfalls das bedeutend kapitalschonendere Modellverfahren anwenden und den Zyklen mehr ausgesetzt sind.

Wettbewerbsverzerrung

Die FINMA hat per 1.7.2011 ein Rundschreiben 11/2 „Eigenmittelpuffer und Kapitalplanung“ in Kraft gesetzt, das die aktuell gültige Eigenmittelverordnung bezüglich den über der Mindestanforderung liegenden Kapitalanforderungen (Art. 34 ERV) neu interpretiert. Bei der Festlegung der Eigenmittelverordnung zur Einführung von Basel I resp. Basel II, war die gesetzgeberische Absicht, dass Banken über den Mindestanforderungen von 8% einen Puffer von 20% (insgesamt 9.6%) halten müssen².

Das oben erwähnte Rundschreiben erfordert nun (entgegen der gesetzgeberischen Absicht bei Einführung der Eigenmittelverordnung) seit 1.7.2011 viel höhere Puffer (30% bis 80%, anstelle 20%) von den Banken (ohne TBTF-Institute). Mit einer Ausnahme wenden nur die Konzerne UBS und die Credit Suisse das Modellverfahren zur Messung der Kreditrisiken an - so gesehen sind die hohen Puffer für die restlichen Banken mit Standardansatz viel zu hoch, weil diese Risikogewichtungssätze konzeptionell eben robust und damit viel höher sind als diejenigen aus den Modellverfahren!

Wir haben errechnet, dass sich allein auf Grund der Kategorisierung für im gleichen Geschäft tätige Banken (ohne Grossbanken) bei Hypothekarkrediten Wettbewerbsverzerrungen von (je nach Zusammensetzung des Kreditportfolios) bis zu 15 Basispunkten ergeben. Die Unterschiede über alle Banken hinweg sind wegen der Möglichkeit zur Anwendung eines Modellansatzes noch bedeutend grösser. Beim aktuell tiefen Zinsniveau mit den umkämpften Margen bedeutet dies einen erheblichen Wettbewerbsunterschied.

Obwohl man meinen könnte die bei maximal 19% liegenden Kapitalquoten für TBTF-Institute würden eine höhere Eigenmittelunterlegung bedeuten als die bei den restlichen Banken geforderten Ziel-Kapitalquoten (von 10.5%-14.4%), soll nachfolgend dargestellt werden, dass dies in einem sehr wesentlichen Bankgeschäft wie dem Hypothekengeschäft nicht der Fall ist. Das Beispiel macht einen Vergleich zwischen den Modell- und dem Standardverfahren für eine Wohnhypothek mit einer Belehnung bis zu 2/3 des Verkehrswertes.

² Vgl. EBK, Erläuterungen zur Umsetzung der neuen Basler Eigenkapitalvereinbarung (Basel II) in der Schweiz, Oktober 2006, S. 53

Ansatz	Wohnhypothek [in CHF]	Risikogewicht ¹	FINMA-Zuschläge ²	Total	RWA [in CHF]
Standardansatz (SA-CH)	1'000'000	35.0%	N/a	35.0%	350'000
IRB-Ansatz UBS	1'000'000	9.0%	2.0%	11.0%	110'000
IRB-Ansatz CS	1'000'000	12.8%	1.0%	13.8%	138'000

		Erforderliche Eigenmittel					
		Minimum	Kategorie 5	Kategorie 4	Kategorie 3	Kategorie 2	Kategorie 1 (BTRF)
Ansatz	RWA [in CHF]	8%	10.5%	11.2%	12%	13.6% - 14.4%	18%
Standardansatz (SA-CH)	350'000	28'000	36'750	39'200	42'000	47'600-50'400	63'000
IRB-Ansatz UBS	110'000	8'800					11'000
IRB-Ansatz CS	138'000	11'040					138'200

¹ Die Risikogewichte für den IRB-Ansatz wurden auf Basis der Geschäftsberichte (Daten per 31.12.2010) von UBS bzw. CS berechnet. Es handelt sich um Schätzungen.

² Umfasst einen Zuschlag für Kreditrisiken, die mit dem Standardansatz behandelt werden.

Diese Darstellung zeigt die enormen Auswirkungen in der Eigenmittelunterlegung durch die Anwendung der unterschiedlichen Messverfahren (Modellverfahren/IRB vs. Standardverfahren/SA-CH) und unterstreicht, dass die Puffer für die Banken der Kategorie 2-5 viel zu hoch sind, wenn die Banken das Standardverfahren anwenden!

Wir erachten es als zwingend erforderlich, dass durch die Regulation eine Gleichbehandlung für dieselbe Geschäftstätigkeit resp. eine Wettbewerbsneutralität sichergestellt ist. Wir fordern daher, dass diese Wettbewerbsverzerrung konzeptionell bereinigt wird.

Wir möchten an dieser Stelle nochmals auf unsere Stellungnahme vom 19. Juli 2010 zuhanden der FINMA verweisen, die nach wie vor unveränderte Gültigkeit hat. Darin haben wir im Vorfeld der Einführung des Rundschreibens 11/2 ebenfalls schon auf solch wichtige Punkte hingewiesen. Gerne legen wir diese Stellungnahme unserem Schreiben bei.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Überlegungen und Anliegen. Für Rückfragen oder einen ergänzenden Austausch stehen wir Ihnen selbstverständlich gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
Zürcher Kantonalbank

Bruno Meier
Chief Risk Officer

Rudolf Sigg
Chief Financial Officer

Finanz
Postfach, 8010 Zürich
Briefadresse: Postfach, 8010 Zürich

A-Post

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
FINMA
Herrn Dr. Patrick Raaflaub, Direktor
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

Kontakt Rudolf Sigg
E-Mail rudolf.sigg@zkb.ch
Direktwahl +41 44 292 84 01
Fax +41 44 292 86 81

Zürich, 19. Juli 2010

Stellungnahme zum Diskussionspapier "Anpassung der Eigenmittelanforderungen unter Säule 2 und Einführung einer Leverage Ratio"

Sehr geehrter Herr Dr. Raaflaub

Mit der FINMA-Mitteilung 10 vom 18. Juni 2010 haben Sie das Diskussionspapier zur „Anpassung der Eigenmittelanforderungen unter Säule 2 und die Einführung einer Leverage Ratio“ veröffentlicht und verschiedenen Kreisen ermöglicht, sich zum Diskussionspapier schriftlich zu äussern. Wir danken Ihnen für die Möglichkeit, zum Diskussionspapier Stellung nehmen zu können.

Unsere grundsätzliche Stellungnahme erfolgt im Rahmen des Verbandes Schweizerischer Kantonalbanken (VSKB). Wir unterstützen die darin geäusserte kritische Haltung und gehen daher nachfolgend nur noch auf zwei ergänzende Punkte ein.

Wettbewerbsverzerrung

Die Konzeption der Basler Eigenkapitalstandards sehen auch heute noch vor, dass eine risikogerechte und vollständige Erfassung der von den Banken getätigten Geschäfte erfolgt; dass dabei eine Gleichbehandlung für dieselbe Geschäftstätigkeit zur Anwendung kommt und eine Beseitigung von Wettbewerbsnachteilen insbesondere im internationalen Geschäft erzielt werden soll.

Der Basler Ausschuss beabsichtigt nun auf Grund der jüngst gesammelten Erkenntnisse das Regelwerk der Säule 1 wieder auf den aktuellen Stand zu bringen und den Banken eine den neuesten Erkenntnissen folgende risikogerechte Erfassung der verschiedenen Risikoarten vorzuschreiben. Unter der Säule 2 (supervisory review process) sollen laut Basler Konzeption die nachfolgenden Themenstellungen angegangen werden, bei denen Mängel zu Tage getreten sind:

- firm-wide governance and risk management;
- capturing the risk of off-balance sheet exposures and securitisation activities;
- managing risk concentrations;
- providing incentives for banks to better manage risk and returns over the long term; and
- sound compensation practices.

Wenn nun die FINMA unter dem Leitsatz der Säule 2 eine Konzeption von zusätzlichen Eigenmittelerfordernissen vorlegt, die bei den nicht systemrelevanten Banken mit Ausnahme von Kleinstbanken zu erheblichen oder massivsten zusätzlichen Eigenmittelerfordernissen führen soll, stellen sich die folgenden grundsätzlichen und wesentlichen Fragen:

- Ist die Konzeption der Säule 1 derart mangelhaft, dass dafür resp. für die verbleibenden Risiken solch hohe Zuschläge erforderlich sind?
- Wie koordiniert die FINMA das einheitliche internationale Vorgehen für das von ihr konzipierte Vorgehen unter Säule 2, das einerseits zu einer massiven Belastung der CH-Banken im internationalen Vergleich und zu erheblichen Unterschieden im nationalen Vergleich führt?
- Wie lassen sich derart hohe Zuschläge wenigstens grob fachlich/wissenschaftlich belegen resp. welche expliziten Risiken sollen damit und in welchem Umfang erfasst werden?

Auf nationaler Ebene stellen wir fest, dass mit der vorliegenden Kategorisierung insbesondere auf die reine Grösse der Institute fokussiert wird und dabei das klassische Kredit-, Hypothekar- und Spargeschäft zum kostentreibenden Faktor wird. Wir haben errechnet, dass sich auf Grund der Kategorisierung für im gleichen Geschäft tätige Banken (ohne Grossbanken) bei Hypothekarkrediten Wettbewerbsverzerrungen von (je nach Zusammensetzung des Kreditportfolios) bis zu 15 Basispunkten ergeben. Beim aktuell tiefen Zinsniveau mit den tiefen Margen bedeutet dies einen erheblichen Wettbewerbsunterschied.

Wir erachten es als zwingend erforderlich, dass durch die Regulation eine Gleichbehandlung für dieselbe Geschäftstätigkeit resp. eine Wettbewerbsneutralität sichergestellt ist. Es darf nicht sein, dass die Regulation eine derartige Wettbewerbsverzerrung in ihrer Konzeption enthält und die Banken vorweg in ihrer Entscheidung zur individuellen und strategischen Ausgestaltung der Eigenmittel-Überdeckung beschränkt.

Unterschiede bei den Messverfahren

Die Konzeption von Basel sieht vor, dass insbesondere Banken mit hoch entwickeltem Risikomanagement fortgeschrittene Verfahren zur Messung von Markt-, Kreditrisiken und operationelle Risiken wählen können. Dabei erfolgt eine institutspezifische Kalibrierung. Wenn nun in der Schweiz die Grossbanken unter der Säule 2 einen erheblichen Zuschlag erfahren, erfolgt dies vermutlich sowohl aus der Systemrelevanz, dem Geschäftsmodell aber wohl auch aus den in den fortgeschrittenen Verfahren nicht oder ungenügend erfassten Risiken insbesondere auch in den operationellen Risiken. Diese Verfahren dürften zudem bezüglich Antizyklität noch immer weniger robust sein als die Standardverfahren.

Die überwiegende Mehrheit der Banken in der Schweiz wendet jedoch keine dieser fortgeschrittenen Verfahren an und deshalb müsste auch der Säule-2-Zuschlag massiv geringer ausfallen als für Institute, die die verschiedenen fortgeschrittenen Verfahren zur Messung ihrer Risiken anwenden. Es müssten sich daher zwischen den systemrelevanten Banken mit komplexen Geschäftsmodellen und fortgeschrittenen Messverfahren eine eklatante Unterscheidung bezüglich Säule-2-Zuschlägen ergeben.

Da die verschiedenen Multiplikatoren und die Modellverfahren nicht offengelegt werden, muss auch die Frage offen bleiben, ob bei den Grossbanken fehlende Komponenten in den Modellen resp. den Säule-1-Multiplikatoren nun über die Säule 2 erfolgen sollen. Eine diesbezügliche Offenlegung sowie eine Darstellung resp. Quantifizierung der Säule 2 in systemische Relevanz und verbleibende restliche Risiken würde mehr Transparenz schaffen.

Die nicht systemrelevanten Banken könnten angesichts der weiter oben ausgeführten Umstände geneigt sein, den erheblichen (und sich an den Grossbanken ausrichtenden) Zuschlägen durch die Säule 2 ebenfalls mit der Anwendung von fortgeschrittenen Messverfahren Rechnung zu tragen. Dies dürfte aber insbesondere in Bezug auf die Zyklizität unvorteilhaft resp. unerwünscht sein. Es stellt sich daher die unausweichliche Frage: sind solch hohe Säule-2-Zuschläge für nicht systemrelevante Banken und Banken mit Standardverfahren wirklich gerechtfertigt und wie lässt sich die geringe Differenzierung erklären?

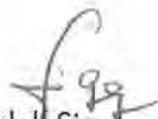
Wir bitten Sie, sowohl die durch den VSKB geäusserten grossen Bedenken als auch die in diesem Dokument aufgeworfenen Punkte in Ihrer weiteren Vorgehensweise zu berücksichtigen.

Freundliche Grüsse

Zürcher Kantonalbank



Matthias Stöckli
(Leiter Rechnungswesen)



Rudolf Sigg
(Chief Financial Officer)

Kopie an: Verband Schweizerischer Kantonalbanken, 4002 Basel